TRENTE-SIXIÈME ANNÉE — N° 10 658 — 48 PAGES — MARDI 8 MAI 1979

Une vingtaine d'attentats en Corse

LIRE PAGE 18



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,80 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,80 dir.; Tunisie, 130 m.; Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, $ 0.85; Côte-d'Ivoire, 155 F CFA; Danemark, 4 kr.; Espagne, 50 pes.; Grande-Bretagne, 25 p.; Grèce, 25 dr.; Iran, 50 ris.; Italie, 500 L.; Liban, 250 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 27 esc.; Sénégal, 150 F CFA; Suède, 2,80 kr.; Suisse, 1,10 fr.; U.S.A., 75 cts; Yougoslavie, 20 din.

Tarif des abonnements page 44

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

AUTRICHE

Le chancelier Kreisky obtient la majorité absolue aux élections pour la troisième fois

Victoire d'un socialisme pragmatique

Le succès du chancelier Kreisky, démentant sondages et pronostics, est d'autant plus remarquable qu'il intervient après la série de déboires essuyés depuis deux ans dans différents pays du Vieux Continent par les partis de gauche. De l'échec de M. Olof Palme en Suède en septembre 1976 à celui de M. Callaghan le 3 mai en Grande-Bretagne, un certain nombre de revers électoraux pouvaient laisser penser que M. Kreisky allait être à son tour victime d'un reflux des sociaux-démocrates en Europe.

Or il n'en a rien été : le parti du chancelier assure au contraire sa majorité absolue en voix et en sièges. Le charisme personnel de M. Kreisky entre pour beaucoup dans un événement que la presse autrichienne salue ce lundi comme un triomphe personnel. Mais la progression des socialistes autrichiens depuis neuf ans, si elle s'est effectuée par très petites étapes, n'en a pas moins été constante. Elle vient récompenser une politique qui a permis à ce petit pays, dépourvu de matières premières, de traverser sans drame la crise qui secoue les économies occidentales.

En jouant sans désemparer le jeu de la concertation avec les différents partenaires sociaux, qu'il s'agisse du patronat ou des syndicats, M. Kreisky et son gouvernement se sont épargné les grandes grèves qui ont tant fait pour ruiner, cet hiver, le crédit politique des travaillistes en Grande-Bretagne. L'Autriche détient même en la matière un étonnant record puisque la durée moyenne des arrêts de travail y a été d'une minute quarante-sept secondes par salarié...

La paix sociale durablement assurée grâce à ce système de « Sozialpartnerschaft », désormais bien rodé, a permis à l'équipe de M. Kreisky de procéder depuis près d'une décennie à d'importantes réformes de structures. L'Autriche « noire », conservatrice et cléricale de l'entre-deux-guerres semble bien désormais appartenir définitivement au passé, et même l'opposition populiste ne peut plus guère, aujourd'hui, faire trop ouvertement campagne contre la modernisation du droit social et familial mise en route par les socialistes.

Les électeurs autrichiens ne sont pas restés insensibles, d'autre part, au rôle que le chancelier Kreisky a joué sur la scène internationale, en exploitant habilement les ressources offertes par ce statut de « neutralité active » dont il avait été, en 1956, l'un des négociateurs. Rôle dont la prochaine ouverture à Vienne d'un nouvel établissement des Nations unies est un signe parmi d'autres.

Quant aux populistes, qui avaient siégé au gouvernement pendant un quart de siècle après la fin de la seconde guerre mondiale, ils enregistrent un recul de voix significatif. Condamnés désormais à attendre avec résignation la fin de l'« ère Kreisky », sauront-ils mettre à profit leur traversée du désert pour adapter leur réflexion politique à l'Autriche d'aujourd'hui, au prix de « révisions déchirantes » ?

Ils sont contestés, à droite, par le parti libéral, auquel son principal dirigeant actuel, M. Alexandre Goetz, a su insuffler un nouveau dynamisme. Sans doute, malgré la progression enregistrée par les libéraux, l'écart demeure-t-il grand entre les deux partis « bourgeois ». Mais le plus faible a le moyen de s'implanter durablement dans certaines régions au détriment du plus fort.

L'opposition doit constater que, désormais, une majorité d'électeurs jugent que les socialistes, et non la droite, incarnent trois vertus particulièrement appréciées en Autriche : la stabilité, la sécurité et la continuité. Et cet atout de M. Kreisky ne lui sera pas aisément contesté.

Pour la troisième fois consécutive, dimanche 6 mai, les électeurs autrichiens ont donné la majorité absolue au chancelier Bruno Kreisky, avec 51,17 % des suffrages, confirmant ainsi la progression constante des socialistes depuis 1945. Les populistes passent de 49,9 % à 41,8 %. Les libéraux consolident leur situation.

Le chancelier Kreisky n'envisagerait pas une modification immédiate de son gouvernement.

De notre correspondante

Vienne. — Le grand vainqueur des élections qui se sont déroulées dimanche 6 mai en Autriche est le chancelier Kreisky : non seulement le parti qu'il préside a obtenu pour la troisième fois la majorité absolue (51,17 %), mais encore il progresse (+ 0,75 point) par rapport à la consultation de 1975. Il s'agit de son meilleur score depuis 1945.

C'est la quatrième fois en neuf ans que le peuple autrichien renouvelle sa confiance à M. Kreisky, si l'on tient compte du gouvernement minoritaire qu'il a dirigé en 1970-1971.

Dès l'annonce des premières estimations en fin d'après-midi, des milliers de Viennois se sont rendus spontanément devant la mairie de la capitale. A 20 heures, ils étaient plus de dix mille, illuminant la grande esplanade de leurs flambeaux, déployant des drapeaux rouges marqués aux emblèmes de leurs quartiers respectifs et scandant « *Bruno super* ».

Le parti socialiste (S.P.Œ.) gagne, semble-t-il, trois mandats (96 contre 93) selon les estimations provisoires fournies dimanche soir par le ministère de l'intérieur. Mais il n'est pas impossible qu'après le décompte des quelque 280 000 votes par correspondance, le S.P.Œ. soit amené à céder un siège aux populistes (Œ.P.V. chrétiens-démocrates). Ces derniers, menés par M. Josef Taus, sont les grands perdants de ce scrutin. Avec 41,8 % des suffrages, contre 49,9 % en 1975, le nombre de leurs mandats passe provisoirement de 80 à 76. Quant aux libéraux (F.P.Œ.) ils améliorent leur position obtenant 6,01 % des voix au lieu de 5,41 % et onze mandats au lieu de dix.

Le plus mauvais score des « noirs » depuis vingt ans

Les socialistes enregistrent des gains dans huit Laenders sur neuf, le Vorarlberg étant la seule exception. Les progrès les plus importants se situent en Haute-Autriche et en Styrie, deux régions où des centres industriels importants ont provoqué au cours des dernières années une mutation de la population active au détriment du monde rural. Le S.P.Œ. arrive cependant en tête aussi dans des provinces à prépondérance agricole, jusque-là fief des « noirs » (populistes).

Le meilleur exemple est celui de la Basse-Autriche où les socialistes devancent les populistes d'environ 10 000 voix. A Vienne, forteresse traditionnelle des « rouges », le S.P.Œ. améliore son score d'il y a quatre ans ; 61 % des suffrages exprimés, contre 59,8 % en 1975.

L'Œ.V.P. n'arrive en tête qu'au Tyrol et au Vorarlberg, les deux Leanders de l'ouest, en régressant toutefois un peu dans la première de ces deux provinces où les socialistes avaient présenté le chancelier Kreisky comme tête de liste. Les pertes populistes, à l'exception du Vorarlberg, sont générales dans toute l'Autriche. Elles sont particulièrement marquantes en Styrie (— 2,5 points) où la liste Œ.V.P. était pourtant conduite par M. Taus, le chef du parti. Ce résultat est d'autant plus intéressant que les populistes dans la capitale de ce Land ont lié leur destin depuis plusieurs années à celui du parti libéral. Dans l'ensemble, le score des « noirs » est le plus mauvais enregistré depuis vingt ans.

Cette deuxième défaite de M. Taus, qui s'était fixé pour objectifs principaux de briser la majorité absolue des socialistes et de renforcer son propre parti, affaiblit sa position personnelle au sein de sa formation.

ANITA RIND.

(Lire la suite page 3.)

GRANDE-BRETAGNE

Toutes les tendances du parti conservateur sont représentées dans le gouvernement de Mme Thatcher

M. Heath est tenu à l'écart du cabinet

Mme Thatcher a publié, samedi 5 mai, la composition du nouveau gouvernement britannique. M. Heath, son principal rival au sein du parti conservateur, et dont le nom avait été prononcé pour le poste des affaires étrangères, n'en fait pas partie. Mais toutes les tendances de la formation majoritaire sont représentées dans le nouveau cabinet.

Mme Thatcher a donné la préférence, pour les portefeuilles les plus importants, à des hommes d'expérience, qui ont déjà exercé des fonctions ministérielles dans de précédentes équipes conservatrices. Elle a également fait entrer dans son gouvernement un certain nombre de ses plus proches collaborateurs, susceptibles de soutenir activement la nouvelle *politique* économique et sociale qu'elle entend mettre en œuvre.

De notre correspondant

Londres. — La composition du nouveau gouvernement britannique, que Mme Thatcher a annoncé samedi 5 mai, reflète un souci d'équilibre et de modération. Au risque de décevoir ses plus ardents partisans, ceux de l'aile droite du parti conservateur, elle a, en effet, procédé à un dosage des tendances qui paraît inspiré par le sens de la continuité, désignant aux postes les plus importants des hommes d'expérience, qui avaient déjà occupé de hautes fonctions dans de précédents gouvernements tories. Cet *establishment* conservateur se situe politiquement au centre du parti.

Ainsi l'absence de M. Heath est compensée par le retour au gouvernement de son principal lieutenant et disciple, M. Peter Walker, nommé au poste-clé de ministre de l'agriculture.

M. Walker paraît, dans l'immédiat, plus préoccupé de l'intérêt des fermiers que de ceux des consommateurs, et, dans ses premières déclarations, il a souligné l'importance qu'il attachait au succès de l'entreprise européenne. Par solidarité avec M. Heath, éliminé en 1975 de la direction du parti, il s'était délibérément tenu en retrait, et ne cachait pas sa désapprobation de la politique et de la personnalité de Mme Thatcher. Apparemment, celle-ci a jugé qu'il était préférable d'avoir M. Walker à l'intérieur qu'à l'extérieur de son gouvernement, outre l'utilité de mettre à profit ses mérites personnels.

Son refus d'inclure M. Heath dans le cabinet était prévisible, compte tenu de l'incompatibilité des caractères entre l'ancien et le nouveau leader conservateur, et des divergences politiques qui les séparent.

HENRI PIERRE.

(Lire la suite page 3.)

Pierre Viansson-Ponté n'est plus

Pierre Viansson-Ponté s'est éteint à 1 heure du matin, dans la nuit de dimanche 6 mai à lundi 7, au terme d'une maladie particulièrement cruelle.

Chef du service politique de notre journal, de 1958 à 1969, rédacteur en chef adjoint, puis éditorialiste et conseiller de direction, il y tenait une place essentielle.

Ses obsèques auront lieu le jeudi 10 mai à 14 heures en l'église Saint-Séverin et l'inhumation au cimetière de Bazoches (78).

Pierre Viansson-Ponté est mort en journaliste et en écrivain.

Dominant d'indicibles souffrances, il a voulu, jusqu'à la dernière minute de lucidité, suivre au plus près l'actualité. Ses visiteurs, ses nombreux amis qui l'appelaient, les journaux toujours lus avec avidité, la télévision qu'il appréciait, lui apportaient les nouvelles, les dernières nouvelles dont il percevait vite les causes et les enchaînements.

Chaque semaine, à l'heure dite, il envoyait la copie des pages du « Monde aujourd'hui » et, d'abord, son fameux « Au fil ». Ce fil qui le rattachait à un métier ardemment aimé, à ses lecteurs, à nous, à la vie...

Cette chronique hebdomadaire, qu'il n'interrompit jamais, même en vacances, même alité, était celle de l'air du temps. Elle avait vite trouvé son public, exigeant mais fidèle.

Prodigieusement doué, Pierre Viansson-Ponté pouvait écrire en moins d'une heure, sans une rature, un commentaire dont l'idée lui était venue à l'esprit ou lui était suggérée ; il faisait son miel de tout événement, de toute lecture, de toute conversation.

Autant que journaliste, il était écrivain. Son style était d'une grande pureté ; il trouvait toujours le ton et le mot justes, et si parfois il était plus écrivain que journaliste c'est qu'alors l'imagination créatrice venait à l'aide de l'analyse. Mais, en écrivant des livres, il restait journaliste ; il était par excellence cet historien de l'instant dont parlait Camus.

D'une humeur égale, il souffrait sans mot dire la contrariété. En plus de vingt ans, je ne l'entendis pas plus de deux ou trois fois élever la voix. Les traverses inévitables de la vie professionnelle ne paraissaient pas l'atteindre. D'une pudeur extrême, il parlait peu de lui-même, de ses idées, de ses projets, de ses espoirs... Mais, de ce trait de caractère, il tira une force pour lutter contre l'implacable maladie qu'il ne voulait pas laisser paraître ; jamais il ne se plaignit.

A sa femme, d'un calme courage, à sa fille, à tous les siens, « le Monde » exprime ses sentiments de sincère et profonde émotion.

JACQUES FAUVET.

LIRE PAGE 14 :

« UN JOURNALISTE DANS LE SIÈCLE » par Thomas Ferenczi

« LE COURAGE ET LA LUCIDITÉ » par le Dr Escoffier-Lambiotte

AU JOUR LE JOUR

La voix des autres

Proust évoque, à la mort de Swann, la veillée funèbre de ses livres alignés aux vitrines des libraires. Pour le journaliste, même s'il fut écrivain, rien de tel.

Au cours des années, ses lecteurs ont été innombrables. Il les a informés, certes, mais pour peu qu'il ait été sensible à son temps, au bonheur et au malheur des hommes, sa tâche quotidienne mais tant de fois répétée a fait de lui autre chose : un porte-parole. Le porte-parole de ceux qui n'osent pas, ne savent pas ou ne veulent pas se faire entendre.

Des feuilles bien vite envolées ne formeront point autour de son deuil de cortège immobile. Mais avec la voix qui s'est tue, bien d'autres voix auront l'impression d'être réduites au silence.

JEAN PLANCHAIS.

LA CNUCED A MANILLE

Qui écoute le tiers-monde ?

par PIERRE DROUIN

Le chômage est devenu une obsession, même pour ceux qui ne sont pas touchés personnellement, parce que le jeu politique ne peut plus évacuer le fléau. Mais si l'Europe pleure sur le « paradis perdu » du plein emploi, qui écoute le tiers-monde, où l'inactivité est la règle pour la plupart de ses habitants ?

Le rapport sur les options du VIIIe Plan a eu raison de considérer, d'entrée de jeu, le retournement géopolitique auquel on assiste. Autour des années 60, des pays industrialisés bénéficiaient de deux avantages considérables : le faible coût de l'énergie et de la plupart des matières *premières*, la rareté du savoir-faire technologique. C'est le contraire aujourd'hui : l'énergie est de plus en plus chère et les transferts de technologie s'opèrent allègrement à travers le monde.

De ce renversement, il ne faudrait pas tirer la conclusion que « le tiers-monde est bien parti » — comme si tous les pays qui le composent, aux destins si variés, pouvaient se prévaloir des taux de croissance de la Corée du Sud !

En fait, il faut savoir et répéter que la situation des groupes les plus défavorisés de la planète ne s'améliore pas, que huit cents millions de personnes vivent dans le dénuement absolu, et que leur emploi peut consister souvent à ramasser des mégots dans la rue et à revendre les brins de tabac (1). D'un point de vue étroitement économique, ce gaspillage extraordinaire d'énergie humaine devrait être considéré comme la rupture massive de pipe-lines de pétrole qui laisseraient s'écouler chaque jour des millions de barils... Hélas ! le capital le plus précieux ne paraît plus être l'homme de nos jours, mais l'or noir !

Pour la cinquième fois depuis son origine, la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement se réunit à Manille jusqu'au début de juin. Les résultats obtenus jusqu'ici pour aider les pays pauvres à émerger ont été bien médiocres : accord sur le système généralisé de préférences, création du comité des Vingt du Fonds monétaire international, tentatives pour concrétiser certaines idées du Nouvel ordre économique international, mais sans succès réel.

(Lire la suite page 42.)

(1) Comme le disait Kathleen Newland dans *Global Employment and Economic Justice : the policy challenge*. Worldwatch paper. Avril 1979. Worldwatch Institut. 1776 Massachusetts Avenue, N.W. Washington D.C. 20 036.

SEUIL
Herbert Lieberman
LA TRAQUE
Par l'auteur de Nécropolis (Grand Prix de Littérature policière)

LIVRES SUR LE P.C.F.

Entre l'âge théologique et l'âge politique

Le parti communiste se plaint depuis toujours d'être la victime des moyens d'information qui n'agiraient que dans le dessein de lui nuire. Il est évidemment aisé de produire nombre d'éléments concrets à l'appui de cette thèse. Pourtant le point de vue inverse pourrait, d'une manière tout aussi schématique et pour tout dire manichéenne, être défendu. Car enfin, quelle formation politique française peut se vanter d'exercer une telle capacité d'intimidation ? Le parti communiste fascine, impressionne. Il bénéficie en conséquence d'une forme de respect : celui qui est réservé à la fois aux puissants et aux grandes institutions nationales. Les communistes parviennent encore souvent à être jugés, comme ils le souhaitent, sur ce qu'ils disent d'eux-mêmes plutôt que sur leurs actes.

Toute aventure vécue au sein d'un P.C. prend facilement des allures d'épopée. La rupture entre MM. Guéna et Chirac ou MM. Mitterrand et Rocard n'intéresserait les éditeurs que si l'un des protagonistes se mettait à raconter les petits secrets — souvent sordides — du sérail. Quand M. Alexandre Sanguinetti prend la plume pour dire qu'il a mal à sa peau de gaulliste, c'est pour prolonger un combat polémique et non pour se complaire dans une introspection complaisante. Le lien avec le P.C. étant d'une autre nature, toute divergence politique passe, un temps au moins, par un drame de conscience. Et la liste est déjà longue des intellectuels communistes en rupture de parti qui ont pris la plume pour venir se flageller sur le forum.

THIERRY PFISTER.

(Lire la suite page 2.)

Le Monde

idées

COMMUNISME

Pour une pratique différente de la politique

par DENIS DUCLOS (*)

CE que les contestations exprimées ou silencieuses dans le P.C. demandent ne me semble pas exorbitant : des moyens pour que l'organisation se rende capable de s'ouvrir aux expériences variées de la population, d'aider à ce que s'y assure un projet politique élaboré ensemble, et d'éviter d'avoir à subir, comme en mars 1978, la dérive des états-majors. C'est clair. Ce qui l'est peut-être moins, c'est qu'il ne suffit pas de s'entendre sur des formules comme autogestion, union à la base, ou pas à pas, ou encore sur tous les textes qui ont jalonné la politique du parti depuis le XXIIe congrès, pour être sûrs que ces moyens seront pris. Les textes excellents n'ont pas empêché le parti d'être impuissant à éviter l'échec de l'union de la gauche. *Ce qu'il y a de juste dans la contestation, au-delà des mécontentements superficiels, c'est, à mon avis, ce souci que la discussion porte sur la pratique et non sur les mots.*

Or cette discussion ne peut avoir lieu avec l'ampleur requise. Tout se passe comme si, à vouloir soulever ce problème de fond, les contestataires étaient confrontés à une sorte de chantage : ou bien vous continuez de « douter », et vous vous faites complices de l'anticommunisme, ou bien vous vous taisez. Ce chantage est porté par une argumentation tacite qui me semble erronée : celle qui consiste à montrer qu'il n'y a pas d'alternative entre les variantes de la politique bourgeoise et le parti *tel qu'il est, même avec ses défauts*. C'est à prendre ou à laisser : on est dans un camp ou dans l'autre. L'idée même que l'audience, le rôle de notre parti, ont tout à gagner à une réflexion critique approfondie sur sa pratique ne peut avoir d'expression. On nous fait la leçon : la réalité politique est dure, elle ne laisse pas de place aux rêveurs, aux utopistes, aux hésitations petites-bourgeoises.

Les contraintes dues à la nécessité d'un appareil, à l'utilité d'une permanence dans la mémoire politique, à l'importance d'être un fait culturel massif où la classe ouvrière protège son identité et son autonomie : tout cela rendrait inévitable certaines lourdeurs, certains retards. Mais ne tirez pas sur le pianiste, il fait ce qu'il peut. Et si, camarades, tous les communistes voulaient — majeurs et vaccinés — jouer eux aussi du piano politique ? Utopie, dira-t-on. Démocratisme petit-bourgeois. La réalité serait là, sans appel : ou bien une classe ouvrière souffrante, piégée par les réformismes, ou bien un appareil résolu, avec une direction « responsable », quitte à corriger nos inévitables défauts, notamment en améliorant le centralisme démocratique. Etre communiste, le rester, ce serait accepter cette vérité. On y fait de la politique, pas du sentiment, et la ligne de partage se ferait vite, au gré des adhésions et des départs, entre ceux qui ne « seraient pas chez eux » et ceux, les plus conscients, qui s'ancreraient définitivement sur des positions de classe imprenables par la bourgeoisie...

Une fissure pour la vérité

La force de toute cette argumentation tient à ce que le parti joue effectivement un certain rôle dans le système politique en France, un rôle de tribune des luttes ouvrières et de relais de la culture travailliste à la française. C'est bien pourquoi il n'est pas facile d'être communiste et contestataire aujourd'hui, même si l'exclusion ne sanctionne plus automatiquement l'expression publique de désaccords. Toute mise en cause des pratiques du parti semble, en effet, à un moment ou à un autre, viser cette fonction essentielle de défense résolue des travailleurs en lutte. Par ricochet, la solidité d'une position économique générale affirmée en mars 1978 en contraste avec celle des socialistes peut apparaître, rétroactivement, directement fondée sur le sentiment massif des travailleurs.

La vérité a donc du mal à trouver une fissure pour passer à travers le discours et l'image de marque. La vérité, c'est que, même dans cette fonction défensive, et en dépit des attitudes différentes que peuvent prendre des responsables communistes dans telle ou telle fédération directement en prise sur les luttes de travailleurs, il y a une tendance générale, et constante, du parti à se mettre en avant, à préférer les alliances qui conduisent à faire apparaître l'aspect irremplaçable du parti. *A choisir entre le soutien à long terme d'une prise en charge par les habitants ou les travailleurs de leurs problèmes, et une présence tapageuse, voire parfois une substitution du parti aux formes autonomes de lutte, je soutiendrai, quitte à sembler provocant pour des camarades plongés en pleine bataille, que dans quatre-vingts cas sur cent ce sera la deuxième ligne qui sera, explicitement ou non, suivie.*

Rien n'est réglé

Il n'est pas contestable que les communistes sont parmi les sidérurgistes en lutte ; mais il n'est pas possible que cette présence interdise à l'ensemble des communistes intéressés à cette question nationale de s'interroger sur le fait qu'après vingt ans de crise larvée ou déclarée de cette branche d'industrie *il y ait eu si peu de combats syndicaux et politiques qui engagent une spirale de réflexion de masse des travailleurs sur l'organisation et les objectifs de la production.* N'est-il pas clair aujourd'hui que seule une telle « spirale », mettant en jeu les contradictions réelles entre les diverses catégories, et suscitant une nouvelle culture de lutte plus consciente des questions globales, aurait été susceptible d'imposer au patronat et à l'Etat une force de négociation autrement plus puissante que le refus massif, mais souvent désespéré, de voir sa région brutalement déménagée ?

N'est-ce pas cela la responsabilité réelle du P.C.F., que de ne pas avoir, ici comme ailleurs, mis toute sa force au service de cette prise en main par les gens des niveaux de synthèse qui les concernent ? N'est-ce pas là que l'on pointe les manques qui ont produit la situation difficile d'un programme commun qui n'était soutenu bien souvent que comme fait politique, et non pas, concrètement, comme résultat d'un travail collectif, avec les travailleurs-citoyens, sur telle ou telle nationalisation ou telle orientation économique ? Lorsqu'elle n'est pas futile, ce que la contestation reproche de plus profond au parti, c'est d'avoir facilité — dans sa pratique — le dénuement des masses face au réformisme et d'avoir tenté de combler ce vide par l'agressivité verbale.

Or rien n'est réglé : si les mêmes préférences vont, dans les luttes actuelles, à des attitudes de « mise en avant » du parti qui détient les solutions et seul capable de créer les convergences, qui reproduit celles qui ont dominé dans la période d'avant mars 1978, c'est à d'autres échecs que nous allons, en dépit d'éventuels succès électoraux. Il s'agira d'échecs plus graves : notamment l'impossibilité de contrer, même partiellement, le redéploiement capitaliste actuel. Il faut que le parti cesse de se comporter en instituteur des masses. S'il a effectivement un rôle irremplaçable, c'est d'aider au débat qui transformera les conditions culturelles de la volonté de changement.

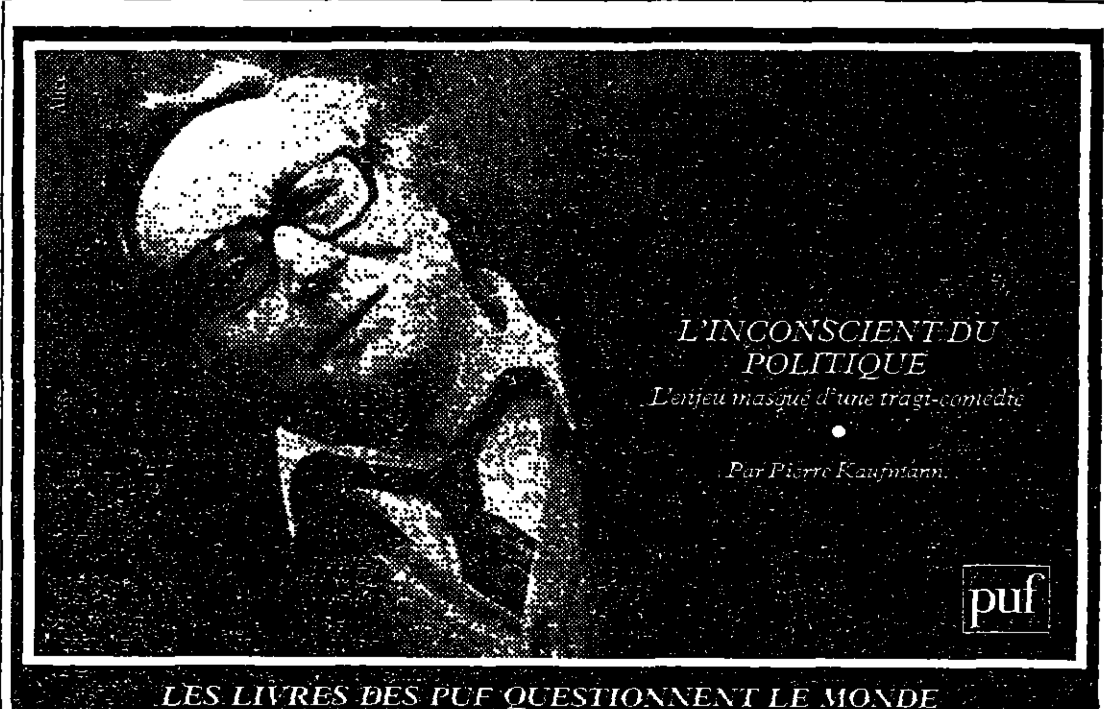
Il ne peut à l'heure actuelle le jouer correctement, et ce ne sont pas les mirifiques formules du projet de résolution qui me convaincront du contraire. Il est freiné aujourd'hui comme hier par son fonctionnement interne : un appareil trop lourd, trop installé dans une culture ouvriériste centralisée, pour être capable d'organiser la confrontation plus que jamais nécessaire entre « les » classes ouvrières concrètes dans le parti. Il n'y a pas débat de fond entre les contradictions, mais gestion de ces contradictions par gommage diplomatique interne, sous l'autorité de l'appareil, ce qui n'est guère plus merveilleux que le jeu des tendances à la mode socialiste.

Il faudrait aussi que le parti se dégage de cette culture assez fermée, résultante d'un mélange complexe entre gestions municipales, entreprises liées au parti, relations ou recoupements avec les « forteresses ouvrières » et leurs propres « gestionnistes » — comme celle des comités d'entreprise. S'en dégager ne signifie pas attaquer ou chercher à dénigrer ce système, qui est la forme organisée. Mais bien comprendre qu'à l'heure où la classe ouvrière subit la décentralisation, une diffusion accrue dans des établissements de taille moyenne, et la généralisation des situations de sous-traitance, d'intérim, de hors-statut, l'autonomie d'une position de classe ne peut se contenter d'un appui exclusif ou privilégié sur des catégories stables, qualifiées et centralisées, habituées à une osmose entre pratiques syndicales et pratiques politiques.

Au moment où les stratégies de groupes se jouent sur la multiplicité des établissements, la liaison privilégiée du parti avec des fédérations syndicales parfois inadaptées au mouvement de la division du travail, ou avec des localités qui ne peuvent avoir une vision globale, peut sembler insuffisante : des relations transversales entre travailleurs d'un même groupe devraient être stimulées. C'est encore beaucoup trop rare. Les reculs électoraux du parti et de la C.G.T. dans certaines aires de la région parisienne devraient, me semble-t-il, susciter une réflexion dans ce sens ; elle a déjà commencé, et parfois d'une manière assez vigoureuse, à la C.G.T., notamment. C'est très positif.

Assis derrière mon bureau, j'interpelle des camarades sur des luttes dont l'information actuelle dans le parti ne me permet pas de me faire une idée précise. Pourtant, ces luttes concernent tout le parti, tous les communistes, même les intellectuels parisiens. C'est pourquoi j'ose sortir ici d'une parole « spécialisée ». Si davantage de communistes s'intéressaient aux pratiques de tout leur parti, il est probable que le centralisme démocratique gagnerait en crédibilité. Encore faudrait-il que la direction favorise l'émergence de ces échanges, au lieu d'additionner les spécificités pour apparaître comme le seul lieu possible de la synthèse.

(*) Sociologue, enseignant à l'université de Paris-VIII (Vincennes).



Entre l'âge théologique et l'âge politique

(Suite de la première page)

Avec les communistes critiques, une nouvelle cuvée envahit aujourd'hui le marché : non contents de se répandre dans la presse pour contester tel ou tel aspect de la politique du P.C.F., les voici qui non seulement jugent indispensable de rassembler leur prose en ouvrage, mais encore en profitent pour faire part de l'émoi dans lequel les plonge la crise de leurs relations affectives avec le parti. Ce que viennent de faire, de manière plus ou moins nuancée, Mme Hélène Parmelin, et MM. Jean Elleinstein, Raymond Jean et Jacques Brière. Manifestement, la sortie du communisme français de l'âge théologique n'est pas encore achevée.

La réédition de l'important ouvrage de Jules Monnerot, *Sociologie du communisme* (1), rappelle que cet épisode du mouvement des idées peut s'analyser comme l'échec — d'ailleurs relatif — d'une tentative religieuse au vingtième siècle. L'auteur, en redigeant son ouvrage, en 1949, a sans doute analysé les P.C. à l'apogée d'un système. Son étude n'en a que plus de valeur. Le communisme apparaissait encore comme l'avenir du monde, même aux yeux de nombre de ses adversaires.

Le général de Gaulle s'était montré sensible à cet ouvrage d'un homme qui était, à l'époque, un de ses partisans et qui a su, comme il le notait alors, montrer *« comment le communisme procède de facteurs psychiques et matériels aussi vieux que la condition humaine, et qui engendrent, dans le milieu moderne, ce totalitarisme-là, comme à d'autres époques ils ont engendré autre chose »*.

L'actualité, trente ans après, offre, notamment avec l'Iran, une illustration surprenante des thèses de Jules Monnerot, qui voit dans le communisme comme dans l'islam deux adversaires des acquis du libéralisme occidental, en ce sens que tous deux s'appliquent à mêler le politique et le religieux. On se demande d'ailleurs comment son ouvrage a pu, en 1949, susciter tant de passions, bien que l'auteur soit parfois tenté par la provocation et qu'il ait, par la suite, cultivé cet aspect de son personnage.

La dimension particulière du communisme favorise, même chez les observateurs critiques, une tendance à surestimer les capacités du P.C.F. Ce penchant est particulièrement net chez Annie Kriegel qui, il est vrai, a été marquée par son passage au sein de ce parti (2). Elle a réuni en ouvrage ses chroniques, rassemblant ainsi les articles qu'elle a publiés depuis 1976 dans *le Figaro*. Avec le recul, ses commentaires de l'actualité se révèlent solides. Ils ont tenu la distance, notamment pour tout ce qui concerne la dimension internationale du communisme et ce qu'avait de fictif la notion d'« eurocommunisme ».

En revanche, l'appréciation du rapport des forces au sein de la gauche française, entre les deux partis et au milieu de chacun d'eux, est plus contestable. Poussée à surévaluer le P.C., et donc à sous-estimer le P.S., Annie Kriegel est conduite, par exemple, à brosser, dans un premier temps, le portrait assez artificiel d'un François Mitterrand ballotté par les événements et, dans un second temps, à ignorer la profondeur, et donc la signification des remous qui agitent le P.C.F., notamment depuis le printemps 1978. Dire que les socialistes ont commis une erreur grave en identifiant leur parti à la stratégie d'union de la gauche, c'est ne pas tenir compte de la portée mythique, au sein de la gauche, de la dimension unitaire et ne pas vouloir comprendre l'importance qu'aurait la récupération éventuelle, par le P.S. au détriment du P.C.F., de la légitimité unitaire. Telle est l'une des dimensions du pari de M. François Mitterrand, confirmée d'ailleurs par le congrès de Metz.

Quant à l'ignorance voulue du processus de contestation pour le P.C.F., il ressort d'autant plus que ce phénomène occupe — à la veille du XXIIIe congrès — une place importante dans l'édition. Maspero et le Seuil (3) ont créé, chacun de son côté, une collection destinée à accueillir ces communistes critiques.

Des témoignages apportés, ceux de deux écrivains, illustrent des démarches longtemps différentes, mais qui convergent aujourd'hui. Raymond Jean (4), compagnon de route depuis la guerre — notamment à travers le Mouvement de la paix, — n'a accepté d'adhérer au P.C.F. qu'en 1968. Chez lui, l'aspect fascination a longtemps dominé. Son engagement a été une réaction contre certains excès de mai-juin 1968. Il correspond aussi à une évolution, pour les instances dirigeantes, de la conception du militant. Les formes d'activités se diversifient. Bien plus, on peut désormais adhérer sans vraiment militer. C'est d'ailleurs ce qui explique que le P.C.F. puisse annoncer une augmentation de ses effectifs, alors même que son audience stagne, pour ne pas dire qu'elle s'effrite.

Une critique qui s'est radicalisée

Plus riche est le récit d'Hélène Parmelin (5). Sa connaissance du parti est profonde. Elle fut un cadre important de la presse communiste et elle a notamment mené la campagne en faveur d'Henri Martin durant la guerre d'Indochine. Pourtant, dès l'origine de sa vie militante, elle a été une communiste critique. Les discussions passionnées avec son compagnon, le peintre Pignon, les démêlés de Picasso avec Maurice Thorez, mille épisodes témoignent d'un refus farouche de la pensée en uniforme, mais aussi d'une volonté de ne pas se laisser marginaliser, de ne pas abandonner la place aux conformistes. Ce combat lassant, car toujours à recommencer, s'est trouvé régénéré par mai 1968. Déjà à l'époque, la contestation des intellectuels portait sur les mêmes thèmes que celle qui s'est développée dix ans plus tard : l'ouverture de tribunes dans la presse communiste. Et déjà la direction du parti répondait en se plaignant du coup de poignard qui était, selon elle, porté dans le dos du parti.

La critique d'Hélène Parmelin s'est radicalisée au fil des ans. Parce qu'elle se sent partiellement coupable en dépit des mises en garde qu'elle ne cesse de lancer. Coupable *« d'avoir contribué à la plus diabolique métamorphose d'idées en leur contraire que le monde ait réussie »*. Le stalinisme, en effet, contrairement à ce qu'affirme la direction du P.C.F., n'a pas épargné la France. Hélène Parmelin le décrit très bien : *« Une conception cul-de-jatte de la liberté, une conception tronquée de la vérité, une conception amenuisante des hommes militants, une conception méprisante de l'intelligence. Et une conception sans conception de l'avenir. »*

Pourquoi demeurer dès lors au P.C.F. ? Parce qu'Hélène Parmelin juge être de son travail de communiste de relayer ce qu'elle appelle curieusement l'*« anticommunisme de gauche »* et qui n'est, somme toute, que de l'antistalinisme. Sa crainte centrale renvoie à certains aspects de l'étude de Jules Monnerot. *« Le P.C.F. n'est plus une secte. Il l'a été,* rappelle-t-elle. *Il peut le redevenir dans sa solitude actuelle s'il n'y veille. Sa parole en rouvre dangereusement le chemin. »*

Un regard avec le recul souhaitable

L'historien Jean Elleinstein a, de son côté, rassemblé en un ouvrage (6) ses articles parus dans *le Monde* ainsi qu'un entretien avec Herbert Marcuse déjà publié dans *Paris-Match*. Dans une première partie, il se livre à une analyse de la crise économique dont est victime le monde occidental. Il reproche à son parti de ne pas en voir la dimension d'ensemble en raison de son repli nationaliste. Partisan convaincu de l'eurocommunisme, Jean Elleinstein s'insurge contre les lenteurs de la rénovation du P.C.F. et souhaite que son parti admette enfin l'échec du projet de révolution qu'il avait adopté en 1920, lors du congrès de Tours, et qui s'était réalisé en 1917 lors de la révolution soviétique. Le philosoviétisme de nombre des principaux dirigeants du P.C.F. l'inquiète, et le récit des démêlés que lui valurent ses écrits sur l'Union soviétique est, à cet égard, édifiant.

Dépassant lui aussi le simple récit d'un cheminement personnel, Jacques Brière (7) se risque dans une analyse plus globale. A partir d'une réflexion sur la notion de crise, il constate que les schémas élaborés par le P.C.F. ne rendent pas entièrement compte de la réalité. Après avoir, au passage, réfuté le retour, au sein du P.C.F., d'un discours sur la paupérisation, il conteste la vision économiste d'une crise qui serait extérieure au corps social alors qu'il s'agit, à ses yeux, d'un processus contradictoire ne se limitant pas à l'organisation capitaliste de la société. En outre, il constate que *« le P.C.F. ne possède pas de théorie de la crise de société »*, même s'il emploie souvent cette formule. Il note que le passage d'un type de société à un autre se fera à travers une crise nécessairement longue.

L'aspect le plus révélateur de l'ouvrage concerne toutefois la crise des partis politiques en général et du P.C.F. en particulier. Jacques Brière constate l'effondrement des certitudes, l'éclatement des croyances sur lesquelles était fondée l'action militante des communistes. Il souligne la nécessité qui en résulte : repenser la réalité sociale. Ce qui implique notamment que le P.C.F. cesse d'être le *« ministre du culte communiste »*.

Les communistes commencent donc à regarder leur parti avec le recul souhaitable, passant ainsi progressivement de l'âge théologique à l'âge politique.

THIERRY PFISTER.

(1) *Sociologie du communisme*, de Jules Monnerot, Editions libres Hallier, 572 pages, 75 F. Les éditions Gauthier-Villars rééditent parallèlement les deux tomes d'*Intelligence de la politique* (tome I : *l'Antiprovidence*, 59 F ; tome II : *Introduction à la doxanalyse*, Pareto-Freud, 95 F) dans lesquels Jules Monnerot, à travers une réflexion sur l'histoire, s'attache à apprécier les rapports entre les événements et les agents.

(2) *Le Communisme au jour le jour*, d'Annie Kriegel, Hachette littérature, 350 pages, 58 F.

(3) *Débats communistes* chez Maspero, collection dirigée par Gérard Molina et Yves Vargas, et *J'écris ton nom... liberté*, au Seuil, sous la direction d'Antoine Spire, ancien directeur commercial des Editions sociales.

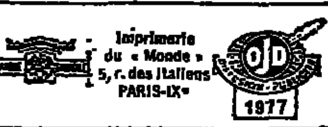
(4) *La Singularité d'être communiste*, de Raymond Jean, Editions du Seuil, 170 pages, 39 F.

(5) *Libérez les communistes*, d'Hélène Parmelin, Editions Stock, 330 pages, 40 F.

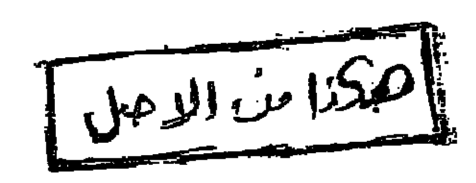
(6) *Une certaine idée du communisme*, de Jean Elleinstein, Editions Julliard, 145 pages, 39 F.

(7) *Vive la crise*, de Jacques Brière, Editions du Seuil, 190 pages, 42 F.

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe — 1977

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.



Le Monde

étranger

ÉLECTIONS EN AUTRICHE

Le chancelier Kreisky obtient la majorité absolue

(Suite de la première page)

Dès dimanche, le président de l'Œ.V.P. a annoncé que le congrès de son parti, prévu pour 1980, se réunirait très certainement avant la fin de l'année pour tirer les conséquences de ce revers.

Le second gagnant de la consultation de dimanche est M. Alexandre Gœtz, le maire de Graz, capitale de la Styrie. A la tête des libéraux depuis 1978, il obtient son meilleur résultat depuis vingt ans. S'il n'est pas parvenu, comme il l'espérait lui aussi, à briser la majorité absolue socialiste, il se console en consolidant et améliorant ses positions un peu partout, sauf dans le Land de Salzburg où il réalise pourtant son meilleur score (11,3 %). Le style volontiers agressif de M. Gœtz lui a sans doute attiré la sympathie d'un certain nombre d'électeurs déçus par le flou de l'opposition menée par l'Œ.V.P. contre le gouvernement socialiste. En ce sens, le parti libéral est plus apparu comme une solution alternative au programme social-démocrate que les populistes de M. Joseph Taus, écartelés entre les aspirations contradictoires de leur base électorale. Enfin, le parti communiste (K.P.E.), dont le poids était déjà insignifiant, perd encore des voix, n'obtenant même plus 1 % des suffrages.

ANITA RIND.

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

La presse redoute une relance du terrorisme

De notre correspondant

Bonn. — Le grand public commençait à oublier la vague terroriste d'il y a deux ans. Les maisons des hommes politiques restent entourées de barbelés, des voitures blindées de la police continuent de patrouiller, et les personnalités politiques ne se déplacent qu'en compagnie de leurs « anges gardiens », mais tout cela est devenu une espèce de routine à laquelle les citoyens ne prêtent plus guère attention.

La mort dramatique d'Elisabeth von Dyck, qui, dans la nuit de vendredi à samedi, est tombée sous les balles de la police à Nuremberg (*le Monde* daté 6-7 mai), permet donc aujourd'hui à la presse de rajeunir avec un peu de crédibilité les vieilles manchettes consacrées au péril terroriste. La jeune femme figurait en effet sur la liste des personnes les plus recherchées depuis l'assassinat de Hanns-Martin Schleyer.

Arrêtée à plusieurs reprises en 1975, Elisabeth von Dyck fut toujours relâchée. Deux ans plus tard cependant, son fiancé, Klaus Jünschke, qui était membre de la Fraction armée rouge, fut condamné pour meurtre. Elle-même était alors secrétaire dans le bureau de M[e] Croissant à Stuttgart. Depuis ce moment-là, elle était soupçonnée d'avoir joué un rôle dans la plupart des actions spectaculaires, de l'attaque de l'ambassade ouest-allemande à Stockholm jusqu'à l'enlèvement du chef du patronat.

Tout récemment, à la suite de deux attaques de banques, la police fit une fois de plus appel à la population. Les indications ainsi recueillies permirent de repérer un appartement suspect au centre de Nuremberg. La version officielle des événements précise qu'Elisabeth von Dyck, lorsqu'elle fut surprise dans l'escalier de l'immeuble, aurait immédiatement brandi un pistolet de 9 millimètres. Avant de pouvoir tirer, elle aurait été atteinte par deux coups de feu des policiers. Moins d'une heure plus tard, elle devait mourir à l'hôpital. Dans une ceinture portée sous ses vêtements, elle aurait dissimulé deux chargeurs supplémentaires de balles dum-dum.

Dans l'appartement de Nuremberg, la police a découvert les empruntes digitales de cinq autres membres présumés de la Fraction armée rouge qui sont considérés comme des plus dangereux. Le fait que, loin d'avoir cherché asile à l'étranger, ceux-ci se trouvent toujours dans la République fédérale justifie quelques inquiétudes. De là à prédire que ce groupe serait en train de préparer un nouvel attentat, le pas est très vite franchi par la presse populaire.

JEAN WETZ.

POLOGNE

Organisation catholique pro-gouvernementale

« PAX » REND UN HOMMAGE SANS PRÉCÉDENT AU CARDINAL WYSZYNSKI

Varsovie (*A.F.P.*). — Le quotidien polonais *Slowo Powszechne*, organe de l'organisation catholique pro-gouvernementale Pax, a rendu, samedi 5 mai, un hommage sans précédent au cardinal primat de Pologne, Stefan Wyszynski, pour son rôle dans l'instauration d'un climat de « détente » entre l'Eglise et l'Etat. Rapportant une allocution prononcée vendredi devant le conseil d'administration de Pax par le nouveau président de l'association M. Ryszard Reiff, le journal estime que la visite du pape en Pologne, le mois prochain, constituera l'« aboutissement » de l'action entreprise depuis trente ans par Mgr Wyszinski en faveur de l'unité nationale. C'est la première fois qu'une publication contrôlée par Pax fait un tel éloge du chef de l'Eglise polonaise.

Apôtre d'une collaboration active entre l'Eglise et l'Etat socialiste, Pax s'était toujours trouvée, du temps de son président fondateur, M. Boleslaw Piasecki, sécédé le 1[er] janvier dernier, en conflit avec l'Eglise de Pologne qui lui reprochait sa « *collusion avec le communisme* ». La disparition de M. Piasecki semble avoir ouvert des perspectives de rapprochement entre Pax et l'Eglise. Fin mars, le nouveau président de l'association, M. Reiff, avait été reçu en audience par le cardinal Wyszinski (*le Monde* du 6 avril).

Dans l'attente de la visite pontificale, ce rapprochement apparaît dans l'intérêt des deux parties : Pax ne peut se permettre de rester en dehors de l'événement, dont l'organisation est entre les mains de l'Eglise. Celle-ci, de son côté, peut tirer parti de la puissance de l'association, qui compte seize mille membres et dispose d'un impressionnant réseau de publications et de petites entreprises privées fort prospères.

NOUVEAU GOUVERNEMENT EN GRANDE-BRETAGNE

Toutes les tendances du parti conservateur sont représentées

(Suite de la première page)

Certes, M. Heath avait mené une campagne vigoureuse pour son parti, mais, à aucun moment, il n'avait cité le nom de Mme Thatcher, dont les amis constatent avec amertume que M. Callaghan a été plus aimable en la félicitant et en lui souhaitant bonne chance...

M. Heath est reté muet après la victoire, laissant seulement entendre qu'il accepterait de servir au gouvernement, mais pas à n'importe quel poste. L'ancien premier ministre convoitait les affaires étrangères, sans espoir véritable de les obtenir. Etant donné son expérience et son prestige à l'étranger, il risquait fort d'éclipser rapidement Mme Thatcher, dont l'expériencse est limitée dans ce domaine.

D'autre part, le tempérament de « patron » de Mme Thatcher se serait mal accommodé de la présence, au sein du cabinet, d'un homme très réservé sinon hostile à son égard.

Certains observateurs n'excluent pas cependant que, malgré la froideur de leurs rapports (Mme Thatcher a simplement averti par lettre M. Heath de sa décision), le premier ministre fasse ultérieurement appel aux compétences de M. Heath pour lui confier un poste de responsabilité, comme, par exemple, un nouveau « ministère de l'Europe ». Mais l'orgueil blessé de M. Heath, très conscient de sa valeur et qui savoure probablement avec une amère satisfaction son « plendide isolement », ne favorisera pas ce rapprochement.

La nouvelle équipe compte plusieurs des anciens collaborateurs personnels de Mme Thatcher, affectés à des postes-clés. Il en est ainsi de lord Carrington (affaires étrangères), de MM. Whitelaw (intérieur) et Prior (emploi), des hommes appartenant au centre et à la gauche du parti.

M. Whitelaw, un modéré qui s'est efforcé en vain de rapprocher son ancien « patron » avec Mme Thatcher, sera en quelque sorte le premier adjoint du premier ministre. En raison de son expérience du gouvernement, lord Carrington, qui a commencé sa carrière avec Churchill en 1951, a été préféré à M. Pym pour le Foreign Office. Très lié aux milieux d'affaires, lord Carrington est également un modéré, dont les positions à l'égard de l'Union soviétique ou de la Rhodésie, sont beaucoup plus nuancées que celles du militant conservateur type, en général animé par un antisoviétisme virulent.

C'est peut-être délibérément que Mme Thatcher a choisi Sir Ian Gilmour (lord du sceau privé), un de ses conseillers personnels, pour « doubler » au sein du cabinet un lord Carrington qui ne peut y siéger en raison de sa qualité de pair. Quant à M. Prior, ses origines syndicalistes le destinent à établir le contact, et éventuellement la coopération, avec les Trade unions.

Avec M. Pym (défense), favorisé par une promotion exceptionnelle (sans doute pour compenser sa déception de n'avoir pas obtenu les affaires étrangères), et lord Soames (lord président du Conseil), tous deux liés à M. Heath et Européens convaincus, Mme Thatcher souligne son souci d'assurer la continuité. Néanmoins, l'équilibre au sein de l'équipe est maintenu par la présence d'hommes de confiance du premier ministre, comme Sir Keith Joseph (industrie), Sir Joeffrey Howe (finances), MM. Nott (commerce), Biffen (Trésor), Maude (trésorier général), tous appartenant à des degrés divers à la « nouvelle droite » et exprimant la philosophie politique et économique de Mme Thatcher.

Il est vraisemblable que ces hommes formeront le « *brain trust* » sur lequel s'appuiera Mme Thatcher pour prendre des décisions importantes concernant les nouvelles orientations de la politique économique sur laquelle elle avait fait campagne. Le choix de MM. Carlisle (éducation) et Howell (énergie) — ce dernier, à quarante-trois ans, est le plus jeune membre du cabinet — tous deux modérés, confirme la prudence du premier ministre au début de son mandat.

Assurée par une majorité substantielle de rester au pouvoir pendant cinq ans, Mme Thatcher est en mesure de ménager les transitions, d'éviter les décisions trop rapides qui seraient de nature à heurter de front de larges secteurs de l'électorat. Elle a conscience que sa victoire, si nette qu'elle soit, ne saurait être comparée au raz de marée enregistré par M. Attlee en 1945 ou par M. Macmillan en 1959.

Aussi est-elle restée dans la tradition en reprenant dans son gouvernement à peu près tous les membres du cabinet fantôme. Elle a innové, cependant, en nommant comme ministre de l'Irlande du Nord M. Atkins, qui passe pour n'avoir aucune expérience des problèmes irlandais. Mais, à en juger par les premières réactions des protestants et des catholiques, le choix de cet homme nouveau, n'ayant jamais été mêlé ni de près ni de loin aux affaires irlandaises, a été bien accueilli.

Curieusement, la première femme premier ministre n'a pris aucune femme dans son cabinet, et elle a même réduit le statut de Mme Oppenheim, dont le ministère de la consommation, intégré à celui du commerce, ne constitue pas un poste directement gouvernemental. Enfin, il faut noter que dix-sept des vingt-deux membres du cabinet sortent d'Oxford et de Cambridge. Le seul qui n'ait pas poursuivi ses études, M. Walker, ne les a abandonnées que pour aller faire fortune dans la City... La plupart sont des propriétaires terriens, des officiers en retraite, des avocats, bref des membres de la bourgeoisie aisée, ayant bien réussi dans leurs affaires. Pour eux, la politique est le prolongement naturel de l'industrie et du commerce. Aussi « populiste » qu'elle soit, Mme Thatcher a gardé un sens aigu de la hiérarchie sociale.

HENRI PIERRE.

LES CONSERVATEURS SONT FAVORABLES A UNE RÉFORME DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE.

Le nouveau ministre britannique de l'agriculture, M. Walker, a la ferme intention de négocier avec ses partenaires de la C.E.E. une réforme de la politique agricole du Marché commun (PAC). Le ministre conservateur a reproché à son prédécesseur travailliste, M. John Silkin, son hostilité générale envers le Marché commun et une attitude qui a parfois provoqué de la part des huit autres partenaires « *une levée de barrières européennes contre la Grande-Bretagne* ».

Ainsi, si le style change, la volonté du gouvernement britannique de réformer la PAC « *pour parvenir à une politique agricole commune sensée* », comme l'a déclaré M. Walker à la B.B.C., demeure. Le gouvernement travailliste, hostile à une hausse des prix agricoles en unités de compte avait bloqué la négociation entre les Neuf à Bruxelles. M. Walker aura l'occasion d'informer ses partenaires de ses intentions à cet égard lors de la réunion informelle des ministres de l'agriculture qui se tiendra à Perpignan les 14 et 15 mai.

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Voici la composition du gouvernement britannique constitué samedi 5 mai 1979 :

Premier ministre : Mme Margaret Thatcher.

Intérieur : M. William Whitelaw.

Lord chancelier : lord Hailsham.

Affaires étrangères : lord Carrington.

Chancelier de l'échiquier (finances) : Sir Geoffrey Howe.

Industrie : Sir Keith Joseph.

Lord président du conseil (conseil privé de la reine) : lord Christopher Soames.

Défense : M. Francis Pym.

Emploi : M. James Prior.

Lord du sceau privé : Sir Ian Gilmour.

Agriculture : M. Peter Walker.

Environnement : M. Michael Heseltine.

Secrétaire d'Etat à l'Ecosse : M. George Younger.

Secrétaire d'Etat au Pays de Galles : M. Nicholas Edwards.

Irlande du Nord : M. Humphrey Atkins.

Affaires sociales : M. Patrick Jenkin.

Chancelier du duché de Lancastre : M. Norman St John-Stevas.

Commerce : M. John Nott.

Energie : M. David Howell.

Education et sciences : M. Mark Carlisle.

Secrétaire d'Etat au trésor : M. John Biffen.

Payeur général : M. Anhus Maude.

∴

Ministres n'appartenant pas au cabinet.

Transports : M. Norman Fowler.

Secrétaire parlementaire au Trésor : M. Michael Jopling.

Procureur général : Sir Michael Havers.

Avocat général : M. Ian Percival.

Secrétaire d'Etat à l'environnement et aux pouvoirs locaux : M. Tom King.

Secrétaire d'Etat au commerce et à la consommation : Mme Sally Oppenheim.

TURQUIE

Pour non-respect du couvre-feu

PLUSIEURS CENTAINES D'ARRESTATIONS

Istanbul (A.F.P.). — Madame Behice Boran, présidente du parti ouvrier turc, figure parmi les trois cent trente personnes écrouées dimanche 6 mai par le tribunal de l'état de siège d'Istanbul et qui sont accusées d'avoir violé le couvre-feu imposé le 1[er] mai. Le 5 mai, huit dirigeants syndicalistes, gardés à vue depuis le 28 avril, avaient également été écroués avec cent trente-six personnes qui avaient tenté de défiler le 1[er] mai.

D'autre part, deux attentats à la bombe ont eu lieu le 6 mai en fin d'après-midi à l'aéroport d'Istanbul, causant d'importants dégâts sans faire de victimes. Ils ont été revendiqués par « l'armée secrète de libération de l'Arménie », dans un coup de téléphone au bureau de Beyrouth de l'agence France-Presse.

Dulbecco, Iliopoulos, Larson...et les autres

Si nous avons demandé à ces chercheurs d'écrire pour vous dans **La Recherche**, c'est qu'ils sont à l'origine de découvertes fondamentales.

Un gène infinitésimal récemment identifié aux confins d'un virus, et voilà toute la science du cancer bouleversée.

Bouleversée aussi, la connaissance de la structure de la matière. Cette fois, par une particule qui ressembleralt fort aux autres si elle ne possédait un "charme" tout à fait singulier. Au point de susciter l'émotion des physiciens du monde entier.

Et que penser de la carte magnétique du fond des océans qui confirme quantitativement la tectonique des plaques, cette approche révolutionnaire des sciences de la Terre ?

Dans le numéro 100 de **La Recherche**, Renato Dulbecco, cancérologue et prix Nobel, Jean Iliopoulos, physicien, et Roger Larson, océanographe, font le point de ces recherches capitales dans des articles clairs et largement illustrés.



Mais dans ce numéro anniversaire, ces trois grandes signatures sont accompagnées de beaucoup d'autres. Dans un dossier spécial de 60 pages, 26 chercheurs français parmi les plus éminents vous disent où en est la science aujourd'hui, et dressent le bilan d'une décennie de recherches dans le monde. Une "somme" d'informations essentielles.

SPECIAL N°100

EN VENTE PARTOUT

La Recherche - 57, rue de Seine - 75006 Paris

Un événement dans l'information scientifique

EUROPE

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT BRITANNIQUE

PORTRAITS

M. William Whitelaw : l'homme du compromis

Vieux routier du Parlement, M. William Whitelaw est issu d'une famille très riche, qui possède des terres, des mines et des usines dans le sud de l'Ecosse. Mais la crise et le chômage des années 30 puis la seconde guerre mondiale ébranlèrent ses convictions naturellement conservatrices. Sa vision du monde s'élargit, sa conscience sociale s'éveilla au spectacle de la misère des chômeurs et de la mort des hommes qu'il commandait. Paternaliste sincère, il reprocha au parti conservateur de ne pas se préoccuper assez des déshérités, particulièrement dans la région de la Clyde, dont il fut le député.

M. Whitelaw est par excellence l'homme de la modération et du compromis, soucieux avant tout de réconcilier les tendances et de maintenir l'unité du parti. Ainsi appuya-t-il la candidature de M. Heath au poste de leader, en s'efforçant de rallier ses amis politiques de la « vieille garde » qui considéraient avec suspicion ce nouveau venu issu d'un autre milieu. De 1970 à 1972, en sa qualité de leader des Communes, il soutint loyalement M. Heath. Nommé ministre pour l'Irlande du Nord, il tenta en vain, au cours de sa mission très délicate, de rapprocher les factions. Mais en obtenant l'audience des catholiques, il s'aliéna les protestants, dont les plus activistes n'hésitèrent pas à le qualifier de *« traître »*.

Au ministère de l'emploi, en 1973, il s'efforça également d'améliorer les relations du gouvernement conservateur avec le mouvement syndical, en suggérant des amendements à la législation de 1971, qui restreignait les pouvoirs des syndicats. Ses efforts n'aboutirent pas et le gouvernement Heath fut battu aux élections de 1974. En 1975, il tenta de réduire l'opposition croissante entre les amis de M. Heath et ceux de Mme Thatcher. Il s'effaça lui-même pour le poste de leader de l'opposition. Mme Thatcher fut élue et M. Withelaw, pourtant très lié à M. Heath, accepta, à la grande déception des amis de ce dernier, de devenir le premier adjoint du nouveau leader, puis du premier ministre.

D'esprit libéral, il a toujours prêché la modération à Mme Thatcher, notamment sur des questions controversées comme le renforcement de la législation criminelle, le rétablissement de la peine de mort (il y est opposé) ou encore comme l'immigration « de couleur ». Se maintenant fermement au centre, « Willie » ne s'est pas fait que des amis aux Communes et dans le parti. Quand à Mme Thatcher, elle respecte le politicien chevronné sans le suivre nécessairement sur les chemins difficiles de la conciliation et des accommodements. — H. P.

M. Francis Pym : jovial et, à l'occasion, réformateur

M. Francis Pym est le cinquième de son nom à siéger aux Communes... Depuis le dix-septième siècle, les Pym sont des gentlemen-farmers — une race en voie d'extinction, — mais d'abord des parlementaires. Il a donc suivi la tradition familiale pour devenir l'« homme des Communes » par excellence. Ancien élève d'Eton et de Cambridge, ce bouillant provincial, après une « belle » guerre (il se distingue à El-Alamein) et une incursion dans les affaires, est élu en 1961.

En 1970, il est promu chief whip *(pratiquement : leader du groupe parlementaire) par M. Heath. Elevé dans le sérail, il connaît suffisamment les détours compliqués des Communes pour mener à bon port les délicates législations sur les relations industrielles et sur l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun. En récompense, il est nommé ministre pour l'Irlande du Nord, chargé de poursuivre l'expérience constitutionnelle de partage des pouvoirs tentée par M. Whitelaw. Malgré sa subtilité et le don qu'il a de se faire bloquer la situation. Après la défaite du gouvernement conservateur en 1974, il est chargé, dans le cabinet fantôme, des problèmes de l'agriculture et de l'Irlande. Il tombe malade d'épuisement et, sur l'avis des médecins, abandonne toute activité politique pendant plusieurs années.*

Se tenant à l'écart des intrigues qui accompagnèrent l'élection de Mme Thatcher comme leader de l'opposition, il hérite, encore une fois de M. Whitelaw, des fonctions de leader de la Chambre dans le cabinet fantôme. Avec énergie, il ralliera le parti conservateur, divisé, au projet de dévolution des pouvoirs en Ecosse.

Il est l'homme des couloirs, de la poignée de main facile, mais non de la facilité. Ses adversaires travaillistes le considèrent comme un homme d'honneur et de parole. Foncièrement conservateur, il a dénoncé la réforme facilitant le divorce et demandé le rétablissement de la peine de mort. Mais en même temps, il a fait preuve d'une indépendance assez grande pour recommander, contre l'avis de son parti, la représentation proportionnelle, envisageant même une Grande-Bretagne fédérale. Il a suggéré une réforme des Communes, trop révolutionnaire pour son homologue travailliste, M. Michaël Foot.

M. Pym n'est pas un grand orateur, mais il en impose par une voix tonnante. Ses collègues aiment ce parlementaire, toujours courtois et amical, qui a gardé la jovialité et l'exubérance de sa province. En 1971, revenant d'une réception au palais de Buckingham, il était si gai qu'il esquissa un pas de danse au moment du vote décisif. L'événement fit quelque bruit mais n'eut pas de suite. Avait-il trop bu ? « Non, *a-t-il dit,* on ne sert pas beaucoup à boire à Buckingham. J'étais simplement en bonne forme. » — H. P.

Sir Geoffroy Howe : le champion du conservatisme

Comme Sir Keith Joseph, Sir Geoffroy vient de la gauche du parti. Il fut un des fondateurs et président du Bow Group réunissant les jeunes conservateurs soucieux de donner à leur parti une couleur progressiste. Sa conversion fut plus rapide que celle de Sir Keith et, au fil des années, il devint le champion de toutes les bonnes causes de l'orthodoxie conservatrice : retour à la liberté des loyers, encouragement aux écoles privées, abandon des nationalisations et même de la planification, opposition à la politique des revenus, etc. Il s'aligna ainsi très vite sur les positions de M. Powell, le leader de l'extrême droite... Dénonçant les abus de la société de tolérance, il suggéra, sans succès, que soit rétabli le consentement des parents à tout mariage entre mineurs...

Dans l'opposition, cet avocat précis et méticuleux travaille dans l'obscurité à la rédaction de rapports et de projets de loi. En 1970, M. Heath au pouvoir le prend au gouvernement pour le charger de la délicate élaboration du projet de loi sur les relations industrielles et sur l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun. Abandonnant M. Powell, il se convertit alors à l'Europe qu'il considère essentiellement comme un élément fondamental de la coalition anti-soviétique et une barrière au développement du socialisme en Grande-Bretagne. En 1972, il accepte de devenir ministre des prix, bien qu'auparavant il ait toujours dénoncé l'intervention de l'Etat dans les affaires économiques. Il expliquera ce revirement en affirmant qu'il voulait simplement limiter les dégâts inévitables que créerait la politique des revenus.

Sir Geoffroy n'est pas tellement un homme de conviction d'un bon exécutant ; il doit encore s'affirmer pour ne pas apparaître conmme l'instrument docile de Mme Thatcher. « C'est un tigre édenté », *disent ses adversaires. Ses qualités d'avocat sont évidentes, mais ses discours, toujours clairs, sont ennuyeux au point qu'un journal résuma ainsi un jour, en style télégraphique, son intervention aux Communes :* « Dernière minute : Howe pas complètement ennuyeux, plusieurs députés restent éveillés ». *En fait, il a beaucoup gagné en stature au cours des derniers mois, notamment par ses critiques meurtrières et précises du budget de son adversaire principal, M. Healey.*

H. P.

Lord Carrington : un praticien ouvert

Le nouveau secrétaire au Foreign Office n'est pas le seul lord du gouvernement, mais son aristocratie ne date pas d'hier : elle remonte au début du dix-neuvième siècle. Un jour, le banquier de Pitt, un certain Smith, demanda au premier ministre le privilège de traverser la cour des gardes, réservée aux ministres. « Non, *lui répondit Pitt,* mais je peux vous faire pair irlandais... » *Le lendemain, M. Smith devenait lord Carrington.*

Son descendant, en fait, n'a jamais vraiment cru à l'aristocratie de sang, mais il a hérité de la tradition familiale le goût de la politique et des affaires. « Bien né », il se devait de faire ses études à Eton, puis d'aller à l'école militaire de Sandhurst et de devenir officier des grenadiers avant d'être affecté à de petites fonctions dans un gouvernement conservateur. Ministre « junior » dans le gouvernement de Churchill, en 1951, il devient haut commissaire en Australie, où Macmillan va le chercher pour le nommer, en 1959, premier lord de l'Amirauté. En 1963 et 1964, il est ministre sans portefeuille. M. Heath, qui en hérite, est séduit par une personnalité si différente de la sienne. Lord Carrington est, en effet, très ouvert, bon vivant, avec le charme et l'aisance naturels d'un praticien aisé. En outre, ses relations avec les milieux d'affaires (il siège aux conseils d'administration de plusieurs banques et sociétés) lui permettent de réunir les fonds destinés au parti (1). *Il sera secrétaire à la défense, puis, plus tard, à l'énergie. Il a toujours parlé franchement et même courageusement. Il croit que le destin de la Grande-Bretagne est lié à l'Europe et, à propos de l'Afrique, il n'a pas hésité à condamner les livraisons d'armes à l'Union sud-africaine ; pour ce qui est de la Rhodésie, il résiste aux pressions de la majorité de son parti, qui insiste pour la levée des sanctions et la reconnaissance immédiate du nouveau « gouvernement » de Salisbury.* — H. P.

(1) Dans son édition de 1979, le *Who's Who* indique que lord Carrington a été ou est membre des conseils d'administration de Barclays Bank, Cadbury Schweppes Ltd, Rio Tinto Zinc Corp., Amalgamated Metal Corpn. Ltd, Schweppes Ltd, Hambros Bank. Il est président, depuis 1974, de la Iran Society.

Sir Keith Joseph : un converti zélé

Issu d'une vieille et riche famille juive de Leeds, Sir Keith est d'abord un intellectuel et le théoricien du parti conservateur. Mais son zèle à prôner sur toutes les estrades les vertus du capitalisme et les mérites du libéralisme économique et du monétarisme est celui du converti. Favorisé à la naissance par la richesse (son père a créé la grande entreprise de construction Bovis), il s'est toujours intéressé aux problèmes sociaux, se penchant particulièrement sur le sort de tous les déshérités. Ses amis conservateurs le considèrent un peu comme un idéaliste presque contaminé par le socialisme, et qui voudrait corriger les inégalités sociales.

Faut-il attribuer à ses origines un certain nombre de complexes et, sans doute, la fameuse « angoisse juive » ? Il est sûrement un personnage compliqué, trop intense et doutant beaucoup de lui-même. Ce manque de confiance en lui explique en grande partie pourquoi, en 1975, il renonça à se porter candidat à la direction du parti, faisant ainsi le jeu de Mme Thatcher.

Ses adversaires travaillistes ont voulu en faire un épouvantail en le présentant comme un personnage desséché, inhumain. En fait, il est chaleureux, respectant les convictions des autres et d'une grande intégrité intellectuelle. Très vulnérable, il a toujours ressenti les attaques dont il a été l'objet, et il n'a jamais compris les huées qui accueillent souvent ses discours, parfois maladroits, par exemple lorsqu'il suggérait que les familles pauvres soient contraintes de ne pas avoir d'enfants.

Parce qu'il parle toujours avec intensité, le visage tendu, les veines du front gonflées, les yeux mi-clos, il a été surnommé le « moine fou », ou encore « Raspoutine » *en raison de l'influence qu'il exerce sur Mme Thatcher. Beaucoup de ses amis le jugent instable et manquant de réalisme. Mais il partage la même foi et, selon la formule, il est en « ligne directe » avec le subconscient de Mme Thatcher, dont il est devenu progressivement le maître à penser.*

La Fnac réplique au mépris japonais.

Les japonais considèrent le français comme un consommateur sous-développé. C'est maintenant une certitude.

Le 27 Mars à Chicago, Jean Mollin l'homme de la photo à la Fnac, est à l'exposition internationale de la photo.

Surprise : trois fabricants japonais mettent à la vente des appareils restés secrets un mois plus tôt au Japan Caméra Show de Tokyo.

Explication : il s'agit de privilégier le marché américain. La France, elle, pourra attendre que la nouveauté ait vieilli. Trois mois peut-être?

Réaction : Jean Mollin s'organise. Ce que les importateurs français de Canon, Nikon et Olympus ne veulent faire, la Fnac le fera. Un avion importera des États-Unis les appareils japonais. Le consommateur français sera servi en même temps que le consommateur américain.

Il est facile d'imaginer que l'initiative de la Fnac va conduire les marques japonaises à modifier l'idée qu'elles se font du marché français. Sans doute vont-elles hâter leurs exportations vers la France.

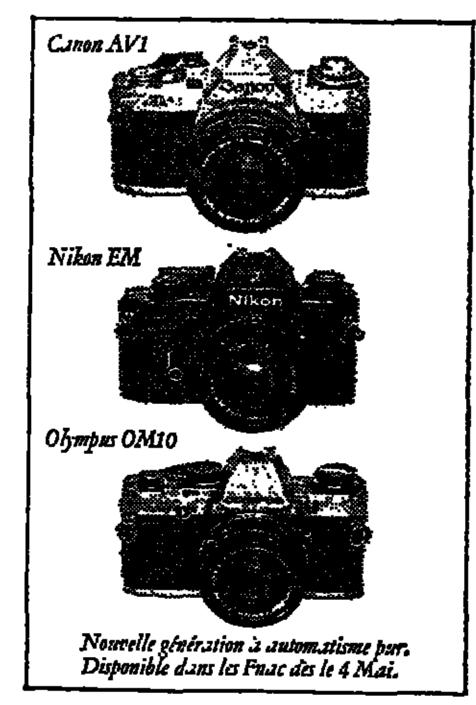
C'est l'ensemble des amateurs qui pourra en profiter.

Les appareils? Une nouvelle génération dite à *automatisme pur.* Ici, l'automatisme est considéré comme suffisamment fiable pour ne pas être débrayable. C'est la fin de l'antagonisme entre la simplicité d'emploi et la sophistication du résultat. Toute source de fausse manœuvre est éliminée. En revanche, tout ce qui fait d'un appareil un outil créatif est conservé : objectifs interchangeables, gamme d'accessoires étendue, visée réflex, possibilité de surexposition volontaire (pour compenser les contre-jours), etc.

Avantage supplémentaire : la réduction des coûts que permet l'électronique. Comptez de 1.600 F à 1.900 F au lieu de 2.000 F à 2.900 F, pour des caractéristiques comparables.

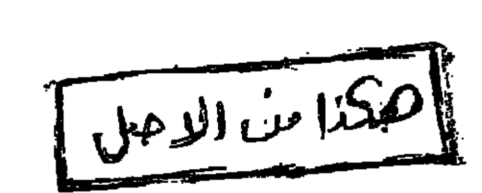
Dès le 4 Mai, l'amateur pourra voir et acheter à la Fnac son appareil à *automatisme pur* dans la marque de son choix.

Comme d'habitude, la Fnac aura joué son rôle d'information et de stimulation : l'été 79 sera aussi bon en France qu'aux États-Unis.



Nouvelle génération à automatisme pur. Disponible dans les Fnac dès le 4 Mai.

Fnac Châtelet, Montparnasse, Etoile, et à Lyon, Marseille, Mulhouse, Grenoble, Strasbourg, Metz, Belfort.



EUROPE



Tribune internationale

La Tchécoslovaquie sans complexe et sans préjugé

par JAN PUDLAK (*)

POURQUOI la Tchécoslovaquie est-elle souvent la cible préférée des mass media occidentaux ? Le Monde a essayé d'en donner une explication psychologique dans un éditorial du 20 octobre 1977 en écrivant : « La Tchécoslovaquie, depuis 1938, et, surtout, depuis 1968, reste un objet de remords pour les démocraties de l'Ouest qui n'ont pas su l'aider. Tout ce qui s'y passe est scruté, jugé et condamné avec plus de sévérité qu'ailleurs. » L'analogie entre l'année 1938 et l'année 1968 est naturellement fausse, sauf, peut-être, dans ce sens que, si la tentative de déstabiliser et de liquider le régime socialiste en Tchécoslovaquie, en 1968, avait réussi, nous courrions le risque d'un nouveau Munich, mais — cela mis à part — la formule, un peu freudienne, de l'éditorialiste du Monde exprime bien la situation et confirme qu'il y a dans les mass media d'Occident une tendance à excuser les coupables et à culpabiliser l'innocent, c'est-à-dire la Tchécoslovaquie socialiste.

Pour pouvoir la juger encore plus sévèrement, on exalte les vertus et les mérites de la Tchécoslovaquie capitaliste, avec beaucoup de retard d'ailleurs, parce que, quand il fallait la défendre, on ne les avait pas suffisamment appréciés. Au contraire, une grande partie de la presse occidentale, influencée par la propagande hitlérienne, était très anti-tchécoslovaque déjà à cette époque.

COMMENÇONS donc par la comparaison de la Tchécoslovaquie d'avant-guerre avec celle d'aujourd'hui. La Tchécoslovaquie était, dès le début, un pays, au point de vue industriel, relativement développé, mais seulement — et il faut souligner cette relativité — par rapport aux autres pays de l'Europe centrale et orientale. Cependant, comparée aux puissances industrielles d'Europe occidentale, elle était un partenaire faible et extrêmement vulnérable. La production industrielle par habitant, en Allemagne, par exemple, était 2,3 fois plus grande, en Angleterre 3 fois. Même en France, la production industrielle (sans parler des colonies et de l'agriculture, beaucoup plus développée) était de 60 % plus élevée qu'en Tchécoslovaquie. Il est donc absurde d'affirmer que le niveau économique et le niveau de vie de la France et de la Tchécoslovaquie entre les deux guerres étaient comparables. Il y avait en France des milliers d'ouvriers tchécoslovaques, chassés par la misère, qui venaient y chercher le travail, mais on ne comptait pas un seul ouvrier français en Tchécoslovaquie. Pour quoi faire d'ailleurs ? La Tchécoslovaquie était, dans les années 30, à l'époque de la crise mondiale, l'un des pays les plus frappés, avec un million de chômeurs.

En revanche, au cours des trente ans de l'édification du socialisme, malgré les dégâts provoqués par la guerre et l'occupation allemande, malgré les difficultés dues à la « guerre froide » et aux mesures discriminatoires appliquées contre la Tchécoslovaquie par les puissances occidentales, la production industrielle a augmenté plus de dix fois par rapport à l'année 1937. La Tchécoslovaquie produit aujourd'hui 15 millions de tonnes d'acier, soit deux fois plus par habitant que la France. Et il n'y a pas de chômage, mais, au contraire, nous ressentons dans tous les secteurs le manque de main-d'œuvre. La Slovaquie, qui, à l'époque du capitalisme, participait à la production industrielle totale du pays pour 7,8 %, a porté cette participation à plus de 27 % — et cela alors que le chiffre global est dix fois plus élevé, — ce qui signifie que la Slovaquie (32 % de la population) a pratiquement rattrapé le retard économique par rapport à la Bohême, retard qui, avant la guerre, était évalué à cinquante ans. Il y a dans le monde peu d'exemples d'une telle réussite, d'un tel « miracle économique ».

L'agriculture socialiste tchécoslovaque produit, avec à peu près un tiers de travailleurs, deux fois plus de céréales qu'avant la guerre. La consommation de viande est passée de 34 kg par habitant en 1936 à 83 kg en 1973.

On construit chaque année à peu près 130 000 logements, parmi lesquels près de 40 000 maisons individuelles. Si on y ajoute 30 000 logements de coopérative — qui représente une forme de copropriété, — nous totalisons annuellement 70 000 logements dont les habitants sont propriétaires ou copropriétaires. Les loyers, pour ceux qui vivent dans des logements communaux ou d'entreprise, sont parmi les plus bas en Europe. Il y avait, en 1937, 1 médecin pour 1 236 habitants ; aujourd'hui, 1 pour 354. La retraite à soixante ans pour les hommes, à cinquante-cinq ans pour les femmes (en moyenne, parce que la retraite des femmes dépend aussi du nombre d'enfants), les soins médicaux et l'éducation gratuits. Il y a maintenant, en Slovaquie, plus de professeurs d'université qu'il n'y avait d'étudiants avant la guerre. Voilà la Tchécoslovaquie socialiste d'aujourd'hui, prospère et dynamique, fière de ses succès, mais consciente des problèmes qui persistent ou qui surgissent, ainsi que des tâches à accomplir pour assurer un avenir encore meilleur pour les futures générations.

MAIS la culture, la démocratie, la religion, les droits de l'homme ?

Chaque année, nous publions en Tchécoslovaquie 6 500 ouvrages avec un tirage global de 85 millions d'exemplaires. Il y a, chez nous, 89 théâtres permanents qui présentent, chaque année, 600 pièces d'auteurs tchécoslovaques et étrangers en première pour 10 millions de spectateurs. Nous pourrions citer les statistiques impressionnantes sur le nombre et l'activité des orchestres, des galeries d'art, des expositions, des conservatoires, des écoles d'art, etc.

Au cours des cinq dernières années, les films tchèques et slovaques ont obtenu cent soixante prix dans les différents festivals internationaux, et tout récemment, au Festival international de télévision à Monte-Carlo, le film de Mme Polednakova, un jeune metteur en scène, a reçu deux prix.

Puisque la « persécution » de la religion est l'un des thèmes préférés de la propagande antitchécoslovaque, il faut en dire aussi quelques mots. La liberté religieuse, garantie par la Constitution, est respectée. Il y a, en Tchécoslovaquie, 18 Eglises ou communautés religieuses. Elles disposent de 6 facultés théologiques, qui assurent la formation des prêtres. Les enfants dont les parents le désirent suivent les cours de religion. Les Eglises et les communautés religieuses possèdent leurs propres maisons d'édition, qui publient de la littérature religieuses, mais aussi des journaux ecclésiastiques. En Tchécoslovaquie paraissent 27 hebdomadaires, mensuels ou revues ecclésiastiques. L'un des plus importants est le Journal catholique, dont le tirage est de 120 000 exemplaires en langue tchèque et 130 000 en langue slovaque. Rappelons que la Tchécoslovaquie capitaliste n'a pas réussi — au cours des vingt ans de son existence — à résoudre les questions litigieuses avec le Saint-Siège et qu'il n'y avait qu'un arrangement provisoire en forme de modus vivendi, tandis qu'avec le régime actuel on est arrivé à régler presque tous les problèmes importants.

Quant au système politique en Tchécoslovaquie, il est fondé sur le Front national dont la force politique la plus importante est le parti communiste mais qui inclut aussi d'autres partis politiques (le parti socialiste et le parti populaire d'inspiration catholique en Bohême ; le Parti de la liberté et le Parti de la renaissance en Slovaquie), ainsi que des organisations de masse, comme, par exemple, les syndicats.

Au plan constitutionnel, la République socialiste tchécoslovaque est un Etat fédéral composé de deux Républiques (la République socialiste tchèque et la République socialiste slovaque) - avec une Assemblée fédérale composée de deux Chambres — la Chambre des nations et la Chambre du peuple, — les deux Républiques ont aussi leur propre Parlement, Conseil national tchèque et Conseil national slovaque, avec le gouvernement fédéral et deux gouvernements des Républiques. Il y a aussi un réseau de comités nationaux au niveau des communes, des districts et des régions. Ce système représente un cadre assez large pour le développement de la démocratie socialiste. Il assure l'égalité des Tchèques et des Slovaques, ainsi que des minorités qui vivent en Tchécoslovaquie, il crée la possibilité réelle pour la participation active des citoyens à la vie politique à tous les niveaux, pour leur participation aux décisions concernant leur commune, leur district, leur région, ainsi que le pays tout entier.

IL y a dix ans, la Tchécoslovaquie a dû surmonter une crises politique extrêmement grave. Elle se trouvait au bord de la guerre civile qui aurait pu avoir des répercussions imprévisibles pour le pays, mais, aussi, pour la paix et la stabilité en Europe. La nouvelle direction du parti communiste et de l'Etat, avec Gustav Husak à sa tête, a réussi à tirer le pays du chaos en lui assurant la stabilité politique, la prospérité économique, le respect de la démocratie socialiste, la sécurité sociale. Et tout cela a été obtenu sans effusion de sang, sans poursuites judiciaires des hommes politiques, responsables du déclenchement de la crise qui menaçait l'existence même du régime socialiste et l'intégrité territoriale du pays. L'histoire et le monde dans lequel nous vivons nous fournissent de nombreux exemples qu'il n'est pas facile de résoudre une telle crise par des moyens politiques, sans effusion de sang, sans excès, sans la dégradation du développement économique, sans tensions sociales.

L'histoire est le meilleur juge. Elle saura apprécier ce que certains contemporains, aveuglés par les passions, par les préjugés politiques et idéologiques, aigris par les frustrations personnelles, ne peuvent pas ou ne veulent pas comprendre. Les prophètes des catastrophes qui, il y a dix ans, prévoyaient le « retour aux années 50 » avec les « exécutions sommaires », l'« écroulement de l'économie », etc., ne peuvent pas comprendre que leur échec personnel n'a pas empêché le pays de progresser, de se développer, contrairement à leurs prophéties, et d'atteindre des résultats positifs et même impressionnants dans tous les domaines. La grande majorité du peuple a non seulement compris le sens de la politique du parti et du gouvernement, mais elle participe activement, dans son propre intérêt, dans l'intérêt du pays, à la réalisation de cette politique qui a déjà porté ses fruits. Dans ce monde marqué par les tensions, le terrorisme, les conflits intérieurs et internationaux, dans ce monde du chômage, où le droit élémentaire des millions de gens, le droit au travail, est bafoué, dans ce monde où les répressions massives, les exécutions sommaires et les massacres ne suscitent plus des émotions exceptionnelles mais sont souvent traités par la presse comme des faits divers, dans ce monde divisé dans lequel la lutte de classe continue à l'échelle internationale et prend parfois des formes très raffinées de diversion idéologique et des tentatives de déstabilisation des régimes socialistes (ce qui exige certaines mesures de précaution et de vigilance), le « cœur de l'Europe » se porte bien. La Tchécoslovaquie est l'exemple d'un pays en pleine prospérité, un pays de sérénité et du travail pacifique. Grâce à cela elle peut jouer, et elle joue, un rôle actif et toujours plus important dans les relations internationales en apportant, comme les autres pays socialistes frères, sa contribution à la détente, à la coopération internationale, au désarmement, à la solution des problèmes internationaux.

NOUS ne souffrons ni de complexes ni de préjugés dans nos relations avec les autres pays. Il faut que ceux qui en souffrent encore à notre égard s'en débarrassent, eux aussi, dans leur propre intérêt. Mais il faut surtout que la presse et les mass media en général cessent de déformer systématiquement l'image de la Tchécoslovaquie, qu'ils commencent de la traiter d'une façon plus objective, sans cacher les problèmes, mais sans nier ou supprimer les résultats positifs et les succès incontestables. D'ailleurs, ceux qui, à propos de la Tchécoslovaquie socialiste, parlent de l'« économie ruinée », de la « misère », du « massacre de la culture », etc., risquent de se voir ridiculisés et désavoués non seulement par les quinze millions de Tchécoslovaques, mais aussi, par plus de dix-sept millions de touristes étrangers qui visitent, chaque année, notre pays.

Un ambassadeur a des tâches plus importantes que de polémiquer tous les jours avec les détracteurs et de réagir à chaque calomnie contre son pays. Mais il ne peut non plus se taire, se limiter à les lire et à les enregistrer. A l'époque où les deux « galaxies », celle de Gutenberg et celle, encore plus redoutable, de Marconi, exercent une influence énorme sur l'opinion publique et, par conséquent, aussi sur les relations internationales, un diplomate se voit obligé de réagir et d'intervenir dans les débats publics quand les circonstances l'exigent.

Si je m'y suis décidé, ce n'est pas seulement pour défendre l'honneur de mon pays, mais, aussi, pour contribuer à sa meilleure connaissance, pour contribuer, dans l'esprit de la détente, à une meilleure compréhension et au raffermissement de l'amitié traditionnelle franco-tchécoslovaque qui a su résister à toutes les épreuves et à toutes les calomnies, comme j'ai pu le constater, avec satisfaction, au cours de mon séjour en France et pendant mes nombreux voyages.

(*) Ambassadeur de la République socialiste tchécoslovaque en France.

(Publicité)

PRÉSENTATION
DE L'ARTISANAT SOVIÉTIQUE
A PARIS

EXPOSITION
DE DESSINS HUMORISTIQUES
SOVIÉTIQUES

GRAND CHOIX
D'ARTICLES SOVIETIQUES

Objets d'art populaire, jouets en bois de Bogorodsk, matriochkas, balalaïkas, samovars, pierres d'Oural, laques de Palekh et de Kholoui, fourrures renard loup, etc., bijoux en ambre de la Baltique, ouvrages d'étude du russe, cartes, disques, musicassettes, produits alimentaires.

A L'EXPOSITION-VENTE
organisée par le Comité Parisien de l'Association France-U.R.S.S.

Jeudi 10 Mai,
Vendredi 11 Mai
de 11 h. 30 à 17 h. 30
Samedi 12 Mai
de 9 h. 30 à 17 h. 30

Au Siège National
de l'Association,
61, rue Boissière,
75116 PARIS.
Tél. : 501-59-00.

M° : Boissière ou Victor-Hugo.



30 jours de voyages illimités à l'intérieur des Etats-Unis

Aujourd'hui Braniff International vous propose l'Airpass Braniff pour voyager à travers les Etats-Unis à un coût très avantageux. Si vous achetez un billet aller-retour Braniff pour les Etats-Unis, vous pouvez bénéficier de l'Airpass Braniff et voyager sans limitation à travers les U.S.A. pendant 30 jours, à compter du jour d'arrivée.

Le prix de l'Airpass en classe touriste est de FFR 1500 pour un adulte, de FFR 1000 pour un enfant de 2 à 11 ans. Les enfants de moins de 2 ans voyagent gratuitement.

Même si votre billet transatlantique est en classe touriste ou sans garantie, vous pouvez, si vous le désirez, voyager en première classe sur les lignes intérieures américaines de Braniff. Le prix de l'Airpass en première classe est de FFR 1700 pour un adulte, et de FFR 1100 pour un enfant de 2 à 11 ans.

Avec un Airpass Braniff, vous pouvez voler vers 57 villes des Etats-Unis dont New York, Washington, Miami, La Nouvelle Orléans, Dallas-Fort Worth, Houston, Las Vegas, Los Angeles, Oakland, San Francisco, Seattle, Denver, Kansas City, Chicago, Detroit, Boston, (à l'exception de l'Alaska et Hawaï).

Fonctionnement de l'Airpass

Le carnet Airpass comprenant 25 coupons, doit être acheté avant le départ pour les Etats-Unis. Il peut être délivré aux voyageurs à n'importe quel bureau de vente Braniff en ville ou à l'aéroport même, sur simple présentation du billet transatlantique et du bon de commande de l'agence de voyage. Les réservations pour les vols intérieurs Braniff aux U.S.A. peuvent être effectuées à tout moment.

Le service transatlantique

Le 2 juin, Braniff International inaugure une liaison en 747 entre Paris-Orly et les U.S.A. :
Vers Boston : 3 vols par semaine.
Vers Dallas-Fort Worth : départs journaliers sauf mercredi.

Tarifs A.R. Haute Saison

Paris-Orly/Boston

Première Classe	6 010 F
Classe Touriste	3 590 F
Excursions 14/45 j.*	2 990 F
Apex*	1 945 F
Budget ou Sans garantie*	1 370 F

Airpass	Adulte	Enfant
Première Classe	1 700 F	1 100 F
Classe Touriste	1 500 F	1 000 F

* Conditions spéciales.
(Vols et tarifs transatlantiques sous réserve d'approbation gouvernementale).

Réservations

Pour tous renseignements complémentaires ou pour toute réservation, appeler votre agent de voyage ou Braniff à Paris : tél. 720.42.42 - télex 613009 F.

BOSTON
LONDRES
PARIS
BRUXELLES
AMSTERDAM
FRANCFORT
DALLAS-FORT WORTH

Dorland & Grey

BRANIFF INTERNATIONAL
Etats-Unis, Hawaï, Alaska, Canada, Mexique, Amérique du Sud, Europe.

TÉLEX PARTAGÉ
ÉTRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62

DIPLOMATIE

M. Berlinguer réaffirme que l'Italie doit rester dans l'OTAN

De notre correspondant

Rome. — Le Corriere della Sera a publié, dimanche 6 mai, une longue interview de M. Berlinguer. Le secrétaire général du P.C.I. y réaffirme les positions connues de son parti : entrer au gouvernement après les élections législatives des 3 et 4 juin : sinon adopter « *une position constructive* ».

Paradoxalement, la partie la plus intéressante de l'interview est celle qui reproduit mot pour mot des réponses faites le 14 juin 1976, au même journal, par le dirigeant communiste. Interrogé sur l'OTAN, M. Berlinguer avait déclaré alors de manière inattendue que le socialisme était plus facile à réaliser au sein du pacte atlantique que dans le pacte de Varsovie. Ces propos allaient recevoir par la suite un demi-démenti de la part de certains dirigeants communistes.

A nouveau interrogé par le *Corriere*, M. Berlinguer persiste et signe. L'interview du 6 mai se conclut donc par un passage vieux de trois ans, qui mérite d'être cité :

« *L'Italie n'appartenant pas au pacte de Varsovie, on peut être absolument certain de pouvoir poursuivre la voie italienne au socialisme sans aucun conditionnement. Mais cela ne veut pas dire que des problèmes n'existent pas dans le bloc occidental. (...) Pour cela aussi, je ne veux pas que l'Italie sorte du pacte atlantique, et pas seulement parce que notre sortie bouleverserait l'équilibre international. Je me sens plus en sécurité de ce côté-ci, mais j'y vois aussi de sérieuses tentatives de limiter notre autonomie. (...) Oui, le système occidental présente certainement moins d'obstacles. Cependant, faites attention, peut-être qu'à l'Est ils veulent que nous construisions le socialisme à leur goût. Mais ici, à l'Ouest, d'aucuns ne voudraient même pas nous laisser commencer à le faire, même dans la liberté.* »

M. Berlinguer faisait ces déclarations avant les élections anticipées de juin 1976 (*le Monde* des 16 et 18 juin 1976). Il les confirme à la veille d'autres élections anticipées. Mais, dans l'intervalle, il n'était jamais revenu sur de telles considérations.

ROBERT SOLÉ.

PRÉPARATIONS D'ÉTÉ OU ANNUELLES
SCIENCES-PO
CEPES
2 centres : quartier latin ou Neuilly
57, rue Ch.-Laffitte, 92 Neuilly, 722.94.94, 745.09.19
Groupement libre de professeurs

Le Conseil de l'Europe célèbre son trentième anniversaire

De notre correspondant

Strasbourg. — La célébration du trentième anniversaire du Conseil de l'Europe, samedi 5 mai à Strasbourg, a revêtu un caractère essentiellement populaire, reléguant au second plan les discours politiques de MM. Pflimlin et Chaban-Delmas, ainsi que le côté protocolaire, qui reprend le dessus ce lundi 7 mai avec l'ouverture de la trente et unième session ordinaire de l'Assemblée.

Dès avant 9 heures samedi matin, les portes de l'imposant palais de verre, de béton et d'aluminium s'ouvrirent pour accueillir des vagues de visiteurs que déversaient des cars venus du nord comme du sud de l'Alsace, mais aussi du Pays de Bade et du Wurtemberg. Ils furent près de douze mille durant toute la journée à suivre à intervalles de dix minutes les visites guidées, ou à se lancer à la découverte de la Maison de l'Europe.

Le public y découvrait des expositions et pouvait y suivre des exposés sur les grands thèmes d'activité du conseil : politique régionale, conservation et sauvegarde du patrimoine naturel, coopération juridique, droits de l'homme, Europe de la santé ou encore Europe du travail. Dans l'hémicycle revivaient les voix des pionniers de l'Europe, celles de Robert Schuman, d'Adenauer, de Paul-Henri Spaak, d'Ernest Bevin qui, le 5 mai 1949, proposait Strasbourg comme siège du *Conseil de l'Europe*.

Dans la salle du comité des ministres, devant l'immense table annulaire où siégeaient les représentants permanents des vingt et un pays membres, le maire de Strasbourg, M. Pierre Pflimlin, a rappelé en « *optimiste impénitent* », sa confiance dans l'avenir de l'organisation des vingt et un, à l'heure même où la communauté des Neuf va s'élargir à la Grèce.

JEAN-CLAUDE HAHN.

● *Les Etats-Unis* auront prochainement des discussions avec l'U.R.S.S. sur la neutralisation de l'océan Indien, a-t-on appris récemment de bonne source à Washington, à l'issue de la visite officielle du ministre des affaires étrangères indien M. A. B. Vajpayee. — *(A.F.P.)*.

AFRIQUE

Tchad

RELEVÉ DE SES FONCTIONS A LA TÊTE DE LA GENDARMERIE

Le lieutenant-colonel Kamougué organiserait l'opposition dans le Sud

Le lieutenant-colonel Kamougué, chef de la gendarmerie tchadienne, a été relevé de ses fonctions, a annoncé dimanche 6 mai l'agence de presse soudanaise, citant un « *communiqué du cabinet tchadien* ». Selon l'agence, le lieutenant-colonel se trouve dans le sud du pays où il organise un front d'opposition au gouvernement de coalition mis en place à N'Djamena la semaine dernière (*le Monde* des 3 et 4 mai). Il avait participé à la conférence de Kano II en tant que représentant des forces armées tchadiennes (*FAT*) du président Malloum.

D'autre part, le chef de l'Etat tchadien, M. Lol Mahamat Choua a lancé un « *pressant appel* » à l'aide internationale tout en se livrant à une attaque en règle contre la Libye, rapporte ce lundi l'A.F.P., dans une dépêche retardée en transmission. « *Les portes du Tchad*, a-t-il ajouté, *sont largement ouvertes aux bailleurs de fonds qui peuvent revenir ou venir y investir sans inquiétude... Le peuple tchadien attend que ses amis de toujours se manifestent.* »

Cette formule s'adressait, d'évidence, plus particulièrement à la France.

M. Choua a stigmatisé les « *manœuvres inqualifiables entreprises par la Libye pour semer la diversion sur le plan international et la division au sein des parties tchadiennes* ». Depuis la deuxième « table ronde » de Kano, a-t-il affirmé, « *le gouvernement libyen s'est livré à une véritable chasse à l'homme, frappant les tchadiens vivant en Libye sans distinction d'âge ni de sexe* » et a « *décrété un recrutement forcé des travailleurs tchadiens destiné à grossir les rangs des forces d'agression et d'invasion* ». M. Choua a conclu : « *L'espace aérien tchadien est constamment violé par les avions libyens.* » — *(Reuter, A.F.P.)*

Algérie

REMANIEMENTS A LA TÊTE DE L'ARMÉE

Alger *(A.F.P.)*. — Le président Chadli a procédé samedi 5 mai à d'importantes nominations à des postes supérieurs de l'armée nationale populaire, qu'il dirige en tant que chef de l'Etat mais aussi en tant que ministre de la défense nationale.

Le colonel Abdallah Belhouchet, membre du bureau politique du parti F.L.N. et jusqu'alors commandant de la Ire région militaire (Algérois), a été nommé inspecteur général des forces armées. Le lieutenant-colonel Merbah Kasdi, membre du bureau politique et directeur du service de sécurité, est nommé secrétaire général du ministère de la défense, en remplacement du colonel Abdelhamid Latreche, appelé à d'autres fonctions.

Le lieutenant-colonel Mohammed Alleg, ex-commandant de la place d'Alger, est nommé directeur du commissariat de l'armée nationale populaire. Le lieutenant-colonel Mohamed Attailia, qui dirigeait jusqu'à présent la IVe région militaire (Ouargla), succède au colonel Belhouchet à la tête de la Ire région. Le lieutenant-colonel Kamel Abdelrrahim est nommé commandant de la IIe région militaire (Oranais) poste laissé vacant depuis l'élection du président Chadli à la présidence de la République. Enfin, le lieutenant-colonel Ali Bouhadja prend le commandement de la place d'Alger.

Le conflit du Sahara occidntal

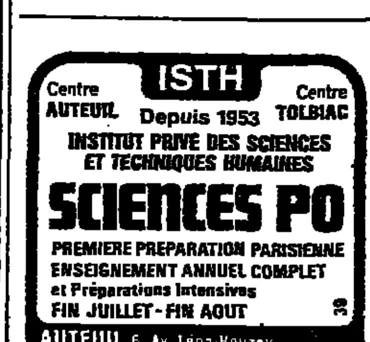
« LA FRANCE FERA TOUT SON POSSIBLE POUR AIDER LA MAURITANIE » assure le lieutenant-colonel Bouceif

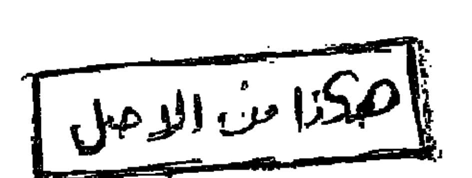
Nouakchott *(A.F.P.)*. — Le premier ministre mauritanien, le lieutenant-colonel Bouceif, a assuré dimanche 6 mai, à son retour de Paris, que « *la France fera tout son possible pour aider la Mauritanie* ». « *J'ai rencontré auprès du président français, du premier ministre et du gouvernement toute la sollicitude et la compréhension à l'égard de nos problèmes* », a-t-il souligné dans une déclaration à la presse.

Le premier ministre a précisé qu'il avait eu de nouveaux entretiens samedi soir, à Fès (Maroc), avec le sous-comité de l'OUA chargé de prendre contact avec les parties concernées par le conflit du Sahara et composé des présidents du Nigéria et du Mali, les généraux Olusegun Obasanjo et Moussa Traore.

Venant de Paris et se rendant à Fès, le lieutenant-colonel Bouceif s'était arrêté cinq heures samedi matin à Madrid à l'invitation de M. Suarez, président du gouvernement espagnol. Les deux dirigeants ont échangé leurs points de vue sur le conflit du Sahara occidental et sur les relations bilatérales.







AFRIQUE

L'OUGANDA APRÈS LE RENVERSEMENT DU RÉGIME

En explorant les archives du maréchal Amin Dada

De notre envoyé spécial

Kampala. — C'est une carte de vœux toute simple, légèrement jaunie et ornée d'un ruban corail. Elle est adressée au maréchal Amin Dada mais ne porte mention d'aucune date. A l'intérieur, un petit bristol frappé aux armes de la République d'Ouganda fournit une seule et précieuse indication, le nom de l'expéditeur : *« Y. Lule. »* Ces *« meilleurs vœux de bonheur »* au dictateur déchu, le nouveau chef du gouvernement de Kampala les adressa sans doute lorsqu'il était en exil à Londres, comme secrétaire général adjoint au secrétariat du Commonwealth ou quand il avait la charge, à Accra, de l'Association des universités africaines. Nous avons trouvé ce petit carton par hasard lors d'une visite à Nakasero, dans l'une des résidences préférées d'Amin, désormais ouverts à tous les vents. Il gisait là, parmi un amas de documents et de papiers personnels que personne, du côté officiel, n'a pris soin, jusqu'à présent, d'identifier et de classer.

Dans cette villa au charme colonial comme dans l'immeuble à deux étages qui abritait les services du *« bureau de recherches d'Etat »* (« State Research »), la police d'Amin, ou bien encore dans les locaux du *« poste de commandement »*, où celui-ci passait parfois la nuit, nous avons fait des découvertes en tous genres, édifiantes, sinistres ou simplement dérisoires.

Chacun de ces lieux, redoutés de la population ougandaise, avait été transformé en arsenal. A l'intérieur de l'immeuble du State Research, au-dessus de la chambre des tortures, sont entassées des dizaines de lourdes caisses d'armes et de munitions venues de tous les horizons. La plupart sont encore cadenassées. Il y a là de quoi soutenir un long siège : armes automatiques, obus, roquettes, chapelets de cartouches, explosifs, détonateurs (de fabrication française). Sur une table sont empilés des *« manuels d'instruction technique »* d'origine tchèque, expliquant, en anglais, le maniement d'un fusil d'assaut. Le matériel de télécommunications, hautement sophistiqué, dont faisaient usage certains des six cent quarante *« permanents »* du State Research, a été le plus souvent détruit au cours des pillages qui ont suivi la chute de Kampala. Il avait été fourni par quelques-unes des plus célèbres compagnies multinationales spécialisées en ce domaine.

Le système d'écoutes et de classement des informations avait été mis en place par des techniciens est-allemands. L'ensemble des données étaient mémorisées sur ordinateurs. Aucun doute : la police d'Amin Dada était l'une des mieux équipées du tiers-monde. Toutefois, ce modernisme n'excluait pas le travail d'artisan, comme en témoignent ces fiches trouvées dans la salle d'écoutes, et sur lesquelles un agent du State Research a soigneusement rédigé, à la main, les *« onze commandements de la bonne communication clandestine »*. Sans doute avait-il la mémoire défaillante...

Les « chers frères » arabes

Pendant les trois jours ayant précédé l'arrivée des troupes tanzaniennes, les occupants du State Research ont brûlé sans relâche plusieurs tonnes d'archives secrètes. Ils en ont emporté d'autres dans leur fuite. En revanche, ils ont laissé derrière eux de nombreux sacs en plastique remplis de *bhang*, le chanvre indien local. Selon le témoignage du commandant en second du régiment de Malire, qui parvint à s'échapper de Nakasero en 1977, on sait que les tortionnaires d'Amin se droguaient au *bhang* avant d'achever leurs victimes. Sur le couvercle d'une malle en acier pleine à craquer de cette herbe euphorisante, on peut lire un nom et une adresse : *« Stephano Baha Surabaj. Amsterdam »*.

La lecture de quelques rapports glanés au gré de nos recherches en dit long sur la vision que l'on avait à Kampala du monde extérieur, sous le règne du maréchal Amin. Un document établi en 1972, après la décision d'expulser la communauté asiatique, dénonce les sombres desseins des deux principaux ennemis de l'Ouganda : la Grande-Bretagne et Israël : *« Les Britanniques,* lit-on dans ce compte rendu, *tentent d'assassiner notre leader. Israël a convaincu la Banque mondiale de supprimer tous ses prêts à l'Ouganda. A partir du Rwanda, ce pays organise l'entraînement de guérilleros, la contrebande, l'espionnage, la propagande radiodiffusée contre l'Ouganda. Notre pays fourmille d'espions noirs vendus à Israël. »* On frise la paranoïa.

Dans une autre analyse sur la situation politique au Kenya, ce pays est essentiellement décrit comme un *« Etat policier »*. Emanant du régime d'Amin Dada, le qualificatif peut paraître incongru. Un aide-mémoire rédigé en 1975 vante, en revanche, la politique de l'Union soviétique vis-à-vis du tiers-monde. Israël toujours : un projet de résolution, griffonné sur une feuille de papier à en-tête de la douzième conférence au sommet de l'OUA (réunie à Kampala), *« demande à tous les Etats membres de l'organisation de renforcer les pressions faites sur Israël à l'ONU et dans les autres institutions... en vue de le priver éventuellement de sa qualité de membre de ces institutions »*.

Lorsque les caisses de l'Etat étaient vides, le maréchal Amin savait cultiver ses amitiés arabes. Dans sa correspondance avec les chefs d'Etat du Proche-Orient, il n'hésitait pas, entre deux couplets à la gloire de l'islam et quelques philippiques contre les *« barbares d'Israël »*, à s'apesantir sur les difficultés de l'intendance. Ainsi, écrivant le 28 janvier 1977 à son *« cher frère »* le *« Field-marshal Ahmed Hassan Al-Bakr »*, président de la République d'Irak, le maréchal Amin reproduit, à la décimale près, les factures que lui ont adressées les compagnies de transport chargées de l'acheminement en Ouganda d'une aide d'urgence — 2 000 tonnes de kérosène — offerte par le gouvernement irakien après le raid israélien sur Entebbe. *« En fin de compte,* ajoute-t-il, *votre don nous coûtera la somme de 1 600 000 shillings. »* Il conclut sa lettre en espérant que l'Irak fera pression sur la Banque arabe pour le développement de l'Afrique (B.D.E.A.) afin qu'elle accroisse son aide à l'Ouganda.

Deux autres documents montrent que les services secrets du maréchal étaient bien informés. Le premier reproduit les comptes rendus de deux réunions du cabinet tanzanien en date des 20 septembre et 29 octobre 1974. Un espion bien placé à Dar-Es-Salaam transmettait ainsi régulièrement des informations hautement confidentielles au maréchal Amin. Nous avons trouvé ces textes — traduits en français (?) — éparpillés dans le jardin de sa résidence.

Le second document est une simple fiche, datée 5 décembre 1978, et rapportant une action de sabotage en faveur de l'ex-ministre Lule (actuel chef du gouvernement ougandais) lorsqu'il vivait en exil à Londres. Il y est notamment précisé que *« la sœur de l'ancien ministre Lule a dissimulé 1 million de shillings ougandais dans un jerrycan d'essence. Elle a utilisé pour passer l'argent en fraude au Kenya une Mercedes-Benz de couleur crème numéro UUA 178. »* Aussi laconique qu'inquiétant, le commentaire conclut : *« Une action doit être entreprise pour mettre un terme à ce sabotage. »* Cinq mois plus tard la sœur de M. Lule est-elle encore en vie ?

Le maréchal Amin, on le sait, adorait porter ou distribuer les médailles militaires à son effigie. Il s'était lui-même attribué les plus prestigieuses décorations britanniques : Victoria Cross et Distinguish Service Order. Il en restait quelques dizaines dans un placard de son « poste de commandement ».

Amin assure avoir une quarantaine d'enfants. Certains d'entre eux étudiaient à l'école primaire de Nakasero. Leurs bulletins scolaires traînaient dans un tiroir. On y découvre que la petite Alima, cinq ans et onze mois, sait bien compter, mais qu'elle *« fait quelques fautes d'inattention »*. Parmi les lettres reçues de l'étranger, retenons-en trois. La première a été envoyée du Caire par un fils d'Amin. Dans un anglais très châtié, le jeune adolescent explique à son père qu'il *« souhaite se rendre à Paris pour apprendre le français »*. Dans la deuxième, trois élèves de Ngatea, petite ville de Nouvelle-Zélande, demandent au *« cher général Amin »* des informations sur son pays, qu'ils désirent mieux connaître, et espèrent recevoir de lui un autographe. L'auteur de la troisième est une jeune chrétienne de l'Etat d'Ohio. Sa lettre s'ouvre sur une supplique : *« S'il vous plaît, arrêtez de tuer les gens pour rien. »*

Amin Dada aimait aussi les titres et les distinctions. Dans sa résidence, nous avons retrouvé le diplôme de docteur *honoris causa* qu'il s'était fait attribuer d'office par l'université de Makerere. Cet épisode avait à l'époque gravement divisé le corps enseignant ougandais. Quant à la dignité de grand-croix de l'ordre national de la République de Guinée, elle a été conférée, le 22 novembre 1973, par le président Sekou Touré à *« Son Excellence le général Idi Amin Dada pour la lutte héroïque qu'il a menée pour la sauvegarde de l'indépendance de son pays et pour son combat constant pour l'affermissement et le rayonnement de la personnalité africaine »*. — J.-P. L.

Les nouveaux dirigeants héritent d'une économie dévastée

De notre envoyé spécial

Kampala. — Les nouveaux dirigeants ougandais héritent d'une économie dévastée. Aucun secteur n'a résisté à huit années d'impéritie, dans un pays pourtant privilégié par la nature, que Churchill tenait naguère pour la « perle de l'Afrique ».

Comme la plupart des pays du continent noir, l'Ouganda dispose d'une économie essentiellement rurale. Le secteur agricole, qui contribue pour 50 % à la formation du produit national brut, mobilise 85 % de la population (70 % à plein temps, 15 % à temps partiel). Le café fournit, à lui seul, 90 % des ressources à l'exportation. Au cours des années 1976-1977, la flambée des cours de cette denrée, due à un concours de circonstances — gelée des plants brésiliens, pluies diluviennes en Colombie, guerre civile en Angola, — a largement profité à l'économie ougandaise. En fait, elle a masqué, pour un temps seulement, le lent déclin de la production.

Certes, avec 150 000 tonnes, l'Ouganda produit plus de 4 % du café commercialisé dans le monde. Il est le deuxième exportateur africain ; mais ses plantations, qui ont beaucoup vieilli, doivent être régénérées. De surcroît les petits fermiers ont peu à peu délaissé cette production au profit de cultures vivrières plus lucratives, faute d'obtenir des services gouvernementaux un relèvement substantiel des prix d'achat. Enfin, la production d'arabica, la meilleure variété — 10 % du total, — quittait, pour une large part, clandestinement l'Ouganda. Cette fructueuse contrebande, organisée vers le Kenya par les profiteurs du régime déchu, a fait perdre l'an dernier à l'Ouganda le produit de 10 000 tonnes de café.

Une agriculture en régression

Les autres productions agricoles ont encore plus nettement régressé. C'est le cas du thé, qui souffre aussi du vieillissement des plantations et de l'insuffisance du prix d'achat. La production sucrière a, quant à elle, décliné de 30 % en un an. Nombre de plantations sont à l'abandon, et les raffineries ont fermé. Toutefois, ces revers sont relativement limités au regard de la crise cotonnière. La production du coton ougandais, pourtant réputé pour la qualité de sa fibre, est six fois moindre qu'en 1970. Plusieurs facteurs expliquent cette chute libre : surproduction mondiale ; pénurie des moyens de transport ; déplacement des cultures — pour des motifs politiques — vers le nord du pays, région où le coton pousse moins bien.

D'une manière générale, le secteur monétaire s'est progressivement réduit. Les paysans ougandais se sont repliés sur une économie de subsistance, centrée sur la culture de quelques produits vivriers : le millet, le manioc et la banane plantain (celle-ci constitue la nourriture de base de l'Ougandais moyen sous la forme d'une purée, le *matoke*). Les quelques industries agricoles de transformation ont subi le contrecoup de cette évolution. Quant à la production de cuivre, elle a chuté de moitié en un an.

Sous le règne d'Amin Dada, le patrimoine naturel de l'Ouganda — d'une richesse exceptionnelle — s'est largement dégradé. Des forêts ont été aveuglément détruites. Certains militaires de Kampala se sont livrés à des carnages dans les parcs nationaux où le maréchal aimait chasser. Chaque année, lors de la fête nationale, les animaux abattus arrivaient dans la capitale par camions entiers. Selon les experts, la chasse devrait être interrompue pendant cinq ans pour permettre une reconstitution des espèces les plus touchées.

En chassant d'Ouganda en 1972 les cinquante mille Asiatiques, Amin Dada avait aussi démantelé le réseau commercial et privé son pays d'une partie de sa classe moyenne. Dans la quasi-totalité des secteurs, la crise de l'emploi est sérieuse. Les investissements, engagés pendant les dernières années du régime d'Amin ont par trop ressemblé à d'ultimes sauvetages. L'arrivée au pouvoir des militaires a entraîné une forte hausse du coût de la vie affectant surtout les détenteurs de bas revenus, c'est-à-dire trois Ougandais sur quatre (plus de 90 % pour la seule année 1977).

D'intenses trafics ont réduit les réserves du pays à leur niveau le plus bas depuis 1972. Le shilling ougandais est une monnaie non convertible, négociée au Kenya au dixième de sa valeur officielle. En raison des importations massives de biens de consommation par les privilégiés du régime militaire, la circulation monétaire a plus que doublé en deux ans. Sous Amin Dada, le montant des dépenses militaires a pesé lourdement sur le budget national. Officiellement, la défense engloutissait 22 % du budget ordinaire. En réalité, ce chiffre, déjà considérable, ne tenait pas compte des chapitres militaires camouflés sous d'autres étiquettes.

Pour « digérer » cet héritage désastreux, les dirigeants ougandais disposent pourtant de plusieurs atouts. A moyen terme, le retour probable de soixante mille exilés, appartenant à l'élite intellectuelle, devrait donner un coup de fouet à l'économie. La fertilité du sol et une politique des prix intelligente pourraient permettre une relance rapide de l'agriculture. A longue échéance, la beauté naturelle de l'Ouganda favorisera la naissance d'une industrie touristique.

Dans l'immédiat, Kampala escompte à bon droit une aide massive de la Communauté internationale. A cet égard, l'Europe des Neuf a pris rapidement l'initiative. Dès le 14 avril — trois jours après la chute de la capitale, — M. Claude Cheysson, commissaire européen chargé des relations sur les pays en développement, a adressé un message au président Lule. La C.E.E. proposait à l'Ouganda un programme d'assistance en deux étapes : tout d'abord, une aide exceptionnelle, alimentaire pour l'essentiel (800 tonnes de lait en poudre, 300 tonnes de beurre fondu et de céréales), sera distribuée par les soins de l'organisation Caritas. Quatre cent mille dollars seront débloqués afin de hâter le transport de la nourriture et d'acheter des cargaisons supplémentaires au Kenya ; des avions-cargos sont prêts à décoller dans les deux jours qui suivront le « feu vert » de Kampala.

Ensuite, l'Ouganda pourra bénéficier, dans le cadre de la convention de Lomé, d'une aide de 100 millions de dollars destinés à financer des programmes de réhabilitation et de développement dans plusieurs secteurs : assistance médicale, transports, fourniture de pièces détachées, agriculture, etc. La plupart de ces projets ont d'ores et déjà été mis au point : mais jusqu'à présent, l'Ouganda n'a reçu que 5 % des fonds qui lui ont été alloués. Les innombrables violations des droits de l'homme en Ouganda avaient en effet incité la C.E.E. à cesser presque totalement son aide.

D'autres donateurs se sont manifestés. Les Eglises américaines, regroupées au sein de l'organisation MAP International, ont annoncé une aide de 5 millions de dollars en nourriture et en médicaments. M. Richard Posnett, haut-commissaire britannique par intérim, a signé solennellement avec le président Lule un accord d'aide portant sur 2 millions de dollars. *« Ce n'est qu'un début »*, souligne-t-on du côté britannique. En tout cas, chacun a relevé la promptitude avec laquelle Londres a repris pied à Kampala. Envoyé spécial du Foreign Office, M. Richard Posnett est revenu dans le pays où il avait déjà servi vingt-trois ans, deux jours après la prestation de serment des nouveaux dirigeants. Dans l'Ouganda débarrassé d'Amin Dada, la Grande-Bretagne souhaite, à l'évidence, retrouver son influence d'antan.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.



Atlas mondial en arabe



Géographie/Politique
Economie/Pétrole

200 cartes et graphiques. 70 000 noms de localités. Index de 30 000 noms. Une centaine de photographies en couleurs. Relié, et sous jaquette couleurs et or.

Un splendide ouvrage

Bon de commande à retourner à
Sindbad 1 et 3 rue Feutrier, 75018 Paris

■ Veuillez m'adresser ____ exemplaires de l'Atlas mondial en langue arabe au prix de 297 F français l'exemplaire, port compris et recommandé.
■ Règlement ci-joint par chèque bancaire ou mandat international.
■ Nom ____
■ Adresse ____
■ Code postal et ville ____



LE MEXIQUE DES INDIENS

Delta-Voyages vous emmène au pays chiapas et en territoire maya. Chez les indiens chamulas et tarahumaras. Malgré Cortez et les conquistadores, les traditions sont restées intactes.

Ne manquez pas le fabuleux marché de San Cristobal. Ni le village de San Juan Chamula.

Et puis entrez au Guatemala avec ferveur. Vous y sentirez vivre l'âme maya.

Au choix, un circuit culturel avec des hôtels de 1re catégorie (Mexique indien); 8 options en plus dont une semaine à Acapulco. Ou deux circuits découverte en confort simple (Mexique-Yucatan et Mexique-Guatemala). A partir de 4.700 F.

LE MEXIQUE QUE VOUS CHERCHEZ EST CHEZ DELTA-VOYAGES.

DELTA VOYAGES 54, rue des Écoles 75005 Paris Tél. : 329.21.17

LE MEXIQUE DES REVOLUTIONNAIRES



C'est le Mexique du Nord, de la Sierra Madre et des canyons désertiques.

Le Mexique des rodéos, des haciendas et des petites cités coloniales. Vous dormirez à Vera Cruz.

A Chihuahua, la femme de Pancho Villa vous attend, bon pied, bon œil, pour vous faire visiter la maison de son héros.

Le chemin de fer Chihuahua-Al Pacifico vous fera découvrir des paysages à vous couper le souffle. Et vous trinquerez le tequila avec les indiens tarahumaras.

Des deux océans à la sierra des indiens tarahumaras. 27 jours pour 5.600 F.

LE MEXIQUE QUE VOUS CHERCHEZ EST CHEZ DELTA-VOYAGES.







PROCHE-ORIENT

Liban

Raid meurtrier de l'aviation israélienne contre un village du nord

De notre correspondant

Beyrouth. — Un raid de l'aviation israélienne contre le village de Mouhamara, à l'extrême nord du Liban, a fait, dimanche 6 mai, cinq morts et quinze blessés — en majorité des enfants et des femmes, — tous Libanais, à l'exception d'une domestique, blessée, de nationalité palestinienne.

Israël ayant annoncé avoir bombardé un camp d'entraînement palestinien, il ne peut s'agir, pour reprendre les hypothèses de journaux de Beyrouth, que soit d'une grossière erreur d'objectif (le village ayant servi de cible étant situé à 10 kilomètres du camp palestinien le plus proche de Nahr-El-Bared), soit d'un acte particulièrement gratuit de la guerre de harcèlement menée par Israël contre les Palestiniens, et dont les Libanais subissent la majeure partie des conséquences, soit encore d'une provocation visant les troupes syriennes de la F.A.D., seules maîtresses du terrain dans le secteur attaqué.

Ce raid, qui s'ajoute à une recrudescence d'incidents, intervient dans un contexte qualifié par les observateurs de *« phase de tension à foyers multiples »*.

Le foyer de tension le plus dangereux potentiellement demeure le Sud. Certains observateurs, appartenant pourtant au camp chrétien, estiment que, avec la proclamation de « l'Etat du Liban libre » du commandant Haddad, Israël est entré dans une phase d'interventionnisme plus actif au Liban. Ils craignent en particulier que Tel-Aviv ne saisisse l'occasion du renouvellement du mandat de la FINUL, le 19 juin prochain, pour faire harceler les forces internationales par les milices du commandant Haddad. Cela afin de provoquer leur départ, ou de grignoter leurs positions pour faire éventuellement progresser les forces du commandant Haddad dans la zone de la FINUL, dans le but de provoquer un affrontement avec la résistance palestinienne.

Soucieux de maintenir sa confrontation avec Israël sur un plan politique et d'éviter de tomber dans le piège militaire, le gouvernement de Damas est particulièrement préoccupé par le maintien de la FINUL.

Le raidissement réciproque des positions de Damas et de Beyrouth intervenu depuis l'affaire Haddad a rendu cependant hypothétique le sommet entre les présidents Assad et Sarkis, dont on parle depuis quelque temps. Dans ce contexte, le chef du gouvernement, M. Selim Hoss, a annoncé son intention de démissionner. Il en a été empêché par le président Sarkis. Non qu'un changement de gouvernement ne soit nécessaire, mais parce qu'il est pratiquement impossible d'en former un autre. Conséquence : le cabinet Hoss, qui ne dispose que d'une autorité limitée, pour ne pas dire théorique, et qui est à la limite de l'éclatement interne, a battu tous les records de longévité ministériel au Liban puisqu'il est « au pouvoir » depuis deux ans et quatre mois.

LUCIEN GEORGE.



(Dessin de Konk.)

Iran

POUR COMBATTRE LE TERRORISME

Les autorités officialisent l'organisation paramilitaire des Gardiens de la révolution

Téhéran *(A.F.P.)*. — Face au terrorisme qui s'abat sur un pays mal préparé à l'affronter avec son armée et sa police démantelées, les autorités iraniennes ont décidé d'officialiser et de muscler l'une des deux milices « parallèles » : les Gardiens de la révolution.

Forte de dix mille « permanents » et de plusieurs centaines de milliers de « réservistes », cette organisation est devenue dimanche 6 mai l'armée à tout faire de la révolution : ses membres traqueront les « contre-révolutionnaires » et les espions étrangers, formeront les pelotons d'exécution, porteront secours aux victimes des catastrophes naturelles et répandront la bonne parole islamique dans les campagnes.

Dès le samedi 5 mai, ils ont abattu en plein Téhéran un motocycliste qui *« couvrait volontairement de son échappement libre des détonations tirées par des terroristes »*, et, dimanche, ils ont fusillé deux « criminels » à Qom, portant à 216 le nombre des exécutés en trois mois.

Parfois rivaux sur le terrain de l'autre grande milice parallèle, les comités Khomeiny, les gardiens de la révolution ont été rattachés directement au Conseil de la révolution, l'organe suprême de décision en Iran, formé, selon la presse iranienne, de six ayatollahs tout-puissants inconnus du grand public.

Après l'assassinat de l'un d'eux, l'ayatollah Moutahari, le 1er mai, des mesures « extraordinaires » de sécurité ont été prises. L'ayatollah Khomeiny ne recevra plus les foules à Qom que deux fois par semaine.

Sur le plan de l'actualité pan-islamique, le commandant Abdel Salam Jalloud, numéro deux libyen, a quitté dimanche Téhéran à l'issue d'un séjour de quinze jours dont la longueur commençait à intriguer les observateurs. Le commandant Jalloud a fait savoir qu'il était satisfait de ses entretiens sur l'établissement de relations « stratégiques » avec l'Iran.

M. Hussein El Husseini, le secrétaire général de l'organisation libanaise Amal, créée par l'imam Sadr, disparu depuis septembre dernier (*le Monde* du 30 septembre), a déclaré dimanche que le chef religieux chiite libanais se trouvait toujours en Libye.

Au cours d'une conférence de presse, M. Husseini a réfuté les allégations de M. Jalloud, selon lequel le dignitaire religieux libanais, qui est d'origine iranienne, aurait quitté Tripoli pour Rome le 31 août 1978.

« Nous avons la certitude que la main du sionisme a trempé dans cette affaire, a affirmé M. Husseini. *Nous espérons que l'affaire de la disparition de Moussa Sadr sera résolue amicalement. Sinon, nous exposerons aux autorités iraniennes tous les documents secrets que nous avons réunis sur cette énigme. »* M. Husseini a ajouté que M. Mehdi Bazargan, le premier ministre iranien, lui avait dit qu'il n'avait pas accepté l'invitation à se rendre à Tripoli.

L'IRAK NÉGOCIE EN FRANCE L'ACHAT DE NOUVEAUX MIRAGE

L'Irak souhaite acheter en France une quantité importante de matériels militaires, apprend-on dans les milieux spécialisés, alors que le ministre irakien de la défense, le général Khairallah, se trouve, cette semaine, en visite officielle à Paris à la tête d'une importante délégation.

Les entretiens, qui ont réuni, vendredi 4 mai, à Paris, les délégations française et irakienne, en présence du général Khairallah et du ministre de la défense, M. Yvon Bourges, ont essentiellement eu pour objet de mettre au point les contrats.

L'armée irakienne souhaite acquérir une nouvelle tranche de trente-six intercepteurs de défense aérienne Mirage F1 avec leurs missiles Magic, après l'achat, il y a dix-huit mois, de trente-six premiers exemplaires en cours de livraison. Le général Khairallah s'est, d'autre part, intéressé à la fabrication du nouvel avion de combat de Dassault, le Mirage-2000.

L'Irak souhaite également équiper sa marine. Les négociations portent sur des corvettes, des vedettes et des batteries côtières.

A Fès

LA DIXIÈME CONFÉRENCE DES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DES PAYS ISLAMIQUES ÉTUDIERA LE PROBLÈME DE JÉRUSALEM

La dixième conférence des ministres des affaires étrangères des pays islamiques, qui se tiendra au Maroc, dans la ville sainte de Fès du 8 au 12 mai, *« sera la conférence de la confrontation »*, estime-t-on dans certaines délégations. La présence d'une délégation égyptienne pose au secrétariat de la conférence et au gouvernement marocain de sérieux problèmes, plusieurs pays arabes ayant demandé l'exclusion de l'Egypte de l'organisation islamique.

Le fait que M. Hassan Tohami — vice-premier ministre pour la *présidence de la République* et l'un des principaux artisans du traité égypto-israélien — présidera la délégation égyptienne constitue en soi un défi, estiment les observateurs à Fès.

Au Caire on a annoncé que l'Egypte avait accepté de retarder de 24 heures l'arrivée de sa délégation, à la demande du Maroc, mais les autorités marocaines ont démenti dimanche cette information et affirmé qu'*« aucun message n'a été adressé par le Maroc aux autorités égyptiennes »*.

« Libérer » Jérusalem

De son côté, la délégation saoudienne proposera la création d'un *« comité supérieur islamique pour la libération de Jérusalem »*, et suggérera de considérer les pays qui transféreront à Jérusalem leur représentation diplomatique en Israël ou qui rétabliront leurs relations diplomatiques avec ce pays comme étant des ennemis des pays musulmans.

L'Arabie Saoudite souhaiterait en outre, faire de 1979 l'année de la Palestine dans le monde musulman, axer toutes les activités de la conférence islamique cette année sur la « libération de Jérusalem et de la Palestine » et donner le nom de « Quds et Falastine » (Jérusalem et Palestine) à la conférence.

A Jérusalem, le gouvernement israélien a souligné, une fois de plus dimanche, que *« Jérusalem est la capitale unifiée de l'Etat d'Israël et restera à jamais une et indivisible »*, dans un *communiqué publié à l'issue du conseil* des ministres. Le communiqué rappelle également que depuis juin 1967, *« et contrairement à ce qui se passait sous le régime jordanien, les Lieux saints de toutes les religions sont libres d'accès à tous »*.

Le commentateur politique de la radio israélienne a souligné que ce communiqué était une mise au point provoquée par la proposition égyptienne de convoquer une conférence sur les moyens de *« libérer »* Jérusalem. Des informations venues du Caire ont fait état d'une demande de l'Egypte de convocation d'une session extraordinaire de la conférence islamique, après la réunion de Fès, qui serait consacrée à « la libération de Jérusalem ». — *(A.F.P.)*

ASIE

Le voyage du secrétaire général des Nations unies en Asie

M. Waldheim a offert d'aider au dialogue entre les deux Corées

Arrivé dimanche 6 mai à Manille, où il poursuit son voyage dans plusieurs capitales asiatiques, M. Waldheim, secrétaire général des Nations unies, a affirmé à la presse que ses entretiens de la semaine dernière à Pyongyang et à Séoul pourraient faciliter le dialogue des deux Corées.

« Les présidents Park et Kim Il-sung ont accepté de poursuivre leurs efforts de paix grâce à leurs observateurs au Nations unies, a précisé M. Waldheim, qui a dit : *« Le Nord veut rester en contact avec moi, le Sud aussi. »*

A l'avenir, les contacts qu'il aura avec les deux présidents *« se feront sur une base personnelle et discrète »*, a-t-il ajouté. Le mécanisme de ces contacts n'est pas encore précisément défini. *« L'un des problèmes les plus importants est la méfiance qui règne entre les deux régimes »*, a-t-il constaté en ajoutant que l'absence de communications entre les deux Corées ne facilitait pas les choses.

« Le plus important est que les deux parties prennent des contacts sérieux, cela n'a pas été fait dans le passé. C'est pour cela que je pensais de mon devoir d'essayer d'apporter mon aide », a conclu M. Waldheim, qui a tempéré ses propos en ajoutant qu'il ne se faisait *« pas d'illusions sur l'extrême difficulté des problèmes qui se posent »* aux deux Corées.

D'autre part, le président de l'Association pour les échanges culturels avec les pays étrangers, organe nord-coréen chargé des contacts non officiels avec l'extérieur, a reçu des journalistes américains autorisés à se rendre à Pyongyang à l'occasion des championnats du monde de tennis de table. Il leur a déclaré que la Corée du Nord souhaitait échanger avec les Etats-Unis des journalistes, des sportifs et des touristes. Il a ajouté que ces échanges devraient précéder des entretiens directs au niveau politique, entre Washington et Pyongyang. La position des Etats-Unis est que de tels entretiens ne sont possibles que si la Corée du Sud est associée à la négociation. — *(A.P., U.P.I.)*

Philippines

LES PROVINCES EN PROIE A LA RÉBELLION MUSULMANE ÉLISENT DES ASSEMBLÉES RÉGIONALES

Un million de chrétiens et de musulmans étaient appelés aux urnes ce lundi 7 mai pour élire deux assemblées régionales dans l'île de Mindanao au sud des Philippines, où le gouvernement de Manille doit faire face à la rébellion musulmane du Front national de libération Moro.

Le président Marcos a déclaré que les deux gouvernements qui seront mis en place dans ces régions autonomes à l'issue du scrutin auront compétence pour le maintien de l'ordre et le développement économique. Il a ajouté que ces élections constituaient un grand pas pour régler le problème posé par l'existence d'une rébellion qui dure depuis plus de six ans.

Chaque assemblée aura 21 sièges : 17 occupés par des élus et 4 par des notables désignés par M. Marcos. Ces assemblées représenteront chacune cinq provinces du Sud.

Népal

Selon l'opposition

VINGT-CINQ PERSONNES AURAIENT ÉTÉ TUÉES LORS DE MANIFESTATIONS CONTRE LE RÉGIME ROYAL

New-Delhi *(UPI)*. — Vingt-cinq personnes ont été tuées par la police depuis une dizaine de jours au Népal, au cours de manifestations, affirme un communiqué du parti du Congrès, principale formation d'opposition — interdite — au gouvernement royal, publié le 5 mai dans la capitale indienne. Conduit par les étudiants qui, à l'origine, protestaient contre le coût élevé de l'éducation dans les écoles et les universités, le mouvement d'agitation vise aussi à dénoncer les *« méthodes non démocratiques »* du roi Birendra.

Les partis politiques sont interdits au Népal, et le souverain s'appuie, pour diriger le pays, sur une Assemblée élue au suffrage indirect. Plusieurs établissements scolaires ont été fermés à la suite des incidents, et le ministre de l'éducation a présenté sa démission. Le parti du Congrès déclare que des centaines de ses militants ont été arrêtés.

Afghanistan

UNE AMNISTIE GÉNÉRALE EST PROMISE AUX EXILÉS POLITIQUES

Islamabad *(A.F.P.)*. — Le gouvernement révolutionnaire de Kaboul a décrété, dimanche 6 mai, une amnistie générale en faveur des ressortissants afghans réfugiés au Pakistan et en Iran depuis avril 1978. Ceux-ci sont *« libres de revenir en Afghanistan d'ici au 28 mai ; ils pourront se réinstaller dans toute région du pays »*, indique une déclaration gouvernementale.

[Environ quarante mille Afghans ont fui leur pays depuis un an devant l'ampleur de la répression des « ennemis de la révolution ». La majorité d'entre eux sont réfugiés au Pakistan, où quelques milliers continuent d'arriver chaque mois. Plusieurs centaines de milliers de travailleurs afghans étaient d'autre part employés en Iran avant la révolution islamique, et un certain nombre ont été expulsés par les nouvelles autorités de Téhéran. La mesure d'amnistie concerne surtout les réfugiés politiques, qui, au Pakistan, viennent généralement renforcer les mouvements de l'opposition musulmane au régime prosoviétique de Kaboul.]

A TRAVERS LE MONDE

Chine

- Mme JUANITA KREPS, secrétaire américain au commerce, est arrivée samedi 5 mai à Pékin, à la tête d'une délégation pour une visite officielle de dix jours en Chine. Elle a souligné que son but essentiel était de travailler à la mise au point d'un accord commercial, qui devra inclure le traitement de la nation la plus favorisée et la réciprocité de tarif. L'accord devrait aussi concerner des ententes sur les *visas d'entrée et de sortie*, les conditions de travail dans les deux pays, les expositions, la publicité, l'établissement de bureaux commerciaux, le rapatriement des fonds, les questions de licences, les droits de publication et les marques commerciales. — *(A.F.P.)*

Espagne

- UNE BOMBE a explosé dimanche 6 mai chez un concessionnaire Peugeot, à Durago, dans le nord du Pays basque. Il n'y a pas eu de victime. Deux autres engins avaient explosé vendredi 4 mai dans un local de Renault, à Bilbao. — *(A.F.P.)*

Thaïlande

- QUATRE CENTS REFUGIES VIETNAMIENS ont été recueillis à bord du destroyer américain *R.S. Peary*, dimanche 6 mai, dans le sud de la mer de Chine, et devaient être acheminés vers la Thaïlande. — *(Reuter)*

Tunisie

- LE PRESIDENT BOURGUIBA est arrivé dimanche 6 mai à Paris où, selon un communiqué, *« il séjournera pendant quelques semaines pour des soins dentaires »*. Le chef de l'Etat tunisien s'était déjà absenté de Tunis du 23 octobre au 12 janvier, pour soigner dans une clinique de Bonn des troubles du sommeil. Depuis son retour, ses activités étaient très réduites et se limitaient aux audiences hebdomadaires accordées au premier ministre et à quelques-uns de ses plus proches collaborateurs. M. Mohamed Ben Yahia, ministre algérien des affaires étrangères a été la seule personnalité étrangère qu'il ait reçue voici une semaine. — *(Corr.)*

Union soviétique

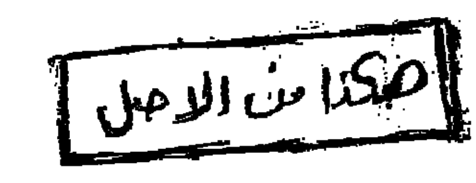
- LE GOUVERNEMENT a annoncé samedi 5 mai la nomination de M. Youri Brejnev, fils du président Leonid Brejnev, au poste de premier vice-ministre du commerce extérieur. M. Youri Brejnev, qui est âgé d'environ quarante-cinq ans, était déjà l'un des vice-ministres du commerce extérieur depuis 1976. —
- UN BUSTE EN BRONZE de M. Vladimir Chtcherbitsky, membre du bureau politique du P.C. soviétique et chef du P.C. ukrainien, a été dévoilé fin avril en Ukraine, dans sa ville natale, a révélé samedi un quotidien ukrainien. Plusieurs membres du bureau politique ont déjà été honorés de la même façon. — *(A.P.)*

Vietnam

- LE GOUVERNEMENT a indiqué, pour la première fois, samedi 5 mai, que Hanoï détenait deux-cent quarante prisonniers de guerre chinois dont quarante-quatre officiers. Le Vietnam et la Chine ne sont pas parvenus à se mettre d'accord en vue d'un échange de prisonniers. Le journal vietnamien *Nhan Dan* a écrit, dimanche 6 mai, que la délégation chinoise aux négociations entre les deux pays avait rejeté les proposition de Hanoï sur un règlement du conflit frontalier. A Pékin, le *Quotidien du peuple* a fait porter, lundi, au Vietnam *« l'entière responsabilité de l'absence de progrès aux pourparlers »*. — *(A.F.P.)*

Yougoslavie

- LE GENERAL BERNARD ROGERS, chef d'état-major de l'armée de terre, est arrivé dimanche à Belgrade, « en visite officielle et d'amitié ». Il se rendra dans des unités des forces du pays et visitera des installations militaires. Il doit prendre le 1er juillet la succession du général Haig comme commandant en chef des forces de l'OTAN en Europe. On indique à Belgrade que la visite du général Rogers a été décidée avant l'annonce de cette nomination. — *(A.F.P.)*



AMÉRIQUES

Etats-Unis

M. Carter souhaite une « solution humanitaire » au problème de l'immigration sauvage

Le président Carter s'est engagé samedi 5 mai, à Los-Angeles, à trouver « une solution humanitaire » au problème quasi-insoluble de l'immigration illégale de Mexicains aux Etats-Unis.

« Les relations avec le Mexique sont plus importantes qu'avec toute autre nation », a indiqué le président à l'occasion du traditionnel Festival du Cinco de Mayo (5 mai), commémorant la victoire des troupes mexicaines en 1862 sur le corps expéditionnaire français.

S'efforçant de réconcilier son administration avec la communauté latino-américaine aux Etats-Unis, estimée à vingt millions de personnes, M. Carter a dit que la question de l'immigration illégale de quelque quarante mille Mexicains par mois ne pouvait être résolue par les Etats-Unis seuls, mais dépendait essentiellement du développement du Mexique.

Il a cependant ajouté qu'il serait mis fin aux mauvais traitements infligés parfois aux immigrants illégaux interpellés aux Etats-Unis.

Evoquant le problème de l'achat de gaz naturel mexicain par les Etats-Unis, après le refus de Washington d'importer ce produit au prix fixé par les autorités de Mexico, M. Carter a, d'autre part, déclaré que « les négociations progressaient d'une façon satisfaisante ». — (A.F.P.)

Un mur va être construit sur 13 kilomètres de la frontière avec le Mexique

De notre correspondante

Los Angeles. — Un mur de trois mètres de haut devait se dresser sur vingt kilomètres le long de la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis, aux alentours des deux postes de douane les plus fréquentés : Tijuana, à la porte de la Californie et El Paso, à la porte du Texas. Avec sa base de béton surmontée d'un grillage d'un mètre vingt en fil de fer galvanisé et d'un mètre quatre-vingt de treillis serré, ce mur devait coûter plus de deux millions de dollars. Jusqu'alors, seuls de simples fils barbelés délimitaient formellement quarante quatre des 2 700 kilomètres de la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique.

Les autorités américaines espéraient ainsi contrôler au moins partiellement, le flot des immigrants clandestins mexicains (*le Monde* du 19 avril). Le projet initial a été abandonné en raison des protestations des dirigeants Chicanos (citoyens américains d'origine mexicaine) qui estimaient que les immigrants clandestins pouvaient se blesser en essayant d'escalader l'obstacle.

Une version « améliorée », c'est-à-dire moins dangereuse de ce mur, va être mise en chantier sur 13 kilomètres dans les semaines qui viennent. C'est ce qu'a annoncé M. Griffin Bell, attorney général (ministre de la justice).

La base sera en béton, comme dans le premier projet, mais le treillis choisi a été étudié pour céder sous le poids de qui essayerait de le franchir. Les dirigeants Chicanos n'ont pas été convaincus par ces arguments et font valoir que le mur lui-même, en tant que symbole, constitue une insulte.

Environ 60 % des Mexicains appréhendés au moment où ils tentaient de franchir illégalement la frontière l'ont été en 1978 à proximité de Tijuana et d'El Paso. — S.C.

● LE SÉNAT a voté jeudi 3 mai par 77 voix contre 12 un supplément de 265 millions de dollars (environ 1 140 millions de francs) au budget de la défense pour la construction du missile MX. Un certain nombre de sénateurs avaient fait savoir qu'ils ne ratifieraient pas le traité SALT 2 quand celui-ci leur serait présenté si le programme des MX n'était pas mis en route. D'autre part, le Sénat a voté les crédits nécessaires à l'achat par la marine américaine de quatre destroyers initialement destinés à l'Iran, mais dont la commande a été annulée par le gouvernement islamique. — (*Reuter.*)

● LE POETE HEBERTO PADILLA, et la fille d'un premier mariage de sa femme, qui étaient attendus aux Etats-Unis, n'ont pu quitter Cuba, a-t-on appris samedi 5 mai à Paris. Padilla avait été arrêté en mars 1971 et libéré en avril de la même année après avoir signé une « autocritique » dans laquelle il confessait ses « *erreurs contre-révolutionnaires* ». L'« affaire Padilla » avait suscité un malaise considérable parmi les intellectuels cubains et les amis étrangers de la révolution cubaine.

M. NIXON DEMANDE QUE SES DOCUMENTS PERSONNELS NE SOIENT PAS MIS A LA DISPOSITION DU PUBLIC.

L'ancien président Richard Nixon a fait remettre vendredi 4 mai à un tribunal fédéral de Washington une déclaration sous serment dans laquelle il précise la finalité d'un certain nombre de documents personnels qui sont actuellement en la possession des Archives nationales. Il s'agit en particulier d'un « journal » sous forme d'enregistrements magnétiques qu'il a tenu de novembre 1971 à avril 1973 et à nouveau en juin et juillet 1974, quelques semaines avant son départ de la Maison Blanche.

Ces enregistrements ne doivent pas être confondus avec les célèbres « bandes » qui ont été à l'origine de sa chute et qui contenaient la plupart des conversations que le président avait avec ses collaborateurs dans le bureau ovale de la Maison Blanche. Ce sont seulement, selon M. Nixon, des « *pensées personnelles et intimes* » qu'il a confiées à un magnétophone à certaines occasions. L'ancien président affirme que ces enregistrements n'ont pas de caractère « officiel » et demande qu'ils ne soient pas disponibles au public.

M. Nixon s'inquiète tout particulièrement d'un projet qui consisterait à permettre aux citoyens intéressés de consulter ces documents dans onze « centres d'écoute » dispersés à travers le pays. La Cour suprême a décidé que les papiers et les enregistrements personnels de M. Nixon devaient lui être restitués, mais a laissé à des fonctionnaires fédéraux le soin de déterminer ce qui était « personnel » et ce qui ne l'était pas. M. Nixon souhaite que ce tri soit effectué discrètement et que les personnes chargées de la sélection n'écoutent que la première phrase de chaque enregistrement, qui leur permettrait de se faire une opinion.

Panama

LA VISITE A PARIS DU PRÉSIDENT ROYO

Un pays qui n'est pas seulement un canal

M. Aristides Royo, président de Panama, qui fait une tournée en Europe, devait être reçu à déjeuner ce lundi 7 mai par le président Giscard d'Estaing. M. Royo souhaite que les pays européens le soutiennent dans son effort pour faire correctement appliquer les traités sur le canal de Panama signés solennellement à Washington le 7 septembre 1977. Ces textes prévoient la neutralité permanente du canal et la remise progressive de la souveraineté sur ce dernier à Panama, qui en sera totalement maître en l'an 2000. Ils abolissent le traité Hay-Bunau-Varilla de novembre 1903 par lequel la République de Panama, née quelques jours auparavant, cédait « à perpétuité » une zone d'environ 16 kilomètres de large aux Etats-Unis pour la construction d'un canal interocéanique. Celui-ci a été inauguré le 15 août 1914.

Le canal joue un rôle évidemment très important dans la vie de Panama. Il ne doit pas faire oublier les difficultés économiques dans lesquelles se débat actuellement le pays.

Correspondance

Panama. — « *Ces nouveaux traités ont créé un mythe, celui de la prospérité,* confie un conseiller de la présidence. *Pourtant, l'ouverture de cette cinquième frontière, pour reprendre l'expression du général Torrijos, ne nous apportera de nouvelles possibilités que si nous transformons la zone du canal. Car son infrastructure a été pensée en termes militaires, surtout défensifs, et non avec l'objectif d'un développement économique.* »

Actuellement, le chemin de fer perd de l'argent, le réseau routier est mal dessiné. Les ports restent sous-équipés et les cales sèches inadaptées : pourtant les treize mille bateaux qui transitent annuellement par le canal représentent un marché aussi considérable que celui du port de Rotterdam.

Face à tous ces projets d'investissements, la soixantaine de millions de dollars octroyée chaque année à Panama paraît bien légère. D'autant plus que le gouvernement n'a l'intention d'en reverser qu'une partie à la nouvelle autorité du canal. A plus long terme, la rentabilité du canal ne doit pas faire illusion : depuis 1977, grâce au pétrole d'Alaska, qui emprunte après transbordement la voie interocéanique, un léger bénéfice est réapparu. Mais les Américains, qui assurent les opérations de transit jusqu'à la fin du traité, en l'an 2000, prévoient de nouvelles pertes à partir de 1984.

Avec la récupération de la zone du canal, on est donc loin de cet Eldorado espéré par les Panaméens pour regonfler leur économie.

Ouvert plus qu'aucun pays sur le monde extérieur, par sa position géographique et son centre financier international, Panama en est davantage solidaire en cas de crise : en 1974, la croissance, qui se faisait auparavant à un rythme de 8 % par an, a été stoppée net. Une très légère reprise est constatée depuis 1977 (2 % de croissance annuelle), mais elle intéresse principalement les services. L'industrie et l'agriculture sont en régression et l'écart de revenus entre habitants de la campagne et de la ville va de 1 à 5.

Panama ne se risque pas à évaluer le nombre de ses chômeurs : le gouvernement a dû lancer, l'an dernier, en catastrophe, un plan d'urgence pour désarmorcer une situation explosive. Vingt-cinq mille personnes ont été engagées dans l'administration, avec 100 dollars par mois (soit 40 % de moins que le salaire minimum), pour des emplois temporaires de coursiers, d'huissiers, de liftiers... A Colon, à l'autre bout du canal, le maire envisage de transformer l'ensemble de la ville en port franc, afin de créer des emplois dans le tourisme. Les suppressions de postes dans la zone du canal, à la suite du retrait des Américains, porteront, en effet, le nombre des sans-emploi au-delà d'un seuil supportable.

« *La construction redémarre bien,* admet un banquier, *et nos demandes de crédits industriels dépassent de moitié celles de l'année dernière. Mais la confiance n'est pas entièrement restaurée. Car ce sont finalement les mêmes hommes qui restent au pouvoir. Et leurs erreurs de gestion sont symbolisées, aux yeux de l'entreprise privée, par le gonflement énorme de la dette publique.* »

Un pays endetté

Selon un document confidentiel de l'ambassade américaine, le service de la dette représenterait en 1983 entre 64 % et 71 % du budget de l'Etat. L'opposition, triomphante, parle de banqueroute. Le gouvernement, courroucé, somme l'ambassadeur des Etats-Unis de s'expliquer. Celui-ci se déclare « confiant » dans les perspectives de l'économie panaméenne. Mais aucun chiffre n'est démenti.

« *Pourtant, Panama paye rubis sur l'ongle* », atteste M. Nicky Barletta, vice-président de la Banque mondiale. Un ancien ministre ajoute : « *Sur les 2,4 milliards de dollars de dettes, 20 % correspondent à des projets mal étudiés que Panama traîne comme un boulet. Mais le reste a été particulièrement bien investi. Notamment en centrales hydroélectriques qui assurent 50 % des besoins énergétiques du pays, et probablement jusqu'à 80 % d'ici à dix ans.* »

Le financement de la mine de cuivre de Cerro-Colorado, qui permettrait de produire 187 000 tonnes de cuivre à partir de 1985, est en question. Il faut trouver les 400 millions de dollars prévus pour la participation panaméenne. La rentabilité de l'investissement repose sur le prix du cuivre. Il est actuellement très bas, autour de 0,66 dollar la livre en moyenne sur le marché de Londres. Pour ne pas perdre d'argent au Cerro-Colorado, ce prix doit doubler. La dernière fois que Panama s'est lancé dans un pari de ce genre, au moment de la hausse du sucre, des millions de dollars ont été perdus, car les cours ont sombré.

Cette fois-ci les perspectives sont plus favorables. Pour le gouvernement, il s'agit d'une gigantesque partie de quitte-ou-double. Lancer avec succès la mine de Cerro-Colorado, c'est assurer l'avenir d'un régime qui a bien du mal à trouver son second souffle.

Qui commande ?

Six mois après l'« élection » du président Royo, chacun continue à Panama de se poser la question « *Quién manda?* », qui commande ? « *Aristides Royo est locataire du pouvoir, avec un bail de six ans concédé par Torrijos* », murmure-t-on. Le repli, et non le retour — la nuance mérite d'être notée, — du général Torrijos dans les casernes ne s'est pas fait sans précautions. Il a laissé des hommes qui lui sont entièrement dévoués à tous les postes où passe l'argent : (ministère des finances, Banque nationale, Autorité du canal...). Il a son domaine réservé le Cerro-Colorado, les relations internationales avec les pays qui comptent (Etats-Unis, Venezuela...), sans oublier bien sûr le Nicaragua, où il aurait été sur le point d'envoyer des troupes pour appuyer le soulèvement sandiniste de septembre dernier.

Enfin il contrôle totalement le lent processus de démocratisation : les anciens partis, bannis depuis le coup d'Etat de 1968, ont fait une discrète réapparition au moment de la signature des traités du canal.

Quant au parti révolutionnaire démocratique (P.D.R.), lancé à grand frais par le général Omar Torrijos, il compte achever sa transformation en parti institutionnel, un peu sur le modèle du P.R.I. mexicain. « *Comme au Mexique*, déclare un dirigeant de l'opposition, *le pouvoir a lancé un parti satellite, le Front élargi populaire* (Frampo), *pour jouer avec le P.R.D. et il aura face à lui un ou deux partis traditionnels pour cautionner son entreprise de pseudo-démocratisation.* »

Au sein du Front national de l'opposition, regroupement hétéroclite d'une dizaine de formations, on n'arrive même pas à se mettre d'accord sur un éventuel boycottage de l'inscription des partis. Le parti d'Arnulfo Arias, le vieux leader renversé par Omar Torrijos, réclame une élection présidentielle immédiate ; la démocratie chrétienne prêche, elle, pour un gouvernement d'union nationale organisant de véritables élections législatives.

Libéraux et républicains semblent, eux, accepter le jeu du gouvernement. Cette opposition a vieilli ; restés trop longtemps dans l'ombre, les partis n'ont pu renouveler leurs dirigeants.

La vie politique est encore assoupie et les grands débats concernent l'avenir économique. « *Toute l'énergie dispensée à l'institutionnalisation du P.R.D. est amèrement reprochée au gouvernement Royo,* estime un journaliste local. *Car le pays attend des mesures pour lutter contre la crise économique. Et il ne les voit pas venir.* »

VINCENT BEAUFILS.

● ERRATUM. — Il fallait lire, dans l'article de Thierry Maliniak consacré au bilan de la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine (CEPAL) (*le Monde* du 3 mai), au sixième paragraphe, la phrase suivante : « *Entre 1960 et 1972 (...), le revenu réel des 10 % les plus riches* (de la population brésilienne) *s'est élevé de 170 %* » (et non 17 % comme nous l'avons indiqué par erreur).

LE MEXIQUE EN LIBERTÉ

Avec accueil et services sur place par nos bureaux à Mexico et à Merida.



MEXICO
MERIDA 2 280 F
GUATEMALA

Vols aller-retour à dates fixes (nous consulter) au départ de Paris et de Mulhouse.

MEXICO 3 650 F*

Vol aller-retour hebdomadaire. Au départ de Paris sur Aéromexico + 2 nuits d'hôtel + 100 F de prestations sur place.

*A partir du 1er avril : 3.650 F.

LE MEXIQUE QUE VOUS CHERCHEZ EST CHEZ DELTA-VOYAGES.

DELTA VOYAGES
54, rue des Ecoles - 75005 Paris.
Tél. : 329.21.17.

BOSCH

LE MEXIQUE AVEC DELTA-VOYAGES

Pour réserver, téléphonez à Paris :

329.21.17

AIX : (91) 37.74.93 - BORDEAUX : (56) 91.71.07 - GRENOBLE : (76) 87.78.74 - LILLE : (20) 51.82.28 - LYON : (78) 38.00.14 - MARSEILLE : (91) 37.74.93 - MONTPELLIER : (67) 72.43.77 - NANCY : (83) 35.31.07 - NANTES : (40) 48.79.70 - NICE : (93) 82.11.75 - RENNES : (99) 79.58.68 - STRASBOURG : (88) 32.89.65 - TOULOUSE : (61) 21.95.53 - ROUEN : (35) 98.75.51 - BRUXELLES : (19 322) 648.22.69.

Pour vous informer :
Les guides "Les grands voyages" sont en vente dans tous les points Delta.

Découpez ce bon, vous recevrez la brochure Delta-Voyages. 120 pages. 70 circuits. Des vols charters toutes destinations.

Nom
Prénom
Adresse
Ville
Code postal

DELTA VOYAGES
54, rue des Ecoles - 75005 Paris.
Tél. : 329.21.17.



DES PROBLÈMES DE TÉLÉPHONE, DE TÉLÉCOPIE, DE TRANSMISSION DE DONNÉES DANS VOTRE ENTREPRISE ?

AFUTT

Visitez l'EXPOSITION TÉLÉCOMMUNICATIONS qui accompagne les conférences-débats organisées par l'AFUTT les 15 et 16 mai avec le patronage du Secrétaire d'Etat aux Postes et Télécommunications,

M. Norbert SEGARD.

Demandez des renseignements et une invitation gratuite pour l'exposition à l'Association Française des Utilisateurs du Téléphone et des Télécommunications :

6, rue de Penthièvre, 75008 Paris
Tél. : 741-09-11

SEITA. Vos doigts sont moins jaunes.

En vingt ans, les taux moyens de goudrons et de nicotine de nos cigarettes ont été réduits de moitié.

Ceci est dû aux efforts de recherche du Seita.

Par exemple, le croisement et la sélection des plants de tabac ont permis d'obtenir de nouvelles variétés, naturellement moins chargées en goudrons et nicotine.

De même, l'utilisation du laser pour la perforation du papier a augmenté sa perméabilité : les goudrons produits par chaque cigarette sont encore réduits de 5 mg.

Enfin, dernier exemple parmi des dizaines : la mise au point de matériaux extrêmement fins pour les filtres permet de retenir jusqu'à 50 % des goudrons et de la nicotine, tout en conservant un tirage agréable.

Vos doigts sont la preuve que nous avons obtenu des résultats.

Alors, nous continuons.

SEITA. Nous réduisons les risques. Pas votre plaisir.

Service d'Exploitation Industriel des Tabacs et des Allumettes.

Le Monde le débat européen

M. Chirac demande « un plan de la nation pour l'emploi »

De notre correspondant

Nantes. — *« Le gaullisme est pour l'Europe. La politique gouvernementale actuelle vis-à-vis de la construction européenne est très éloignée des thèses et de l'action du général de Gaulle et de Georges Pompidou. Le 10 juin les électeurs feront à l'évidence un choix de gouvernement et un choix de société. »* A Nantes samedi 5 mai, devant trois mille cinq cents militants R.P.R. des Pays de la Loire, M. Jacques Chirac a argumenté autour de ces trois thèmes. Il a été longuement acclamé par une salle chaleureuse.

A ses côtés avaient pris place trois des députés qui s'étaient rendus le 26 avril à l'invitation de M. Guichard, MM. Bolo (Loire-Atlantique), Richard (Val-d'Oise) et Ansquer (Vendée). M. Olivier Guichard avait écrit au président du R.P.R. pour s'excuser de n'être pas de la réunion.

Les choses ont été clarifiées d'entrée de jeu. Le premier orateur, M. Jean Narquin, député du Maine-et-Loire, président régional du R.P.R., en accueillant M. Chirac lui a présenté la salle comme *« un vivant témoignage de l'unité de la pensée gaulliste dans cette campagne européenne »*. Après lui, M. Jean-Pierre Bazin, secrétaire fédéral de Loire-Atlantique, a assuré le président du R.P.R. des *« sentiments de profond attachement à votre politique et d'affection à votre personne des gens de ce département. Un arbre ne saurait cacher la forêt, cet arbre fût-il un baobab. »*

L'allusion au député de La Baule était suffisamment appuyée pour que M. Jacques Chirac se contente au début de son intervention d'un *« merci à nos députés, tous présents à cette tribune »* et achève l'énumération des parlementaires par *« Michel Rabreau, suppléant d'Olivier Guichard »*. Quelques sifflets ont salué son nom.

M. Chirac a notamment déclaré : *« Le 10 juin la nation dira si elle fait oui ou non confiance à ceux qui la dirigent pour garder la barre dans les eaux tumultueuses que nous traversons. En votant les électeurs feront à l'évidence un choix de gouvernement et un choix de société... »*

Evoquant la situation sociale, il a poursuivi : *« Une continuation des errements actuels amènera un million huit cent mille, deux millions de chômeurs en France, voire plus dans quelques années, et donc l'explosion sociale. »*

Réclamant que politique industrielle et politique sociale soient intégrées dans un *« plan de la nation pour l'emploi »*, M. Jacques Chirac s'est déclaré *« attristé devant la parodie de plan qu'on nous prépare pour les prochaines années. Un plan partiel et lacunaire, sans cohérence, sans souffle, secrètement rédigé par quelques hauts fonctionnaires totalement coupés des forces vives du pays alors qu'un plan se discute démocratiquement avec tous les Français »*.

M. Jacques Chirac avait traité de l'Europe dans la première partie de son intervention : *« Qu'on cesse de se réclamer à tort et à travers du général de Gaulle. S'il fallait encore une preuve de l'incompatibilité des thèses de formations non collectivistes et du détournement d'héritage auquel tente de se livrer l'U.D.F., il suffit de considérer la liste de M. Barre. Dans les vingt-cinq à trente premiers noms, on trouve surtout des hommes et des femmes de la famille centriste qui naguère proclamaient leur préférence pour une Europe supranationale et dénonçaient dans le général de Gaulle le fossoyeur de cette Europe-là. »*

Avant M. Chirac, M. Guy Guermeur, député du Finistère, avait vu dans la liste U.D.F. *« des gens qui viennent de partout et y retourneront. Ils ne sont rassemblés que pour le temps de la campagne »*. M. Jean Foyer, député du Maine-et-Loire, s'était étonné que *« se multiplient les héritiers du général de Gaulle que ce dernier n'a pas enfantés ! »*.

M. Raymond Bourgine, vice-président national du CNIP, sénateur de Paris, a été ovationné quand il a déclaré : *« Vous avez un président présidentiable. Gardez-le, la France en aura besoin dans une Europe qui risque demain d'être socialiste. »*

PRÉSIDENT DE L'UNION GAULLISTE POUR LA DÉMOCRATIE

M. Grandval se prononce en faveur de Mme Veil

L'Union travailliste a vécu. Ce mouvement de la gauche gaulliste, né notamment de la fusion du Front travailliste et de l'Union populaire progressiste, s'est rebaptisé *« Union gaulliste pour la démocratie »* lors d'une convention nationale réunie à Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne), le samedi 5 mai.

M. Raymond Barre, qui était invité à cette assemblée, a évoqué dans son discours, le problème de l'emploi et celui de l'énergie (voir page 48).

Le premier ministre a déclaré à propos de la bataille européenne : *« Je ne laisserai jamais dire que le gouvernement consent à l'abaissement de la France et ne défend pas les intérêts de la France. »*

Auparavant M. Grandval, président de la nouvelle « Union gaulliste pour la démocratie », s'en était pris au R.P.R. et à M. Chirac, sans jamais nommer l'un ou l'autre. Il avait notamment affirmé : *« Les excès s'ils se perpétuaient, provoqueraient une crise politique profonde, risquant de déboucher sur l'arrivée au pouvoir de la gauche socialo-communiste. Ce comportement est la négation du gaullisme au nom duquel nous avons, nous semble-t-il, mes amis et moi, quelque droit de nous exprimer. »*

L'ancien ministre du travail du général de Gaulle avait mis en parallèle l'action de l'actuel président de la République, *« dans le droit fil de celle de ses deux prédécesseurs »*, et celle du R.P.R. *« Nous assistons à la déviation de l'état-major d'un grand parti qui, abusant tantôt de la crédulité, tantôt de l'oubli des militants qui sont nos compagnons et nos amis, les entraîne peu à peu vers des positions ambiguës. »*

A la fin de son intervention enfin, il avait exprimé le soutien de son mouvement à la liste conduite par Mme Veil. *« Nous sommes dans la majorité et parce que nous sommes gaullistes et que nous entendons que soient respectées les institutions que nous devons au général de Gaulle, nous considérons que nous devons apporter notre appui à celui qui en est le pilier, à savoir le président de la République tant que celui-ci, bien entendu, maintient une politique conforme aux grandes options du gaullisme. L'ensemble de ces considérations nous incline en direction de la liste conduite par Simone Veil, d'autant plus que celle-ci n'a aucune appartenance partisane, ce qui est très gaullien, et qu'elle bénéficie d'un exceptionnel consensus populaire. »*

LES « AMIS DE LA TERRE » NE PARTICIPERONT PAS AU SCRUTIN

De notre correspondant

Grenoble. — Les Amis de la Terre, section française d'un mouvement écologiste international, réunis en assises nationales à Grenoble, la semaine dernière, ont décidé de rester fidèles à leur choix de septembre 1978 : ils ne participeront pas aux élections européennes. Ils se contenteront de poser quelques questions aux candidats et « rendront publiques leurs réponses ». Les Amis de la Terre ont en effet refusé les deux éventualités qu'ils ont tour à tour envi-intégrant des élémenst du P.S.U. et des dissidents du M.R.G., rejoindre une liste composée d'écologistes, de féministes et de régionalistes. Ils resteront dans leur « splendide isolement ».

Il est vrai qu'une quarantaine de groupes seulement — sur les cent soixante qu'affirme compter le mouvement — étaient représentés à Grenoble. Les Amis de la Terre vont cependant lancer une campagne pour « le droit à l'initiative référendaire » qui suppose une modification de la Constitution. Des référendums locaux, régionaux ou nationaux demandés par les populations permettraient à celles-ci d'exprimer leurs opinions sur les principaux problèmes qui les concernent.

Les Amis de la Terre ont décidé de s'engager au sein du Comité national pour la suspension du programme nucléaire. Ils prendront des initiatives dans plusieurs départements « nucléarisés » — Isère, Loire-Atlantique, Haut-Rhin, Manche — pour que les populations soient consultées sur l'implantation des centrales nucléaires. Dans l'Isère, la C.F.D.T., la FEN, le parti socialiste, le P.S.U., le Mouvement des radicaux de gauche, l'union départementale des consommateurs, la fédération Rhône-Alpes de protection de la nature et le Front autogestionnaire se sont déclarés prêts à soutenir ce projet. Les Amis de la Terre souhaitent que le conseil général de l'Isère organise dans ce département la consultation des populations après une très large campagne d'information.

CLAUDE FRANCILLON.

M. CHABAN-DELMAS PROPOSE LA CRÉATION D'UN SÉNAT EUROPÉEN

La Journée de l'Europe, organisée samedi 5 mai à Strasbourg à l'occasion du trentième anniversaire du Conseil de l'Europe, a réuni de nombreuses personnalités autour de M. Pflimlin, maire de la ville, candidat sur la liste U.D.F.

M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, a prononcé un discours dans lequel il ne s'est pas prononcé en faveur d'une des listes en présence. Il a notamment déclaré :

« En ce qui concerne la France, où de nombreuses craintes ont été manifestées de divers côtés, il ressort au moins du hourvari politique de ces dernières semaines qu'un consensus existe entre le pouvoir, sa majorité, et, au-delà... pour que soit appliqué intégralement et uniquement le traité de Rome.

» Cela ne dispensera pas, dans l'avenir, d'étudier quel contrepoids pourrait lui apporter un Sénat européen, qui incarnerait le respect des entités nationales et notamment des plus petites, tout en faisant entendre la voix de nos provinces par les représentants des collectivités locales. »

M. Chaban-Delmas a souhaité « la naissance d'une nouvelle société européenne » : *« L'Europe,* a-t-il dit, *devrait permettre de nouveaux progrès sociaux, tels la semaine de trente-cinq heures et le lancement d'une politique démographique dont la nécessité est devenue commune à la quasi-totalité des pays de la Communauté. »*

M. Mitterrand dénonce la « coalition conservatrice »

En clôturant, à Clermont-Ferrand, la Journée agricole et rurale organisée dans le cadre de la campagne européenne du parti socialiste (voir nos autres informations page 41), M. Mitterrand s'est appliqué à expliquer aux militants ce qui différenciait la liste socialiste des autres listes concurrentes. Selon lui le R.P.R. et le parti communiste en lançant la querelle de la supranationalité, provoquent un faux débat.

M. Mitterrand, qui a voulu, a-t-il dit, s'en tenir à des idées simples, a rappelé *« qu'il s'agissait seulement d'élire quatre-vingt-un députés au suffrage universel direct, alors que depuis vingt ans les parlementaires sont élus au suffrage indirect »*. Les Français ne votent ni sur l'Europe ni sur l'extension des pouvoirs du Parlement européen. *« Est-ce pour autant une réduction de l'enjeu ? Non, car la différence n'est pas mince,* a poursuivi M. Mitterrand, *entre l'Assemblée précédente greffée sur une administration bureaucratique puissante et une Assemblée élue au suffrage universel qui impose son contrôle notamment et surtout sur les dépenses et les recettes. M. Chirac et le P.C. refusent l'Europe démocratique et acceptent l'Europe bureaucratique. »* Auparavant, Mme Edith Cresson avait développé la même idée, précisant que les socialistes feraient à Luxembourg et à Strasbourg des propositions budgétaires.

En ce qui concerne la liste de Mme Veil qu'il a qualifiée de *« coalition conservatrice »* composée de *« notables engraissés »*, M. Mitterrand estime que le seul point commun, c'est l'acceptation des institutions européennes. *« En 1950-1960, la dimension européenne correspondait assez bien au développement du capitalisme. Aujourd'hui, l'Europe des Neuf, avec son tarif préférentiel et son union douanière, fait obstacle à la stratégie des multinationales, ou plutôt devrait le faire. Le P.S. veut que l'Europe soit indépendante économiquement et politiquement. Avec la liste de M. Giscard d'Estaing, l'Europe ne peut que se fondre dans la stratégie de l'économie capitaliste américaine. »* Enfin M. Mitterrand a conclu : *« Si vous voulez que la politique de M. Barre continue, votez Veil. En réalité, du premier de la liste au dernier, ils s'appellent tous Giscard-Barre. »*

M. Mauroy : nous construisons l'Europe de la diversité

M. Pierre Mauroy, député, maire de Lille, qui figure en deuxième position sur la liste européenne du P.S., a déclaré dimanche 6 mai devant le Club de la presse d'Europe 1 : *« Le R.P.R. et le P.C. font une sorte d'impasse sur l'Europe. En revanche, du côté des socialistes et du côté de l'U.D.F., des orientations européennes apparaissent, mais tout à fait contradictoires, et on retrouve là le débat essentiel qu'on a dans son village, dans sa ville, dans la région, le débat qu'on retrouve au niveau de la nation et qu'on doit retrouver au niveau de l'Europe, le combat de toujours entre la gauche et la droite. »*

A propos de la supranationalité, M. Mauroy a précisé : *« On a parlé de la supranationalité dans cette période peut-être un peu romantique, après la guerre. Beaucoup ont souhaité une réconciliation franco-allemande, beaucoup ont souhaité que l'Europe, ce soit d'abord un facteur de paix. (...)*

» Cela a été l'objet de bien des discussions, qui sont maintenant dépassées. C'était l'Europe de l'utopie. Ensuite est venue l'Europe des réalités, l'Europe du possible.

» Cette question de la supranationalité — allons donc, nous n'allons pas mobiliser les Français sur de fausses querelles — elle n'est pas d'actualité. Il y a le traité de Rome, nous souhaitons l'appliquer. Le traité de Rome fait l'objet d'un consensus qui entraîne la règle de l'unanimité au conseil des ministres. Si des modifications doivent être apportées à ce traité de Rome, les Parlements nationaux seront consultés, naturellement. Ils auront leur mot à dire. »

Le maire de Lille a ajouté : *« Du côté de la liste U.D.F., on voit bien tout ce qui ne va pas en France. La tentation du président de la République, la tentation de Mme Simone Veil est de nous présenter une Europe qui serait comme la caverne d'Ali Baba : tout va mal en France, mais si vous vous engagez du côté de l'Europe, nous allons pouvoir régler tous les problèmes. Illusion ! Illusion ! La politique de droite, qui donne les résultats que l'on connaît en France, donnerait les mêmes résultats sur le plan européen.*

» Le problème n'est pas d'être pour ou contre l'Europe — c'est insuffisant — il faut être pour l'Europe, mais, en plus, il faut annoncer la couleur. On est pour ou contre une politique de droite ou de gauche ; il faut choisir et, nous, nous avons choisi. (...)

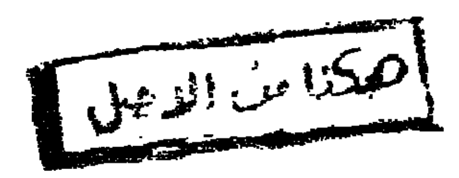
» Nous estimons que, d'une certaine façon, les Etats-Unis nous font la guerre économique et qu'on a laissé se perpétuer cette situation de fait. La droite française, comme la droite des autres pays européens, a accepté et même a laissé empirer cette situation. Nous, nous ne l'acceptons pas. (...) L'Europe ne sera jamais — du moins je le souhaite — une seule culture, et ceux qui avaient rêvé des Etats-Unis d'Europe étaient peut-être allés très vite en besogne. (...) Nous construisons l'Europe de la diversité. Nous construisons une Europe où les cultures peuvent être différentes, en même temps d'ailleurs qu'un certain art de vivre. Je suis persuadé que l'Europe peut tirer le meilleur profit de cette diversité. C'est sans doute là la grande occasion et la grande ambition de tous ceux qui veulent faire l'Europe. »

● *M. Guy Gennesseaux*, conseiller de Paris, délégué général de la Fédération pour une démocratie radicale (qui regroupe les partisans de M. Robert Fabre), a déclaré samedi 5 mai : *« Face à l'Europe molle et floue de l'U.D.F., face à l'Europe attrape-tout du P.S., face à l'Europe gaulliste du R.P.R., face au refus de l'Europe du parti communiste, il est temps que les vrais Européens se regroupent pour exprimer clairement aux Français l'enjeu du débat du 10 juin. Les responsables politiques issus en particulier du radicalisme et de la social-démocratie n'ont plus le droit d'être absents de ce débat. Un sursaut s'impose au-delà des querelles de personnes. Tous les radicaux de gauche qui refusent de voir leurs idées défendues mollement par les autres doivent se regrouper autour de femmes et d'hommes, qu'ils se nomment Françoise Giroud, Robert Fabre et Jean-Jacques Servan-Schreiber, qui auraient le courage de prendre en charge cette responsabilité en présentant leur cinquième liste. »*



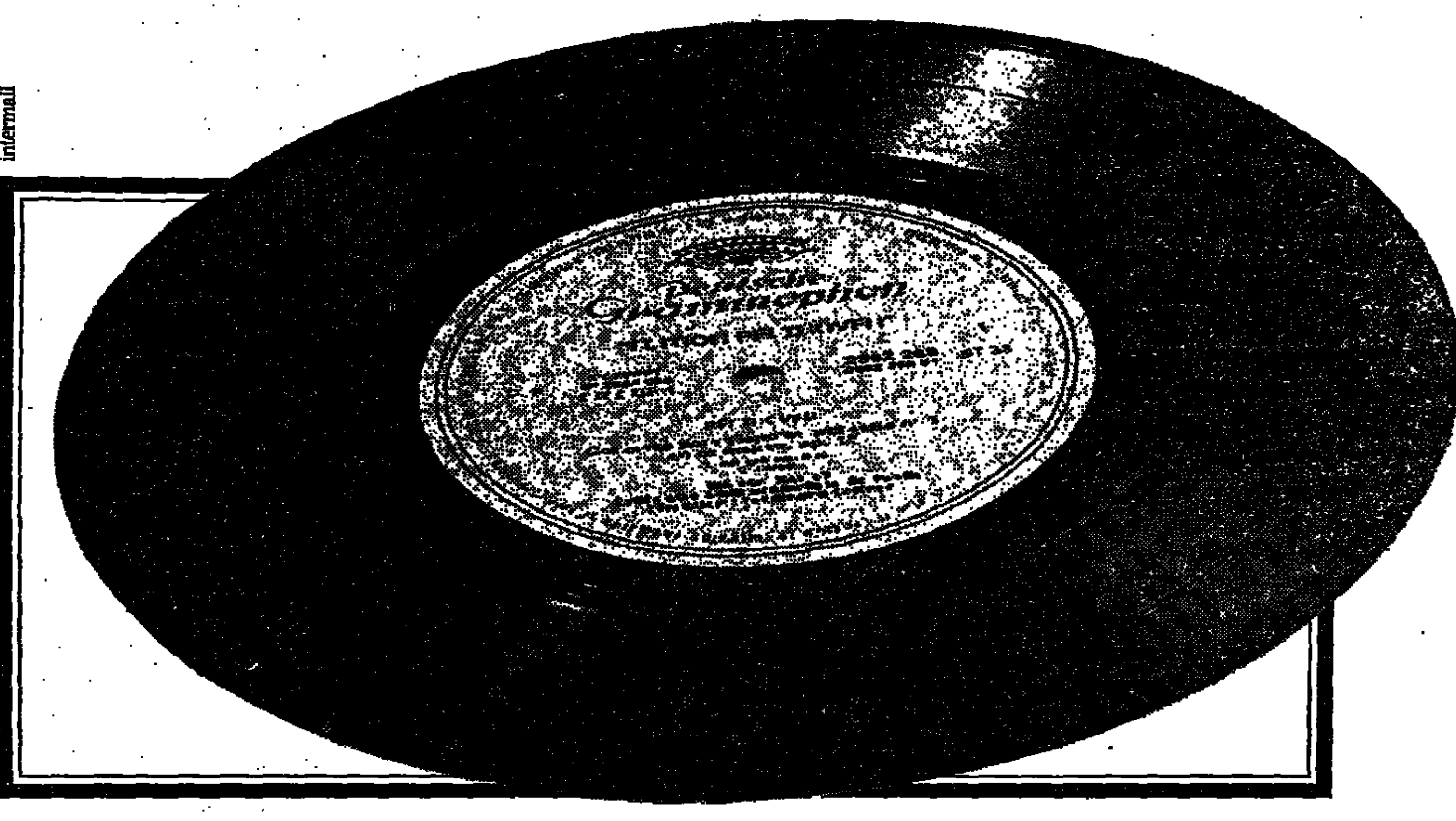


هكذا من الاصل



Gratuit !

Ce disque pour vous permettre de découvrir Le Monde de la Symphonie de la Deutsche Grammophon.





Oui, sur simple demande, ce disque stéréophonique 17 cm Haute-Fidélité sera définitivement à vous, gratuitement. Nous vous l'offrons, sans aucun engagement de votre part, pour vous permettre de découvrir une extraordinaire collection de disques classiques, créée par la Deutsche Grammophon : "Le Monde de la Symphonie".

L'intégrale des Maîtres de la Symphonie.

Votre disque gratuit est une merveilleuse introduction au "Monde de la Symphonie". Vous y découvrirez les raisons de l'enthousiasme de milliers de mélomanes en France qui ont déjà pu juger de l'incomparable qualité technique et artistique des disques qui constituent le "Monde de la Symphonie". Vous aurez également toutes les informations que vous souhaitez pour voir combien cette collection est un authentique chef-d'œuvre musical unique en son genre.

Pour la première fois est réunie en une seule collection l'œuvre symphonique complète des 12 plus grands génies de cette incomparable forme d'expression musicale : Beethoven, Mozart, Haydn (Symphonies Londoniennes), Brahms, Tchaïkovski, etc., l'interprétation admirable de chefs d'orchestre aussi célèbres qu'Herbert von Karajan ou Karl Böhm... l'extrême qualité technique qui a fait, depuis plus de 75 ans, la réputation mondiale de la Deutsche Grammophon : en tout 12 coffrets luxueux et 93 disques stéréophoniques Haute-Fidélité.

Avec votre collection, un magnifique volume

Ce splendide ouvrage de 324 pages illustrées de 130 reproductions, relié pleine toile, rehaussé au fer, au format de vos coffrets, est rédigé par des experts de réputation mondiale. Il jette un jour nouveau sur l'avènement de toute la musique symphonique dans l'Europe du XVIII[e] au XX[e] siècle.

Complément indispensable de cette collection, ce volume est réservé exclusivement aux souscripteurs.

Des avantages considérables

Grâce à l'information personnelle qui accompagne votre disque, vous apprendrez également comment bénéficier de conditions exceptionnelles de souscription et faire *d'importantes économies* sur le prix habituel des disques classiques de cette qualité artistique et technique.

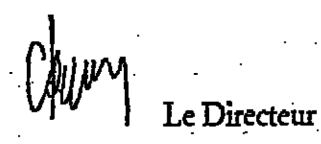
Profitez vite de cette occasion unique de recevoir un superbe disque de la Deutsche Grammophon, absolument gratuit.

Il vous suffit pour cela de retourner aujourd'hui même le Bon Gratuit Sans Engagement ci-dessous. Mais faites vite ! Le nombre de collections disponibles est limité, et cette offre ne sera sans doute pas renouvelée.

GARANTIE

• Les disques du "Monde de la Symphonie" ont été gravés et pressés spécialement en Allemagne pour cette collection par la Deutsche Grammophon, selon les critères de qualité qui ont assuré sa réputation mondiale depuis trois quarts de siècle.

• Si, par extraordinaire, vous déceliez sur un disque un défaut quelconque, nous vous le remplacerions gratuitement dans les plus brefs délais.



Le Directeur

Diffusion Internationale d'Arts et Loisirs
Avenue des Frères-Lumière - 92168 Antony Cedex

Pour recevoir une information personnelle sur "Le Monde de la Symphonie" et votre disque gratuit, remplissez et postez ce bon gratuit sans engagement aujourd'hui même.

BON GRATUIT SANS ENGAGEMENT

Oui, je désire bénéficier d'une information personnelle gratuite sur la collection "Le Monde de la Symphonie" de la Deutsche Grammophon et son merveilleux volume de 324 pages.
Je recevrai également le disque stéréophonique 17 cm Haute-Fidélité GRATUIT.

Nom/Prénom ____
Adresse : N° ____ Rue ____
____
Commune ____
Code postal ____
Bureau distributeur ____
Signature ____
(Pour les mineurs, signature des parents obligatoire)

A remplir et à retourner aujourd'hui-même à :
Diffusion Internationale d'Arts et Loisirs
Avenue des Frères-Lumière - 92168 ANTONY CEDEX

080

CONTRE LE VANDALISME
Sté Paris Protection
vous propose sur porte existante...
1 serrure de sécurité PICARD
+ blindage acier épaisseur 15/10 électrozingué
4 goujons d'acier anti-dégondage
1 tour de clé 7 pênes de fermeture
3 clés à pompe fabrication française
POUR PORTE (bâti bois)
POSE ET DEPLACEMENT COMPRIS
solution à partir de... 1800 F TTC Crédit gratuit en 3 versements
MATERIEL GARANTI 5 ANS
2 MAGASINS D'EXPOSITION
• 97, rue de BROCA 75013 PARIS. Tél. 336.44.55
• 55, av. de la MOTTE PICQUET 75015 PARIS. Tél. 566.65.20
RC 788171
POSE PARIS-BANLIEUE DEVIS GRATUIT

LE DÉBAT EUROPÉEN

LUTTE OUVRIÈRE ET LA L.C.R. FERONT CAMPAGNE POUR DES « ÉTATS UNIS SOCIALISTES D'EUROPE »

Mme Arlette Laguiller, porte-parole de Lutte ouvrière (L.O.), et M. Alain Krivine, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R.), viennent de présenter la liste constituée en commun par ces deux organisations pour les élections européennes (*le Monde* du 25 avril). Mme Laguiller et M. Krivine, qui étaient tous deux candidats à l'élection présidentielle de 1974, conduisent cette *liste (1)*.

Sans masquer leur désaccord sur l'analyse du Marché commun (simple structure juridique selon L.O., réalité économique et politique selon la L.C.R.), ils ont souligné que la démarche de leurs organisations s'inscrit dans une perspective internationaliste, abandonnée, selon eux, par le P.S. et le P.C.F. Ils estiment qu'en adoptant le « *point de vue de la défense de l'intérêt national* » les partis communistes et les partis socialistes européens révèlent leur intention de « *gérer les affaires de la bourgeoisie en monnayant la confiance que leur font les travailleurs* ».

L.O. et la L.C.R., qui se prononcent pour des « *États unis socialistes d'Europe* », mèneront campagne pour l'échelle mobile des salaires, la réduction du temps de travail à trente-cinq heures par semaine, le droit à l'avortement et à la contraception libres et gratuits, contre les *programmes nucléaires* et contre « *l'impérialisme français en Afrique et dans les DOM-TOM* ». Mme Laguiller et M. Krivine onvriront leur campagne par un meeting le 25 mai à Paris.

(1) Le 5 mai 1974, Mme Laguiller avait obtenu 2,35 % des suffrages exprimés (594 120 voix) et M. Krivine 0,37 % (93 662 voix). Au premier tour des élections législatives de mars 1978, Lutte ouvrière, qui présentait un candidat dans 470 circonscriptions, avait recueilli 1,79 % des suffrages exprimés. Les candidats soutenus par la L.C.R., et d'autres organisations d'extrême gauche, dans 250 circonscriptions, avaient réuni 0,90 % des suffrages.

Voici la liste des quatre-vingt-un candidats présentés en commun par Lutte ouvrière et la Ligue communiste révolutionnaire :

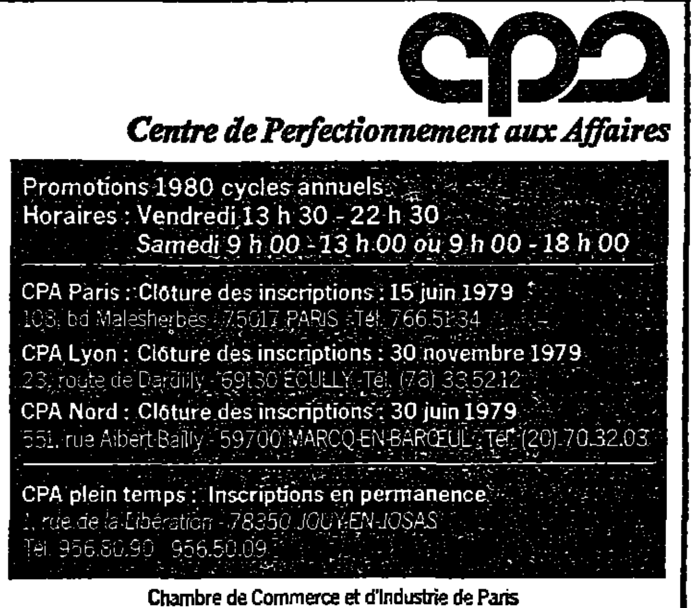
Mlle Arlette Laguiller, employée de banque, porte-parole de Lutte ouvrière, trente-neuf ans.
M. Alain Krivine, journaliste, membre du bureau politique de la L.C.R., trente-sept ans.
Mme Danielle Mouminoux, employée de bureau, trente-deux ans.
M. Désiré Nogrette, ouvrier métallurgiste, trente-huit ans.
M. Jean-Claude Vrain, ouvrier métallurgiste, trente-deux ans.
Mme Marie-Thérèse Astruc, ouvrière métallurgiste, trente et un ans.
M. Alex Duféal, ouvrier R.A.T.P., trente et un ans.
M. Paul Alliès, enseignant, trente-quatre ans.
M. Daniel Bénard, ouvrier métallurgiste, trente-sept ans.
Mme Francine Mas, employée S.N.C.F., vingt-neuf ans.
Mme Marina Podgorny, employée de bureau, trente et un ans.
M. André Fichaud, agent E.D.F., cinquante-deux ans.
M. Christian Driano, ouvrier métallurgiste, vingt-neuf ans.
Mme Emmanuelle Dupuy, employée R.N.U.R., trente-six ans.
Mme Claudine Roussié, infirmière, vingt-neuf ans.
M. Frédéric Castello, électro-mécanicien, trente ans.
M. Paul Palacio, ouvrier métallurgiste, trente-six ans.
Mme Denise Lachaud, ouvrière métallurgiste, vingt-six ans.
Mme Michelle Loux, aide-chimiste, trente-quatre ans.
M. Pierre Godard, éboueur, vingt-sept ans.
Mme Jacqueline Le Naour, employée de bureau, vingt-neuf ans.
Mme Marie-Claude Rousseau, employée, trente-trois ans.
Mme Chantal Cauquil, employée d'assurances, trente ans.
M. Gérard Valentino, enseignant, vingt-huit ans.
M. Michel Lequenne, correcteur, cinquante-huit ans.
M. Abdel Krim Ben Lahoussine, ouvrier métallurgiste, vingt-huit ans.
Mme Christiane Hauchère, employée chèques postaux, trente ans.
Mme Odette Poncet, employée P.T.T., trente-huit ans.
M. Gérard Aubry, ouvrier électricien, vingt-huit ans.
Mme Anne-Marie Laflorentie, ouvrière, trente et un ans.
M. Guy Rey, ouvrier métallurgiste, trente-trois ans.
M. Jean-François Mas, ouvrier métallurgiste, vingt-huit ans.
M. Pierre Zankoc, agent technique, trente et un ans.
Mme Anne-Marie Klein, éducatrice, trente-trois ans.
Mme Evelyne Couzon, infirmière, vingt-neuf ans.
M. Etienne Cherblanc, ouvrier métallurgiste, vingt-six ans.
M. Gérard Nicol, ouvrier métallurgiste, trente-deux ans.
Mme Monique Niang, employée chèques postaux, quarante-deux ans.
Mme Josiane Mainville, infirmière, vingt-neuf ans.
Mme Michèle Garo, employée, vingt-huit ans.
Mme Annie Souchon, employée de bureau, trente-deux ans.
M. Jean-Pierre Scaglia, ouvrier métallurgiste, trente-deux ans.
M. Yann Cochon, agent E.D.F., vingt-neuf ans.
M. Dominique Wailly, ouvrier métallurgiste, vingt-six ans.
Mme Marie-Hélène Marmisse, employée de bureau, trente et un ans.
Mme Conchita Lopez, infirmière, vingt-six ans.
M. Yves Thoraval, technicien, quarante-trois ans.
M. Guy Mouney, électricien, trente-trois ans.
M. Ignace Garay, employé, vingt-neuf ans.
Mme Annie Rieupet, employée P.T.T., vingt-sept ans.
M. Jean-Claude Hamon, agent technique, quarante-deux ans.
Mme Jacqueline Maurin, enseignante, trente et un ans.
M. Raymond Madec, infirmier, vingt-neuf ans.
Mme Colette Cordat, infirmière, vingt-sept ans.
Mme Agnès Lefèbvre, infirmière, vingt-six ans.
M. André Lancteau, ouvrier métallurgiste, trente et un ans.
Mme Eliane Lacaille, secrétaire médicale, vingt-huit ans.
M. Jean-François Pozzan, ouvrier métallurgiste, trente ans.
Mme Marie-France Belin, employée de bureau, trente-six ans.
Mme Sylvie Cerveau, employée, vingt-sept ans.
M. Bernard Thierry, ouvrier sidérurgiste, trente et un ans.
Mme Madeleine Rebeaux, employée chèques postaux, trente et un ans.
M. Gérard Barthélemy, employé hospitalier, trente-neuf ans.
Mme Catherine Dumon, employée S.N.C.F., vingt-neuf ans.
Mme Marie-Louise Dupas, infirmière, vingt-neuf ans.
M. Roland Calmel, ouvrier chimie, trente-quatre ans.
Mme Annick Jolivet, enseignante, trente ans.
M. Robert Roig, dessinateur industriel, trente-six ans.
Mme Josiane Dubois, agent technique, trente-quatre ans.
M. André Moulin, ouvrier métallurgiste, trente ans.
Mme Germaine Bauer, employée de banque, trente-neuf ans.
Mme Laurence Boulinier, employée d'assurances, vingt-six ans.
M. Michel Breton, agent technique, trente-deux ans.
M. Roland Legall, chimiste, cinquante-deux ans.
Mme Claudine Rodinson, employée, trente-six ans.
M. Jean-Louis Gaillard, ouvrier chimiste, trente-quatre ans.
Mme Dominique Garrut, institutrice, vingt-sept ans.
M. Yves Puig, agent technique, trente-trois ans.
Mme Jacqueline Santi, aide-soignante, trente-trois ans.
M. Christian Lecat, ouvrier trente-quatre ans.
Mme Danielle Riche, chimiste, trente-trois ans.

L' « UNION POUR L'EURODROITE DES PATRIES » PUBLIE UN MANIFESTE

M. Michel de Saint-Pierre, qui conduira la liste d'« *Union pour l'Eurodroite des patries* » constituée par le Parti des forces nouvelles et le Front national, présente un manifeste déclarant notamment : « *Pour la première fois depuis vingt ans, les élections européennes vont permettre à la droite nationale, en dépit des dispositions antidémocratiques du scrutin, de conquérir avec ses élus le droit de s'exprimer. Divisée, ses chances étaient nulles (...) Elle a su surmonter à temps ses particularismes afin de réaliser la plus large union. Elle pourra ainsi recueillir la confiance des Français qui ne se reconnaissent pas dans la bande des quatre (P.C.-P.S.-U.D.F.-R.P.R.) et qui entendent lutter pour la construction de l'Europe des patries.* »

Ce texte expose les grandes lignes du programme électoral qui sera défendu par le P.F.N. et le Front national. Il dénonce en particulier la menace de « *l'impérialisme militaire et subversif des puissances du pacte de Varsovie* », le terrorisme, « *la pression économique et culturelle d'outre-Atlantique* », la crise de dénatalité « *accélérée par la loi Chirac-Veil libéralisant l'avortement* », « *l'immigration sans frein* » et « *l'insécurité permanente* ». Il demande que l'Europe se dote « *des moyens militaires capables d'assurer son indépendance* » et qu'elle réponde aux défis économiques du tiers-monde, des U.S.A. et du Japon « *par l'amélioration acharnée de son potentiel économique, intellectuel et technologique* ».

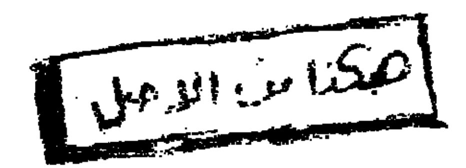
Les candidats de la liste d'« *Union pour l'eurodroite des patries* » seront présentés à l'occasion d'une convention nationale qui doit se réunir le dimanche 13 mai à Paris.



TRÉCA
Venez essayer le CAD
CAD le sommier à télécommande électrique ne demande aucun effort pour faire monter ou descendre les deux extrémités du lit ensemble, ou séparément.
EXPOSITION ET VENTE
37, AV. DE LA REPUBLIQUE • PARIS XIe
Métro Parmentier • Parking assuré
CAPÉLOU DISTRIBUTEUR TÉL. 357.46.35.



MOUGEOTTE
LES PIEDS SUR TERRE ÉTIENNE MOUGEOTTE PREND DE LA HAUTEUR POUR JUGER L'ACTUALITÉ
EUROPE 1 8h20
VOTRE PREMIER JOURNAL DU MATIN



LE DÉBAT EUROPÉEN

DU PERSONNALISME AUX « CHRÉTIENS POUR LE SOCIALISME »

Les intuitions de Jacques Maritain

De notre envoyé spécial

Udine. — « Un poisson des grandes profondeurs : aveugle et lumineux », disait Cocteau de Jacques Maritain. Cinq ans après la mort du « paysan de la Garonne », les uns estiment plus ou moins dépassées les positions néo-thomistes du philosophe chrétien ; d'autres ont retenu les bienfaits d'une sagesse ouverte, bien qu'entachée dans les dernières années par une sévérité exagérée envers le modernisme post-conciliaire. Sévérité qui peinait le Père Congar (« le Monde » du 28 décembre 1966).

Les chrétiens modérés se retrouvent dans ce penseur qui, parti de l'anarchisme, fit dans sa jeunesse un bout de route avec Maurras avant de devenir un apôtre ardent de la démocratie et de la justice sociale.

Volontiers ingrat pour leurs anciens chefs de file, les Français ont la mémoire sélective. Ils ont tendance à oublier qu'à l'étranger Jacques Maritain conserve un certain succès. L'institut international Jacques-Maritain, créé à Ancône en 1975 par M. Roberto Papini, universitaire, a essaimé en Espagne, en Pologne, aux Etats-Unis, au Canada, au Venezuela, au Chili, en Argentine et au Brésil. On sait, d'autre part, l'attrait exercé par Jacques Maritain sur Paul VI et sur les tenants de la démocratie chrétienne.

Huit colloques ont déjà été organisés par l'institut international. Le prochain se tiendra à Venise du 14 au 18 mai sur l'art. Celui qui vient de se terminer à Udine dans le Frioul avait pour thème : « La construction de l'Europe et le personnalisme. » (1). Personnaliste, Maritain l'était à sa manière aux côtés d'Emmanuel Mounier.

Michel Winock, directeur d'*Histoire*, a rappelé à Udine les positions prises par *Esprit* contre le nationalisme et contre toute hégémonie, française ou allemande, dans l'édification de l'Europe.

L'institut international se défend d'avoir un culte pour Jacques Maritain. Il n'y cherche pas un projet politique défini, mais une intuition fondamentale de type philosophique, une sorte de « ferment culturel ». L'une et l'autre ne peuvent être que les bienvenues au regard d'une Europe vacillant sur ses bases, par manque de finalités précises ainsi que l'ont rappelé récemment les évêques. (*Le Monde* du 20 avril 1979.)

Divers slogans ont circulé : « *L'Europe sera socialiste ou ne sera pas* » (Willy Brandt) ; « *sera pluraliste ou ne sera pas* » (Léo Tindemans) ; « *sera catholique ou ne sera pas* » (Hilaire Belloc). Au colloque d'Udine, on aurait dit volontiers : « *L'Europe sera personnaliste ou ne sera pas* » (intervention d'Henry Brugmans, président du collège d'Europe à Bruges).

Personnalisme, cela signifie la recherche patiente d'un consensus, un sens aigu de la liberté, la conquête continue de la participation, de la justice sociale et de la tolérance, les droits sacrés de la personne humaine, faute de quoi, a-t-on dit, « *notre continent abjurerait son âme* ».

Dans la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, M. Francis Teitgen, avocat à la cour de Paris et enseignant, discerne une imprégnation de la culture chrétienne. « *Dans les pays occidentaux, le personnalisme a inculqué une certaine méfiance à l'égard de l'Etat dont peuvent venir les violations des droits de l'homme* », tandis que dans les pays du bloc socialiste, au contraire, « *l'Etat lui-même — et lui seul — qui exprime les aspirations du peuple est le dispensateur de l'égalité, de la liberté et du bonheur.* » L'auteur rapporte ce propos d'un éminent juriste soviétique : « *Notre législation ne place pas l'accusé dans la difficile position de quelqu'un qui a à se défendre du procureur ; l'accusé a toutes raisons de considérer que celui-ci contribuera à la réalisation de ses droits.* »

Mais l'intention de l'orateur — qui entend d'autre part se démarquer de Jacques Maritain — n'est pas d'alimenter une polémique « *délestable* », mais plutôt de montrer qu'en deçà comme au-delà du rideau de fer les droits de l'homme sont, de fait, toujours en danger et qu'on doit sans relâche se battre pour cette cause primordiale.

Parmi les contributions francophones les plus brillantes, citons celle de M. Emile Poulat, directeur de recherche au C.N.R.S. Il relève, au cours de l'histoire, la sacralisation indue de la nation et presque un national-catholicisme aux résonances païennes. Cette page est définitivement tournée sans que l'on sache très bien en notre période de sécularisation à qui et à quoi accrocher l'idéal personnaliste miné par l'envahissement des préoccupations économiques.

Des prophètes ou des maçons ?

Si bien que M. Jacques Vandamme, professeur à l'université de Louvain et président du groupe d'études politiques européennes, peut affirmer que la crise de l'Europe est « *avant tout une crise d'identité* ». Comment respecter les valeurs de base de notre civilisation et concilier les droits des personnes et des collectivités ? Voilà la question. Comment définir les finalités de « *l'aventure européenne qui est sans doute une des plus exaltantes de l'hisoire ?* ». Comment éviter de faire de l'efficacité le plus impérieux des devoirs ? Comment mettre en place des mécanismes de concertation ? Les autorités communautaires, affirme d'autre part l'orateur, n'ont pas été suffisamment attentives à la juste répartition du bien-être. « *Il est urgent de changer résolument de cap* » et de prendre conscience, par surcroît, de la responsabilité des Européens à l'égard des pays en voie de développement. Ce ne sera ni le privilège des chrétiens, ni des socialistes, ni des marxistes.

Au nom du parti communiste, M. Luigi Berlinguer, de l'université de Sienne (cousin du secrétaire général du P.C.I.), met en garde contre les excès du pluralisme. « *Peut-on*, dit-il, *respecter le terrorisme et le profit pur ?* » « *On n'a pas seulement besoin de prophètes, mais de maçons !* »

L'Europe, il est vrai, est un thème privilégié de discours. Mais on se bouscule moins dans les rangs de ceux qui s'engagent dans son édification. C'est pourquoi les organisateurs avaient tenu à inviter deux candidats italiens aux élections européennes du 10 juin : M. Gianfranco Martini, secrétaire général de l'association italienne des communes d'Europe et Mme Paola Gaiotti De Biase, de l'université de Naples (démocratie chrétienne) dont les interventions furent appréciées (2).

Ce colloque aura été utile dans la mesure où il aura aidé à comprendre que les jeux cruels du prestige et de l'économie ne sauraient dispenser de définir les motivations ultimes de la politique poursuivie : celles-ci sont d'ordre culturel et humanitaire.

En ce sens, les inspirations personnalistes de l'auteur de *l'Humanisme intégral* et d'Emmanuel Mounier — souvent cité à Udine — restent d'actualité.

HENRI FESQUET.

(1) Les actes du colloque seront publiés par l'institut international Jacques-Maritain, 181 via del Coronari, 00126 Rome.

(2) Autres participants : Antonio Peretti, Giancarlo Galeazzi, Pascal Ory, Giuseppe Goisis, Giorgio Campanini, Roberto Ruffilli, Günter Pöttner, Enrico di Rovasenda, Achille Ardigo, Karel Skalicky, Ramon Sugranyes de Franch.

Les Églises, les travailleurs et le pouvoir

Le deuxième séminaire international des Chrétiens pour le socialisme (C.P.S.) vient de se tenir à Milan. Depuis leur première rencontre près d'Utrecht, il y a de cela trois ans, les C.P.S. des différents pays d'Europe ont réussi à maintenir entre eux une liaison efficace, tout en agissant localement selon des urgences diverses et des normes similaires correspondant à la fois à une réflexion originale et à un militantisme ouvert.

Aussi bien cette rencontre a-t-elle réuni non seulement quelque deux cents délégués issus de l'Europe des Neuf, mais aussi des amis — C.P.S. ou proches des C.P.S. — venant de Norvège, de Suisse, d'Allemagne de l'Est, d'Espagne, du Pays Basque, du Portugal, sans compter de nombreux représentants des organisations des partis de gauche — notamment socialistes, communistes et radicaux — venus souvent pour manifester l'intérêt de leurs formations, de beaucoup plus loin que des diverses villes d'Italie.

D'autre part, cette volonté de concertation avec des chrétiens n'appartenant pas nécessairement aux C.P.S., mais réputés pour avoir des positions proches, s'est manifestée par l'organisation d'une vaste « table ronde » sur « *l'ambiguïté d'une Europe chrétienne* ». Réunissant des personnalités de sept pays et présidée par le pasteur Giorgio Girardet, elle a permis d'entendre divers témoignages parmi lesquels ceux de F. Belo (bien connu depuis son livre sur la lecture matérialiste de l'évangile de Marc), G. Borne (pasteur à Berlin-Ouest), A. Comin (à la fois membre du comité central du parti communiste espagnol et du parti socialiste unifié de Catalogne), J.-M. Diez-Alegria (ancien professeur à la Grégorienne, travaillant à Madrid dans des communautés de base), E. Mazzi (prêtre inspirateur de la fameuse communauté de l'Isolotto), P. Ricca (professeur à la faculté protestante de Rome), R. Zuurmond (pasteur à Delft, spécialiste de théologie biblique).

Tout aussi œcuménique, mais avec une proportion bien plus grande de laïcs, hommes et femmes, le séminaire lui-même a fait porter ses efforts sur les trois thèmes suivants : l'idéologie religieuse au service de l'Europe du capital ; les chrétiens dans la gauche et l'Europe ; les Eglises et les partis à base chrétienne dans le jeu des forces économiques et politiques.

Une construction peu démocratique

Le séminaire s'est ouvert sur deux exposés confiés à deux hommes qui, depuis bien des années, ont réfléchi aux problèmes du monde entier, mais aussi de l'Eglise universelle, et qui sont bien connus pour leur action dans ces domaines. Le premier, G. Arroyo (Chili), a parlé de « *la condition économique et politique de l'Europe dans la structure mondiale et avec référence au rôle des Eglises chrétiennes* ». Le second, M. Girardi (Italie), a porté son attention sur « *les chrétiens et les Eglises vis-à-vis de la construction de l'Europe* ».

Ces deux lignes maîtresses se retrouvent dans le document final voté à une forte majorité.

Dans sa première partie, le texte dénonce le soutien généralement accordé par les hiérarchies des Eglises à une Europe dont la construction, fort peu démocratique, est largement dominée par les entreprises multinationales et dépend, de fait, de la stratégie élaborée par la commission trilatérale pour mieux exploiter le tiers-monde. Le propos est ensuite nuancé et approfondi du point de vue éthique et politique : en l'absence d'une critique sérieuse qu'auraient dû manifester les Eglises européennes à l'égard de leur compromission ordinaire avec le pouvoir, la suspicion est automatique à l'égard du « *nouveau style de vie fondé sur l'austérité et la sobriété* », souvent proposé par ces mêmes Eglises.

Dans la seconde partie du document, est affirmé de façon énergique que l'attachement des C.P.S. à « *l'Evangile de Christ* » (qui s'est identifié avec le pauvre et l'opprimé jusqu'à la mort, et à la mort de la croix) ainsi que leur foi en la résurrection du Christ leur font un devoir de s'ouvrir « *à la vision d'une humanité libérée* » et à un « *engagement dans la lutte politique* », visant à ce que « *notre continent puisse vivre au service de l'homme dans un contexte mondial* ».

Des équivoques mortelles

Le dernier paragraphe de la résolution est particulièrement parlant. « *Il ne s'agit pas en effet*, précise-t-il, *de construire une Europe « chrétienne » qui reconnaisse les droits des Eglises, mais de reconnaître les droits des travailleurs, notamment des travailleurs migrants, et de créer les conditions pour les rendre effectifs. Il ne s'agit pas de multiplier les temples, mais de donner une maison à ceux qui n'en ont pas. Il ne s'agit pas de renouveler les concordats et d'établir de meilleurs rapports entre Etat et Eglise, mais de créer des situations où un peuple de Dieu vivant n'aura plus besoin de concordats. Il ne s'agit pas enfin d'envoyer des missionnaires et de l'argent dans le tiers-monde, mais de travailler à mettre fin à son exploitation et à son pillage en faisant appel à la solidarité et à la lutte commune des classes opprimées de tous les continents.* »

Aujourd'hui, par leur prise de position très nette, les Chrétiens pour le socialisme veulent manifester que leur fidélité au Christ ne saurait s'accommoder des équivoques mortelles d'une chrétienté de façade, dont le ravalement incomberait au parti populaire européen. Parce que leur option, simultanément chrétienne et socialiste, en faveur des plus défavorisés du monde est inséparable du « Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu », ils disent oui à la fraternité européenne et universelle, mais ils se refusent catégoriquement au baptême sacrilège de l'Europe.

ANDRÉ MANDOUZE.











SCIENCES-PO
ENTREE en A.P. ou en 2e ANNEE
IPESUP. Ens.sup.Privé.18,rue du Cloître Notre-Dame,75004. 325.63.30

LA MORT DE PIERRE VIANSSON-PONTÉ

Le courage et la lucidité

Pierre Viansson-Ponté a vécu depuis sept mois la phase terminale d'une maladie dont il mesurait pleinement la gravité, dont il analysait chaque étape, dont il tenait lui-même le dossier médical.

Refusant d'être hospitalisé, il participa jour après jour à la conduite de son traitement avec les deux médecins — les professeurs Jean Bernard et Jean Lassner — qui le suivaient et qui l'ont accompagné, en une profonde communion, tout au long du martyre ultime qu'il avait lucidement accepté.

Il aurait pu terminer le roman qu'il avait presque achevé ; ou poursuivre celui qu'il avait commencé : « Le roman de ma mort, *disait-il,* dont les ailes m'enveloppent à présent tout entier. »

Mais c'est à sa mission première, celle du journaliste, à ce qu'il tenait pour un devoir impérieux, qu'il entendait consacrer en priorité le peu de forces qu'il lui restait encore.

Une pudeur infinie et une dignité peu commune expliquent qu'une poignée seulement de ses proches aient pu, outre ses médecins, mesurer l'ampleur de son courage physique et moral, et comprendre les raisons de l'effort, souvent inhumain, qu'il avait accepté, pour assumer jusqu'aux extrêmes limites du possible ses chroniques hebdomadaires, ses analyses politiques ou littéraires, et les tâches quotidiennes qu'impliquaient la responsabilité du « Monde d'aujourd'hui ».

Lui qui vivait une tragédie de l'essentiel consacrait ainsi les instants ultimes de sa vie à ce que Valéry tenait pour l'éphémère.

« Un peintre, *disait-il aussi,* ne meurt-il pas le pinceau à la main ? »

En dépit de cette lucidité bouleversante, rien, jamais, ne perça, dans les écrits destinés à ses lecteurs, de la terrible épreuve qui le frappait et de l'exceptionnelle sublimation de tout son être, sublimation que quelques-uns seulement, il le savait, pouvait comprendre et partager.

Diaphane, alité depuis plus de cinq mois, mesurant ses calmants et l'horaire de leurs prises, pour que la détresse qui était la sienne n'altère ni la tendresse, ni l'humour de ses chroniques, ne se plaignant jamais, que de la peine qu'il éprouvait à lire ou à écrire, et donc à accomplir sa tâche, l'un des premiers journalistes de France est mort comme il avait vécu, au service de la littérature, de l'histoire, de l'informtaion et de ses lecteurs, auxquels il aura réservé le privilège de ses dernières missives.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

Un journaliste dans le siècle

Pudique, Pierre Viansson-Ponté n'avait jamais accepté de raconter sa vie, d'écrire ses souvenirs. Attentif aux autres, il était peu prolixe sur lui-même. Cette réserve, qu'il devait peut-être à son origine lorraine, chacun la respectait parce qu'elle était chez lui une forme du respect d'autrui.

Né le 2 août 1920, à Clisson, en Loire-Atlantique (son père, industriel, etait alors installé à Nantes), il était de lointaine souche italienne, mais de proche ascendance messine. Sa famille avait quitté Metz pour Nancy après la guerre de 1870, et c'est à Goussaincourt, dans la Meuse, que se trouvait, et se trouve encore, la propriété familiale, mais c'est à Metz, au collège jésuite Saint-Clément, que Pierre Viansson-Ponté sera, tout enfant, mis en pension, à la mort de sa mère (elle-même franc-comtoise et cousine de Lyautey) : il y fera toutes ses études secondaires.

Après son baccalauréat, au terme d'études de droit à la faculté de Lyon et à celle de Strasbourg (repliée à Clermont-Ferrand), il passe son diplôme d'études supérieures de droit public et d'économie politique et son doctorat en droit. Engagé volontaire en 1940, il prend part, comme aspirant, aux opérations de la VIe armée, dans le 501e régiment de chars. Gravement blessé à la poitrine, il est décoré de la croix de guerre. Il sera plus tard chevalier de la Légion d'honneur.

Sous l'occupation, il prend le maquis pour échapper au S.T.O. (Service du travail obligatoire) et participe aux combats de la Résistance. A Montpellier, il est arrêté et emprisonné par la Gestapo.

A la Libération, après avoir été aux côtés de Jacques Bounin, commissaire de la République, il fonde à Montpellier (avec François Malric) l'hebdomadaire *l'Homme libre*, organe régional du Mouvement national des prisonniers de guerre et déportés. Fin 1944, *l'Homme libre* devient *le Tigre*. Dans le même temps, Pierre Viansson-Ponté organise, à Montpellier, le bureau de l'Agence France-Presse. Il est ensuite, en 1945, directeur du bureau de Nancy. Il vient à Paris en 1946 comme premier secrétaire de rédaction. De 1948 à 1952, il est éditorialiste et chef adjoint du service politique.

Un des trois fondateurs de « l'Express »

Après un bref passage au cabinet de M. Edgar Faure, président du conseil, puis à la Société générale de presse, comme rédacteur en chef, il est, en 1953, avec M. Jean-Jacques Servan-Schreiber et Mme Françoise Giroud, l'un des trois fondateurs de *l'Express*, dont il devient, en 1955, le rédacteur en chef. Il quittera ce journal en 1958, quand l'accord entre ses responsables, noué par une commune admiration pour M. Pierre Mendès France, aura fait place aux mésententes.

Pendant cinq ans, Pierre Viansson-Ponté est donc de ceux qui tentent d'imprimer un tour moderne à la vie politique française, mais il est aussi, par ses articles, celui qui donne au journalisme politique un style nouveau. Il ne se contente pas de commenter les épisodes de politique « politicienne », il va au-delà, s'intéresse à la psychologie des hommes, aux courants d'idées et de sensibilité qui traversent la société. Il est vrai qu'avec Camus, Mauriac, Malraux, dont il est proche, comme il le sera de Montherlant, il est à bonne école. Il est à l'écoute de l'air du temps, et le cerne d'une plume alerte. Il excelle surtout dans les portraits, à travers lesquels se lit une époque : ceux de Louis Armand et de Jean Monnet font date. Il sait, à merveille, évoquer un climat, dessiner un paysage, à partir de quelques faits, de quelques figures, comme dans ce « papier » de 1957, où trois événements — l'arrestation de l'auteur d'un attentat au bazooka contre le général Salan, un discours de Pierre Poujade, l'élection de Julien Tardieu — le conduisent à décrire trois visages de « cette passion multiforme qui s'appelle la droite ».

Sans hausser le ton, il ne néglige pas le trait qui fait mouche. Témoin un portrait de Charles Tillon, en 1957, qui s'achève sur cette phrase : « *Si à Prague on ne réhabilite que les morts, à Paris on ne réhabilite que les muets.* » Ailleurs, il prend le ton du moraliste, terminant une évocation du 18 juin 1940, par cette observation : « *Le rôle très difficile, très noble, des hommes responsables devrait être de savoir ne pas composer, de rester fidèles publiquement à leur vision intérieure. La leçon demeure vivante.* » S'il écrivait vite, Pierre Viansson-Ponté se documentait longuement, et ses amis se rappellent la somme de travail, de recherches, de rencontres, que lui demandaient ses articles.

La France s'ennuie

Après son départ de *l'Express*, il dirige pendant quelques mois la rédaction des *Echos*, puis entre au *Monde*, où il succède à Jacques Fauvet comme chef du service politique. Il occupe cette fonction jusqu'en décembre 1969. Ainsi, durant plus de onze ans, du retour du général de Gaulle en mai 1958 à son départ au lendemain du référendum d'avril 1969, est-il l'observateur privilégié de cette « République gaullienne », dont il se fera l'historien.

Il serait arbitraire de citer ici l'un ou l'autre des articles que l'actualité lui commandait alors presque quotidiennement. Par son ouverture d'esprit et sa subtilité de jugement, Pierre Viansson-Ponté était sans doute l'un des mieux placés pour comprendre les nouveaux mécanismes du pouvoir institués par la Ve République. Il ne lui échappait pas que c'en était fini du « régime d'assemblée » et que les journalistes parlementaires devaient s'adapter à cette situation si différente de celle à laquelle la IVe République les avait habitués. Il fallait désormais fréquenter, sinon le chef de l'Etat (qui fréquentait de Gaulle ?), du moins tous ceux qui gravitaient autour de l'exécutif : conseillers officiels ou occultes, ministres, hommes de cabinet, hauts fonctionnaires. Il fallait connaître ceux qui détenaient effectivement une parcelle, petite ou grande, de l'autorité et ne pas se laisser prendre aux apparences que cultivaient les moins influents.

Il fallait aussi sortir du cadre strict de la politique, aller vers ceux qui représentaient les « forces vives » de la nation. S'il voyait beaucoup de monde, Pierre Viansson-Ponté avait gagné en même temps la confiance de quelques informateurs sûrs, occupant dans l'Etat des positions-clés, sur lesquels il pouvait s'appuyer et qui pouvaient en retour tabler sur sa discrétion. Leurs renseignements, qu'il savait solides, lui permettaient de reconstituer, avec beaucoup d'intuition, une bonne connaissance du milieu et un art inégalé du récit, le cheminement d'un acte ou d'une décision, d'en dégager la signification, d'en mesurer la portée.

C'est que la politique, pour lui, n'était pas un jeu, où l'on compterait les coups, entre initiés, ni un spectacle, mais une affaire grave, concernant tous les Français. Pierre Viansson-Ponté est de ceux qui s'interrogent sur les mutations qui provoquent chez eux, ici et là, des « malaises » et des « crises ».

De ses analyses, la plus célèbre, à juste titre, est celle qu'il fit de la société française, deux mois avant l'explosion de mai 1968, sous le titre « Quand la France s'ennuie... ». Il écrivait : « *Ce qui caractérise actuellement notre vie publique, c'est l'ennui* », et concluait : « *L'ardeur et l'imagination sont aussi nécessaires que le bien-être et l'expansion.* » L'ardeur et l'imagination n'allaient pas tarder à se manifecter...

Soucieux de prolonger son expérience de journaliste (il est aussi, de 1950 à 1966, éditorialiste politique de *l'Est républicain*) par un plus vaste travail de réflexion et de synthèse, Pierre Viansson-Ponté publie plusieurs livres. Après *Risques et Chances de la Ve République*, en 1959, il obtient le succès, en 1963, avec *les Gaullistes* : cette galerie de portraits précédée d'une brillante description du rituel élyséen, devient rapidement un classique de la littérature politique, traduite dans un grand nombre de pays et largement imitée. En 1967, il donne *les Politiques*, bilan plutôt sévère de la Ve République, qui exprime une profonde inquiétude sur la capacité du régime à répondre au « bouillonnement social épaulé par la poussée des jeunes ». *Après de Gaulle, qui ?*, en 1968, dénombre trois « prétendants » (Georges Pompidou, François Mitterrand, Valéry Giscard d'Estaing) et quelques « suppléants », parmi lesquels Michel Debré, Alain Peyrefitte, Jacques Chaban-Delmas, ce qui n'est pas si mal vu.

L'historien du gaullisme

En 1970 et 1971, paraissent les deux tomes de l'*Histoire de la République gaullienne*, qui valent à « P.V.-P. » le prix Aujourd'hui. Sans revenir sur les qualités de cet ouvrage que MM. Edgar Faure et François Mitterrand ont commenté en son temps dans les colonnes du *Monde*, soulignons qu'à travers une narration vivante, où les mouvements profonds de l'histoire se laissent toujours deviner derrière le flux des événements, Pierre Viansson-Ponté parvient plus d'une fois à saisir ce qu'il appelle, dans sa conclusion, « *l'inanalysable, l'impalpable, l'impondérable, en un mot l'élément humain* », qu'il est si malaisé, dit-il, de faire entrer dans « *les prévisions des gouvernants, les analyses du sociologue, les récits de l'historien, les schémas du conjoncturiste et les descriptions du journaliste* ».

S'il n'hésite pas, au fil des chapitres, à trancher, à approuver ou à désapprouver, son jugement global est nuancé. Au terme du premier volume (1958-1962), il note qu'au-delà des « procès » et des « plaidoyers » « *aucun réquisitoire ne pourra retirer à ce régime le double mérite d'avoir résolu le dernier problème de la décolonisation et d'avoir aussi bouleversé à jamais les données du jeu politique en France* ». A l'issue du second (1962-1969), il constate que partout se montrent, « *où qu'on tourne les regards* », « *les traces toutes fraiches, mais ineffaçables, des ruptures* ». Cependant, dit-il, « *il est trop tôt pour arrêter les comptes, peser ce qui a été réussi et ce qui a été manqué* ».

Multiforme, l'activité de Pierre Viansson-Ponté se déploie déjà sur plusieurs registres, comme ce sera le cas jusqu'à la fin de sa vie : il collabore à de nombreuses revues et publications, tant françaises (*Esprit, Preuves, Réalités, l'Evénement, la Nef, le Journal de l'année, le Midi libre...*) qu'étrangères (*Sonntagblatt, National Zeitung, Oggi, Europeo, New Statesman and Nation, Life, Time, New York Times Sunday...*), donne des conférences en France et à l'étranger, participe à des émissions de radio et de télévision, enseigne (de 1973 à 1976) à l'université de Paris-I comme professeur associé à l'U.E.R. de science politique. Il est élu en 1971 conseiller municipal de Bazoches-sur-Guyonne et réélu en 1977. Depuis 1977, il était éditorialiste au *Progrès de Lyon*.

Des jours entre les jours

En 1972, devenu éditorialiste et conseiller de la direction du *Monde*, Pierre Viansson-Ponté reçoit la responsabilité du supplément « Le Monde aujourd'hui ». Commence alors sa série de chroniques « Au fil de la semaine », dont il ne manquera pas une seule pendant près de sept ans, chaque samedi. Un certain nombre d'entre elles seront réunies en volume, en 1974, sous le titre *Des jours entre les jours*, prix Sévigné 1975. « *Partiales, injustes souvent, passionnés quelquefois* » mais « *sincères et de bonne foi* », comme il les définit lui-même dans l'avant-propos de son livre, ces chroniques traitent de tout et de rien, de la vie des gens, des grandes peurs et des petites manies, des lourds fantasmes et des rêves légers, des mythes collectifs et des aventures individuelles, de tout et de rien, vraiment, c'est-à-dire, en définitive, de l'essentiel, qui passe inaperçu parce qu'il n'est pas si facile à voir.

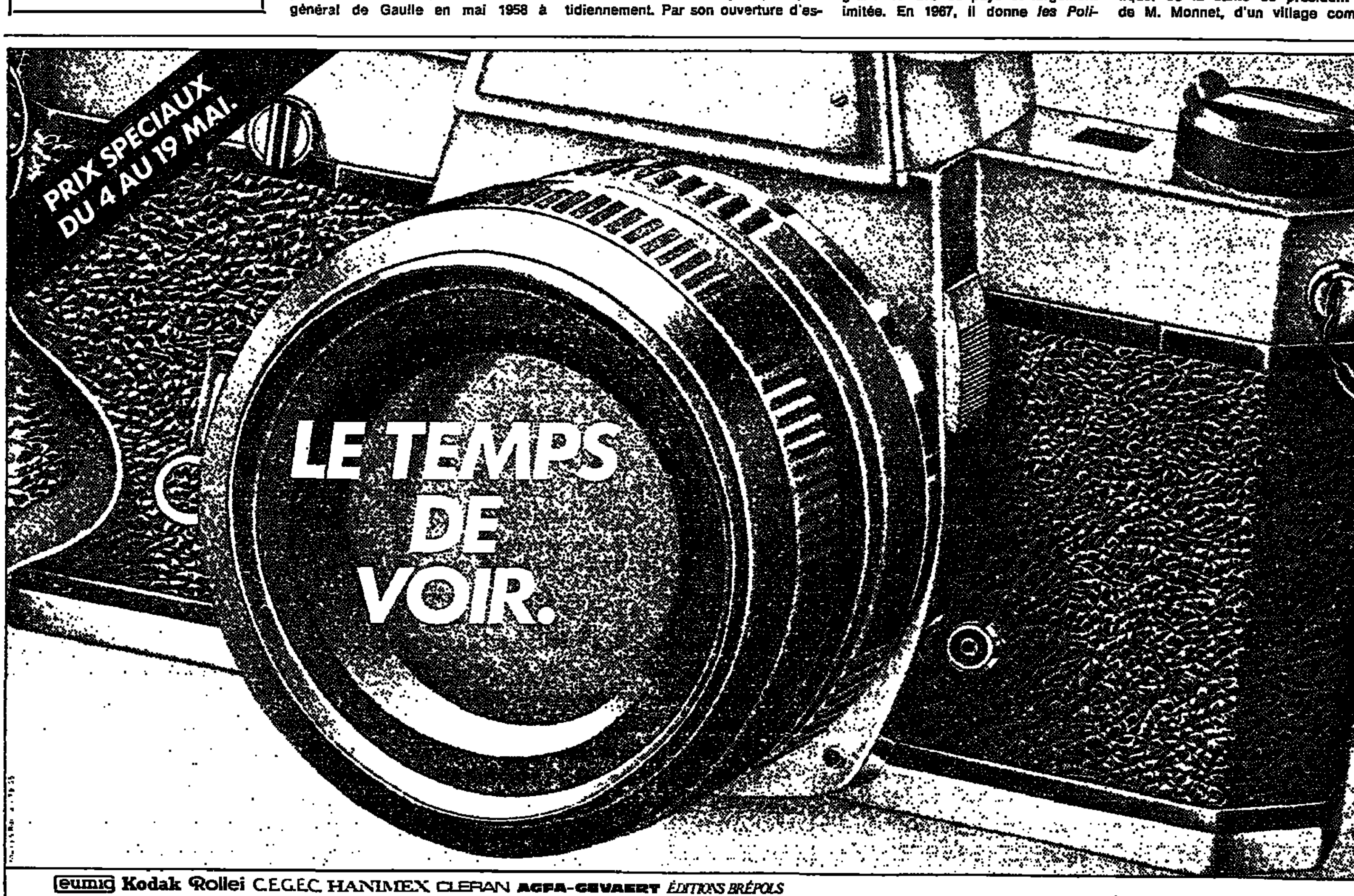
Elles explorent l'état des mœurs et l'évolution des mentalités, parlent même, de temps en temps, de politique, de la santé du président ou de M. Monnet, d'un village comme les autres, de *Lacombe Lucien* ou de la publicité, elles dénoncent l'alcoolisme, la chasse, le racisme, l'intolérance... Elles ne lancent pas de croisades, non, elles disent comment va le monde, et qu'il ne va pas très bien ; elles suggèrent aussi qu'il irait un peu mieux si l'on s'appliquait, modestement, à regarder les choses en face, pour commencer à les changer, si les « *maîtres à penser* » nous offraient d'autre réponse que des « *cris de détresse* », des « *constats d'échec et de faillite* », des « *images de débâcle* ».

Sceptique, « P. V.-P. » ? Il le faisait croire, peut-être, parce qu'il n'aimait pas les discours ronflants, qu'il pratiquait l'humour et qu'il avait de l'indulgence pour les hommes. Sa *Lettre ouverte aux hommes politiques*, en 1976, est d'un pamphlétaire, certes, mais derrière le goût du mot, le sens de la formule, percent des accents qui sont tout proches de l'indignation. Pierre Viansson-Ponté croyait à certaines valeurs qui ont nom justice, liberté, patrie (Lorraine oblige. Il n'était pas peu fier de son cousinage avec Lyautey). Ses convictions, il ne les proclamait pas haut et fort, ne cherchait pas à les imposer, mais s'y tenait, tout simplement.

On ne songe pas sans émotion à son dernier livre, écrit avec le professeur Léon Schwartzenberg, *Changer la mort*, en 1977 (prix Santé 1977). En prologue, seize histoires vraies, dont douze racontent la mort d'enfants, d'adolescents, d'adultes encore jeunes. Les chapitres suivants traitent du cancer, des médecins, des malades, de la vérité de la mort. En contrepoint de la parole du professeur, les réflexions du journaliste, entre « *l'horreur e tla résignation* ». Une leçon de lucidité et d'humanité qu'il devait donner encore à ses proches pendant sa maladie, écrivant jusqu'aux derniers instants sa chronique hebdomadaire, relisant et consignant les articles de son supplément. Il se savait condamné et observait en lui les progrès du mal.

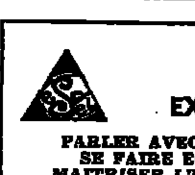
Tous ceux qui ont travaillé avec Pierre-Viansson-Ponté savent que cet homme timide était un généreux. Il avait le talent de mettre les autres en valeur, projetant sur eux ses propres qualités. Toujours disponible, il ne ménageait ni son temps ni sa peine pour aider ses amis, ses collaborateurs. De cela il ne parlait jamais. Eux peuvent en témoigner.

THOMAS FERENCZI.



eumig Kodak Rollei C.E.G.E.C. HANIMEX CLERAN AGFA-GEVAERT ÉDITIONS BRÉPOLS

TOUT UN NOUVEL ÉTAGE DE PHOTO, DISQUES, PAPETERIE ET LIVRES. Printemps Haussmann Magasin Havre 1er étage


VOIX ET EXPRESSION

PARLER AVEC AISANCE
SE FAIRE ECOUTER
MAITRISER L'EMOTIVITE
CONVAINCRE DECIDER

Tous renseignements :
C.E.S.D.E.L.
24, rue Henri-Barbusse - 75005
Téléph. : 325-18-10 - 326-15-42



Clôture des jeux mardi après-midi
LO 40 a

Le Monde

société

LE DÉBAT SUR LE NUCLÉAIRE

TROIS MILLE SPÉCIALISTES A HAMBOURG

Le nucléaire dans le creux de la vague ?

De notre envoyé spécial

Hambourg. — Jusqu'au 11 mai, près de trois mille spécialistes de l'énergie nucléaire — industriels, techniciens, financiers, — venus de vingt-cinq pays, sont réunis à Hambourg, (Allemagne fédérale), pour parler de l'énergie nucléaire et de son avenir. Au cours de cette seconde conférence européenne, organisée conjointement par la Société nucléaire européenne et l'American Nuclear Society, ils entendront quelques quatre cents communications et assisteront aux réunions parallèles du septième congrès de Forum atomique européen.

Mais, au-delà des sessions techniques et des tables rondes spécialisées, il s'agit pour ces experts de dépasser le cadre étroit du recours au nucléaire — dont ils sont tous assurés du bien-fondé — et de se demander si « le nucléaire permettra de combler le déficit énergétique qui menace ». Telle est la question que pose M. Michel Pecqueur, administrateur général au Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) dans une intervention qu'a présenté en son nom, ce lundi 7 mai, M. Georges Vendryès, directeur des applications nucléaires industrielles au C.E.A.

La conférence de Hambourg s'annonce difficile, un peu « au creux de la vague », et devrait poser plus de questions qu'elle n'apportera de réponses, en raison des incertitudes qui pèsent actuellement sur les problèmes énergétiques.

Ainsi, quelle va être l'incidence de l'accident de Harrisburg sur l'avenir du nucléaire ? Il est sans doute encore trop tôt pour en mesurer, avec précision, les conséquences politiques, économiques, sociologiques et techniques, mais les organisateurs de ces journées ne se sont pas trompés sur son importance, en ménageant, *in extremis*, dans leur programme, une session consacrée à la centrale américaine de Three-Mile-Island.

D'autre part, indépendamment de l'accident de Harrisburg, un net ralentissement des programmes nucléaires nationaux dans la majorité des pays occidentaux avait été constaté. Va-t-il aller en s'aggravant ? Va-t-on, au contraire, constater un renversement de tendances dans ce domaine ? En 1985, la puissance nucléaire installée dans le monde occidental (280 000 mégawatts électriques) devrait être en retrait (— 50 %) par rapport à ce qui avait été projeté à l'issue de la crise de l'automne 1973.

Dans cette évolution, seule la France maintient son rythme de développement nucléaire, comme en témoignent les décisions du conseil interministériel du 3 avril dernier.

Combler le déficit

Il convient enfin de prendre en considération les incertitudes qui pèsent sur l'avenir de la production pétrolière iranienne, les conséquences des choix de la politique énergétique du président Carter et les inconnues qui subsistent sur l'issue des travaux de l'International Nuclear Fuel Cycle Evaluation (INFCE) ; cette étude internationale recherche, rappelons-le, les moyens à mettre en œuvre pour freiner la prolifération des armes nucléaires pouvant être développées à partir de l'utilisation pacifique de l'atome. La rédaction du rapport de synthèse de l'INFCE devrait commencer dès le mois de novembre de cette année, mais ce n'est qu'en février 1980 que ses conclusions — s'il en est — seront présentées.

Forts de ces éléments, certains, comme l'administrateur général au C.E.A., s'interrogent, moins sur la nécessité du nucléaire, que sur ses capacités à combler le déficit énergétique qui nous menace. Se fondant sur « *les nombreuses études énergétiques (...) qui prévoient une situation de grave tension quelque part entre 1982 et 1995, sans que, curieusement, les responsables d'un certain nombre de pays ne s'en soient fortement alarmés* », M. Pecqueur, dans son intervention, ce lundi matin, lors de la séance d'ouverture de la conférence, s'est étonné que, bien souvent, « *ni les économies d'énergie ni les énergies nouvelles — dont le nucléaire apparaît comme la plus immédiate et la plus importante — n'aient connu le développement que la situation justifiait* ».

Pour pallier les crises éventuelles qui pourraient survenir, M. Pecqueur a prôné ce qu'il appelle la « *politique énergétique du bon père de famille* ». « *Cette politique,* selon M. Pecqueur, *même si elle n'est pas toujours la plus brillante, est la plus sûre.* » Elle amène à concéder de gros efforts sur les économies d'énergie tout en substituant, pour la production d'électricité, le nucléaire aux combustibles fossiles. Dans le même temps, on maintient pour le charbon comme pour le pétrole la place que leur permettent leurs débouchés, et l'on valorise, chaque fois que se présente un opportunité réelle et sérieuse, la contribution des différentes énergies nouvelles (géothermie, biomasse, solaire...).

Rien n'a donc changé depuis la conférence d'Istanbul de 1977 sur l'énergie, ont noté certains experts, si ce n'est que les mesures, qui n'ont pas été prises à l'époque, ont un retard de dix-huit mois.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté à Washington contre les centrales nucléaires

Washington *(A.F.P., A.P., Reuter).* — Plusieurs dizaines de milliers de personnes (cinquante-cinq mille selon la police, soixante-cinq mille selon l'agence Reuter) ont manifesté, dimanche 6 mai à Washington, contre les centrales nucléaires. C'était un des plus importants rassemblements organisés dans la capitale fédérale depuis la guerre du Vietnam. L'atmosphère était détendue. Un certain nombre de jeunes femmes avaient emmené leurs enfants.

De nombreuses organisations avaient appelé à manifester. Toutes sont pas pour l'abandon pur et simple de l'énergie nucléaire, mais elles exigent unanimement un moratoire sur la construction des centrales « *jusqu'au moment où il sera prouvé qu'elles sont sûres* », comme l'a déclaré un des organisateurs, M. Tim Massad.

Sur les banderoles, on pouvait lire : « *J'ai survécu à Three-Mile-Island* », « *Arrêtons la folie nucléaire* », « *La population avant le profit* », « *Les gènes détruits ne peuvent être reconstitués* », « *Gardons le syndrome chinois pour le cinéma* », « *Plus d'Hiroshima* » et « *la N.R.C.* (la commission fédérale de réglementation nucléaire) *joue à la roulette russe avec nos enfants.* »

Le gouverneur de Californie, M. Jerry Brown, l'actrice Jane Fonda et son mari, M. Tom Hayden, qui fut un opposant actif à la guerre du Vietnam, ainsi que le défenseur des consommateurs, M. Ralph Nader, ont participé à cette manifestation qui s'est terminée sur la colline du Capitole, où se trouve le Congrès, après être passée à côté de la Maison Blanche.

M. Brown, dont les ambitions pour l'élection présidentielle de 1980 sont connues, a demandé un moratoire total sur les nouveaux projets nucléaires. Il a affirmé que les compagnies qui construisent des centrales constituent un « *clergé nucléaire* » qui pourrait devenir à terme un danger pour la démocratie. Il a ajouté que les générations futures auraient à payer la facture de l'« *inconscience* » de la génération actuelle.

De son côté, le *New-York Times* a indiqué dimanche que plus de vingt millions d'Américains habitent à cinquante kilomètres d'une centrale nucléaire, et dix millions à quinze kilomètres, conséquence de l'absence d'une politique cohérente d'implantation des centrales.

● *La centrale nucléaire américaine d'Oyster Creek (New-Jersey), qui s'était arrêtée automatiquement,* le 2 mai dernier, ne sera pas remise en service sans une autorisation expresse de la Nuclear Regulatory Commission (N.C.R.). Les inspecteurs de la commission fédérale enquêtent actuellement sur cette centrale dont, semble-t-il, certaines pompes du système de refroidissement secondaire et de secours n'ont pas fonctionné pendant plus d'une demi-heure, selon des milieux proches de la N.R.C. — *(A.F.P.)*

A Three-Mile-Island

LES TECHNICIENS N'AURONT PAS ACCÈS AU RÉACTEUR ACCIDENTÉ AVANT UN AN

Washington *(A.F.P., A.P.).* — Les techniciens ne pourront pas pénétrer avant un an dans l'enceinte de confinement de la centrale nucléaire de Three-Mille-Island, viennent d'indiquer les responsables de la commission de réglementation nucléaire. Encore ne s'agit-il là que d'une première estimation du délai nécessaire pour constater *de visu* les dégâts causés au réacteur et à ses éléments combustibles lors de l'accident du 28 mars.

Selon les mêmes estimations préliminaires, la décontamination de l'ensemble du bâtiment réacteur prendra de deux à trois ans. Les spécialistes estiment que 30 % des éléments combustibles du cœur ont été gravement endommagés au cours des cinquante minutes pendant lesquelles ils n'ont pas été refroidis. Le fond de l'enceinte est toujours noyé sous 1,5 mètre d'eau radio-active qui s'est échappée, lors de l'accident, du circuit de refroidissement primaire.

A OCTEVILLE (Manche)

23 % seulement des habitants ont participé au référendum sur les déchets radioactifs

De notre correspondant

Cherbourg. — La municipalité (union de la gauche) d'Octeville — membre de la communauté urbaine de Cherbourg — appelait, dimanche 6 mai, ses habitants à voter, pour ou contre le retraitement des combustibles irradiés en provenance des pays étrangers *(le Monde* du 4 mai).

Comme on s'y attendait, le « non » l'a emporté largement sur le « oui » (1 837 voix contre et 224 pour), mais ce sont les abstentionnistes qui sortent vainqueurs de ce premier référendum nucléaire organisé en milieu urbain. Sur les neuf mille trois cent vingt-sept électeurs inscrits, deux mille cent quinze seulement se sont déplacés jusqu'à leurs bureaux de vote habituels, et la participation a été inférieure à 23 % : cela en dépit d'une campagne active de sensibilisation conduite à la fois par la mairie, par la C.F.D.T., qui avait organisé une réunion publique à Cherbourg, l'avant-veille du scrutin, avec la participation de Michel Rolant, secrétaire national, ainsi que par les différentes organisations participant depuis la fin de l'année dernière aux actions engagées contre le débarquement à Cherbourg des combustibles irradiés japonais. C'est d'ailleurs à la demande de l'union de secteur de la C.F.D.T. que la municipalité d'Octeville, avait décidé cette consultation.

Cette faible participation renforce la position des dirigeants de la COGEMA (Compagnie générale des matières) à la veille de la mise à la disposition des six mille habitants du canton du dossier de l'enquête publique précédant la déclaration d'utilité publique du projet d'extension de l'usine de La Hague *(le Monde* du 6 avril). Elle embarrasse les élus de l'union de la gauche à Cherbourg et à Tourlaville, deux communes où les municipalités sont sollicitées par la C.F.D.T. pour organiser des consultations.

RENÉ MOIRAND.

● *La construction d'une centrale nucléaire* « sera nécessaire pour des raisons économiques », estime un Livre blanc du gouvernement portugais publié vendredi 4 mai et qui précise que l'actuelle production hydro-électrique ne suffira pas pour répondre aux besoins du pays, après 1984. « *Il n'y a pas d'autre choix que le charbon ou l'uranium* » (tous deux produits par le Portugal), affirme ce document. — *(Reuter.)*

MM. PIERRE JOLIOT, J.-P. SERRE ET R.-Y. STANIER ONT ÉTÉ ÉLUS MEMBRES ASSOCIÉS DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES AMÉRICAINE

Trois Français ont récemment été élus membres associés étrangers de l'Académie nationale des sciences américaine. Il s'agit de MM. Pierre Joliot, chef de service à l'Institut de biologie physico-chimique, Jean-Pierre Serre, membre de l'Institut (Académie des sciences), professeur au Collège de France, titulaire de la chaire d'algèbre et de géométrie, et Roger-Yves Stanier, professeur à l'Institut Pasteur.

AFUTT
QUELLES SONT LES POSSIBILITÉS ACTUELLES ET PRÉVISIBLES DE LA TÉLÉCOPIE ?

Des réponses concrètes seront données au cours de la conférence-débat (avec exposition de matériel) organisée par l'AFUTT le 15 mai à Paris avec le patronage du Secrétaire d'Etat aux Postes et Télécommunications

M. Norbert SEGARD

Association Française des Utilisateurs du Téléphone et des Télécommunications

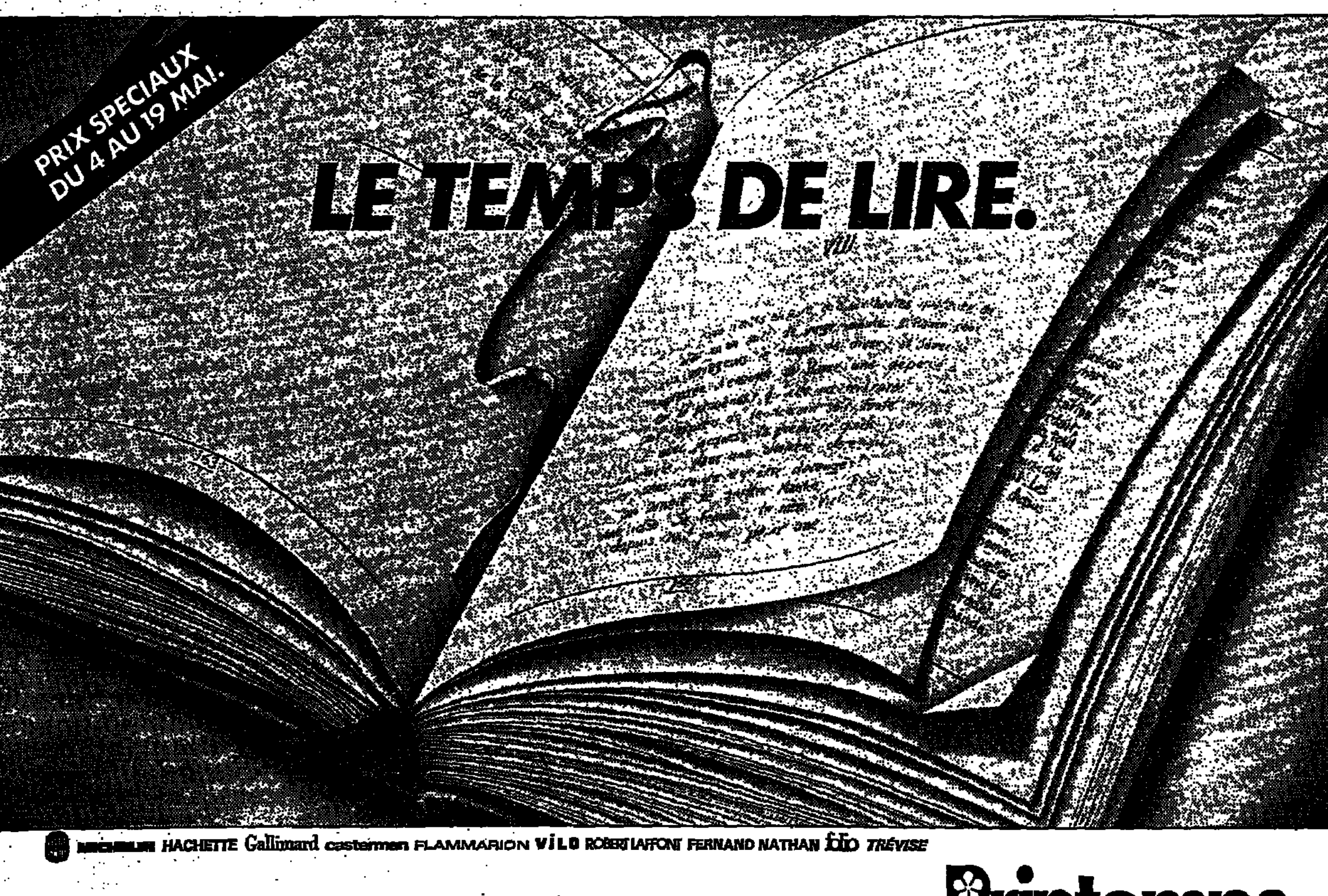
6, rue de Penthièvre, 75008 Paris
Tél. : 741-09-11



le DIAMANT est-il un bon placement ?

Quel est le placement le plus avantageux ? à court terme ? à moyen terme ? à long terme ?
Qu'est-ce qu'une Empreinte d'Identité par rayon laser Gemprint ?
Est-il vrai que les diamants de moins de 1 carat bénéficient de la même plus-value que les diamants d'un poids supérieur ?
Qu'est-ce que l'EPARGNE-DIAMANT® ? Pourquoi est-elle si intéressante ?
En quoi l'Union de Diamantaires protège-t-elle les intérêts du public ?

Pour obtenir la réponse à ces questions et à beaucoup d'autres, renvoyez ce bon au :
Centre d'Information
UNION DE DIAMANTAIRES
Groupement d'Intérêt Économique Régi par l'Ordonnance du 23.09.1967
NOM .... PRÉNOM ....
N° ...... RUE ....
LOCALITÉ .... MO 855
CODE POSTAL .... Centres d'Information Régionaux : Lyon, Marseille, Bordeaux, Strasbourg, Tours, Rennes, Roubaix, Rouen, Toulouse, Annemasse.

ÉDUCATION

CENT TRENTE POSTES VONT ÊTRE SUPPRIMÉS DANS LES ÉCOLES NORMALES D'INSTITUTEURS

L'inquiétude des professeurs de philosophie

A la rentrée prochaine, quatre cent cinquante postes de professeurs d'écoles normales d'instituteurs seront supprimés (« le Monde » du 8 février). La philosophie sera particulièrement touchée : cent trente suppressions sur un total de cinq cent dix. D'autre part, le nombre des postes ouverts à l'agrégation de philosophie est, cette année, réduit à vingt, de même que pour le CAPES.

Des professeurs de philosophie, « dramatiquement inquiets », selon les termes de M. Jacques Derrida, professeur à l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm, ont réagi à ce qu'ils considèrent comme « une attaque révélatrice de la conception étroite et technicienne de la formation ». Un comité de préparation des « états généraux de la philosophie » s'est constitué, et une pétition commence à circuler. Elle a déjà été signée par cinq cents professeurs de philosophie ou professeurs d'écoles normales.

Une délégation s'est rendue jeudi 3 mai à la direction des personnels de l'éducation, 34, rue de Châteaudun, à Paris, pendant que siégeait la commission paritaire chargée d'examiner les affectations des professeurs dont les postes sont supprimés. M. Jacques Muglioni, doyen des inspecteurs généraux de philosophie, en recevant les membres de cette délégation, a assuré que ces professeurs se verront confier un enseignement de philosophie et non d'une autre discipline (nos dernières éditions du 5 mai).

Nous publions ci-dessous le texte de la pétition.

Éducation ou manipulation ?

Plusieurs centaines de postes *d'enseignants supprimés, des écoles* normales démantelées, le recrutement de futurs instituteurs arrêté dans certains départements... Faut-il encore parler de réforme ? Le terme de liquidation semble plus exact : liquidation d'un potentiel national dont les victimes de fait seront les enfants scolarisés dans les années à venir et auxquels aucun avis (pas plus qu'à leurs parents) ne sera jamais demandé. Aussi est-il peut-être temps que les victimes d'un tel *gâchis* prennent la parole en leur nom, sinon seulement pour elles-mêmes — ce que font par ce texte des *enseignants* en philosophie *qui* semblent devoir constituer une des cibles de choix (mais certainement pas la seule) de cette *liquidation. Ils ont, en effet,* le redoutable *avantage* de se trouver placés à la croisée de deux offensives, celle qui, de façon générale, est dirigée contre la philosophie, et celle qui est menée actuellement contre les écoles normales. A travers leur situation, *il* semble permis de poser un certain nombre de problèmes.

Certains de ceux-ci (ou ceux de collègues d'autres matières) semblent dépasser le seul cadre des écoles normales. On pourrait se demander, par exemple, si à travers les manipulations désinvoltes de la situation de professeurs titulaires, auxquelles on assiste actuellement, ne se profile pas une remise en question du statut *même* de la *fonction publique, au moins dans l'enseignement.* Ce qui se passe sous nos yeux risque bien d'être le *banc* d'essai pour des procédés qui, une fois acceptés sans réaction, se *verraient réutilisés* dans les lycées.

D'autres semblent plus directement liés au type d'enseignement *qui* était jusqu'ici dispensé dans les écoles normales. C'est en première approche un certain pluralisme de l'*information* et de la formation (aspect qui semble délibérément écarté par la suppression des postes de langues, et celle, partielle, des enseignements esthétiques ou d'histoire-géographie) qui pouvait permettre le développement des dispositions culturelles et l'attitude personnelle propice à un enseignement aussi diversifié dans ses objectifs et ses contenus que l'est celui du primaire.

Ce sont aussi *les* conditions théoriques (cohérence d'un projet pédagogique, équilibre entre ses différentes composantes) qui autorisent un tel enseignement à fonctionner. Le « psychopédagogue » s'est trouvé en effet devant la tâche originale d'avoir à définir des intersections entre les différents parcours qu'effectue le jeune élève-maître (articulation de savoirs hétérogènes dans leur origine et dans leur but) et de les approcher progressivement de leur destinataire, l'enfant : travail sur les modalités de l'acquisition cognitive, les finalités du développement affectif, interrogation sur la notion d'enfant perçu non comme une *réalité naturelle mais comme tel concept* historiquement et actuellement déter*miné*, questions à la pédagogie entendue autrement que comme une technique aveugle mais renvoyant à une philosophie de l'éducation *analysée à partir* des *valeurs qu'elle* transmet (valeurs qui se font apparemment bien inexistantes dans les *projets* qu'on *nous* propose). Il semble que ce soit ce rôle, expressif par lui-même d'un certain consensus interdisciplinaire particulier aux écoles normales, que l'on veuille aujourd'hui précipitamment faire disparaître.

L'école normale (avec ses défauts) permettait que se rejoignent les interventions dans la classe et la réflexion sur celle-ci, elle autorisait la recollection des pratiques partielles et leur confrontation, elle permettait de les préciser et de les élargir. Elle autorisait également, grâce à son type particulier d'enseignement, le retour du maître déjà expérimenté dans ses locaux (toujours assez proches) pour de nouvelles mises à jour. Aujourd'hui, plongé directement dans la profession (pour plus d'économie ?), le futur maître n'aura plus guère le temps de penser à quoi *que* ce soit. Il « apprendra » la pédagogie comme un ensemble de techniques immédiatement opérationnelles et non pas comme un ensemble de questions dirigées vers l'enfant. Célestin Freinet a eu le bon sens de distinguer entre techniques et méthodes (l'ensemble *d'un système d'éducation* et *la compréhension de l'esprit qui* le dirige), les premières précédant les secondes *mais* n'étant rien si elles ne les préparent pas. Aussi a-t-il toujours reconnu qu'une philosophie — expérimentée ou *non* — était partie prenante d'un système d'éducation et élément moteur de sa mise en jeu.

C'est cette place *formatrice* de la philosophie qu'il faut aujourd'hui maintenir. Elle seule interdit de réduire l'acte éducatif à une manipulation rationalisée de l'enfant. Il est heureux qu'elle ne puisse jamais être « rentabilisée » (c'est-à-dire privée de sa signification) par aucune réforme. Le jour où l'enseignement pourra être rentabilisé dans tous ses aspects, il ne sera plus qu'une *machine* à fabriquer à chaque enfant un destin. C'est contre cette philosophie-là, aussi honteuse qu'insistante aujourd'hui que tous ceux qui se joignent à ce texte entendent agir pour préserver et développer la possibilité pour les maîtres du *primaire* d'accéder à une formation philosophique.

∴

Ce texte a déjà reçu la signature de MM. Miguel Abensour, François Aubral, Jean Borrell, François Chatelet, Jean-Toussaint Desanti, Vladimir Jankélévitch, Jacques Derrida, collectif le Doctrinal de Sapience, René Schérer, G.R.E.PH., Pierre Duharcourt, Georges Labica, Jacques Rancière, Bernard Pautrat, Olivier Chedin, Gilles Deleuze, Jacques Georges, Me Robert Badinter, Jacques Attali.

Le ministre de l'éducation à l'écoute des jeunes giscardiens

Le mouvement des jeunes giscardiens a effectué à la fin du mois de mars une enquête auprès des lycéens, par un questionnaire diffusé à sept cent mille exemplaires. Les responsables de ce mouvement affirment avoir reçu deux cent mille réponses qui mettent en évidence les préoccupations des lycéens de 1979 : les rythmes scolaires, la participation, le rôle des délégués de classe et les problèmes d'orientation.

Les jeunes giscardiens organisaient, mercredi 2 mai, au palais de la Mutualité, à Paris, la « deuxième journée nationale du lycéen ». A partir des résultats de cette enquête, trois cents délégués du mouvement, venus de toutes les régions de France, ont posé des questions et fait des propositions à MM. Christian Beullac, ministre de l'éducation, et Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat.

Aux jeunes qui lui proposaient de créer « *un passeport lycéen* » pour permettre à un plus grand nombre de bénéficier à moindres frais d'échanges scolaires avec des établissements d'autres pays européens, M. Pelletier a concédé qu'il s'agissait d'une idée intéressante. Mais cette création dépend, selon lui, d'autres départements ministériels, c'est une idée à suggérer à Mme Simone Veil.

Interrogé sur ses récentes déclarations à propos des langues vivantes, le secrétaire d'Etat a reconnu qu'il avait jeté « *un pavé dans la mare* ». « *Ce sont là des propositions. Maintenant, nous allons mener une concertation et une réflexion avec le corps enseignant et les parents d'élèves. A la rentrée nous pourrons conduire quelques expériences qui nous aideront dans notre recherche.* »

Les jeunes giscardiens se retrouvaient l'après-midi dans la grande salle pour écouter le ministre de l'éducation répondre à leurs demandes.

Parlant des réponses au questionnaire, M. Beullac a fait remarquer que cette consultation avait apporté le point de vue des usagers de l'éducation. « *Et en tant qu'industriel*, précisa le ministre, *je peux vous dire que les usagers, les consommateurs, ont toujours raison.* » A propos des rythmes scolaires, le ministre a répondu aux jeunes giscardiens qui lui demandaient d'élargir les expérimentations de journée continue (82 % des lycéens interrogés se prononcent pour) qu'il ne pouvait pas y avoir de décision hâtive dans ce domaine. Ces expériences vont être développées et les recteurs vont recevoir des instructions pour les encourager.

M. Beullac a annoncé d'autre part qu'il allait prendre en considération le souhait des lycéens de « *voir mettre en valeur dans les faits le rôle du délégué de classe* ». « *J'accepte votre proposition*, a poursuivi le ministre, *de personnaliser le rôle du délégué en lui adressant un document condensé sur ses droits, ses devoirs et ses responsabilités. Je veux personnellement dans cette plaquette établir avec chacun des délégués une sorte de contrat de confiance.* »

Enfin, le ministre a répondu favorablement à la proposition des jeunes giscardiens de créer « *un titre de sortie sous forme d'un certificat* » attestant pour les élèves de seconde et de première qu'ils ont poursuivi leurs études.

SERGE BOLLOCH.

(Publicité)

Un diplôme apprécié des entreprises

LE B.T.S. TRADUCTEUR COMMERCIAL

(anglais, allemand, espagnol, italien, russe)

LANGUES & AFFAIRES, établissement d'enseignement privé à distance vous y préparera parfaitement, chez vous, sans que vous ayez à modifier vos occupations actuelles. *Cours sur 10-12 mois en moyenne + stage oral complémentaire (facult.) à Paris-Levallois.* Aucun diplôme exigé, mais pratique usuelle de la langue indispensable. Niveaux intermédiaires de rattrapage (même pour débutants). *Inscriptions toute l'année.* Possibilité de prise en charge par les entreprises des frais au titre de la loi sur la *F.P.C. Documentation gratuite à LANGUES & AFFAIRES, Service 2068, 35, rue Collange, 92303 Paris-Levallois, Téléphone : 270-81-88.*

IBM 1750.
PRENEZ UN TÉLÉPHONE
D'AVANCE.

Depuis dix ans, IBM a accumulé une très longue expérience en téléphonie intégralement électronique. Pour toutes les entreprises qui vont s'équiper du système autocommutateur 1750, le téléphone va devenir un outil de communication universel. Mais aussi un outil de gestion.

Même si, dans l'immédiat, ces entreprises n'utilisent qu'une partie des possibilités considérables de l'IBM 1750, leur choix pourra se révéler rapidement profitable à travers la souplesse, les performances et la fiabilité du système.

Entièrement conçu et fabriqué en France pour les entreprises comptant de 100 à 760 postes intérieurs, l'IBM 1750 est peu encombrant et d'un prix très compétitif compte tenu des possibilités qu'il offre.

Ses fonctions sont aussi variées qu'évoluées.

Tout d'abord, il simplifie l'usage du téléphone, fait gagner du temps et facilite la vie des correspondants.

Il permet par exemple de composer des numéros abrégés ; de rappeler un correspondant extérieur sans avoir à refaire son numéro ; de téléphoner à trois ; de rappeler automatiquement un poste occupé ; d'appeler quelqu'un qui se déplace ; de faire suivre ses appels quand on se déplace soi-même, etc.

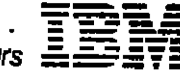
Il permet de faire de la collecte de données et peut aussi dialoguer avec un ordinateur ; le poste téléphonique devient alors un véritable terminal d'ordinateur. Le 1750 peut organiser des transmissions d'informations, en particulier la nuit, quand le réseau est inemployé et que les communications ont un coût avantageux. Et cent autres choses.

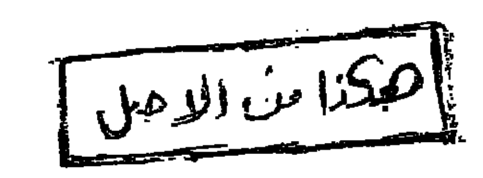
Enfin, il peut gérer une cafétéria, un parking, des ascenseurs, une climatisation. Comme il peut prendre en charge le dispositif de sécurité d'un établissement. Et, par exemple, appeler tout seul les pompiers si le feu prend un dimanche.

Si vous voulez tout savoir sur le système autocommutateur IBM 1750, envoyez votre carte professionnelle à Monsieur Mayaud, Tour Septentrion 20, avenue André Prothin 92081 Paris La Défense Cedex 9 ou téléphonez au 776.43.43 postes 6100 - 6227 - 6680 et 6416.



IBM 1750. LA TÉLÉPHONIE PERFORMANTE N'EST PLUS UN PRIVILÈGE.

Division Ordinateurs 



ÉDUCATION

LE CONGRÈS DE L'UNEF (TROTSKISTE)

L'unité « partiellement » retrouvée

De notre envoyé spécial

Dijon. — Près de cinq cents délégués ont participé, du 3 au 6 mai, à l'université de Dijon, au congrès de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF - Unité syndicale, proche de l'Organisation communiste internationaliste, trotskiste). Cette organisation, issue de la scission de l'UNEF en 1971 et, depuis cette date, concurrente de l'UNEF ex-Renouveau (proche des communistes), revendique trente-six mille adhérents. Le congrès de ce syndicat a été l'occasion de se rassembler pour les étudiants se réclamant de divers courants de la gauche non communiste.

« *Pour la première fois depuis 1971, des militants venus d'horizons divers se sont retrouvés et ont tranché entre différentes motions. Ce congrès est celui de l'unité partiellement retrouvée.* » Dans son discours de clôture, dimanche 6 mai, Jean-Christophe Cambadelis, qui venait d'être réélu président de l'UNEF (Unité syndicale) a insisté sur la présence dans le syndicat d'étudiants se réclamant d'organisations politiques différentes, voire concurrentes. Le président, avec un léger sourire, a expliqué que l'UNEF avait fait l'apprentissage de la démocratie.

Depuis que dans cette ville de Dijon, huit ans plus tôt, un certain nombre de courants de l'extrême gauche étudiante s'étaient, de façon parfois violente, séparés, l'UNEF (Unité syndicale) a beaucoup évolué. Longtemps monolithique, ce syndicat ne regroupait que des militants et des sympathisants de l'Alliance des jeunes pour le socialisme (A.J.S., trotskiste). En 1978, lors d'un congrès qui avait eu lieu à Paris, plusieurs résolutions avaient été pour la première fois soumises au vote (*le Monde* du 9 mai 1979). Cette année, des tendances sont apparues.

Est-ce le développement de ce syndicat — aux dernières élections aux Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS), les listes UNEF (Unité syndicale) ont progressé de 11 %, tandis que l'UNEF (ex-Renouveau) perdait 12 % des voix (*le Monde* du 5 février 1979) qui a favorisé l'adhésion de militants venant du Mouvement de la jeunesse socialiste et de la Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R.) ? Où est-ce une volonté politique des responsables de ces organisations ? Cela surprend de la part de la L.C.R., qui semble plutôt privilégier l'action à l'intérieur du Mouvement d'action syndicale (MAS).

Plusieurs textes d'orientation

Pour le congrès de Dijon, cinq motions d'orientation étaient proposées. Les socialistes du « courant Mitterrand » proposaient un projet global de société, les socialistes « rocardiens » défendaient des positions autogestionnaires. La L.C.R. demandait la mise en place d'un « *collectif national de liaison, pas important vers la fusion sans préalable* » avec le MAS. Des associations corporatives, dont l'Association corporative des étudiants en sciences, qui ont récemment réintégré l'UNEF (Unité syndicale), voulaient, sans « *réduire l'activité de l'UNEF, faire comprendre qu'aujourd'hui il est difficile d'obtenir ce qu'on appelait avant des gommes et des crayons* ».

Le texte de la majorité insistait sur l'échec de la participation et la « *résistance* » des étudiants aux plans de sélection du gouvernement. Pour la direction de l'UNEF, « *il est possible de faire reculer le gouvernement et de gagner sur les revendications* ». Dans ce but, elle définit le rôle du syndicat comme devant « *informer, éclairer, aider le combat* ». Elle affirme aussi la légitimité de toutes les revendications étudiantes et entend combattre pour « *un syndicat indépendant de tout gouvernement, parti, Etat, conseil de gestion* ».

Les débats permirent l'intégration à la motion du bureau sortant de nombreux amendements, ce qui entraîna le retrait des motions de la L.C.R. et des associations corporatives. Un accord permit aux deux courants socialistes de présenter une motion commune qui recueillit 12,70 % des mandats, le texte de la majorité et en obtenant 83,28 % la L.C.R. s'étant abstenue. L'élection du nouveau bureau s'est faite sur la base du résultat de ce vote. Sur les vingt-quatre membres, quatre sont des militants socialistes (un « rocardien », trois « mitterrandistes »). « *Nous ne pensions pas que les motions auraient une telle importance* », expliquait Jean-Christophe Cambadelis. Selon lui, une nouvelle période commence pour le syndicalisme étudiant.

« *A travers le syndicat Force ouvrière (F.O.), nous avons la possibilité de nous adresser à la classe ouvrière* », précisait-il, en remerciant M. Roger Lerda, membre du bureau national de cette organisation, présent au congrès ainsi qu'un représentant de la Fédération de l'éducation nationale.

Bien que les conditions de réunification et de développement d'un syndicat étudiant influent ne semblent pas réunies actuellement, le vieux rêve de « *retrouver l'UNEF de 1962* » — mouvement puissant et important — a soufflé sur ce congrès.

SERGE BOLLOCH.



Toujours du soleil à **Calvi** en **Corse** dans une ambiance de club, amicale et joyeuse.
2 semaines, de Paris par avion à partir de **1790 F.**, ou de Marseille par avion **1590 F.**
Situation unique sur la plage.

CLUB OLYMPIQUE
3, rue de l'Echelle, 75001 Paris
Tél. 260.31.62
Demande de documentation
Nom
Adresse
C.P.
M 5
Licence État 435

RELIGION

APRÈS LA NOMINATION DE MGR CASAROLI

Quatre postes importants de la Curie ont été pourvus par Jean-Paul II

Cité du Vatican. — Moins d'une semaine après avoir nommé Mgr Agostino Casaroli pro-secrétaire d'Etat, Jean-Paul II a pourvu, samedi 5 mai, plusieurs autres postes importants de la Curie romaine. Un Espagnol, Mgr Eduardo Martinez Somalo, devient substitut de la secrétairerie d'Etat, tandis que Mgr Achille Silvestrini occupe le secrétariat du conseil pour les affaires publiques de l'Église (laissé vacant par Mgr Casaroli) avec pour adjoint un prélat d'origine lituanienne, Mgr Audrys Juozas Backis. Enfin, le cardinal Paolo Bertoli est nommé camerlingue de l'Eglise, fonction que le cardinal Jean Villot, décédé le 9 mars, cumulait avec celle de secrétaire d'Etat.

De notre correspondant

Trois soucis semblent avoir guidé le pape : équilibrer les nationalités, assurer la continuité et poser des jalons pour une réorganisation de la Curie.

Etant polonais, Jean-Paul II devait se donner un secrétaire d'Etat italien. Mais rien ne lui interdisait de développer l'internationalisation à un autre niveau : pour la première fois, un « étranger » devient substitut, c'est-à-dire secrétaire général du Vatican. Toutes les demandes d'audience et toutes les nominations passeront par lui. Agé de cinquante-deux ans, Mgr Eduardo Martinez Somalo occupait les fonctions de nonce apostolique en Colombie depuis 1975, après une expérience diplomatique en Grande-Bretagne.

Le souci de continuité est néanmoins évident. On n'a pas choisi n'importe quel nonce étranger, mais un homme qui démontra son efficacité pendant une vingtaine d'années à la secrétairerie d'Etat, où il fut notamment le bras droit de Mgr Benelli, dont il assume aujourd'hui les fonctions.

La continuité est encore plus évidente dans le choix du nouveau secrétaire du conseil pour les affaires publiques, Mgr Achille Silvestrini. Cet évêque de cinquante-cinq ans, originaire de Romagne, ouvert aux problèmes du monde moderne et d'un abord très chaleureux, était depuis 1975 le « numéro 2 » du même organisme qui fait office de ministère des affaires étrangères. Il a dirigé la délégation du Saint-Siège qui vient de négocier avec succès un nouveau concordat avec l'Italie. Mgr Silvestrini ne fait donc que monter d'un degré, comme son supérieur Mgr Casaroli, avec lequel il continuera de collaborer étroitement.

Son nouvel adjoint, Mgr Audrys Juozas Backis, âgé de quarante-deux ans, est, lui aussi, un diplomate de carrière qui fit la plupart de ses études à Paris. Spécialiste des questions internationales, il était entré en même temps que Mgr Silvestrini au conseil pour les affaires publiques.

La recherche de l'équilibre

C'est donc la même équipe, sous la direction du secrétaire d'Etat, qui va orienter la diplomatie vaticane. Elle suivra aussi l'actualité italienne, « annexée » jadis par Mgr Benelli, mais dont le nouveau substitut, de nationalité espagnole, voudra s'occuper le moins possible. Le cardinal Jean Villot cumulait plusieurs fonctions : secrétaire d'Etat (« premier ministre »), administrateur du patrimoine du Saint-Siège (« ministre des finances ») et camerlingue de l'Eglise (« chef du pouvoir exécutif » en cas de vacance du siège pontifical). On n'a laissé à son successeur, Mgr Casaroli, que la première de ces tâches : depuis la semaine dernière, les finances relèvent de Mgr Giuseppe Caprio et, désormais, le camerlingue est le cardinal Paolo Bertoli. Celui dont on prononçait le nom avec le plus d'insistance après la mort de Paul VI, pour la succession, se voit offrir un poste essentiellement honorifique qui correspond à son âge (soixante et onze ans) et récompense une longue carrière diplomatique, mais qui ne coïncide pas avec son image d'homme à poigne, débordant d'activité.

Jean-Paul II a-t-il eu un quatrième souci, celui de satisfaire les principales « chapelles » que compte le Vatican ? C'est fort possible : en nommant simultanément l'ex-bras droit de Mgr Benelli au poste de principal collaborateur de Mgr Casaroli, et, en la personne du cardinal Bertoli, un prélat qui eut quelques démêlés avec l'entourage de Paul VI, il a pu chercher un certain équilibre. Mais on entre là dans des subtilités pour vaticanistes... Le Pape n'a pas voulu, en tout cas, bouleverser les règles en usage, accordant à chacun la promotion qu'il était en droit d'attendre.

Principal organe de gouvernement du Saint-Siège, la secrétairerie d'Etat est désormais opérationnelle. Elle va aider le pape à pourvoir d'autres postes, vacants ou sur le point de l'être dans des « ministères » romains (comme la congrégation pour le clergé) ou des archevêchés (comme celui de Paris). Ses responsables devront tenir compte de l'agacement qu'a parfois provoqué une centralisation voulue par Paul VI et accentuée par la personnalité de Mgr Benelli. Plusieurs organismes se plaignaient d'être retardés, sinon torpillés, par une activité parallèle de la secrétairerie d'Etat. A son tour, celle-ci doit compter aujourd'hui avec un pape jeune et dynamique qui aime bien faire les choses par lui-même, quoique étant davantage porté vers les foules que vers les dossiers.

ROBERT SOLÉ.

Mgr LEFEBVRE ENVISAGE D'ORDONNER UN ÉVÊQUE

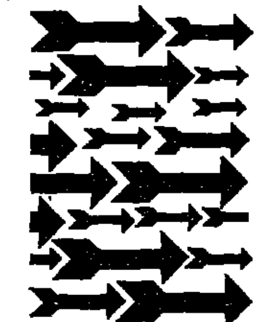
Mgr Lefebvre a déclaré, dimanche 6 mai, à Nancy, que, s'il y était « *contraint* » par le Vatican, il « *envisagerait l'ordination d'un évêque pour lui succéder* ».

« *Je place plus ma confiance en Dieu que dans les hommes, mais je fais confiance au pape Jean-Paul II, qui est capable de trouver une solution à nos problèmes* », a cependant ajouté l'évêque d'Ecône, qui s'apprêtait à quitter Nancy pour Rome, où il doit rencontrer le cardinal Seper.

L'évêque intégriste a précisé qu'il avait déjà ordonné cinq prêtres cette année et qu'il devait en ordonner vingt-six autres le 29 juin : « *Néanmoins, je suis prêt à faire un geste vis-à-vis des autorités romaines et à reporter cette cérémonie de deux à cinq mois* », a-t-il précisé, tout en ajoutant qu'il attendait de Rome une réponse favorable à son œuvre. Mais « *je suis optimiste*, a précisé Mgr Lefebvre, *des bruits courent à Rome selon lesquels le Saint-Père est prêt à accepter la messe ancienne.* »

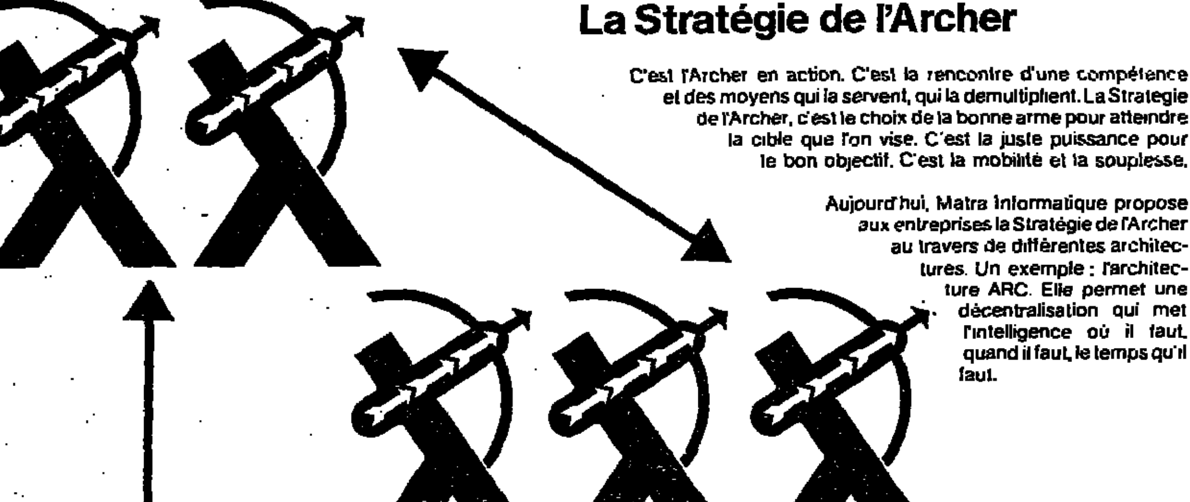
● *Le pasteur Georges Tartar*, professeur d'arabe, approfondissant son travail de rapprochement entre l'islam et le christianisme, vient de publier une étude sur « *la Vierge dans le Coran* » (Union des croyants monothéistes, 112, avenue Gambetta, 75020 Paris, 64 pages, 25 F).

Anglo-Continental... vient en tête pour l'anglais en Angleterre



Anglo-Continental Educational Group (ACEG) est un groupe de 12 écoles de langue de première catégorie, disposant d'une expérience de plus de 25 années et travaillant avec les méthodes d'enseignement modernes.
● Cours de langue généraux, intensifs et études très intensives
● Cours préparatoires aux examens ● Cours spéciaux pour secrétaires, commerçants, personnel de banque et professeurs d'anglais ● Cours de vacances pour enfants, adolescents et adultes ● Logements choisis avec grand soin.
Demandez, sans engagement, le programme des cours ACEG.
ACEG 33 Wimborne Road, Bournemouth, Angleterre, Tél. 29 21 28, Telex 41438
ACEG Seefeldstrasse 17, CH-8008 Zurich/Suisse, Tél. 01/47 79 11, Telex 52 529
ACEG
F78
Nom ______ Prénom ______
Rue ______ No postal
Domicile ______

LA NOUVELLE INFORMATIQUE
ou la stratégie des archers



Les Archers

Les Archers, c'est vous, c'est nous. C'est une force potentielle Les Archers, c'est votre réalité d'entreprise. C'est aussi et virtuellement votre avenir. L'Archer, c'est cette énergie qui vous fait progresser dans votre secteur d'activité, c'est votre combativité.

Et pour nous, Matra Informatique, les Archers représentent notre organisation, notre capacité d'innovation, et notre expérience en informatique. Les Archers, ils sont faits pour servir.

Les Flèches

Les Flèches, avant tout, ce sont des armes. Ce sont des moyens qui donnent un sens à l'action de l'Archer.

Les Flèches, ce sont ces outils informatiques que Matra Informatique développe pour ses utilisateurs : des systèmes de saisie et de traitement, des mini-ordinateurs, des périphériques, des produits programmes, des langages, des architectures...

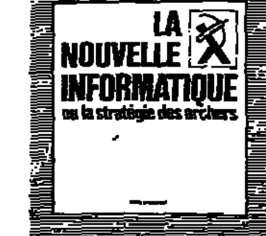
Les Flèches, c'est le moyen pour l'Archer d'atteindre son but. Les Flèches, elles sont faites pour servir.

La Stratégie de l'Archer

C'est l'Archer en action. C'est la rencontre d'une compétence et des moyens qui la servent, qui la démultiplient. La Stratégie de l'Archer, c'est le choix de la bonne arme pour atteindre la cible que l'on vise. C'est la juste puissance pour le bon objectif. C'est la mobilité et la souplesse.

Aujourd'hui, Matra Informatique propose aux entreprises la Stratégie de l'Archer au travers de différentes architectures. Un exemple : l'architecture ARC. Elle permet une décentralisation qui met l'intelligence où il faut, quand il faut, le temps qu'il faut.

Matra Informatique vient de publier une plaquette donnant toutes les informations et précisions concernant "La Nouvelle Informatique" : son organisation, ses moyens, ses applications aussi bien dans les petites entreprises que dans les administrations et les grands groupes



Cette documentation est à votre disposition.

MATRA INFORMATIQUE
invente la Nouvelle Informatique.

MATRA INFORMATIQUE : 7, BOULEVARD ROMAIN-ROLLAND - 92128 MONTROUGE - TÉL. 657 13 31 MEMBRE DU CLUB DE LA PERI-INFORMATIQUE FRANÇAISE

JUSTICE

AU CONSEIL D'ÉTAT

La création des quartiers de sécurité renforcée

Par une décision du 4 mai, le Conseil d'Etat a annulé partiellement le décret du 23 mai 1975 modifiant certaines dispositions du code de procédure pénale, dans la mesure où ce décret portait atteinte à l'exercice des pouvoirs conférés au juge de l'application des peines pour déterminer le régime pénitentiaire des détenus.

A la suite des mutineries de juillet et août 1974, le décret du 23 mai 1975 réalisa une profonde réforme du régime pénitentiaire français. L'un des principaux objets de cette réforme fut de diversifier les établissements pénitentiaires recevant des condamnés à une longue peine : à côté des maisons centrales traditionnelles furent ainsi créés les « centres de détention » comportant un régime principalement orienté vers la resocialisation des condamnés et les « établissements ou quartiers de sécurité renforcée » destinés aux condamnés qui, par leur personnalité ou leur comportement, ne peuvent être affectés dans un autre établissement.

La diversification des régimes pénitentiaires en fonction des possibilités de reclassement des condamnés, qui était réalisée jusque-là par l'instauration d'un régime progressif à l'intérieur des maisons centrales, se traduit donc désormais par une diversification entre des établissements pénitentiaires ayant un régime uniforme, les affectations étant décidées et modifiées exclusivement par l'administration pénitentiaire. Estimant que cette diversification des établissement était illégale et portait atteinte aux pouvoirs du juge de l'application des peines, le Comité d'action des prisonniers, le Syndicat des avocats de France, le Mouvement d'action judiciaire et le Syndicat de la magistrature demandèrent au Conseil d'Etat d'annuler le décret du 23 mai 1975.

Par une décision rendue le 4 mai sur le rapport de Mme Dulery et conformément aux conclusions de M. Franc, après observations de M• Waquet et de M•• Lyon-Caen, Fabiani et Liard, le Conseil d'Etat n'a fait que partiellement droit à leur requête.

Le Conseil d'Etat a, en effet, admis la légalité de la diversification des établissements pénitentiaires. Contrairement à ce que soutenaient les requérants, cette diversification n'est pas contraire aux règles du code de procédure pénale. Si l'article 717 du code pose le principe d'une distinction entre « la maison centrale » réservée aux condamnés à de longues peines et « la maison de correction » réservée aux condamnés à de courtes peines, l'article 728 renvoie à un décret le soin de déterminer l'organisation et le régime intérieur des établissements pénitentiaires.

Le gouvernement pouvait donc légalement, sans remettre en cause la distinction prévue par l'article 717 du code, procéder à une diversification des établissements prévus pour les condamnés à une longue peine en les répartissant en trois catégories. Même si, d'autre part, la détermination du régime d'incarcération applicable a évidemment des conséquences considérables sur la condition des détenus, elle relève cependant de la compétence du pouvoir réglementaire dans la mesure où elle ne concerne que les modalités d'exécution de la peine et ne touche pas à la peine elle-même, telle qu'elle a été prévue par le législateur et fixée par le juge.

Le Conseil d'Etat a admis, en second lieu, la légalité des dispositions du décret, qui prévoient que l'affectation initiale des condamnés est décidée exclusivement par l'administration centrale des services pénitentiaires, à la suite d'une procédure d'orientation, dans la mesure où ce pouvoir trouve son fondement dans l'article 718 du code de procédure pénale.

Il a, en revanche, estimé qu'en réservant exclusivement à l'administration le pouvoir de modifier l'affectation des condamnés au cours de l'exécution de la peine, en fonction de leur comportement, le décret attaqué portait atteinte aux pouvoirs du juge de l'application des peines, tels qu'ils étaient alors définis par l'article 722 du Code de procédure pénale. Cet article prévoyait en effet que, dans les établissements pénitentiaires où existait un régime progressif en fonction des possibilités de reclassement des condamnés, le juge de l'application des peines prononçait l'admission du condamné aux différentes phases de ce régime. En remplaçant ce régime progressif par des établissements diversifiés et en prévoyant que les changements d'affectation seraient décidés par l'administration et non par le juge de l'application des peines, le décret du 22 mai 1975 a pour conséquence de faire obstacle à l'exercice des pouvoirs ainsi conférés au juge de l'application des peines. Le Conseil d'Etat a donc annulé le décret.

Comme le soulignait M. Franc dans ses conclusions, « *la fragilité juridique du décret sur ce point et la pertinence des critiques des requérants n'ont d'ailleurs pas échappé au gouvernement* ». Celui-ci a en effet accepté, lors du vote de la loi du 28 juillet 1978 sur les jurys d'assises, un amendement qui abroge les dispositions de l'article 722 du code de procédure pénale relatives aux pouvoirs du juge de l'application des peines, en ce qui concerne l'admission des condamnés aux différentes phases du regime progressif, et qui prévoit qu'il donnera seulement son avis sur le transfert des condamnés d'un établissement à un autre.

FAITS ET JUGEMENTS

Dix nouvelles inculpations dans l'affaire du Crédit lyonnais.

Dix nouvelles inculpations ont été notifiées par M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction à Paris, dans l'affaire des opérations sur les valeurs effectuées sur des places étrangères avec des fonds du Crédit lyonnais, qui se sont soldées par un déficit global de 37 millions de francs. Après MM. Thomas Stoddart et Georges Branchart, écroués depuis plus de trois mois, vient d'être inculpé à son tour, mais laissé en liberté, M. Michel Lévignac, directeur depuis plus de quinze ans du service de gestion particulière du Crédit lyonnais, supérieur de M. Stoddart, considéré comme complice d'escroquerie, d'abus de confiance et de faux en écritures de banque (*le Monde* du 5 mai).

Les neuf autres membres du personnel qui sont inculpés de complicité d'escroquerie, complicité d'abus de confiance, complicité de faux en écritures de banque et de recel, sont poursuivis pour avoir reçu chacun plus de 100 000 francs sur les bénéfices obtenus dans les spéculations boursières effectuées par MM. Stoddart et Branchart. Il s'agit de Mme Simone Sereno (adjointe de M. Branchart), qui a choisi M• Mario Stasi pour défenseur ; MM. Jacky Robiquet, Jean-Claude Vasseure, André de Saint-Etienne, Michel Fer, Michel Gravier, Pierre Besland, Mme Denise Charo et Mlle Nicole Milet ; ils ont tous été laissés en liberté.

● *La cour d'appel d'Aix-en-Provence* vient de confirmer le jugement du 25 octobre 1978 du tribunal de grande instance de Marseille ordonnant la restitution du jeune Sebastien, trois ans, à sa mère, Mme Marie-France Fourcy, employée dans une librairie marseillaise. Durant deux ans, la direction départementale de l'action sanitaire et sociale avait refusé de rendre Sébastien à sa mère, qui avait dû, en 1974, pour des raisons familiales et financières, le mettre en garde chez une gardienne agréée (*le Monde* du 27 mars). — *(Corresp.)*

● *La cour d'appel de Colmar* a confirmé, jeudi 3 mai, la décision d'incompétence rendue le 27 février par le tribunal correctionnel de Strasbourg dans l'affaire de l'agression contre M. Willibald Pahr, ministre autrichien des affaires étrangères, qui avait été attaqué, en février dernier, par deux jeunes gens (*le Monde* du 26 avril). Le procès des deux garçons sera donc renvoyé devant une cour d'assises. M• Joseph Renemann, défenseur des deux inculpés, a cependant décidé de se pourvoir en cassation. Si l'avocat n'obtient pas gain de cause, le procès d'assises pourrait avoir lieu à huis clos, l'un des deux jeunes gens étant mineur.

UN ACQUITTEMENT AUX ASSISES DE L'ESSONNE

La femme-sacrifice

Pour n'avoir pas voulu choisir entre une mère et son fils, la cour d'assises de l'Essonne a acquitté, samedi 5 mai, une femme âgée de quarante et un ans, Mme Irène Le Roux, accusée d'avoir tué, le 27 décembre 1976, Pierre Le Roux, son mari. Les deux journées d'audience avaient semé le doute dans l'esprit de la cour, présidée par M. Guy Floch : Gérard, fils de l'accusée, alors âgé de quinze ans, avait pu commettre, dans l'appartement familial de Brétigny-sur-Orge, ce meurtre sans témoin. Tout, en effet, dans la personnalité de cette femme, marquée par la vie, plaidait en faveur d'un sacrifice maternel.

M. et Mme Le Roux, ce 27 décembre 1976, avaient pris, à Paris, le train de 18 h. 56 pour Brétigny-sur-Orge, après leur journée de travail. Irène, une nouvelle fois, avait proposé une solution. Elle acceptait de suivre son mari à l'étranger. Peut-être la vie recluse de banlieue était-elle responsable de leur désunion croissante. Mais Pierre n'écoutait pas, fermé, comme chaque fois qu'il avait bu.

Dans la boîte aux lettres de l'immeuble, Irène trouve une lettre de son psychothérapeute qui lui annonce qu'il a cessé de la compter parmi ses clients. Alors, elle s'effondre, comme si souvent en dix-neuf ans de mariage. Comme avant chacune de ses cinq tentatives de suicide. Comme ce 20 décembre précédent, quand elle a dirigé le canon d'un fusil sur sa gorge, après que le docteur N'Guyen, son psychiatre eut préconisé une séparation avec « partage » des deux enfants...

La vie d'Irène s'enraye une nouvelle fois. Gérard, dans sa chambre, tente de l'apaiser, avec ses mots d'adolescent hypersensible. Pierre, lui allume la télévision : il n'a jamais pu supporter les tendances suicidaires de sa femme. Après chacune de ses tentatives pour se donner la mort, c'est à contre-cœur qu'il allait la voir à l'hôpital. Pierre est muré dans son indifférence.

C'est Gérard qui précipite le drame. Le sentait-il mûrir depuis ces dernières semaines, depuis des années de vie brisée, entre l'alcoolisme de son père et le chagrin de sa mère ? Depuis ce temps où, sa sœur Sylvie et lui ont fait bloc autour de leur mère, acculant Pierre à un rôle d'intrus ? « *A cette époque, je ne me souviens plus d'avoir eu un père à la maison* », racontera-t-il. Il choisit de provoquer son père : il arrache le fil de la télévision. Pierre Le Roux bondit sur son fils, le frappe. Irène hurle, tente de s'interposer, téléphone au docteur N'Guyen, puis à l'une de ses sœurs.

Gérard parvient à se dégager. « *Je vais tuer ce type* ». Il revient avec sa carabine non chargée et menace son père qui hausse les épaules et part réchauffer sa soupe à la cuisine. Gérard a décidé de charger sa carabine. Il cherche des cartouches. De sa chambre, il entend un coup de feu. Se saisissant de l'autre fusil familial, Irène l'a devancé, visant le dos de son mari. « *Pour protéger Gérard*, dira-t-elle, *pour assurer sa vie, pour miser sur l'avenir.* »

Irène est arrêtée. Pourquoi enquêter puisqu'elle s'accuse du meurtre ? L'instruction, longtemps, laissera le fils dans l'ombre jusqu'à ce que le procureur de la République, M. Jean Zamponi, demande une seconde reconstitution. « *L'un et l'autre ont pu tuer* », notera le représentant du ministère public : deux fusils, un espace réduit qui rendent difficiles les allées et venues qu'Irène et Gérard prétendent avoir fait durant le drame. Une même lassitude à vivre avec cet homme « *qui n'a jamais été un père pour ses enfants et qui a si cruellement déçu sa femme* ».

Avec une rare minutie, les jurés exploreront la personnalité et la vie d'Irène Le Roux, se persuadant un peu plus à chaque heure d'audience qui passe qu'elle a pu, qu'elle a dû, qu'elle ne pouvait faire autrement que de se laisser accuser à la place de son fils. Les soupçons, peu à peu, deviendront conviction, après l'évocation de la suite des déceptions qu'a connues cette accusée blonde, fragile.

Ultime révolte

Irène Le Roux, « *c'est la femme-malheur, la femme-sacrifice* », dira d'elle son défenseur, M• Gisèle Halimi. Troisième d'une famille nombreuse, elle naît dans un foyer pauvre, meurtri par un père handicapé et alcoolique. « *Les enfants sont souvent allés dormir au commissariat.* » Irène — pourquoi elle ? — est la victime terrorisée des attouchements pervers de son père, « *Une nuit, il est entré dans sa chambre lui montrer son sexe.* » A seize ans, elle se bat avec son père : la cour, à cette évocation, pense à la bagarre qui opposera plus tard Gérard et Pierre Le Roux. Elle épouse Pierre, un fonctionnaire moyen du Centre national du commerce extérieur. Après le mariage, auquel n'assiste pas sa belle-famille, hostile à cette union, Irène souffre de la sexualité, exacerbée par l'alcoolisme, de son mari : le jury se remémore les tentatives de viol incestueux qu'Irène avait connu durant son enfance. « *J'ai retrouvé chez mon mari des attitudes qui ressemblaient à celles de mon père* », dit-elle.

Commence alors une vie de violence morale, de Rennes à Brétigny-sur-Orge, de H.L.M. en résidence bourgeoise. La vie matérielle de la famille s'améliore mais Irène s'enfonce dans sa désillusion : sensible au point d'en être maladive, idéaliste qui cherchait dans un *foyer* le moyen d'oublier une enfance ratée — « *cette maladie dont les adultes ne guérissent pas* », comme le rappellera M• Halimi, — Mme Le Roux est la victime toute désignée des moqueries et des insultes. Irène, naturellement poussée à l'autodestruction, se persuade peu à peu qu'elle est la seule responsable de ces petites malédictions quotidiennes, de ces scènes de ménage qui allaient, un jour, atteindre le registre du meurtre.

Pierre Le Roux, lui, s'enfermait dans son alcoolisme : le soir de sa mort, son taux d'alcoolémie dépassait 2,20 grammes par litre de sang.

La cour d'assises, durant l'évocation de cette vie, devait demeurer tout à son doute. Les témoignages, l'audition de Gérard, enfant perturbé au point d'avoir occulté les souvenirs du drame du 27 décembre 1976, les interrogatoires, n'avaient pas apporté de réponse à la question initiale. Avait-elle vraiment tué ? Si oui, n'était-elle pas devenue meurtrière pour se « *garder enfin une lueur d'espoir à travers la vie de son fils* » ? Ce sang versé n'était-il pas une révolte ultime que sa vie justifiait ?

Le jury refusa de trancher. Après la plaidoirie de M• Gisèle Halimi, le président du tribunal posa une dernière fois la question : « *Je vous en conjure : dites-nous si c'est vous !* ». Mais la phrase avait été prononcée comme à regret. Comme si une nécessité impérative commandait par-dessus tout — par-dessus la justice — de rendre la mère à son fils et le fils à sa mère. « *Je ne sais plus. Je ne sais plus* », avait pourtant répondu Irène Le Roux.

La cour, déjà, n'écoutait plus. A cet instant pourtant, on aurait pu reprendre toute l'affaire, peser sur cette résistance qui faiblissait. Mais la cour d'assises ne voulait plus savoir, pressée de rendre espérance à la femme dans le boxe et à l'enfant assis parmi le public. Au coupable et à l'innocent.

PHILIPPE BOGGIO.

Une vingtaine d'attentats sont commis dans la même nuit en Corse

De notre correspondant

Ajaccio. — Une vingtaine d'attentats à l'explosif ont été commis en Corse dans la nuit du dimanche 6 au lundi 7 mai. Ces actes de violence, qui ont seulement causé des dégâts matériels, ont eu lieu dans plusieurs villes et villages de l'île : Ajaccio, Bastia, Calvi, Porto-Vecchio, Ghisonaccia, Cervione, Solenzara notamment.

Ils visaient des agences immobilières, des cabinets d'assurances, des banques, des villages de vacances.

Ils n'avaient pas encore, ce lundi en fin de matinée, officiellement été revendiqués, mais il ne faisait, à Ajaccio, de doute pour personne qu'ils sont l'œuvre du Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.).

Il y a exactement trois ans, dans la nuit du 4 au 5 mai 1976, le F.L.N.C. s'était manifesté pour la première fois en revendiquant une série de seize attentats à l'explosif. Le 5 mai 1976, il avait réuni une conférence de presse au col de Saint-Antoine, près de Bastia, dans un couvent en ruine, où, le 22 juillet 1755, avait été proclamé chef de l'Etat corse le général Pascal Paoli, à l'âge de vingt-neuf ans.

Ce mouvement nationaliste clandestin, qui réclame l'indépendance de l'île, s'était alors substitué au Front paysan de libération de la Corse (F.P.L.C.) et à Justizia Paolina, unissant en son sein ceux qui entendent démontrer « *leur volonté inébranlable de mener à son terme, quel que soit le prix à payer, la lutte de libération nationale* ».

Mais la « célébration » de cet anniversaire n'est qu'une des explications possibles de cette nouvelle vague d'attentats. Le conseil régional siège, ce lundi, à Ajaccio et, à plusieurs reprises, on a pu observer que de telles réunions étaient précédées d'une série de manifestations violentes.

Enfin, la proximité de l'ouverture des « procès des patriotes » devant la Cour de sûreté de l'Etat peut avoir conduit le F.L.N.C. à manifester concrètement qu'il n'a pas été démantelé par les opérations menées contre ses militants — une trentaine sont en prison — depuis une dizaine de mois.

Les cibles visées, cette fois, paraissent davantage personnalisées. Ce sont, selon les termes que le F.L.N.C. emploie habituellement, « *les Français qui bénéficient et jouissent de la situation coloniale, exploitant nos richesses et vivant de spéculations* ».

PAUL SILVANI.



هكذا من الرجل

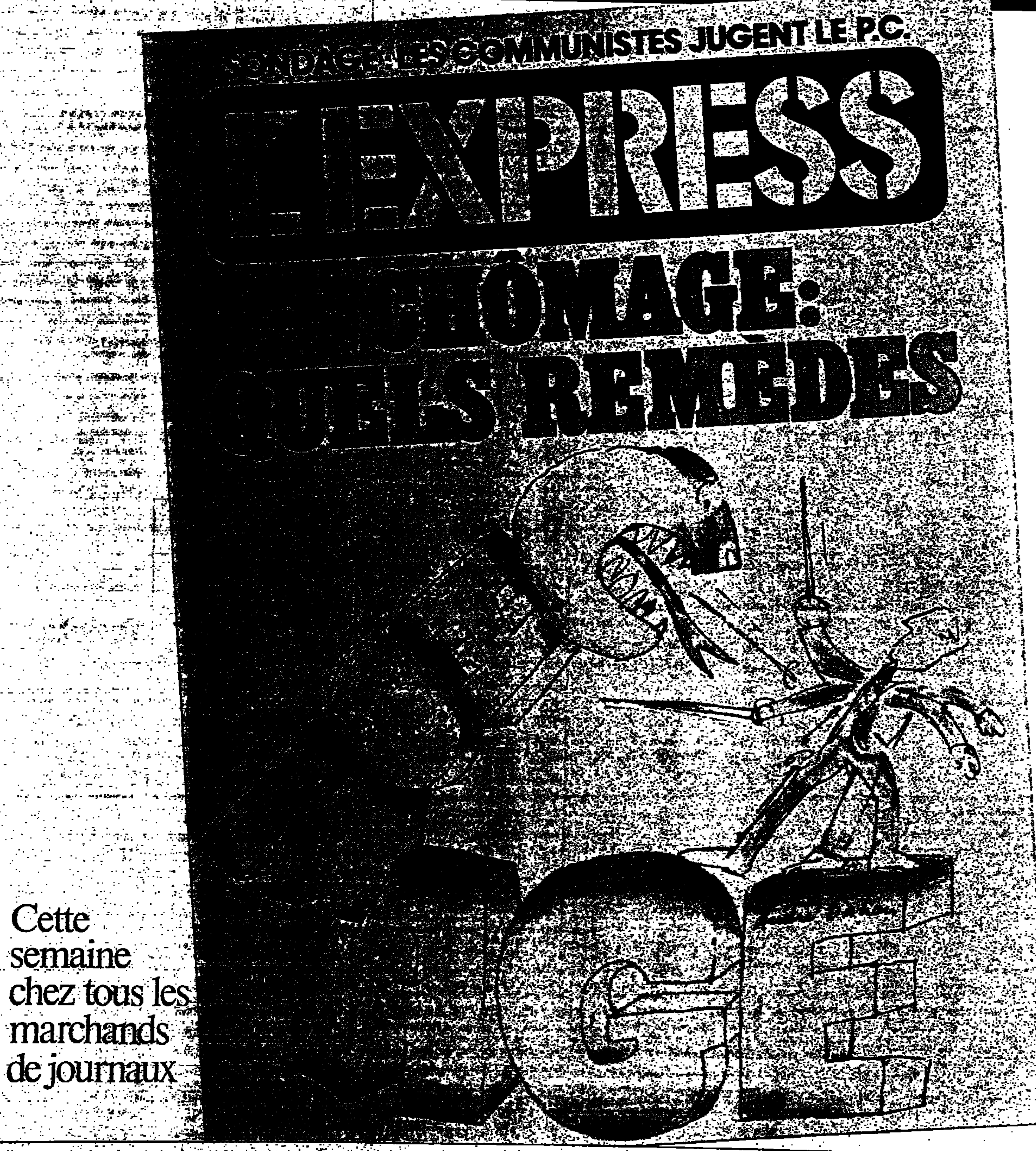
L'ESSONNE

lice

s sont com
en Corse

Dans L'Express cette semaine

● Mais que peut-on donc faire contre le chômage? Roger-Xavier Lantéri fait le point ● Le bruit est dangereux pour votre santé : Evelyne Fallot et Sylviane Stein expliquent pourquoi ● D'où sortent les Autonomes? ● Que pensent les électeurs communistes? De l'U.R.S.S.? du P.s.? de Marchais? de Séguy? Un sondage étonnant ● Pierre Accoce: progrès dans le traitement du cancer ● Claude Roy, romancier et poète, par Angelo Rinaldi ● Les éditoriaux de Raymond Aron, de Max Gallo, de Jean-François Revel et d'Olivier Todd.



Cette semaine chez tous les marchands de journaux

Le Monde

culture

LE JOUR DE LA MUSIQUE

Les conservatoires victimes de leur succès.

« Victimes de leur succès », pour reprendre une expression malheureuse qui a fait fortune, les deux cent sept écoles et conservatoires de musique de la région parisienne — dont treize seulement sont aidés par le ministère de la culture et de la communication, ces subventions représentant 2 % environ de leur budget — s'inquiètent de voir reconnaître réellement par l'Etat le rôle social de la musique et de l'enseignement. Quatre-vingt-dix mille élèves dans les écoles et conservatoires de musique sur un million neuf cent mille enfants scolarisés, c'est insuffisant ; d'autant plus que si les listes d'attente s'allongent les frais d'inscription et de scolarité sont gonflés faut de moyens, et les temps d'enseignement réduits.

L'idée lancée le 6 février par M. Lecat de créer des ateliers musicaux, sans préciser qui les financerait, n'apportant peut-être pas la réponse attendue, un projet s'est concrétisé de réunir à Paris, le dimanche 27 mai de 15 heures à 18 heures, cinquante-neuf orchestres ou formations diverses d'élèves des écoles et conservatoires de musique de la région parisienne, disséminés en huit endroits, pour témoigner non seulement de leur vitalité et de la qualité de l'enseignement, mais aussi de l'urgence d'un soutien qui dépasse les déclarations d'intention, même les plus généreuses.

Un pari sur Alkan.

On l'a parfois surnommé « le Berlioz du piano », pourtant Charles Valentin Alkan (puisque c'est le nom qu'il s'est choisi lui-même), né à Paris en 1813, contemporain et ami de Liszt et de Chopin, pédagogue reconnu mais qu'une misanthropie farouche a tenu à l'écart de la vie musicale officielle, reste encore à découvrir. Les éditions Heugel en ont publié récemment quelques compositions, il n'existait qu'un excellent disque par Bernard Ringeissen (Harmonia Mundi HM 927) et voici que, sur un coup de tête, R.C.A. vient de confier à un jeune pianiste, premier prix du concours Olivier Messiaen, l'enregistrement de sa Grande Sonate, *celle-là même que Pierre Reach avait déjà interprétée au Festival du Marais* (le Monde *du 14 juillet 1978). Dans cette œuvre de 1847, avec son deuxième mouvement « Quasi Faust », on pourra voir une prémonition de la* Sonate *de Liszt, le motif* « grandioso » *s'y trouve même presque cité textuellement. Que cette œuvre de trente-cinq minutes porte en sous-titre* « les Quatre Ages » *gênera peut-être les tenants de la musique pure, ils s'étonneront du titre du mouvement lent : «* Un heureux ménage *» ; mais, plus coupable que la naïveté supposée de l'artiste, il y a celle, irrémédiable, de ceux qui condamnent sur l'apparence. Il faut donc écouter, et si le premier morceau,* « Vingt Ans », *cède à la virtuosité un peu creuse, le dernier,* « Cinquante Ans : Prométhée enchaîné », *couronne tragiquement l'ensemble. C'est du très grand piano, et Pierre Reach le fait sonner magnifiquement, avec une aisance technique confondante. Ce disque est un peu un pari, mais il se pourrait bien qu'il le gagne.*

★ Alkan : Grande Sonate, disque R.C.A. RL 37243.

De Wagner à Iggy Pop.

Après Jean-Sébastien Bach, Jean-Philippe Rameau, Xénakis succède à Stravinski et Satie à Britten, par-delà le tombeau Richard Wagner accorde une interview imaginaire. En feuilleton, les Festivals de l'été (à suivre), Irmgard Siefried soprano des années 50, le caf' conc' 1900 et, pour les faits divers · Hi-Fi, la puissance qui tue. Disques, livres, rock, pop, jazz, folk : d'un mois sur l'autre sous leur couverture en papier glacé, les sommaires du Monde de la Musique *se suivent, ne se ressemblent pas, mais la devise reste la même :* « toutes les musiques, de tous les pays et de tous les temps. »

★ *Le Monde de la musique*, nº 10, 8 francs.

Festivals

A ÉVIAN

La jeunesse, de Tokyo à Tbilissi

Pour la quatrième fois, Evian est en ce moment le rendez-vous des jeunes musiciens classiques : quatuors à cordes qui viennent participer au concours annuel, désormais fort renommé à travers le monde, et orchestres d'amateurs ou de professionnels de haute qualité, qui ont le plus souvent remporté des médailles aux concours Karajan de Berlin.

Tous sont réunis dans un immense palace qui domine de haut le lac Léman et contemple le massif des Diablerets, aux lignes tourmentées et dramatiques, ainsi que le Jura, clôturant l'horizon suisse comme un long point d'orgue solennisé par les abondantes neiges de printemps. L'hôtel bourdonne à tous les étages du *Quatuor en ré majeur K 575*, de Mozart, morceau imposé du concours, tandis que dans les prés aux herbes grasses, retentissent d'imposantes fanfares japonaises ou autrichiennes.

Grâce à ce cadre de vacances, le Festival d'Evian, admirablement organisé par Serge Zehnacker, prend des airs de petit jamboree musical et le concours de quatuors se déroule dans une atmosphère amicale et détendue. Une première série d'épreuves consacrée à des œuvres contemporaines (de Lutoslawski, Dutilleux, Schnittke et Henze) a déjà désigné deux lauréats, l'excellent quatuor Gnessine (U.R.S.S.), exclusivement féminin, élu par un jury que préside Daniel Lesur, et le quatuor Varsovia, préféré par un jury composé de critiques musicaux.

On a retrouvé ces quatre solides Polonais dimanche, au début des épreuves classiques, et il s'agit, en effet, de professionnels déjà chevronnés qui forment un ensemble parfait, d'une grande pureté instrumentale ; pourtant, ils jouaient Mozart d'une manière parfois précieuse et quintessenciée, qui s'opposait à la droiture et à l'élan de cette musique, et le *Deuxième quatuor* de Borodine avec un pittoresque un peu éventé, malgré une conviction indéniable.

L'élan et le lyrisme étaient plus sensibles chez le Quatuor Chester (Etats-Unis), plus jeune et inexpérimenté, où, malgré quelque gaucherie instrumentale, on sentait une véritable étoffe et une personnalité avide de s'exprimer dans le merveilleux *Quatuor en la bémol* opus 105 de Dvorak, au chant si profond et cordial. Mais il y a encore sept ensembles à venir (aucun, hélas, n'est français) et le concours ne s'achèvera que le 10 mai.

Des amateurs japonais

Les orchestres de jeunes sont présentés le soir, dans la salle du casino, où ils alternent avec des artistes célèbres. Ces concerts sont malheureusement suivis par des auditoires assez réduits. Il n'y a pas assez de public potentiel à Evian et à Thonon ; Genève est à 42 kilomètres, avec une abondante activité artistique, et Lausanne, de l'autre côté du lac, commence cette semaine son propre Festival.

Evian se trouve ainsi dans une situation analogue à celle de Royan naguère, sans pouvoir, de plus, bénéficier d'un large public d'étudiants, ses dates ne coïncidant pas avec des vacances. Mais le Festival agit surtout comme une caisse de résonance, grâce à la présence des professionnels : des journalistes de Radio-France (qui le diffuse largement), pour faire connaître la prodigieuse passion musicale de tous ces jeunes et les résultats étonnants auxquels ils parviennent.

Ainsi, de ce concert, donné, sous la direction de Cristobal Halffter, par l'orchestre de l'université Waseda de Tokyo, dont les membres ne se destinent nullement à la musique, mais au droit, aux lettres, à la médecine... Tous ces visages très modelés et divers, pleins d'intelligence, étaient unifiés par une sorte de sérieux fondamental, de gravité très au-delà de la discipline. On les sentait habités par le mystère musical, captivés par la flamme intérieure d'Halffter qui s'alliait à la plasticité toute latine de l'ouverture de *Benvenuto Cellini*, d'*Alborada del Gracioso* et des *Pins de Rome*, de Respighix, dont la gloriole quasi mussolinienne, avec les bottes obsédantes des légions romaines, était rachetée par l'intensité très pure de cette communication entre le chef et ses musiciens.

Et surtout, ces étudiants japonais entraînent pleinement dans le mystère de l'extraordinaire *Concerto pour violoncelle* d'Halffter, cette œuvre d'un climat tellement méditatif en même temps que tressautante et dynamique, captivante par sa simplicité et son accent, jouée par Siegfried Palm qui, comme Casals ou Rostropovitch, faisait corps avec son instrument qu'il pétrissait avec une passion frénétique, pour lui transmettre le souffle même de cette musique. Il y avait dans cette alliance insolite du soliste allemand, du compositeur et chef espagnol, et de cette frémissante cohorte de jeunes Japonais, quelque chose d'exceptionnellement beau et émouvant.

Par contraste, la perfection de l'orchestre du conservatoire de Tbilissi (U.R.S.S.) paraissait un peu inanimée. Spectacle sympathique cependant que celui de cet ensemble à cordes composé pour moitié de jeunes filles en robes roses, la taille très haute, style directoire, comme des prêtresses d'on ne sait quel bois sacré. Tous ces archets montaient et retombaient ensemble au centième de seconde près, avec le même gracieux mouvement de poignet, mais cette homogénéité absolue avait quelque chose d'un peu fade, comme une production de grande série stérilise la saveur des plus beaux fruits. On ne saurait leur en vouloir ni à leur chef qui a obtenu un tel résultat, mais peut-être faudrait-il parfois jouer sous la direction d'un Halffter...

JACQUES LONCHAMPT.

★ Le Festival d'Evian se poursuivait, ce lundi 7 mai, avec le jeune Orchestre national d'Autriche et Maurice André, l'Orchestre de Tbilissi (le 8), le Quatuor italien (les 9 et 10), et sera clôturé par l'Orchestre de l'université Waseda, qui jouera le Concerto de Tchaïkovski, avec Weissenberg et *le Sacre du printemps* (le 12 mai).

Archéologie

Importantes découvertes en Egypte sur le site pharaonique de Bubastis

Bubastis est l'ancienne capitale des pharaons d'origine libyenne de la brillante treizième dynastie. Cette ville du delta du Nil, située jadis sur un bras du fleuve qui se trouve aujourd'hui une vingtaine de kilomètres plus à l'ouest, fut l'une des grandes cités des temps pharaoniques. Vouée dès l'Ancien Empire à Bastet, la déesse-chatte — d'où son nom, Pi-Bastet, *« la maison de Bastet »*, dont nous avons fait Bubastis ou Bubaste, et les Arabes Tell-Basta, — elle fut de longue date l' *« œil de Pharaon »* sur l'Asie et le rendez-vous des négociants de l'Afrique et de la Phénicie, avant de devenir une capitale dynastique d'où partit l'expédition qui, après la disparition de Salomon, s'empara de Jérusalem. Hérodote a laissé une description des fêtes populaires annuelles en l'honneur de Bastet, dont on retrouve un écho contemporain lors du pèlerinage islamo-chrétien de Saint-Georges-Mit-Damsis, dans la région.

Le site même de Bubastis, flanqué par l'agglomération moderne de Zagazig (150 000 habitants), est fouillé par l'université de cette ville. Des découvertes importantes relatives à plusieurs époques y ont été faites ces dernières semaines, notamment sur l'emplacement des habitations et des magasins royaux. Au niveau le plus profond ont été dégagés des sarcophages de haute époque, certains datés de 2500 avant Jésus-Christ, dont celui d'un haut fonctionnaire chargé de la construction du temple de la déesse-chatte, de sa femme et de ses fils. Plusieurs des sarcophages en terre cuite affectent la forme du corps humain, d'autres montrent un visage. Au-dessus se trouvaient des tombes aménagées par les envahisseurs hyksos pour leurs chevaux, vers 1700 avant Jésus-Christ. Plus haut encore a été mis au jour l'inscription d'un scribe de Bastet sous la vingt-sixième dynastie, dite saïte.

Un peu partout, dans un champ de fouilles de 4 feddans (1 feddan = 4 200 mètres carrés), ont été retirés des bijoux et des armes de bronze, une bague en or, des nécessaires à maquillage enrichis de pierres précieuses, une cinquantaine de vases de formes, matières, usages et époques différents, souvent signés, quatre statues représentants des proches de plusieurs rois, le buste d'une dame égypto-romaine, etc.

L'ensemble permettra de jeter un peu de lumière sur l'histoire aussi longue que mal connue de Bubastis.

Les archéologues de la faculté de Zagazig ont l'intention, dans cette zone prometteuse, de poursuivre leurs recherches sur une superficie d'une centaine de feddans, avant que, sur celle-ci, ne soit érigée une série de logements. Ils espèrent que leurs découvertes seront exposées au petit musée de Zagazig dans lequel sont présentés des objets précédemment mis au jour à Tell-Basta.

Rappelons que des vestiges pharaoniques inédits — principalement l'hypogée inviolée d'un prince-gouverneur des oasis du désert libyque sous la quatrième dynastie — ont été également dégagés cette année en Egypte (par l'Institut français d'archéologie orientale) à Balât, près de Dakhleh (*le Monde* du 2 mars 1979). Le vœu de la plupart des égyptologues égyptiens et étrangers est qu'à Balât, comme à Zagazig, les découvertes soient exposées *in situ* (dans ce cas il faudra construire une salle d'exposition à Balât), au lieu d'être noyées dans le gigantesque musée égyptien du Caire, ou pis encore, dans le bric-à-brac de ses immenses réserves.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

MERCREDI 9

Je n'ai jamais été aussi concernée et émue par un film. Claire Clouzot / LE MATIN

Ingrid Thulin Erland Josephson

UN ET UN

Un film de Erland Josephson, Sven Nykvist et Ingrid Thulin

Cinéma

«L'Hypothèse du tableau volé», de Raul Ruiz

Raul Ruiz, cinéaste chilien béni des dieux, ayant reçu de notre Institut national de l'audiovisuel carte blanche pour réaliser le film le plus « expérimental » qui se puisse concevoir, en profite pour casser, faire voler en éclats, toute prétention du cinéma à un quelconque réalisme. « *Ce qui m'intéresse,* déclare-t-il un jour aux *Cahiers du cinéma* (nº 287, avril 1978), *c'est le rapport entre ce qu'on dit et ce qu'on montre.* » Et de retrouver Pierre Klossowski, dont il a déjà adapté, toujours avec la bénédiction de l'INA, *la Vocation suspendue*, « *un livre de jeunesse pour moi, un roman ecclésiastique* » (Klossowski in *Cinématographe*, nº 39, juin 1978).

Film à clefs sans clef ni serrure, *l'Hypothèse du tableau volé* nous invite à une promenade culturelle dans l'appartement d'un collectionneur qui devient notre cicérone et mentor, quitte à se voir repris à l'occasion par la voix *off*, omnisciente, d'un invisible contradicteur, commentateur, on ne sait comment la définir. Le collectionneur, distingué et maniaque à souhait (Jean Rougeul), s'attache à dévoiler l'énigme, le mystère d'un présumé tableau volé, et, à travers lui, le scandale créé à la fin du siècle dernier par une série de sept tableaux du peintre pompier Tonnerre.

Fait d'éléments empruntés par Raul Ruiz à deux ouvrages de Pierre Klossowski, *le Baphomet* et *le Bain de Diane*, avec la collaboration de l'auteur, Raul Ruiz renverse avec une jubilation évidente les données traditionnelles du cinéma : là où tout le monde dénonce le mensonge de l'image, la non-existence de la prétendue réalité montrée au cinéma, il construit un jeu purement mental où la fausse réalité de la peinture à sujet, objectivisée par la caméra, en noir et blanc, à la prise de vues, est « détournée » de ses fins et devient le centre d'un complot, par tout un système de rapports de ces toiles avec des tableaux vivants dont on ignore s'ils les ont précédées ou suivies.

Le travail du cinéaste est inséparable de celui de l'écrivain, aujourd'hui peintre, qui l'a inspiré : Pierre Klossowski déploie une parole dérisoire, d'autant plus dérisoire qu'elle charrie une pseudo-objectivité scientifique, détourne tout espoir d'une quelconque vérité, d'un possible synchronisme entre des mots et des des images. « *La culture (la somme des connaissances) — soit l'intention d'enseigner et d'apprendre,* — écrit Klossowski dans la préface de son inquiétant *Nietzsche et le cercle vicieux*, *est l'envers de la tonalité d'âme, de son intensité, laquelle ne s'enseigne ni ne s'apprend...* » Toute science est « *aphasique* », conclut-il. Le jeu bonhomme de Raul Ruiz cache l'angoisse la plus radicale, l'humanisme classique en prend un grand coup quelque part. On rit jaune.

LOUIS MARCORELLES.

★ Voir les films nouveaux.

Photo

Steve Benson

Steve Benson, nous dit la biographie, est né en 1954 ; il a étudié la photographie pendant neuf ans, dont quatre années passées au Center for Creative Studies in Detroit, Michigan. En 1975, il a reçu une bourse pour réaliser un film sur la photographie. Il a reçu aussi beaucoup de médailles, de bronze ou d'or, beaucoup de mentions honorables.

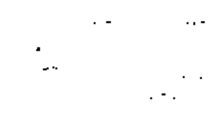
Steve Benson, nous disent ses photos, est un bon élève, un parfait technicien qui a bien assimilé ce qu'on fait de mieux dans la photographie américaine, la leçon d'Edward et Brett Weston, de Paul Caponigro, et qui en restitue brillamment des variantes, des copies qui n'auraient pourtant pas d'« originaux », des faux troublants et disparates.

« *Le monde*, nous dit Steve Benson, *est pour moi un lieu plein d'« événements » magiques. Les années passant, ma sensibilité à ces événements est devenue plus complexe. Des liens étroits sont nés entre la photographie, le sujet et moi-même, en relation avec des lois universelles.* » Il y a effectivement dans ce travail une façon de faire scintiller du rien, du déjà-vu, de faire surgir un monde dans un échappement gazeux, dans une nappe de fumée, un reflet de soleil ou un ciel orageux. On a déjà vu, chez Weston et Caponigro, des plaques de glace fendillées sur des plans d'eau Ansel Adams nous a appris à regarder l'écorce des arbres.

Seulement, Steve Benson propose des visions plus inhabituelles, qui doivent plus lui ressembler : sur une dune de sable blanc comme neige grimpe une mygale en feutre noir ; trois personnages de dos, assis sur des pliants, au milieu d'une plage déserte déjà envahie par l'eau, se recroquevillent derrière une bâche en plastique. Soudain quelque chose chuinte d'une bouche d'égout, une coulée mousseuse qui va peut-être se répandre sur toute la ville. On ne sait pas pourquoi, on voit tout à coup deux femmes aux pieds coupés par le cadrage, deux campeuses marcher l'une derrière l'autre au bord d'une route, dans la campagne, et c'est finalement l'intérêt de cet accrochage de cacher dans ces images brillantes, matiéristes, dans ces exercices sur la fumée, l'eau et le gaz, une image d'une réalité plus plate, qui en devient plus ironique et menaçante.

HERVÉ GUIBERT.

★ Ateliers photos du Centre Georges-Pompidou. Jusqu'au 21 mai.



Théâtre

Théâtre Ouvert à Aubervilliers

Théâtre Ouvert, animé par Micheline et Lucien Attoun, est une entreprise fort utile car elle s'emploie à faire connaître et faire jouer de nouveaux auteurs.

Lorsqu'un manuscrit est retenu, Théâtre Ouvert le propose à un bon metteur en scène, qui, pour un salaire modeste, devra, en une quinzaine de jours, réaliser une ébauche de mise en scène, présentable en public.

On ne saurait en quelques lignes dresser la liste des auteurs, metteurs en scène, acteurs, auxquels, depuis la dizaine d'années qu'ils œuvraient au Festival d'Avignon, Micheline et Lucien Attoun ont mis le pied à l'étrier. Tous les noms importants sont là.

Ecarté d'Avignon cette année 1979 par les responsables du Festival, Théâtre Ouvert est à présent hébergé, pour vingt jours, par Gabriel Garran au Théâtre d'Aubervilliers.

Un ou deux sourires par jour, d'Antoine Gallien, mis en scène par Jean-Claude Fall, joué par Marie-Paule André et Brigitte Rouan, a été présenté du 25 au 27 avril. Cette œuvre s'apparente au « théâtre du quotidien », elle met en scène deux employées mécanographes qui discutent de choses et d'autres dans une cuisine, en repassant le linge et épluchant des pommes de terre. Jean-Claude Fall a essayé, pour mettre en lumière ce texte, une mise en scène « hyper-naturaliste ».

Aida vaincue, de René Kalisky, mise en scène par Ewa Lewinson, jouée par Monique Couturier, a été présentée du 3 au 5 mai. C'est le portrait d'une femme israélite qui a épousé un Canadien, et qui revient en Europe pour voir sa famille. Théâtre assez classique, avec une description passionnelle et profonde d'une « famille juive ». Un peu handicapée par une construction dramatique visiblement destinée à mettre en valeur l'actrice principale, Ewa Lewinson n'a pas poussé la mise en scène. Le spectacle est relevé par une forte et drôle composition de Jean-Pierre Jorris en professeur de lycée agressif, ténébreux, cyclothymique modéré.

Du 10 au 12 mai sera présenté *Zina*, de Farrid Gazah, mis en scène par Antoine Vitez.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre d'Aubervilliers, 20 h. 30.

■ Le Goncourt de la nouvelle a été décerné dimanche au Festival du livre de Nice à Andrée Chedid pour son recueil intitulé « les Corps et le Temps », paru chez Flammarion.

D'autre part, un nouveau prix littéraire, patronné par France-Culture, a récompensé Roger Laporte pour trois ouvrages parus simultanément dans la collection P.O.L. (Hachette-Littérature) : un recueil de récits, « Souvenirs de Reims » ; des carnets de travail, « Carnets », et « Suite », qui complètent le cycle autobiographique commencé avec « Fugue ».

Variétés

Plume Latraverse

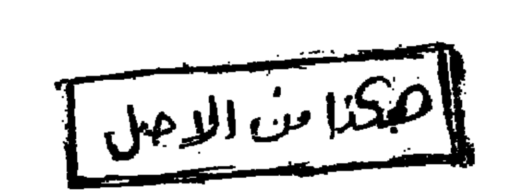
Découvert au Festival de Bourges, il est devenu la coqueluche de la presse. On l'a trouvé grossier, génial et démesuré. C'est trop. Plume Latraverse, qui est un Québécois hirsute d'une trentaine d'années, a beaucoup de talent (il passe du blues au rock, de la bossa nova au folk, du fox-trot au charleston), il a une voix râpeuse, craquée et de bons musiciens (Raymond Boisert, Gaston Gagnon) qui s'amusent bien. Mais ça part un peu dans tous les genres, dans tous les sens et on sent qu'il n'a pas trouvé sa voie, qu'il n'a pas — encore — donné sa mesure. Ses gags font un peu « chambrée militaire »...

Plume Latraverse parle en « anar » et en joual (le parler québécois) des clodos, des machos, des alcoolos. Il a une chanson longue, très longue (neuf minutes trente), une chanson qui vous colle à la peau, une chanson sale, hargneuse, qui n'en finit pas, une chanson extraordinaire, étroite comme un tunnel, sombre, dure : « les Pauvres ». Pour elle, on peut aller au Théâtre de Dix-Heures.

CATHERINE HUMBLOT.

★ Théâtre de Dix-Heures, Paris-18e, 20 h. Un double album vient de sortir, distribué au S.F.P.P.

"Il n'y a pas que les mots pour dire, il n'y a pas que la parole pour parler. Les discours signifient souvent le néant, c'est ce qu'exprime Marianne Ahrne dans son film bouleversant
(Marie Cardinal) l'Etrange Amour de Marjia Becker
MERCREDI



SPECTACLES

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

théâtres

Les salles subventionnées et municipales

Salle Favart, 17 h. et 20 h. 30 : Intégrale Erik Satie.
Comédie-Française, 20 h. 30 : le Barbier de Séville.
Petit TEP, 20 h. 30 : Bruno Brel.

Les autres salles

Athénée, 20 h. 30 : Avec ou sans arbre.
Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Daunou, 21 h. : Remarie-moi.
Fontaine, 21 h. : Je te le dis, Jeanne, c'est pas une vie la vie qu'on vit.
Gymnase, 21 h. : Coluche.
Huchette, 20 h. 30 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
Lucernaire, I, 20 h. 30 : Pagadas ; 22 h. 30 : A la recherche du temps perdu. — II, 18 h. 30 : la Voix humaine ; 20 h. 30 : la Baignoire ; 22 h. 15 : l'Homme de cuir.
Nouveautés, 21 h. : le Grand Orchestre du Splendid.
Oblique, 20 h. 30 : Macadam quatre étoiles ; 22 h. 30 : la Liberté d'être fou.
Plaisance, 20 h. 30 : la Vie secrète de Walter Mitty.
Porte-Saint-Martin, 20 h. 30 : Raisin.
Théâtre d'Edgar, 20 h. 45 : Il était la Belgique... une fois.
Théâtre Marie-Stuart, 20 h. 30 : Linceul.

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : P.-J. Vaillard, Garcimore.
Deux-Anes, 21 h. : Madame Rose est au parfum.

Les concerts

Lucernaire, 19 h. 30 : Hommage à L. Durey (Debussy, Honegger, Milhaud...) ; 21 h. : K. G. Cleary, M. Freudenthel, C. Duarte (Persichetti, Wilder...).
Café d'Edgar, 18 h. 30 : D. Simpson (Bach).
Athénée, 21 h. : J.-N. Thiollier (Schubert, Liszt, Brahms, Haendel).
Palais des congrès, 20 h. 30 : Orchestre de Paris, dir. D. Barenboïm ; Chœur de l'Orchestre de Paris, dir. A. Oldham, sol. Y. Minton, S. Burrows... (Berlioz).
Salle Pleyel, 21 h. : Ensemble orchestral de Paris, sol. et dir. P. Entremont (Respighi, Mozart, Strauss).
Théâtre des Champs-Elysées, 20 h. 30 : A. Weissenberg (Chopin).
Salle Cortot, 21 h. : J. de Spengler, G. Michaux, B. Cipriani (Schumann, Schubert, Messiaen...).
Espace Cardin, 20 h. 30 : Barbara Cook (Gershwin, Rodgers...).
Radio-France, grand auditorium, 20 h. 30 : Cycle acousmatique G. R. M. - INA (Redolfi, Reibel).
Théâtre Montparnasse, 21 h. : Ensemble de l'Itinéraire, dir. J. Thome.
Lycée Henri-IV, chapelle, 18 h. et 21 h. : Ensemble C. Janequin (Croce, des Prés, Vinders...).

Jazz, pop', rock, folk

Caveau de la Huchette, 22 h. : René Franc Orchestra.
Le 28-Rue-Dunois, 21 h. : F. Marmande, S. Guérineau.
Petit-Journal, 21 h. 30 : Jany Noel Quartet.
Chapelle des Lombards, 20 h. 30 : F. Bréant, F. Blanchard, P. Arroyo ; 22 h. 30 : Kalaparusha Ahra Difda.
Galerie-Théâtre I.-Duncan, 22 h. : Royal Blue.
Cité internationale, Petit Théâtre, 21 h. : les Watersons.

La danse

Bouffes-du-Nord, 20 h. 30 : le G. R. T. O. P., C. Marcada.
Palais des arts, 20 h. 30 : les Grands Ballets d'Afrique noire.
Ranelagh, 20 h. 30 : Poumi Lescault.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot, relâche.
Beaubourg, 15 h. : Courts métrages du Canada ; 17 h. : Solitude, de P. Fejos ; 19 h. : le Vent, de V. Sjostrom ; 21 h. : Au bout de mon âge, de G. Dufaux.

Lundi 7 mai

Les exclusivités

ALLEGRO NON TROPPO (It., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (320-99-34)
AMERICAN COLLEGE (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
L'ARBRE AU SABOTS (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
L'ARGENT DE LA BANQUE (A., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62)
ASHANTI (A., v.o.) : J.-Cocteau, 5e (033-47-62) ; Mercury, 8e (225-75-90) — V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25)
LES BELLES MANIERES (Fr.), Quintette, 5e (033-35-40) ; Pagode, 7e (705-12-15)
BWANA TOSHI (Jap., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90)
LA CAGE AUX FOLLES (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32)
CALIFORNIA HOTEL (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Paris, 8e (359-53-99).
LE CANDIDAT COCO LA FLEUR (Ant.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98)
CAUSE TOUJOURS, TU M'INTERESSES (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41)
LE CHAT QUI VIENT DE L'ESPACE (A., v.f.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
LES CHIENS (Fr.) (*) : Ternes, 17e (380-10-41).
LE CHOC DES ETOILES (A., v.f.) : Omnia, 2e (233-39-36).
COMME LES ANGES DECHUS DE LA PLANETE SAINT-MICHEL (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86)
COUP DE SIROCCO (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; Gaumont-Lumière, 9e (770-84-64) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74)
COUP DE TETE (Fr.) : Madeleine, 8e (073-56-03), en soirée.
LE COUTEAU DANS LA TETE (All., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Racine, 6e (633-43-71) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
DOUX, DUR ET DINGUE (A., v.o.) : Paramount-City, 8e (225-45-76) ; v.f. Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10)
L'ECHIQUIER DE LA PASSION (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
LES EGOUTS DU PARADIS (Fr.) : Normandie, 8e (359-41-18)
ET LA TENDRESSE... BORDEL (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; PLM-Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Tourelles, 20e (636-51-98).
FIDELIO (Fr.) : La Pagode, 7e (705-12-15)
FLIC OU VOYOU (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Diderot, 12e (343-19-29) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (387-50-70)
LE GENDARME ET LES EXTRA-TERRESTRES (Fr.) : Elysées-Point Show, 8e (225-67-29) ; Français, 9e (770-33-88) ; Eldorado, 10e (208-18-76).
GIBIER DE PASSAGE (All., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45)
LES GIVRES (Fr.) : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).
GOLDORAK (Jap., v.f.) : Madeleine, 8e (073-56-03), en mat. ; Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), merc., sam et dim en mat. ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23), mer., sam. et dim en mat.
LA GRANDE ATTAQUE DU TRAIN D'OR (A., v.o.) : Boul'Mich, 5e (033-48-29) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24)
LES HEROINES DU MAL (Fr.) (**) : Omnia, 2e (233-39-36) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Balzac, 8e (561-10-60)
L'HOMME DE MARBRE (Pol., v.o.) : les Templiers, 3e (272-94-56)
L'HOMME EN COLERE (Fr.), Impérial, 2e (742-72-52) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23)
INTERIEURS (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (033-39-47).
JE TE TIENS, TU ME TIENS... PAR LA BARBICHETTE (Fr.), Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (033-35-40) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Wepler, 18e (387-50-70).
LE JEU DE LA PUISSANCE (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; George-V, 8e (225-41-46) — V.f. : ABC, 2e (236-55-54) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41)
LA MADRIGUERA (Esp., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90) ; Grands-Augustins, 6e (633-22-13) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45)
MAIS OU ET DONC ORNICAR ? (Fr.) : Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25)
LE MAITRE-NAGEUR (Fr.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Miramar, 14e (320-89-52).
MARTIN ET LEA (Fr.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00)
MESSIDOR (Suis.), 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Studio Cujas, 5e (033-89-22).
MOLIERE (Fr.) : Bilboquet, 6e (222-87-23)
LA MORT DU GRAND-PERE (Suis.) : Le Seine, 5e (325-95-99)
MORT SUR LE NIL (A., v.f.) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90).
LE NAVIRE NIGHT (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42)
NOSFERATU, FANTOME DE LA NUIT (All., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).
PARTITION INACHEVEE POUR PIANO MECANIQUE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (548-62-25)
PATRONS-TELEVISION (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90)
PERCEVAL LE GALLOIS (Fr.) : Panthéon, 5e (033-15-04).
LA PLUS BELLE SOIRÉE DE MA VIE (F.-It.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassien, 14e (329-83-11)
QUINTET (A., v.o.) : Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; Studio de la Harpe, 5e (033-34-83) ; Gaumont-Rive gauche, 6e (548-26-36) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Parnassien, 14e (329-83-11)
REBECCA (rééd.) (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; v.f. et v.o. : Parnassien, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : Madeleine, 8e (073-56-03)
RETOUR (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24)
LA RIPOSTE DE L'HOMME-ARAIGNEE (A., v.f.) : Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03)
ROBERTE (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99)
SALSA (A., v.o.) : Palais des arts, 3e (272-62-98)
SERIE NOIRE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (033-35-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Secrétan, 19e (206-71-33)
LE SKIEUR DE L'EVEREST (Can.) : Vendôme, 2e (742-97-52)
SUICIDEZ-MOI DOCTEUR (A., v.o.) : Paramount-City, 8e (225-45-76).
SUPERMAN (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37)
LE TEMPS DES VACANCES (Fr.) : Paris, 8e (359-53-99)
UN BALCON EN FORET (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42)
UN JOUR SUR LA PLAGE (Ang., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99)
UN MARIAGE (A., v.o.) : Styx, 5e (633-08-40).
UN SI JOLI VILLAGE (Fr) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Caméo, 9e (246-66-44)
UTOPIA (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86) ; Lucernaire, 6e (544-57-34) ; Ranelagh, 16e (288-64-44)
LA VENGEANCE D'UN ACTEUR (Jap., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Elysées Point Show, 8e (225-67-29) ; Olympic, 14e (542-67-42)
LA VILLE A PRENDRE (Fr.) : Saint-Séverin, 5e (033-50-91) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81)
VIVA EL PRESIDENTE (Mex., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38)
LE VOLEUR DE BAGDAD (A., v.o.) : Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23). v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33).

Les films nouveaux

LE SOUFFLE DE LA TEMPETE, film américain de A. J. Pakula (v.o.) : Saint-Germain Studio, 5e (033-42-72) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Nations, 12e (343-04-67), 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
UN JOUET DANGEREUX, film italien de G. Montaldo (*) (v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25)
VUE D'ICI, film français de V. Pinel et C. Zarifian : La Clef, 5e (337-90-90)
HARDCORE, film américain de P. Schrader (**) (v.o.) : Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74)
TORRE BELA, film germano-portugais de T. Harlan (v. port.) : Action-Christine, 6e (325-85-78) ; Action-République, 11e (805-51-33)
L'HYPOTHESE DU TABLEAU VOLE, film français de Raoul Ruiz : Le Seine, 5e (325-95-99) ; Action-République (805-51-33)
RETOUR A LA BIEN-AIMEE, film français de J.-F. Adam : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75)
GAMIN, film colombien de Ciro Duran (v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12)
LES TRENTE-NEUF MARCHES, film anglais de Don Sharp (v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-Elysée, 8e (359-49-34) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
CYCLONE, film américano-mexicain de René Cardona (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00).

Les séances spéciales

ALERTEZ LES BEBES (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86), 14 heures.
L'APPRENTISSAGE DE DUDDY KRAVITZ (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34), 12 h., 24 h.
ARAN (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 5e (326-48-18), 12 h et 13 h.
DITES-LUI QUE JE L'AIME (Fr.) : Les Tourelles, 20e (636-51-98), mar., à 21 h.
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 24 h.
HAROLD ET MAUDE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h., 12 h., 24 h.
IF (Ang., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h., 12 h., 24 h.
J'IRAI COMME UN CHEVAL FOU (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34), 12 h., 24 h.
LENNY (A., v.o.) : Maillot-Palace, 17e (574-10-40), 20 h. 15.
LA MARQUISE D'O (All., v.o.) : Panthéon, 5e (033-15-04), 12 h.
MASCULIN-FEMININ (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 12 h.
LA MONTAGNE SACRÉE (Mex., v.o.) (*) : Le Seine, 5e (325-95-99), 22 h. 15.
LE PRIVÉ (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 24 h.
THEATRE DE SANG (A., v.o.) : Maillot-Palace, 17e (574-10-40), 22 h. 15.

Les festivals

LA RELEVE AMERICAINE (v.o.), Olympic, 14e (542-67-42) : Dirty Little Billy.
J. LOSEY (v.o.), Dominique, 7e (705-04-55) : Modesty Blaise.
F. FELLINI (v.o.), Acacias, 17e (754-97-83), 13 h : la Dolce Vita ; 16 h. : les Clowns ; 17 h. 50 : Juliette des esprits ; 20 h. : Fellini-Roma ; 22 h. : Satyricon.
J. BOND (v.o.), Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29) : L'espion qui m'aimait.
CHATELET-VICTORIA, 1er (508-94-14) (v.o.), I, 13 h. : Barberousse ; 16 h. : le Dernier Tango à Paris ; 18 h. 10 : Casque d'or ; 20 h. : Cabaret ; 22 h. 15 : Orange mécanique. — II, 14 h. : Hôtel du Nord ; 16 h. 10 : l'Enigme de Kaspar Hauser ; 18 h. : Pourquoi pas ? ; 20 h. : Easy Rider ; 22 h. : Midnight Express.
SAINT-AMBROISE, 11e (700-89-16), 15 h. 30 : Tex Avery Follies ; 17 h. : Jeux interdits ; 18 h. 30 : le Graphique de Boscop ; 20 h. 30 : la Vallée ; 22 h. 30 : Heat.
STUDIO DE L'ETOILE, 7e (380-19-93) (v.o.), 14 h. : Pourquoi pas ? ; 16 h. : le Jardin des Finzi Contini ; 18 h. : Pierrot le Fou ; 20 h. : De l'influence des rayons gamma... ; 22 h. : Mean Streets.
HITCHCOCK (v.o.) : New-Yorker, 9e (770-63-40) : Psychose.
ELVIS PRESLEY (v.o.) : Broadway, 16e (527-41-16).

Les grandes reprises

ADIEU MA JOLIE (A., v.o.) : Mac-Mahon, 17e (380-24-81).
ANNIE HALL (A., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
L'ARGENT DE POCHE (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
L'ARNAQUE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34)
BAMBI (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; La Royale, 8e (265-82-66) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Napoléon, 17e (380-41-46), en mat.
LA BATAILLE DE MIDWAY (A., v.f.) : Moulin-Rouge, 18e (606-34-25).
LE CHAGRIN ET LA PITIE (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
LE CID (A., v.f.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).
2001, ODYSSEE DE L'ESPACE (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
LES DOIGTS DANS LA TETE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47)
FELLINI-ROMA (It., v.o.) : Palais des arts, 3e (272-62-98).
F.I.S.T. (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
LA FUREUR DE VAINCRE (Ch., v.f.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Hollywood Bd, 9e (770-10-41) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), en soirée ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), en soirée.
LES GUICHETS DU LOUVRE (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56).
HIGH SIERRA (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
L'IMPERATRICE YANG KWEI FEI (Jap., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00)
J'IRAI CRACHER SUR VOS TOMBES (Fr.) : Club, 9e (770-81-47).
LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : Noctambules, 5e (033-42-34) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
MACADAM COW-BOY (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77)
LES MALES (Can.) : A.-Bazin, 13e (337-74-39).
LE MASQUE DU DEMON (A., v.o) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07).
NETWORK (A., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98) ; v.f. : Escurial, 13e (707-28-04).
NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES (It., v.o.) : Champollion, 5e (033-51-60)
ORANGE MECANIQUE (A., v.f.) (**) : Haussmann, 9e (770-47-55)
PAIN ET CHOCOLAT (It., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
PREPAREZ VOS MOUCHOIRS (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Contrescarpe, 5e (325-78-37).
QUOI DE NEUF, PUSSICAT ? (A., v.o.) : Grand-Pavois, 15e (554-46-85).
RASHOMON (Jap., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78).
SALO (It., v.o.) (**) : Escurial, 13e (707-28-04).
LE SOUFFLE AU CŒUR (Fr.) : Denfert, 14e (033-00-11)
TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE... (A., v.o.) (**) : Cinoche-Saint-Germain, 6e (633-10-82).



THEATRE DE LA VILLE
ANIMATEUR DIRECTEUR JEAN MERCURE
20 h 30
places 20 F et 36 F
saison de danse
du 8 au 19 mai
matinées exceptionnelles
sam. 12 et 19 - dim. 13 à 14 h 30
ballet rambert
Grande-Bretagne
1er programme
Cruel Garden
la vie, l'œuvre et la mort de Federico Garcia Lorca
chorégraphie Christopher Bruce
musique Carlos Miranda (avec orchestre)
2e programme
La Tempête
d'après Shakespeare
chorégraphie Glen Tetley
musique Arne Nordheim
à partir du 21 mai
ballet de l'opéra de hambourg
1er programme
Le songe d'une nuit d'été
d'après Shakespeare
chorégraphie John Neumeier
musique Mendelssohn - Ligeti
18 h 30
une heure sans entracte 16 F
du mardi au samedi
du 8 au 12 mai
brenda wootton
chansons de Cornouailles
blues - gospels
du 15 au 19 mai
christa ludwig
Schubert - Brahms
Mahler - R. Strauss
2, place du Châtelet
tél. 274.11.24



ESPACE PIERRE CARDIN
Barbara Cook
"La voix la plus magnifique qui chante aujourd'hui la musique populaire américaine" The New York Times
du 2 au 12 MAI
20 h 30 : relâche les 4-6-10 Mai - Loc. : 266.17.30 et ag.

STUDIO ST-ANDRÉ-DES-ARTS - 14-JUILLET-PARNASSE
L'IMPÉRATRICE YANG KWEI FEI
UN FILM DE KENJI MIZOGUCHI
COPIES NEUVES - FILM COULEUR

U.G.C. BIARRITZ - U.G.C. OPÉRA - RIO-OPÉRA
U.G.C. ODÉON - MONTPARNASSE-BIENVENUE
MAGIC-CONVENTION - MISTRAL - U.G.C. GARE DE LYON
3 MURAT - FRANÇAIS Enghien - CYRANO Versailles





RADIO-TÉLÉVISION

— VU —

Trop, c'est trop...

Vous sortez Starwar *ou* Superman. *Les gens se précipitent. La recette est bonne. Vous vous empressez de la resservir sous des titres divers,* Galactica, *le* Choc des étoiles *ou* Spiderman, *jusqu'à plus soif. Normal. En France on assiste à des phénomènes du même ordre. Seulement là, on ne comprend pas. Pourquoi cette manie du prétoire par exemple ? Pourquoi la télé nous fait-elle passer si souvent aux assises ? Pourquoi cet interminable défilé de « Messieurs les jurés », « En votre âme et conscience » et autres « Procès témoins de leur temps » ? Dans le genre, le seul succès incontestable enregistré à la scène et à l'écran, le petit et le grand, c'est* Douze hommes en colère, *admirable exploitation dramatique du déroulement de la justice anglo-saxonne. Sans aucun rapport avec la nôtre.*

Alors, de voir Pierre Dumayet et Pierre Desgraupes récidiver, se lancer, samedi soir, sur Antenne 2 dans une énième série intitulée cette fois « Les dossiers éclatés » et nous inviter à nous pencher pendant plus d'une heure et demie sur une affaire insignifiante, médiocre, dont le seul mérite tient à son titre, la Mort non naturelle d'un enfant naturel, *franchement, ça surprend. Encore, s'il s'agissait d'une époque, d'un cadre, d'un milieu, d'une situation qui nous soient plus familiers, on comprendrait mieux. Non, c'est toujours le dix-neuvième siècle, le château, le marquis, la marquise et le fruit du péché qu'on s'efforce de cacher, voire de supprimer.*

Ces personnages falots, sans relief, animés par le seul goût du fric et de la respectabilité, ne présentent aucun intérêt. Mais dira-t-on, ils sont comme ils étaient. Ils ont véritablement existé. Les auteurs ont voulu redonner visage et vie à des noms oubliés, ensevelis dans les archives. A mon avis, ils auraient mieux fait de les y laisser. Il y a des cas tout de même où la fiction dépasse la réalité. Et avec la meilleure volonté on n'arrive pas à se passionner pour le fin mot de l'énigme : ce pauvre gosse — cette tache — a-t-il été, oui ou non, poussé du haut d'une falaise par le sordide mari de sa bigote de mère ? La cour a conclu par la négative. Elle a relaxé le marquis. Sans doute avait-il de solides appuis !

Le même soir, sur cette même chaîne, au journal de 20 heures, moment hautement comique, un spécial Grande-Bretagne, réalisé à l'occasion importante, mémorable, de l'élection de Mme Thatcher. De quoi a-t-on surtout parlé ? De nous, figurez-vous, de la France, des Français et, accessoirement, de l'Europe. On a même réussi à dégoter un écrivain anglais qui s'est fait une spécialité de l'Hexagone et on lui a demandé s'il nous aimait. C'était bien le moment ! L'homme de la rue londonien n'étant pas très partisan du Marché commun, on en a profité pour nous montrer des extraits d'un vieux discours de M. Giscard d'Estaing à la Chambre des lords, destiné à ramener nos voisins à de meilleurs sentiments. Dire que ce lundi soir on va remettre ça avec M. Raymond Barre. Trop, c'est trop, attention ! L'U.D.F. devrait se méfier. On va finir par voter le 10 juin pour la liste socialiste, par simple esprit de contradiction.

CLAUDE SARRAUTE.

LUNDI 7 MAI

CHAINE I : TF 1

18 h. 30, L'île aux enfants ; 18 h. 55, C'est arrivé un jour ; 19 h. 40, Les inconnus de 19 h. 45. 20 h., Journal.

20 h. 30, FILM : EMBRASSE-MOI, IDIOT, de B. Wilder (1964), avec D. Martin, K. Novak, R. Walston, F. Farr, C. Osmond, B. Pepper, D. Merande (N., rediff.).

Un chanteur en vogue tombe en panne dans une petite ville du Nevada. Il est hébergé par un compositeur amateur qui, craignant la réputation de séducteur de son hôte, éloigne sa femme et fait passer pour elle une serveuse de bar aux mœurs légères.

Comédie américaine extrêmement grinçante où Billy Wilder a cultivé, à plaisir, le mauvais goût et l'équivoque.

22 h. 30, Magazine : Questionnaire (Concurrence en plein ciel).

Cette année, Air France se lance dans la guerre des tarifs et crée des vols vacances. La société pourra-t-elle tenir le choc alors qu'elle doit exploiter dans le même temps Concorde, se partager entre Roissy et Orly et acheter « français » ? Avec M. Pierre Giraudet, P.-D.G. depuis trois ans d'Air France.

23 h. 40, Journal.

CHAINE II : A 2

18 h. 35, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Top-club (Sheila) ; 20 h., Journal.

20 h. 35, Magazine d'actualité : Raymond Barre et l'Europe (en collabor. avec Europe 1).

M. Raymond Barre répond aux questions de trois journalistes étrangers sur l'Europe.

21 h. 40, Variétés : Exclusif.

Avec Gérard Lenorman, Patrick Juvet, Dennis Parker, Marie Laforêt, Michel Jonasz...

22 h. 40, Cinéma : Cannes noir sur blanc, de F. Chalais.

Rétrospective de 1946 à 1968 ou l'histoire d'un petit festival devenu très grand.

23 h. 25, Journal.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30, Pour les jeunes ; 18 h. 55, Tribune libre : Centre international de formation européenne ; 19 h. 10, Journal ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 19 h. 55, Dessin animé ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, Documentaire : Darwin et les Galapagos, de J. Nurary et J. Livingston.

La vie et le travail de Charles Darwin, en particulier son voyage comme naturaliste à bord du navire royal anglais The Beagle.

21 h. 25, FILM : LE RENARD, de M. Rydell (1967), avec S. Dennis, A. Heywood, K. Dullea, M. Morris.

Deux jeunes femmes, liées par une « amitié particulière », vivent seules dans une ferme canadienne. Un marin, beau et viril, va déranger leur petit monde.

Illustration appliquée d'un roman de D.H. Lawrence. Poésie érotique et une certaine délicatesse pour traiter de l'homosexualité féminine.

23 h. 10, Journal.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30, « La Vie entre les lignes », de Zoé Oldenbourg ; 19 h. 30, Présence des arts ;

20 h., « Le Tombeau de Nabokov », de P. Garelli ; 21 h., L'autre scène ou les vivants et les dieux : Bach est-il un musicien ou un mystique ? ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : Le Festival du livre à Nice.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 2, Kiosque ; 19 h. 5, Jazz ;

20 h., Les grandes voix : Martha Angelici ; 20 h. 30, Concert donné au temple neuf de Metz : « Profils éclatés, pour quintette de cuivres et orgue, extraits » (Tisné), par le Quintette Ars Nova ; 21 h. 30, En direct de Londres... Saison internationale des concerts de l'U.E.R. : « Quintette pour cordes en la majeur » (Mozart), par le Quatuor Lindsay.

MARDI 8 MAI

CHAINE I : TF 1

10 h., Emissions pédagogiques ; 12 h. 15, Réponse à tout ; 12 h. 30, Midi première ; 13 h., Journal ; 13 h. 45, Le regard des femmes ; 18 h., TF 4 ; 18 h. 25, Pour les petits ; 18 h. 30, L'île aux enfants ; 18 h. 55, C'est arrivé un jour ; 19 h. 10, Une minute pour les femmes (S.O.S. couple) ; 19 h. 45, Les inconnus de 19 h. 45 ; 20 h., Journal.

20 h. 35, Soirée spéciale Année de l'enfance : Ce soir, Léonard, on s'couche tard, de Ch. Izard et N. Piers, avec les marionnettes d'Y. Brunier, musique de R. Pouly, réal. M. Sarraut.

Cette émission de variétés destinée aux enfants ouvre la grande opération « Année de l'enfance » proposée par TF 1 les 8 et 9 mai. Tous les numéros sont interprétés par des enfants ou des adolescents. Dans la chambre d'un enfant endormi, la lumière allumée, deux marionnettes sortent d'un disque, fouillent parmi les jouets et découvrent... qu'il y a beaucoup d'enfants artistes.

21 h. 35, Magazine : Des enfants d'aujourd'hui.

Comment vivent les enfants dans différents pays du monde : proposé par Claude Pierrard et Christophe Izard, ce magazine, réalisé par Gérard Bouluys, ne prétend pas couvrir tous les domaines de l'enfance mais devrait permettre de voir un monde en évolution. Des « muchachos » qui ont monté un cirque en Espagne aux enfants du Liban ; des jeunes Esquimaux de l'Antarctique canadien à Civitavecchia, la petite république créée par des jeunes en Italie...

22 h. 40, Variétés : Gags d'un soir (J.-P. Rambal, Rufus, Guybert...) ; 23 h. 10, Journal.

CHAINE II : A 2

12 h., Quoi de neuf ? ; 12 h. 15, Série : La vie secrète d'Edgar Briggs ; 12 h. 45, Journal ; 13 h. 20, Magazine : Page spéciale ; 13 h. 50, Feuilleton : Pilotes de course ; 14 h., Aujourd'hui, madame (Le cinéma des téléspectatrices) ; 15 h. 5, Magazine : Découvrir ; 17 h. 25, Fenêtre sur... les livres et l'histoire ; 18 h., Récré A 2 ; 18 h. 35, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Top-club (Sheila) ; 20 h., Journal.

20 h. 40, Les dossiers de l'écran, téléfilm : L'homme qui racontait des histoires, de B. Markowitz, avec M. Balsam, D. Roberts.

Des effets de la violence sur le petit écran.

Vers 22 h., Débat : Procès à la télévision.

23 h. 30, Journal.

CHAINE III : FR 3

18 h., Emission du ministère des universités ; 18 h. 30, Pour les jeunes ; 18 h. 55, Tribune libre : Ligue européenne de coopération économique ; 19 h. 10, Journal ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 19 h. 55, Dessin animé ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (cinéma pour tous) : LA MISSION DU COMMANDANT LEX, d'A. de Toth (1952), avec G. Cooper, P. Thaxter, D. Brian, P. Kelly, L. Chaney jr.

Pendant la guerre de Sécession, un officier nordiste accepte de passer pour un lâche afin de se glisser dans le camp ennemi pour une mission de renseignements.

Western à la réalisation parfaitement banale, malgré l'originalité du scénario. Pour les admirateurs de Gary Cooper.

22 h., Journal.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30, « La Vie entre les lignes », de Zoé Oldenbourg ; 19 h. 30, Sciences : Que devient la science ?

20 h., Dialogues avec... l'amiral A. Sanguinetti et J.-J. Beucler : L'avenir de l'armée ; 21 h. 15, Musiques de notre temps : Daniel Charles ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : Le Festival international du livre, à Nice.

FRANCE-MUSIQUE

18 h., Kiosque ; 18 h. 30, Rideau de scène pour un kiosque ; 18 h. 50, Toboggan ; 19 h. 5, Jazz pour un kiosque ; 20 h., Le royaume de la musique ;

20 h. 30, Musique à découvrir... « Concerto pour basson et orchestre » (Bodin de Boismortier), « Concerto d'octobre », pour clarinette et cordes (Bondon), « Cléa » pour douze cordes (Taira), « Sérénade » pour violon, cordes, quatre percussions et harpe (Bernstein) par les musiciens de France, direction A. Rabot, avec M.-C. Jamet, harpe, J. Camozi, timbales, A. Rabot, basson, L. Temerson, violon, R. Fontaine, clarinette ; 22 h. 30, Ouvert la nuit ; 23 h., Le violon ; 1 h., Jazz-pastel : Le cabaret du jazz (Cahen-Lockwood).

TRIBUNES ET DEBATS

— *M. Raymond Barre*, premier ministre, répond aux questions de trois journalistes étrangers, MM. Agnello Coppola (Italie), Edward Mortimer (Grande-Bretagne) et Harry Kepper (Allemagne), au cours de l'émission consacrée à l'Europe, sur Antenne 2 et Europe 1 à 20 h. 35.



DROUOT RIVE GAUCHE S. 1
MERCREDI 9 MAI, à 14 h. 15
IMPORTANT ENSEMBLE
d'ESTAMPES ORIGINALES
par J.-E. LABOUREUR
Me FERRI, C.P., 44, rue Vivienne, 75002 - 233-11-24 - Exp. M. Lecomte
Exposition mardi 8 mai

CARNET

Naissances

— M. et Mme Pierre-Marie ARGAND, Guillaume, Guenaelle et Mathilde,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Grégoire,

le 26 avril 1979.
3, rue Jeanne-d'Arc,
92310 Sèvres.

— Pascal GUÉRET et Sylvie GUÉRET-LATRÉMOLIÈRE
font part de la naissance de

Clément,

le 6 avril 1979.
9005 Cynthia St,
Los Angeles, California 90069.

— M. Jean-François LIMOUZI et Mme, née Françoise Richard, Guillaume, Stanislas et Capucine,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Quentin,

le 3 mai 1979.
Hôtel-Dieu,
69000 Lyon.

— M. Charles-Henri MANGIN et Mme, née Marguerite Stern, et Charlotte,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Louis-David,

le 29 avril 1979.
82, rue de l'Université,
75007 Paris.

— Christianne ONDEL et Philippe ROMAND
sont heureux d'annoncer la naissance de

Anne-Caroline,

le 5 mai 1979.
10, rue Basse-du-Château,
73000 Chambéry.

— M. Noël de SAINT-PULGENT et Mme, née Maryvonne Le Gallo et Laure,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Jacqueline,

le 30 mars 1979.
16, rue de l'Université,
75007 Paris.

Mariages

Jean-Claude, Louis EUDE
et
Kay-Ann RONAYNE
font part de leur mariage célébré, le 21 avril 1979, à Sainte-Maxime, dans le Var.
106, avenue du Marquis-de-Villalobar, 1150 Bruxelles.

Gisèle GRAEFF
et
Jean HONNORAT
sont heureux de faire part de leur mariage célébré, dans la plus stricte *intimité, à Paris, le 5 mai 1979.*

Décès

— Mme veuve Jean de Boislambert, sa mère,
Ses quatre enfants,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur
Pierre de BOISLAMBERT,
croix de guerre 1939-1945,

survenu, le vendredi 4 mai 1979, dans sa cinquante-huitième année.
La cérémonie religieuse aura lieu, le mercredi 9 mai, à 14 heures, en l'église Saint-Marcel, 82, boulevard de l'Hôpital, à Paris-13e.
Cet avis tient lieu de faire-part.
Prière de n'envoyer ni fleurs ni couronnes, mais vous pourrez déposer à l'église un don pour la Fondation nationale de cardiologie.
76, rue Gabriel-Péri,
92120 Montrouge.

— Les membres du Groupe médical de secours (G.M.S.)
ont la tristesse de faire part du décès du

docteur
Pierre de BOISLAMBERT.

Ils partagent la douleur de sa famille.

— M. Ernest Cazelle,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Ernest CAZELLES,
née Charlotte Meiffren,

survenu, le 5 mai 1979, dans sa *soixante-quinzième* année, en son domicile, à Paris-18e.
Le service religieux sera célébré, le mardi 8 mai 1979, à 10 h. 30, en l'église Saint-Michel des Batignolles, 12 bis, rue Saint-Jean, à Paris-17e, où l'on se réunira.
L'inhumation aura lieu au cimetière de Cannes (Alpes-Maritimes), dans le caveau de famille.

15, rue d'Oslo,
75018 Paris.

— Mme René Cohen,
M. et Mme Claude Cohen et leur fille,
Mme Cohen-Contenti et son fils,
M. et Mme Jean Cohen,
Mme Léon Mayer et ses enfants,
font part du décès survenu, à Vence, le 19 avril 1979, du

docteur René COHEN,
ancien *chef de clinique*
des hôpitaux de Paris,
ancien médecin-directeur
du sanatorium des étudiants
de Saint-Hilaire du Touvet.

86, boulevard Carnot,
06000 Nice.

— Mme Jean Dayre, son épouse,
Et sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean DAYRE,

officier de la Légion d'honneur, ingénieur en chef du génie rural, survenu, le 3 mai 1979, en son domicile.
60, rue Vaneau,
75007 Paris.

— M. Pierre, Paul Giovannangeli, son père,
Mme Antoine Giovannangeli,
Ses enfants, ses frères et sœurs,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Antoine GIOVANNANGELI,
professeur en retraite,

survenu, le 27 avril 1979, dans sa soixante-dixième année.
194, avenue Daumesnil,
75012 Paris.

— M. et Mme Jean de Laguarigue de Survilliers,
Mme Suzanne de Laguarigue de Survilliers,
Mme Solange de Laguarigue de Survilliers,
M. et Mme Jean Bereaux, leurs enfants, petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Louis de LAGUARIGUE de SURVILLIERS,

survenu, le 3 mai 1979, à Paris.
Une messe sera dite, en l'église *Saint-Honoré-d'Eylau (66 bis, avenue* Raymond-Poincaré, Paris-16e), le jeudi 10 mai 1979, à 14 heures.
La cérémonie religieuse et l'inhumation auront lieu à La Redoute (Martinique).

— M. et Mme Roger de Coulhac-Mazerieux,
M. et Mme Roger Rapaut,
M. et Mme François Ceria et leurs enfants,
M. et Mme Michel Wichard et leur fils,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul LASSERRE,
née Suzanne Ravet,

leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère.
Les obsèques ont eu lieu, dans la plus stricte intimité, à Pionsat (Puy-de-Dôme), le 1er mai 1979.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Gilbert Pradet,
Mlle Claude Pradet,
Mme et M. Guy Pradet,
Mme et M. Guy Dieudé,
M. Jean Pradet,
Les familles Pradet, Gribot, Dieudé, Faeles, Dhonneur,
ont la douleur de faire part du décès de leur époux, père, beau-père et allié

Gilbert PRADET,
dit Guy Vinatrel,

appelé à l'Orient Eternel, à l'âge de soixante-quatre ans.
Le défunt ayant légué son corps à la faculté de médecine, cet avis tient lieu de faire-part.
Les témoignages de sympathie peuvent se manifester par un don à l'Association pour aveugles Valentin-Haüy, *5, rue Duroc, Paris-7e.*
8, square Georges-Contenot,
75012 Paris.
24, rue d'Orbey,
67100 Strasbourg.

— Le président Léon Boutbien,
Le comité directeur de Présence socialiste,
Les membres du Cercle d'études sociologiques,
Les membres du jury du Prix Voltaire,
ont la tristesse d'annoncer le décès, à l'âge de soixante-quatre ans, de leur ami et camarade

Guy VINATREL
(Gilbert Pradet),
journaliste, écrivain,
directeur de Présence socialiste,
fondateur
du Cercle d'études sociologiques
et du Prix Voltaire.

Selon la volonté du défunt, son corps a été donné à la science.
Ses amis se réuniront ultérieurement pour évoquer sa mémoire.

[Militant franc-maçon, M. Guy Vinatrel avait collaboré aux « Lettres mensuelles », revue d'inspiration laïque. En 1968, il avait créé le Club des *Montagnards* qui entendait faire pièce au Club des Jacobins.]

— Le Seigneur a rappelé à Lui

Mlle Eugénie RAOUX,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier des palmes académiques,
médaille de vermeil
de la Ville de Paris,
fondatrice
des institutions Sainte-Thérèse
de Paris, d'Ecouen et de Houilles,

pieusement décédée en son collège, dans sa cent troisième année.
La cérémonie religieuse aura lieu, *le mercredi 9 mai 1979, à 14 heures,* en l'église Notre-Dame-du-Bon-Conseil, sa paroisse, où l'on se réunira, 140, rue de Clignancourt, Paris-18e.
L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise.

— M. et Mme Philippe Formery,
Mlle Claude Tezenas du Montcel,
M. et Mme François Tezenas du Montcel,
Mlle Brigitte Tezenas du Montcel,
M. et Mme Jean Tenzenas du Montcel,
M. et Mme François Fauquet,
M. et Mme Henri Tezenas du Montcel,
ses enfants,
ses petits-enfants, frères, sœurs, beaux-frères et belles-sœurs,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu, le 4 mai 1979, dans sa quatre-vingt-unième année, à Boulogne-Billancourt, de

Mme René
TEZENAS DU MONTCEL,
née Suzanne DESSOYEAUX.

La cérémonie religieuse et l'inhumation auront lieu à Pont-d'Ain (Ain), le 8 mai 1979, à 15 heures.
Une messe sera dite à son intention, en l'église de Notre-Dame-de-Grâce de Passy, rue de l'Annonciation, le 11 mai 1979, à 18 h. 30.
5, rue Bernouilli,
75008 Paris.

Anniversaires

— Voici trente ans naissait

Joël CAILLAUD,

disparu à dix-huit ans.
Il est demandé une pensée à ses professeurs, camarades, pour son lumineux souvenir.

Communications diverses

— La Maison Saint-Honoré, 117, avenue Victor-Hugo à Paris (16e),
invite ses amis et anciennes élèves aux journées d'amitié, le samedi 19 mai et le dimanche 20 mai.

La route a été longue,
buvez un SCHWEPPES
« Indian Tonic ».
Si vous êtes tout retourné,
buvez un SCHWEPPES Lemon.

ANCIENS COMBATTANTS

LA CÉLÉBRATION DE L'ANNIVERSAIRE DU 8 MAI 1945

La commémoration de l'armistice du 8 mai 1945 devait donner lieu mardi à diverses manifestations d'anciens combattants à travers la France, en dépit du fait que, conformément à la décisions prise par le président de la République en 1975, ce jour n'est ni férié ni chômé et qu'aucune participation officielle du gouvernement n'est prévue.

Le Comité pour la célébration du 8 mai, que préside M. Jacques Debu-Bridel, exprime à ce propos son « *indignation* » dans un communiqué « *au moment où les attentats fascistes et racistes se multiplient et où se développe, cynique ou insidieuse, une propagande néo-nazie* ».

L'Union française des associations de combattants et victimes de guerre (UFAC), forte de quelque deux millions et demi de membres, lance un appel pour que la victoire de 1945 soit commémorée solennellement le 8 mai.

● *La Fédération des gaullistes de progrès*, dans un communiqué, « *constate avec tristesse que, suivant la décision du président de la République, le gouvernement giscardien ne participera à aucune manifestation célébrant le trente-quatrième anniversaire du 8 mai 1945. Il s'agit là de la volonté de s'aligner sur l'Allemagne d'Helmut Schmidt et de remettre en cause l'indépendance nationale. Les gaullistes de progrès appellent donc les Françaises et les Français à passer outre aux abandons nationaux giscardiens et à participer aux célébrations du 8 mai 1945. Ils demandent que la proposition de loi rétablissant le 8 mai 1945 comme fête nationale soit votée dans les meilleurs délais* ».

(Publicité)
CENTRE RACHI - CUEJ
30, bd de Port-Royal, Paris-15e
Tél. : 331-98-20
MERCREDI 9 MAI à 21 heures
LEÇON MENSUELLE
par M. le Professeur
Saül FRIEDLANDER
« Attitudes juives face à la montée de l'antisémitisme et face à l'extermination. »

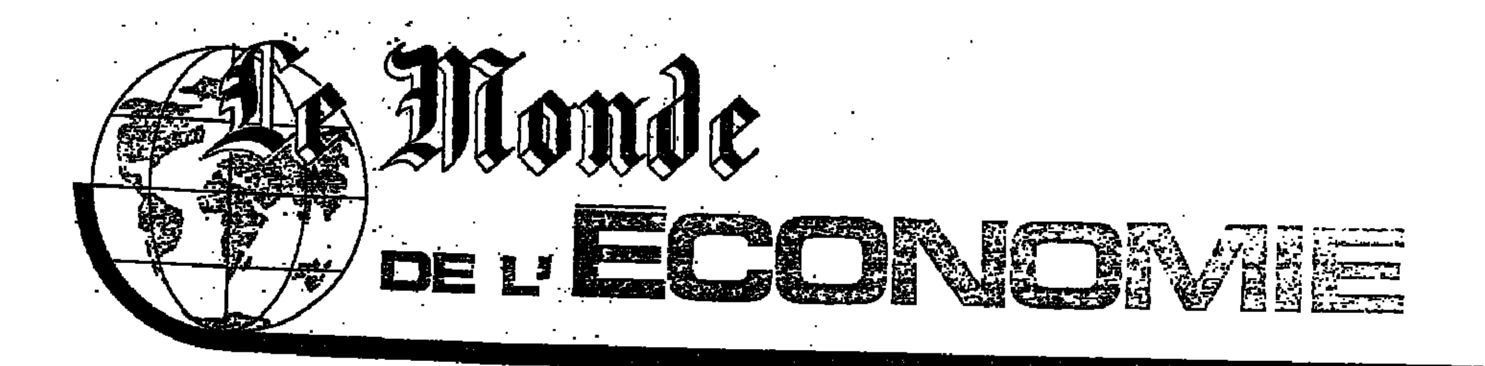
VENTE à CHARTRES

GALERIE DE CHARTRES
DIMANCHE 13 MAI A 10 HEURES
DESSINS-GRAVURES-TABLEAUX
DIMANCHE 13 MAI A 14 HEURES
BIBLIOTHEQUE D'UN AMATEUR
LIVRES ANCIENS ET MODERNES
Livres d'Histoire (Période Révolution, Guerre de Vendée)
Littérature Sacre et Couronnement de Louis XVI
Mme Vidal Mégret
S. CP J. et J.-P. LELIEVRE
1, bis place du Général-de-Gaulle
CHARTRES - Tél. : (37) 36-04-33

TOUS LES AVIONS NE VONT PAS A COLMAR ET BELFORT
NOS JETS, OUI !
AIR ALSACE
10 vols par jour en JET.*
*en semaine
266.57.40
TRANS AIR RÉGIONS
VOTRE AGENT DE VOYAGES NOUS CONNAIT.

صكنا من الاصل

هكذا من الاصل



IRAN : une politique nationaliste pas forcément défavorable à l'Occident

De notre envoyé spécial

TEHERAN. — Nombre d'Iraniens se plaisent à comparer leur révolution à celle de 1789. *« C'est un mouvement politique et social*, souligne un universitaire d'Ispahan, *mais il n'y a pas de projet économique. »* Pourtant, lorsqu'on interroge un responsable du ministère des finances et de l'économie sur les principes qui guident les premières options choisies, il estime que deux d'entre elles sont irréversibles : *« Notre politique*, dit-il, *sera plus nationaliste et plus modeste. »* Pour l'islamisation, une commission a été formée : *« Une banque islamique a été créée, nous devons en attendre les résultats »*, affirme le gouverneur de la Banque centrale, M. Moulhavi.

Lorsqu'il était à Neauphle-le-Château, M. Bani Sadr, le conseiller économique de l'ayatollah Khomeiny, annonçait une *« vraie nationalisation du pétrole »*. La disparition du consortium de quatorze compagnies pétrolières internationales qui, sous les oripeaux de l'OSCO (Oil Service Company), continuaient l'exploitation du pétrole iranien a donc valeur de symbole de ce nouveau nationalisme. Le Dr Mouahed, l'un des dirigeants de la National Iranian Oil Company (NIOC) est très clair : *« Il y aura négociation pour tirer un trait sur le passé, mais il n'est pas question de discuter quoi que ce soit de notre avenir pétrolier avec ces compagnies. »*

Celles-ci l'ont bien compris qui se sont empressées — B.P. et Shell en tête — de signer de simples contrats d'achat de brut comme de vulgaires sociétés indépendantes japonaises.

A Londres, siège du défunt consortium, on a bien laissé entendre un temps que les techniciens iraniens étaient incapables sans experts étrangers de dépasser une production de 3 millions de barils par jour. Mais il faut se rendre à l'évidence : plus de 4,5 millions de barils ont été produits quotidiennement dans la semaine du 16 avril (1).

Un programme de production établi sur trois ans

A Ahwaz, les torchères illuminent de nouveau un ciel constamment brumeux. Sur la seconde unité de production — reliée aux gisements d'Asmari et de Bangestan — 278 000 barils seront sortis de terre le 24 avril pour une capacité de 460 000 barils. M. Nazih, l'ancien bâtonnier de Teheran, propulsé dans le pétrole par la Révolution, ne négocie plus avec les compagnies internationales, mais avec le « conseil révolutionnaire islamique de l'industrie pétrolière » composé, dans cette ville, de quarante-six représentants des diverses catégories professionnelles.

Première surprise : le parti Toudeh (communiste) qui aime à se dire puissant dans le pétrole n'a, semble-t-il, aucun membre dans ce conseil. *« Il n'y a qu'à la raffinerie d'Abadan qu'il dispose de vieux militants »*, affirme-t-on. Les meneurs de la grève qui a joué un rôle primordial dans le renversement de l'ancien régime seraient plutôt dans la mouvance des fedayin (marxistes-léninistes), mais, depuis que les mollahs ont repris les choses en main, leur influence décline. A l'intérieur du conseil, ils peuvent compter sur moins de 15 % des voix. Les autres — l'extrême majorité, donc, — proches des religieux, sont très favorables à l'ayatollah. Ce qui n'empêche pas le pouvoir central d'être inquiet des importantes minorités arabes du Khouzistan qui fournissent une bonne partie des travailleurs du pétrole les moins qualifiés.

Au-delà des revendications portant sur les salaires ou le logement, le conseil a discuté des niveaux de production et du nombre d'experts étrangers nécessaires à l'avenir. Un programme de production a été établi pour trois ans, reposant sur une moyenne de 3,5 millions de barils par jour, auxquels s'ajoutent les 700 000 barils produits quotidiennement sur contrat d'association *(joint ventures)* ou de service. Les associations 50-50 devraient d'ailleurs être remises en cause prochainement (2).

« Une telle production ne nécessite aucun technicien étranger », affirment les membres du Conseil islamique, qui ont réussi à en convaincre les dirigeants de la NIOC. Il est admis cependant que trente-cinq personnes seront appelées à terminer les forages d'exploration commencés avant les événements et à achever les projets de récupération secondaire par injection de gaz. Plusieurs sociétés de service (comme Schlumberger pour l'analyse des données des gisements) pourraient reprendre rapidement leurs activités.

Le pétrole devrait donc rapporter cette année 15 à 16 milliards de dollars. Si les achats d'armement sont supprimés — près de 10 milliards de dollars ces deux dernières années, — cela permettra de consacrer plus de ressources qu'auparavant au développement économique.

L'annonce, le 17 avril, par le directeur général de la National Petrochimical Company (N.P.C.), M. Abedi, de négociations prochaines destinées au rachat par l'Iran des participations étrangères dans l'industrie pétrochimique est un autre signe du nationalisme renaissant. La participation d'Amoco dans l'usine de programme de Kharg, de Goodrich dans la production d'éthylène à Abadan, de Cabot dans l'usine de *carbon black* à Ahwaz et de Mitsubishi dans le complexe de fabrication de plastifiants à Bandar-Chahpour ont vécu.

Fin des ambitions nucléaires

En revanche, M. Abedi a précisé que cette décision ne concernait pas la réalisation par Mitsui à Bandar-Chahpour d'une usine d'éthylène d'une capacité de 300 000 tonnes par an. Le directeur de la N.P.C. a souligné que l'investissement (3,3 milliards de dollars) était *« trop élevé pour un seul pays »*. Les travaux — achevés à 85 % — sont cependant suspendus.

Dans les autres secteurs énergétiques, la situation est encore moins claire. M. Baladian, président de la National Iranian Gas Company (N.I.G.C.) a indiqué, le 25 avril, que les exportations de gaz vers l'U.R.S.S. par le pipe IGAT-1 atteignait 17 millions de mètres cubes par jour, soit 60 % du niveau précédant la révolution. Le prix en aurait d'ailleurs déjà été relevé.

Mais les travaux de construction d'IGAT-2 qui devait permettre à cinq pays européens — dont la France — de recevoir, à partir de 1981, du gaz iranien sont interrompus. Un incendie a entièrement détruit le siège de la compagnie lors des journées de février, ce qui n'aide pas à la définition d'une nouvelle politique. *« Il faut compter*, dit-on, désormais, dans les milieux occidentaux, *sur un minimum de dix-huit mois de retard. »*

Quant à la construction par les Japonais d'une usine de liquéfaction de gaz dont la production serait achetée par le Japon, elle est au point mort. Mais le désir de valoriser pétrole et gaz reste un des objectifs majeurs des dirigeants économiques, comme des travailleurs du pétrole. Les trois sociétés — pétrolières, pétrochimiques et gazières, — si elles ne fusionnent pas (les deux dernières étaient déjà des filiales à 100 % de la NIOC) coordonneront plus étroitement leur politique.

Nationalisme et modestie guident aussi les discussions qui se poursuivent depuis plusieurs semaines entre l'Organisation de l'énergie atomique d'Iran et le gouvernement. Au début du mois d'avril, M. Saabi, qui préside aux destinées du nucléaire, avait annoncé la remise en cause du contrat par lequel Framatome construirait deux réacteurs de 900 mégawatts chacun, parce que les travaux n'étaient pas très avancés. Il avait alors ajouté que Kraftwerke Union (KWU) terminerait les deux réacteurs de 1 200 mégawatts construits à Halileh, près de Bushehr, sur le Golfe, parce que ceux-ci étaient presque achevés (à 95 % pour le premier et à 75 % pour le second).

Mais ce programme nucléaire des plus réduits continue d'avoir des opposants irréductibles.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 26.)

(1) Seul incident technique noté, le cracker de la raffinerie d'Abadan — d'une capacité de traitement de trente-cinq mille barils par jour — est arrêté. On nous a affirmé qu'il s'agit d'une simple révision, mais, selon un jeune ingénieur, ce cracker a été refroidi trop rapidement lors des grèves, ce qui le rend inutilisable pour plusieurs mois.

(2) La filiale de l'ENI, AGIP, des sociétés indépendantes américaines et le gouvernement indien participent à des groupements qui disposent ainsi de parts à 50 %. En revanche, le contrat d'Elf-Aquitaine sur le gisement de Siri — où l'extraction a repris — est un accord de service et ne devrait pas être touché à court terme par cette négociation.

Du vote de la « proposition 13 » à la victoire de Mme Thatcher

IL reste à savoir quel sera, en Grande-Bretagne et à l'extérieur, notamment et surtout dans le monde anglo-saxon, l'effet du retour au pouvoir des conservateurs britanniques. Selon une interprétation maximaliste conforme à n'en pas douter au « mysticisme » latent des partisans les plus convaincus de Mme Thatcher et de Mme Thatcher elle-même, il pourrait s'agir de la première et — ils espèrent — décisive étape d'un renversement profond de la version anglo-américaine du « socialisme », imprégné de la tradition léguée par la Fabian Society de la fin du siècle dernier. La victoire des tories viendrait à point nommé s'inscrire dans un large courant d'opinion illustré, par exemple aux Etats-Unis, par l'adoption dans l'Etat de Californie de la fameuse « proposition 13 » inspirée par la révolte des contribuables.

L'idée fondamentale est que l'Etat Providence (« Welfare State ») tourne au « collectivisme » et que, tant pour assurer le meilleur fonctionnement possible de l'appareil économique que pour gérer l'ensemble des affaires publiques, il faut, sous peine de voir nos sociétés basculer définitivement dans la grisaille, en revenir à l'individualisme pondérable, principe du libre choix laissé à l'entrepreneur, au consommateur, au citoyen.

Les sceptiques font, pour leur part, remarquer qu'un juin 1970 le succès électoral des conservateurs, alors dirigés par M. Edward Heath, avait pareillement été salué comme le début d'une rupture avec un passé « interventionniste » et socialisant. M. Heath, en particulier, s'était déclaré, pendant sa campagne, et au cours des premier mois de son gouvernement, un dversaire déterminé de toute forme de politique des revenus. Dès 1972, il revenait pourtant à une telle politique dont il est resté, jusqu'à aujourd'hui — malgré l'échec essuyé par sa propre tentative, — un avocat convaincu.

L'inflation repartant de plus belle en Grande-Bretagne, un premier « test » de la volonté de changement du nouveau premier ministre pourrait bien être, une fois de plus, la politique des prix et des salaires. Mme Thatcher, a, de nombreuses fois, demandé aux syndicats de négocier de « façon responsable » avec les entreprises. L'exemple de la République fédérale montre, en effet, qu'une des bases d'une économie moderne authentiquement libérale est la forme contractuelle donnée aux conventions collectives (sans interférence d'un troisième partenaire, l'Etat). En revanche, selon le credo libéral, c'est à l'Etat et à la Banque centrale qu'incombe la tâche de lutter contre l'inflation par des mesures de caractère « macro-économiques » appropriées (budget et crédit) — et non pas des contrôles sur les prix et les salaires.

Tant les travaillistes que les conservateurs avaient promis une diminution de la pression fiscale. Nul doute que dans le choix final des électeurs a pesé lourd la conviction que les seconds seraient, sur ce chapitre, plus tenus par leur parole que les premiers. C'est un fait que, dans les pays où l'impôt direct est devenu la principale source des recettes de l'Etat, la plus pressante revendication formulée par les « individualistes » est une diminution de l'impôt sur le revenu. C'est la forme que prend, tant en Grande-Bretagne, qu'aux Etats-Unis, au Danemark, en Suède, etc., la protestation contre un « égalitarisme » jugé excessif et le désir de rétablir, pour accélérer l'activité économique, les « stimulants naturels » au travail et à l'innovation.

Mme Thatcher, aux prises avec un déficit budgétaire important, fera-t-elle le pari « libéral » que le meilleur moyen, dans les circonstances présentes, d'augmenter les recettes de l'Etat est d'abaisser les taxes directes (quitte à relever la T.V.A.) afin d'entraîner une augmentation de la production — et partant de la masse imposable ?

PAUL FABRA.

Quelles stratégies industrielles ?

L'INDUSTRIE textile, la chaussure connaissent depuis quelques années des difficultés chroniques. Manufrance pourrait être contraint de cesser toute activité. La production d'aciers standards s'effondre. La liste d'entreprises ou de secteurs industriels en difficulté s'allonge. Deux causes principales sont mises en avant par les uns ou les autres : la concurrence sauvage et le manque de productivité.

Il serait illusoire de penser que la concurrence de pays nouvellement industrialisés et à bas salaires peut être soutenue uniquement par des gains de productivité. De nouvelles technologies doivent être créées pour rendre les coûts indépendants de la localisation des unités de production. De nouveaux produits ou services répondant à des besoins nouveaux ou spécifiquement locaux doivent être développés. Ces axes de développement des stratégies industrielles exigent de nouvelles analyses de la part des producteurs.

Les pays développés sont soumis à une concurrence de plus en plus sévère de la part de pays en cours d'industrialisation, où les coût salariaux sont nettement moins élevés et les régimes de protection sociale fort peu développés, ce qui contribue à diminuer encore les coûts de production. De plus, ces pays ont maintenant accès directement aux technologies de production les plus performantes, qui leur sont transférées, avec le savoir-faire nécessaire, par les pays innovateurs.

Peut-on répondre à cette concurrence par des gains de productivité ? Pour un niveau de production donné, une usine est d'autant plus productive qu'elle consomme moins de main-d'œuvre et nécessite moins d'investissements. A investissements équivalents, et c'est le cas lorsque des technologies récentes sont transférées dans des pays neufs, il est vrai que, pour obtenir des prix de revient identiques, le niveau de productivité du travail devrait être inversement lié à la rémunération du travail. Etre compétitif en termes de prix de revient suppose des cadences d'autant plus élevées que la rémunération du travail est forte. Faut-il augmenter la productivité du travail ou accepter de voir baisser son revenu ? Impossible, diront certains : comment augmenter encore des « cadences infernales » ? Attention à ne pas entamer le revenu du travail, diront les autres. Serait-ce la quadrature du cercle ? Pas tout à fait.

Car le défi lancé aux pays développés n'est pas celui de la productivité, mais celui de la concurrence, et cela ne se joue pas uniquement sur les prix. Les spécialistes de marketing l'ont compris depuis longtemps : la nature des produits ou services offerts, leurs qualités intrinsèques, leur notoriété, leur disponibilité, sont autant de moyens d'obtenir un avantage compétitif sur des produits concurrents qui pourraient être vendus à moindre prix. Qualité, prix, délai, voilà bien les objectifs de la fonction production ! Comment cette fonction, dont chacun s'accorde à penser que son rôle va croissant, peut-elle contribuer à l'élaboration de stratégies industrielles adaptées aux problèmes de l'économie actuelle ?

Le renouveau de la fonction production

Par de nouvelles analyses. En effet, le comportement des producteurs est encore dicté par des objectifs à courte vue : la minimisation des coûts et la fausse économie d'échelle. Au nom du premier nous considérons que la qualité d'une usine s'évalue à sa capacité d'obtenir de faibles prix de revient alors qu'elle peut disparaître pour avoir trop sacrifié la qualité, les délais, les services associés à ses produits ou ne s'être pas dotée de la capacité d'adaptation nécessaire à l'introduction de nouveaux produits ou à des changements de rythme de production. Au nom du second, des produits différents exigeant des technologies différenciées, des niveaux de qualité hétérogènes et des compétences nouvelles sont introduits dans les unités de production pour assurer une meilleure utilisation des moyens de production et répartir les frais généraux sur un volume plus important. Il n'en résulte que conflits d'objectifs, confusion et, paradoxe, augmentation sensible des coûts. Il s'agit bien de fausses économies d'échelles puisqu'il n'en résulte pas de réduction des coûts par meilleure répartition des frais fixes.

Les responsables de production se voient confier, au nom de ces deux principes, des objectifs incohérents. Produire au coût le plus bas suppose de longues séries, des moyens de production saturés, une main-d'œuvre peu qualifiée. Obtenir de courts délais, c'est, au contraire, réduire la taille des lots, disposer d'une capacité excédentaire pour éviter les longues files d'attente et mettre en place des stocks coûteux pour réduire le cycle de production. Etre capable d'adaptation à court terme exige des équipements peu spécialisés, une main-d'œuvre polyvalente et des ressources en hommes et machines disponibles. Obtenir la meilleure qualité, c'est gonfler les coûts de la main-d'œuvre, des matières et des équipements. Comme il est parfaitement exclu que tous ces objectifs conflictuels soient correctement atteints, le producteur n'en atteindra probablement aucun et s'efforcera d'attribuer la responsabilité de ce perpétuel échec sur ceux qui, de près ou de loin, influencent son activité : les vendeurs taxés d'imprévoyance, les ingénieurs de bureaux d'études peu soucieux des impératifs de prix de revient, le personnel qui refuse les objectifs de productivité au nom de son confort, de sa sécurité, quand ce n'est pas avec des arrière-pensées destructrices. En bref, l'incohérence des objectifs du producteur engendre l'inefficacité, effacent les motivations et attisent les multiples conflits que connaissent bien des entreprises. Il faut sortir de cet imbroglio en redonnant à la fonction production sa place — majeure — dans la stratégie de l'entreprise.

JEAN-CLAUDE TARONDEAU et PIERRE LE MOAL.

(Lire la suite page 24.)

Fraude fiscale : que celui qui n'a jamais péché...

par ANDRÉ BOYER (*)

LES incantations à la justice fiscale cachent mal la suspicion traditionnelle à l'égard de certaines catégories sociales. Selon l'opinion commune, ce sont toujours les mêmes, une *minorité* de profiteurs, qui engrangent avec allégresse les profits camouflés, avec la complicité tacite de l'Etat. D'où le rejet dédaigneux de toute solidarité, tant que l'« injustice fiscale » sera aussi criante.

L'injustice fiscale, dans la bouche de ceux qui s'y réfèrent, recouvre deux notions : le système fiscal, même appliqué complètement, ne répartit pas équitablement les prélèvements entre les contribuables, iniquité encore aggravée par la fraude qui profite à ceux qui bénéficient des largesses du règlement.

Avant toute chose, on devrait logiquement s'interroger sur le sens des mots équité, fraude fiscale, justice sociale ou économique. Mais la logique ne peut rien contre les mythes. Nous devons, en priorité, regarder l'innocence fiscale de ceux-là mêmes qui crient le plus fort, le silence des accusés et la discrétion apeurée de ceux que l'on oublie : que chacun retrouve sa nudité fiscale et retienne, un instant, ses invectives.

L'« innocence » des salariés

Dans le concert social ordinaire, le chœur des accusateurs est formé par les salariés, « dont les revenus sont déclarés par des tiers », et donc, les malheureux, dans l'incapacité matérielle de frauder. Les accusés sont les industriels, les commerçants et les membres des professions libérales, soupçonnés de cacher la plus grande partie de leurs revenus, puisqu'ils les déclarent eux-mêmes. Implicitement, cela signifie qu'on les soupçonne de déclarer n'importe quoi, ou à peu près.

Cette innocence des salariés est curieusement reçue comme un postulat par l'opinion publique. Or elle n'a rien d'une évidence. Prenons les cadres, par exemple, à la pointe de l'exaspération fiscale. Leurs salaires, c'est vrai, sont déclarés en totalité. Mais représentent-ils la totalité de leurs revenus ? Observez donc qui remplit les avions (pour des voyages d'affaires), qui constitue la clientèle principale des hôtels de luxe et des meilleurs restaurants, qui se fait établir des notes de frais pour chaque opération, qui se déplace avec des voitures de société, utilise des appartements ou des villas de fonctions, qui dispose du personnel de l'usine (à l'accent portugais) pour ses besoins domestiques. Ce n'est probablement pas l'épicier de votre quartier, mais ces cadres, supérieurs d'abord, mais également représentés, à un moindre degré, par les salariés non subalternes des entreprises privées et publiques.

Toutes ces dépenses sont en principe purement professionnelles. Il est bien évident qu'elles dépassent, et de loin, les besoins des organisations : est-il absolument indispensable, par exemple, de voyager en première classe ?

Ce décalage entre les besoins des entreprises et les services offerts aux cadres ont une seule justification : ils représentent une rémunération complémentaire, non grevée de charges sociales et déductible du bénéfice pour les entreprises, non imposable et recouverte du pudique manteau des obligations professionnelles pour les cadres.

Il reste qu'une partie importante du revenu des cadres échappe à l'impôt. Et les cadres, ce ne sont pas seulement les P.-D. G. des multinationales, mais des centaines de milliers de contribuables qui se recrutent dans les plus petites S.A.R.L., dans toutes les administrations, les assurances et autres caisses de retraite, l'E.D.F., les journaux, les universités et peut-être vous, lecteur.

Restent, au sein des salariés, les ouvriers et les employés, qui ne bénéficient certainement pas des largesses précédentes. Seraient-ils donc les seuls à être réduits à la portion congrue de la légalité ? Heureusement, pour eux, il n'en est rien. Chacun connaît bien ces employés qui, pour « arrondir leurs fins de mois », viennent tapisser une pièce, réparer une tuyauterie, refaire l'électricité, bricoler une automobile, à condition, bien entendu, qu'il n'y ait pas de facture. Dans les administrations, sources de toute vertu fiscale, il arrive qu'un peu de temps libre permette d'exécuter quelques travaux, avec le matériel de l'Etat, au bénéfice des tiers. Mais tout cela n'est que débrouillardise, qui ne peut pas être confondue avec la fraude. Pourtant quel pourcentage du revenu, ou du temps de travail, cela représente-t-il ?

Les cadres et les débrouillards dénombrés, restent enfin ceux dont les talents professionnels n'intéressent pas les consommateurs. Ces ouvrières d'une firme de microconducteurs sont bien trop épuisées pour exécuter des travaux au noir. Et puis qui achèterait le transistor ou les pièces de carburateur mis « à gauche » ? L'ultime recours est donc l'absentéisme, qui, par la combinaison des intérêts bien compris des médecins et d'une convention collective adroitement négociée, permet de s'assurer deux mois par an de congés supplémentaires aux frais de la collectivité (1).

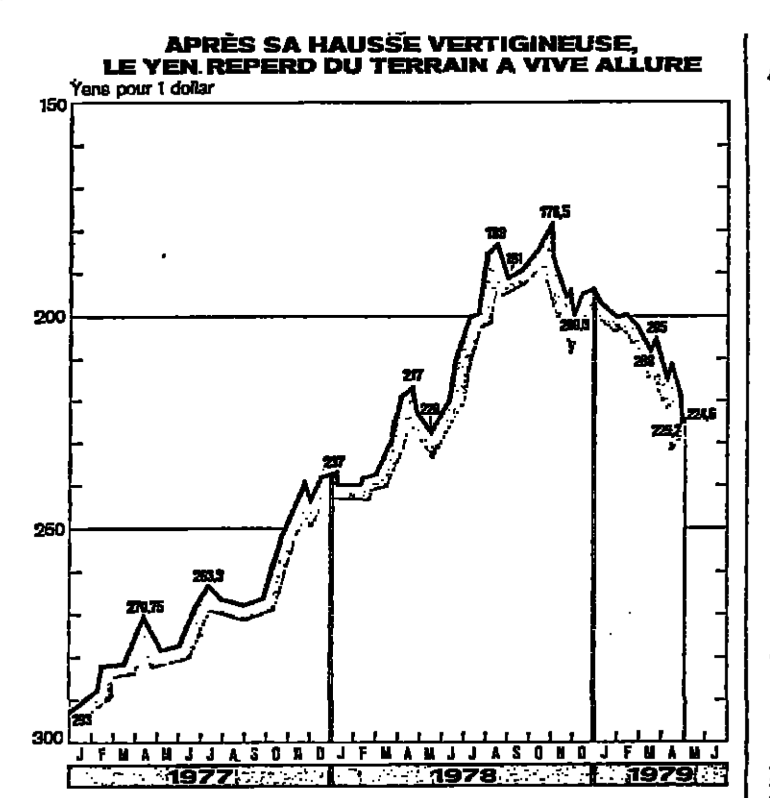
Force est donc de constater que ces salariés « dont les revenus sont déclarés par des tiers » ne sont pas sans ressources par rapport au fisc et qu'ils réussissent fort bien à disposer d'une partie plus ou moins importante, selon le cas, de leurs revenus ou de leur temps de travail, ce qui revient au même, sans fournir d'impôts ou de services à la collectivité.

Cela signifie-t-il que les autres catégories sociales sont innocentées de toute tricherie fiscale ? Evidemment non. Continuons notre énumération, la liste des fraudeurs étant malheureusement longue, puisqu'elle comprend... l'ensemble du corps social.

(Lire la suite page 24.)

(*) Assistant à l'Institut d'administration des entreprises (I.A.E.) de Nice.

(1) Telle entreprise avoue quarante-cinq jours, en moyenne, d'absentéisme couvert par les congés de maladie. C'est donc que tous n'utilisent pas les soixante jours annuels remboursés à 100 %.



C'est à Tokyo que la baisse du dollar avait été la plus forte : la faiblesse de la devise américaine avait eu pour « témoin » une hausse quasi vertigineuse du yen. Pour faire ressortir ce phénomène, nous avons inversé l'échelle des ordonnées (une baisse du dollar se traduit donc par une montée de la courbe, celle-ci descendant au contraire quand le dollar remonte à Tokyo). Il n'est pas étonnant qu'après les mesures de redressement prises — enfin — par le président Carter, le 1er novembre 1978, le retournement de la tendance fasse sentir avec une particulière vigueur ses effets sur le marché des changes japonais.

Les autorités nippones commencent à s'inquiéter de la baisse de la monnaie nationale, qui a pour effet de renchérir le coût des importations au moment où l'inflation se manifeste à nouveau au Japon avec vigueur (hausse du coût de la vie de 0,8 % en mars). Elles ont relevé, le 16 avril, le taux d'escompte, porté de 3,50 % à 4,25 %. Certains estiment que la Banque d'émission, par ses fausses manœuvres, a contribué à rendre plus brutal encore le renversement. La Banque du Japon a continué, à la fin de l'année dernière, à acheter du dollar, parce qu'elle pensait que celui-ci était encore fondamentalement orienté à la baisse. C'est seulement au cours du premier trimestre de 1979 qu'elle a commencé à en vendre sur le marché, mais, semble-t-il, en quantité insuffisante, bien qu'en chiffre absolu le montant de ces ventes paraisse important : 4 milliards de dollars.

En mars, pour la première fois depuis trois ans, la balance des paiements courants a enregistré un déficit.

LA FRAUDE FISCALE

(Suite de la page 23.)

— Les agriculteurs, « dont le travail et le dévouement n'ont jamais fait défaut au pays » (R. Barre, 23 septembre 1976), ont sans doute jugé qu'y ajouter des impôts serait de trop. Chacun sait bien que les agriculteurs paient fort peu d'impôts, mais, sans doute par atavisme paysan, le pays s'en amuse plus qu'il ne s'en irrite. Sait-on assez pourtant que seulement 26 767 d'entre eux avaient déclaré un bénéfice supérieur à 100 francs (cent francs !) en 1973 (2). On ne peut guère ajouter de commentaires, sinon reprendre le mot d'un amuseur public : « Impôt ? Impôt ? » La pollution n'a pas atteint la campagne.

— Les commerçants et les industriels fraudent, c'est entendu. Mais la plupart du temps ils utilisent surtout les mêmes facilités que les cadres pour transformer leurs dépenses personnelles en frais généraux. Quant aux sans facture, bien répandus chez les artisans pour les réparations et chez les commerçants pour les services, ils sont dangereux lorsque les fournisseurs ont laissé eux-mêmes une facture. Bien sûr, le marchand de légumes ne déclare pas chaque pomme de terre vendue, mais l'administration applique des ratios fort précis à partir des factures d'achat. Le boucher, ce profiteur honni, n'a guère la faculté, une fois acheté son bœuf, de camoufler son chiffre d'affaires : il suffit à l'administration de multiplier le poids du bœuf par un prix moyen pondéré. Il ne reste pas grand-chose à marchander.

Ne versons pas de larmes paradoxales sur les industriels, les commerçants et les artisans : ils font ce qu'ils peuvent pour payer le moins possible, mais, comparé aux autres professions, on concédera que l'on peut du moins hésiter sur le classement au tableau d'honneur de la fraude.

Les professions libérales

A tout seigneur, tout honneur, les professions libérales terminent la liste. Non qu'elles échappent plus à l'impôt que les agriculteurs, ce qui serait proprement impossible. Mais ces professions libérales, libérées de tout achat, de toute facture, doivent sans doute se libérer elles-mêmes de tout impôt. En réalité, il y a de profondes divergences de situation : les notaires, les huissiers, les experts-comptables, ont plus de difficultés à cacher leurs bénéfices que les avocats, les médecins, les infirmières ou... les conseils fiscaux. Preuve en est que les malheureux notaires déclaraient 123 300 F de revenu moyen en 1969, alors que les conseils fiscaux affichaient glorieusement 27 820 F (3).

Entre autres, les médecins sont l'objet à cet égard d'une sollicitude croissante de la part du corps social. On les soupçonne, CREDOC en tête, de cacher une bonne part de leurs revenus. En 1969, le CREDOC estimait que le revenu réel des radiologues non conventionnés était 10,35 fois supérieur au revenu déclaré (4), tandis que les revenus des radiologues conventionnés n'étaient que de 2,29 fois plus élevés. Les médecins savent bien, d'ailleurs, qu'ils risquent d'être les prochaines victimes de la première réforme fiscale un peu énergique ; tout y concourt : la hausse rapide des dépenses de santé qui est à leur profit, leurs revenus, même déclarés, élevés, le nombre impressionnant de vocations médicales curieusement parallèle à la croissance du marché.

Il faut craindre d'avoir oublié quelques catégories. Nous laisserons néanmoins en paix les rentiers à la recherche de revenus discrets, d'or et d'intérêts non déclarés : l'inflation les a bien punis, eux les mal indexés, et toute un vie de fraude fiscale ne peut se renier lorsqu'elle s'achève : ce serait une injustice que de leur interdire cette ultime participation à l'activité nationale.

Sur le mode mineur, la fraude fiscale, dont les synonymes sont débrouillardise et avantages en nature, mériterait bien une chanson de Brassens : au moins concernerait-elle chaque ménage français, sans risque d'en omettre le moindre. Notre propos n'est pourtant pas de mettre toutes les fraudes sur un pied d'égalité, celle de l'ouvrier avec celle du chirurgien. Mais, à partir de ce qui n'est au fond qu'une évidence, l'omniprésence de la sous-déclaration fiscale des revenus réels, il serait souhaitable de renoncer aux mythes simplificateurs avant de crier justice.

Si chacun triche, non pas forcément avec le règlement, mais avec l'esprit de la solidarité nationale, ce grand mot qui signifie que revenu et travail ne sont pas disproportionnés, les positions d'accusateurs sont prématurées, sinon indécentes.

A partir d'une question mal posée, il n'y aura que de mauvaises réponses, c'est-à-dire plus d'injustice, plus de fraude, et plus de mécontentement. Souhaite-t-on organiser une course poursuite de la débrouillardise, de la fraude, du refus du travail ? Ne la sent-on déjà dans la décomposition sociale amorcée depuis que les dangers unificateurs et la prospérité distributrice s'estompent ?

ANDRÉ BOYER.

(2) *Statistiques et études financières*, no 315, page 44.
(3) Publication du CERC, 4e trimestre 1974, page 15.
(4) CREDOC, recettes professionnelles des médecins, 1972, page 12.

Quelles stratégies industrielles ?

(Suite de la page 23.)

De nombreux travaux de recherche ont montré que trois familles de stratégies sont envisageables pour le producteur. Dans la première famille, un produit unique (ou des produits liés résultant d'un processus unique) est réalisé en grandes quantités de façon continue. On peut citer, à titre d'exemples, les raffineries de pétrole, les centrales électriques, l'industrie chimique, la fabrication du verre. Le coût des produits est essentiellement fonction des moyens matériels mis en œuvre. Le coût de main-d'œuvre étant relativement faible, le lieu d'implantation de ces unités de production n'a qu'une faible incidence sur le coût total des produits. Ainsi les coûts unitaires de raffinage sont-ils très voisins, que les raffineries soient installées au Havre à Houston ou à Abu-Dabi.

Dans la seconde famille, ou production de masse, les produits sont multiples mais leur variété résulte de combinaisons différentes d'éléments standards. L'automobile, l'électro-ménager, le textile, la chaussure, mais aussi les transports en commun, les grandes surfaces, les restaurants libre-service, en sont des exemples caractéristiques. Ces unités de production emploient une main-d'œuvre abondante et peu qualifiée et des moyens de production spécialisés. Le prix de revient de la production est fortement influencé par le coût de la main-d'œuvre.

Dans la troisième famille, les produits sont également multiples mais peu ou pas standardisés. De ce fait ils sont réalisés en faible quantité. La vocation d'une unité de production de ce type s'exprime souvent par le potentiel technologique qu'elle peut mobiliser pour satisfaire des demandes spécifiques de clients. Cette organisation doit posséder une flexibilité suffisante pour s'adapter à une somme de demandes dont la répartition est sans cesse renouvelée. Cela s'obtient habituellement par des surcapacités de production, des équipements peu spécialisés et une main-d'œuvre qualifiée et polyvalente. L'objectif de moindre coût est alors supplanté par des objectifs de service aux clients : qualité, délai, disponibilité, adéquation à la demande. L'atelier de mécanique générale, la machine-outil, dans le domaine industriel, mais aussi, dans le domaine des services : le transport individuel ou les taxis, les « engineerings », les cabinets de conseil, les services de recherches, la haute couture, les restaurants gastronomiques et bien d'autres appartiennent à cette famille que nous qualifierons, faute de mieux, d'ateliers.

Primauté de l'atelier

Dans la compétition mondiale, la concurrence par les coûts conduit à la disparition progressive des unités de production de masse dans les pays d'économie avancée. Ces unités, conçues pour minimiser les coûts de production, s'avéreront de moins en moins compétitives avec celles qui seront implantées dans des pays disposant de main-d'œuvre moins coûteuse. Et cette implantation sera d'autant plus facile que ces systèmes utilisent des technologies stabilisées et, donc, aisément transférables. Ce n'est pas par hasard que le textile ou la chaussure sont les premiers atteints. Pour nuancer cette affirmation, il faut remarquer que les unités de production de masse qui répondent à des demandes spécifiquement locales sont moins menacées.

Les systèmes de production de masse implantés dans les pays développés devront se transformer soit en processus continus, soit en ateliers. La transformation en processus continus nécessite de nouveaux développements technologiques portant sur les produits où sur les techniques de production de telle sorte que les coûts de production ne soient pas sensiblement affectés par le lieu d'implantation du système de production. Ainsi, l'usine d'automobiles entièrement automatisée, telle qu'on peut l'entrevoir aujourd'hui à Detroit ou au Japon, a sans doute plus d'avenir dans les pays développés que l'usine moins mécanisée organisée autour de la notion de groupes autonomes dont la Suède nous a donné l'exemple. La transformation en atelier demande une attention accrue aux besoins spécifiques parfois individuels, des clients. Ces besoins peuvent s'exprimer en termes de produits (sur mesure au lieu de standard), de localisation (proximité du service offert) ou de disponibilité dans le temps (heure ou périodes les mieux appropriées). L'accent mis sur la prise en compte de besoins individuels devrait, s'il en était besoin, fournir de nouvelles justifications au choix du marché comme mécanisme régulateur de l'économie.

Indépendamment des processus continus, peu menacés, le développement des pays industrialisés repose partiellement sur les systèmes de production du type atelier. Ce sont, en effet, ces systèmes de production qui s'appuient le mieux sur les compétences distinctives des pays développés. Compétences générales des hommes, dont le niveau de formation et la culture industrielle, s'ils constituent des atouts majeurs dans la compétition internationale, ne peuvent s'exprimer de manière satisfaisante dans des tâches étroites et routinières. Compétences accumulées en gestion des entreprises également. La capacité d'analyse des besoins, la conception de produits ou services adaptés, la mise à disposition au moment et à l'endroit opportun exigent, en effet, une technologie de gestion qui, quelles que soient les volontés de transfert, ne sera acquise que très lentement par les pays nouvellement industrialisés. Ces systèmes sont aussi le mieux en mesure de susciter l'innovation technologique.

Cette évolution devrait entraîner le développement d'unité de production de faible taille, à structures souples et utilisant une main-d'œuvre très qualifiée. L'importance des petites et moyennes entreprises dans le redéploiement industriel des pays développés est ainsi soulignée.

S'agit-il de stratégies industrielles totalement nouvelles, utopiques, dangereuses ? Sûrement pas. C'est la stratégie industrielle suivie volontairement ou involontairement par la Suisse de très longue date et reposant sur des industries fortement automatisées (chimie, énergie), des industries créatrices de technologies (équipements, machines-outils). Pas de production de masse de biens peu différenciés. Les résultats sont là pour montrer le bien-fondé de l'analyse. Saurons-nous en tirer les conséquences ?

JEAN-CLAUDE TARONDEAU et PIERRE LE MOAL,

professeurs au groupe ESSEC.

DÉCOUVREZ VOS BUREAUX A PARIS.

LA TIME-LOCATION GEORGE V C'EST : DES BUREAUX ET DES SERVICES DE DIMENSION INTERNATIONALE A LOUER A L'HEURE, A LA JOURNÉE, AU MOIS.

CENTRE D'AFFAIRES GEORGE V EXECUTIVE CENTER

QUAND VOUS LE VOULEZ.
Que vous veniez à Paris régulièrement ou occasionnellement les bureaux-services du CENTRE D'AFFAIRES GEORGE V sont en permanence à votre disposition de 9 h à 20 h.

POUR LE TEMPS QUE VOUS VOULEZ.
Pour une heure seulement, quelques heures, une demie-journée, une journée, un mois, ou plus, les bureaux-services du CENTRE D'AFFAIRES GEORGE V s'adaptent à vos besoins (100 F HT l'heure, 500 F HT la journée). *Prix en vigueur au 1er semestre 1979.

AVEC TOUS LES SERVICES QUE VOUS VOULEZ.
Hôtesses d'accueil, secrétaires multilingues, traducteurs, coursiers, centre de documentation, salle de reprographie, salles de conférence, spécialistes juridique, économique et fiscal, agence de voyages, location de voitures, bar... Tous les services disponibles à la carte, à votre convenance.

CENTRE D'AFFAIRES GEORGE V. 30, AVENUE GEORGE V - 75008 PARIS. TÉL. : 261.51.86.

BIBLIOGRAPHIE

« Une certaine idée de Manufrance »

DE FRANÇOIS GADOT-CLET

« *EH bien ! mon vieux, c'est d'accord, je vais te faire nommer P.-D.G. !* » L'homme qui tient ce propos, le 16 février 1978, est bien connu dans les milieux financiers et politiques. Voilà belle lurette que l'accent, le caractère, la réussite de Jean-Baptiste Doumeng, P.-D.G. d'Inter-Agra, président de l'Union des coopératives internationales, homme d'affaires de haute volée spécialisé dans le commerce avec les pays de l'Est, milliardaire — dit-on, — communiste, dit-il, se sont imposés. Comment résister à Jean-Baptiste Doumeng lorsqu'il vous propose tout à trac le poste de P.-D.G. de Manufrance ? En tout cas, François Gadot-Clet, lui, n'a pas résisté. Pourquoi lui ? On ne sait trop. On le dit habile, sinon roué. Spécialisé dans les relations publiques, il est le chef de cabinet de M. Edgar Faure, alors président de l'Assemblée nationale. Rien ne le prédispose à devenir le patron de la firme stéphanoise, qui, depuis des années, n'en finit pas de sortir d'immenses difficultés. Et pourtant c'est ainsi : il va devenir P.-D.G. de la « *vieille dame de Saint-Etienne.* »

L' « *expérience* » durera trois cent vingt jours. Commencée le 1er mars 1978 dans la jovialité et l'enthousiasme — on se demande encore pourquoi, — elle s'achèvera le 23 janvier 1979 dans l'amertume. Qu'en reste-t-il ? Rien, sinon un livre de cent soixante-huit pages, *Une certaine idée de Manufrance*, dans lequel est rapportée cette étrange nomination.

Au fil du récit apparaissent, puis disparaissent comme dans un théâtre d'ombres, les différents protagonistes de l'affaire : le maire communiste de Saint-Etienne, les actionnaires privés, les hommes politiques, les syndicats, le personnel de la Manu, les investisseurs tant désirés, enfin, que l'on ira chercher aux quatre coins de la France ou ailleurs, mais qui, tous, refuseront — comme on les comprend à la description qu'en fait François Gadot-Clet ! — de mettre sou dans l'entreprise.

Curieux livre où se côtoient remarques piquantes — la description du déjeuner offert par Jean-Baptiste Doumeng à deux des frères Willot, qu'il traite de « *couilles molles* », vaut son *pesant d'or* — et constat d'une banalité à pleurer : « *Les délégués ouvriers, en France, n'ont pas le droit à la parole. Sur la sécurité et l'hygiène oui, mais jamais sur la répartition des investissements.* »

L'ex-chef de cabinet de M. Edgar Faure eut-il jamais une chance de gagner son pari ? On en doute, tant il apparaît ballotté, manipulé et finalement impuissant en dépit de l'habileté qu'il avait acquise comme spécialiste des relations publiques. A la vérité, ce qui surprend, c'est que l'aventure ait pu durer tout ce temps. Il est vrai que le P.-D.G. fut rapidement balayé lorsqu'il résolut de s'attaquer aux vrais problèmes. Dans cette histoire, M. Gadot-Clet n'a pas tout perdu : fasciné par Manufrance, mais surtout par sa propre aventure, il en fait un livre. Malgré bilan. — Ph. L.

★ Coll. « Le poids des mots », Denoël-Filipacchi, 168 p., 40 F.



UNE SOLIDE FORMATION A LA PAROLE PUBLIQUE vous est garantie par Hubert Le Féal.
Sa Méthode, essentiellement pratique, vous conduira au maximum d'efficacité en Expression Orale.
Sans engagement, demandez-lui une documentation détaillée.
770 58 03
Institut d'expression orale 20, cité Trévise 75009 paris

Comment les grandes entreprises ont réagi à la crise

PECHINEY-UGINE-KUHLMANN : la fin de l'orage ?

DE tous les groupes industriels français, Pechiney-Ugine-Kuhlmann (PUK) a été, avec Rhône-Poulenc, l'un des plus sévèrement touchés par la crise mondiale. Grand producteur de biens intermédiaires, l'aluminium et les aciers spéciaux, ses grandes spécialités, le cuivre transformé, les produits chimiques, il a particulièrement souffert de l'effondrement des prix dans ces secteurs. Ses marges bénéficiaires se sont contractées sensiblement, dangereusement même si on les calcule en monnaie constante (voir le graphique ci-dessous). L'exercice 1975, le pire depuis quarante ans, a enregistré une perte d'exploitation de 600 millions de francs. Circonstance aggravante, à peine la crise de l'aluminium commençait-elle à s'estomper que celle des aciers spéciaux devenait dramatique au point de « saigner » véritablement le groupe, en pleine réorganisation après les nombreuses fusions et absorptions qui précédèrent sa naissance en 1972, et lui imposèrent un « dégraissage » long et coûteux. En ce printemps de 1979, il semble, toutefois, que l'orage s'éloigne. La conjoncture s'améliore brusquement dans la branche aluminium (35 % de l'activité), et des négociations sont en cours pour alléger le poids insupportable des aciers spéciaux, tandis que les points forts du groupe — filiales étrangères, industries légère, nucléaire — augmentent leur contribution. Pour le premier trimestre 1979, les vingt-cinq principales sociétés de l'entité PUK affichent une progression de 16 % pour le chiffre d'affaires et de 69 % pour le résultat brut.

Comme tous les groupes français, Pechiney-Ugine-Kuhlmann procède de la réunion relativement récente d'éléments parfois assez disparates. En septembre 1971, c'est le coup de tonnerre dans le ciel industriel français : Pechiney et Ugine-Kuhlmann décident de fusionner et de marier des activités souvent complémentaires. Il s'agit alors de remettre de l'ordre dans les différents héritages. Pour l'aluminium, c'est facile, car le même comptoir de vente commercialisait déjà la production des deux groupes. Pour la chimie, ce sera plus difficile.

A tout seigneur, tout honneur : en France et dans le monde, Pechiney, c'est l'aluminium. A l'origine d'une telle vocation, on trouve deux Français, Sainte-Claire-Deville en 1859, et surtout Paul Héroult en 1888, avec la découverte du procédé électrolytique de fabrication de l'aluminium.

Premier producteur français (avec Ugine) et premier producteur européen, Pechiney exporte sa technique et s'implante en Espagne (Aluminio de Galicia) à partir de 1920. Puis, dans les années 1950, à la poursuite d'une énergie à bon marché que la France ne peut fournir, c'est le grand bond de l'internationalisation : aux Etats-Unis avec Howmet et ses filiales Eastalco et Intalco (à 50 % avec Amax), en Grèce avec l'Aluminium de Grèce, à Flessingue (Pays-Bas) avec Pechiney Nederland, au Cameroun (Alucam). Entre-temps, à la fois pour alimenter ces usines et compléter les gisements français qui s'épuisent, de l'alumine est produite sur les gisements de Fria en Guinée et du Queensland en Australie. Résultat : en 1979, PUK est le quatrième producteur mondial (8 % du marché) avec près d'un million de tonnes, dont 600 000 produits dans ses filiales étrangères, sa technique est prisée dans le monde entier, et l'aluminium, métal-roi, représente 35 % de son chiffre d'affaires.

Mais après une conjoncture restée longtemps très favorable, caractérisée par une demande en augmentation régulière (8 % en volume et en moyenne entre 1966 et 1973), un accident, pire, un désastre, se produit en 1975. Une crise planétaire, la plus violente depuis 1931, fait chuter la demande mondiale d'aluminium de 22 % (deux fois plus rapidement que la moyenne générale des produits), et les prix s'effondrent de 30 %. Les années suivantes, la situation se redresse quelque peu, mais les usines françaises, et même celles de Hollande, perdent de l'argent. Heureusement, aux Etats-Unis, en Grèce, les résultats demeurent bénéficiaires.

Sur la scène mondiale, en revanche, l'amélioration est très réelle. Plus sages que les sidérurgistes, les producteurs d'aluminium, surtout ceux du continent nord-américain, ont stoppé net leurs investissements de capacité après la guerre de Kippour. Depuis deux ans, la croissance de la consommation a repris (+ 8 % en 1978), au point que les stocks de métal baissent dangereusement (cent trente jours de production à la fin de 1975, soixante-trois jours à la fin de 1978, cinquante-deux jours au début de l'été 1979). Une tension est apparue, comme en 1974, dans une atmosphère de grande nervosité, et une flambée des prix pourrait se produire. Déjà, les premiers signes s'en font sentir, ce qui, conjugué avec le redressement du dollar, monnaie de compte pour les tarifs mondiaux, a fait bondir de 69 % les résultats bruts de la branche aluminium de PUK pour le premier trimestre 1979. Selon toutes probabilités, la conjoncture devrait rester satisfaisante au début des années 1980, ce qui a incité le groupe, pour retrouver sa part de marché mondial de 1973 (8,5 %), à prévoir une augmentation de capacité de 300 000 tonnes, dont 82 000 en France, 48 000 en Espagne, 26 000 au Cameroun, et le reste... ailleurs.

« *Les aciers, c'est mon problème personnel* », déclarait au début de l'année le président Philippe Thomas à notre confrère *la Vie française*. Comme on le comprend ! Depuis 1975, la filiale Ugine-Aciers a enregistré un déficit cumulé de 1,7 milliard de francs, véritable cancer qui ronge la substance du groupe. Orgueil autrefois de la société Ugine, les aciers spéciaux, notamment l'inoxydable, avec adjonction de chrome et de nickel, ont été une grande source de profit pour le groupe jusqu'à l'année 1974, compensant alors le marasme relatif de l'aluminium (certains, au sein de la maison, l'ont oublié trop vite). Avec la deuxième usine du monde (L'Ardoise) pour la capacité de production de lingots, une technique parfois supérieure à celle des Japonais en matière de laminage (Forges de Gueugnon), au point que le Mexique l'a adoptée, Ugine-Aciers s'inscrit au sixième rang mondial, exporte plus de 50 % de sa production, et constitue toujours l'un des joyaux du groupe. Mais depuis quatre ans, relève son président, M. Jacques Gall, une bataille de prix « démentielle » s'est engagée avec nos voisins immédiats, producteurs d'Allemagne fédérale, d'Italie, d'Espagne, de Suède, sans compter la Grande-Bretagne, le Japon et même l'Afrique du Sud pour le ferro-chrome. Ajoutons que la mise en service de l'usine d'aciers alliés à Fos, décidée en 1970 et financée par crédit-bail, a été longue, coûteuse et tardive (1974 à 1976), s'achevant en pleine crise. Résultat : Ugine-Aciers en est venu à perdre près de 25 % de son chiffre d'affaires en 1978, ce qui rejoint les « tristes » performances d'Usinor et de Sacilor ces deux dernières anées. Mais, si un plan de sauvetage a été mis en place pour la sidérurgie lourde à l'automne dernier, avec le concours actif de l'Etat et des fonds publics, rien n'a encore été fait pour l'industrie française des aciers spéciaux, qui a dû, elle-même, prendre sa destinée en main. Surcapacité globale, éparpillement nocif en six firmes, obsolescence de certaines installations, compressions de personnel inevitables, tels sont les problemes que doivent résoudre Ugine-Aciers et l'autre grand, Creusot-Loire. Les deux firmes ont déjà conclu des accords de répartition de fabrication. La solution se complique du fait qu'Usinor et Sacilor, attirés, eux aussi, par les aciers spéciaux, compléments logiques d'une gamme équilibrée, se disputent les Aciéries de Pompey, autre grand producteur. Tous les cas de figure sont envisagés, y compris des accords très poussés entre Creusot-Loire et PUK.

D'ores et déjà, du fait d'une légère amélioration de la conjoncture et d'un début de compression de personnel, Ugine-Aciers réduit ses pertes en 1979.

L'une des grandes ambitions des dirigeants de PUK au début de cette décennie était le développement de la chimie, au deuxième rang derrière Rhône-Poulenc.

La réunion de Pechiney et d'Ugine-Kuhlmann ramenait dans le giron du groupe toute une série d'activités chimiques, lourd héritage de la fusion de 1966 entre Ugine et Kuhlmann, consommée seulement sur le papier. Kuhlmann, c'étaient les engrais, apportés en 1969 à une filiale commune avec Rhône-Poulenc, la GESA, et les colorants (seul Français avant guerre, face au géant germanique I.G. Farben) avec des installations éparpillées et parfois vétustes. Dans la dot d'Ugine, on trouvait essentiellement les produits chlorés. A partir de 1972, les dirigeants de ce secteur, sous la conduite de M. Halna du Fretay, durent « dégraisser », élaguer, faire disparaître des familles entières de produits, réduire les effectifs de plus de mille deux cents personnes, fermer des ateliers. Des « rectifications de frontières » furent effectuées, la plus importante étant la dernière en date, avec la cession à Rhône-Poulenc de la totalité des intérêts dans les engrais au sein de la filiale commune GESA (*le Monde* du 28 avril 1979). Le département chimie fine est étoffé en 1973 avec le rachat de Lorilleux-Lefranc, premier producteur européen d'encre, et cinquième mondial. Mais ces opérations, conjuguées avec la séquelle de la crise de 1975, ont coûté au groupe près de 200 millions de francs en quatre ans, avec quelques déceptions, comme la pharmacie, restée maigriote au sein de Pharmuka. A la veille des années 1980, PUK n'en est pas moins le premier producteur français de méthanol, et le chef de file pour de nombreux produits, acroléine, hydrazine, fluocarbones (pour les aérosols), etc.

Premier transformateur européen de cuivre, avec Tréfimétaux, PUK a été frappé de plein fouet par la crise, qui a touché particulièrement ce métal et qui s'est poursuivie jusqu'aux premières semaines de 1979. L'excédent structurel de production consécutif à la flambée des prix de 1974, le marasme du bâtiment qui, avec la construction électrique et les télécommunications, absorbent les trois quarts du cuivre transformé, assombrissent les perspectives de cette branche, encore en perte (40 millions de francs) en 1978. Une solution à long terme : l'innovation, la recherche de produits nouveaux pour les gros clients comme l'automobile et le bâtiment.

Remonter la pente

Redressement des marges, réduction des frais financiers, qui ont atteint jusqu'à 7 % du chiffre d'affaires en 1975, remèdes aux faiblesses (aciers spéciaux, chimie, cuivre), développement des points forts (aluminium, industries légères, nucléaire, filiales étrangères), les dirigeants du groupe ont un énorme travail à accomplir en cette fin des années 1970, sept ans après la « grande » fusion. Malgré un environnement difficile et peu favorable aux produits intermédiaires, et le départ, en 1975, de M. Jacques Marchandise, une des têtes pensantes de l'état-major, qui prend la présidence de la librairie Hachette, et entraine avec lui plusieurs collaborateurs, on a commencé à bouleverser les structures dès 1976. Une direction de la politique industrielle a été instituée avec un homme de « choc », M. Jean-Yves Kervern, ainsi qu'une direction du marketing confiée à M. Michel Simonnard. Objectif : définir une nouvelle stratégie industrielle en stoppant d'abord l'hémorragie des aciers spéciaux, en limitant les ambitions dans la chimie, et surtout en développant ces fameux points forts, non seulement l'aluminium, le métal-roi du groupe, mais aussi un secteur plein de promesses, le nucléaire, dont la progression atteint 20 % par an environ. Les filiales spécialisées dans le cycle de l'uranium (Comurhex pour la fluoruration, la Franco-Belge de Fabrication de combustible pour l'uranium enrichi, Zircotube pour la chaine du zirconium, Minatome pour la recherche minière), constituent l'une des véritables chances de PUK, le résultat d'un choix heureux fait il y a plusieurs années et qui prend toute sa signification aujourd'hui. Le redressement spectaculaire du marché de l'aluminium, l'assainissement de la chimie, l'espoir d'une solution pour Ugine-Aciers, sont par ailleurs autant de signes favorables : c'est, vraisemblablement, la fin de l'orage.

PUK n'a pu tirer sur ses réserves comme Rhône-Poulenc, ne jouit pas de la robuste santé financière de la C.G.E., dégage beaucoup moins de valeur ajoutée que Thomson, doit investir presque aussi lourdement que la sidérurgie ou le ciment, et ne dispose pas d'un trésor de guerre de plus d'un milliard de francs comme Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, à la recherche d'une diversification. Victime du mal français, le groupe, s'il veut se développer franchement et tenir sa place dans le concert mondial, va devoir se procurer des capitaux, autre problème bien connu dans l'Hexagone. C'est le prix à payer pour acquitter une facture qui a été bien lourde pour Pechiney-Ugine-Kuhlmann.

FRANÇOIS RENARD.

LES RÉSULTATS CONSOLIDÉS, EN FRANCS CONSTANTS, SE SONT RAPIDEMENT DÉGRADÉS

FRANCS CONSTANTS 1978

BÉNÉFICE NET — MARGE BRUTE — FRANCS CONSTANTS — FRANCS NOMINAUX

2750 — 2200 — 1834 — 1300 — 1155 — 743 — 620 — 365 — 532 — 399 — 159 — 212 — Perte — 1267 — 1039 — 187 — 153 — 1650 — 1500 — 415 — 377 — 1216 — 261

1973 — 1974 — 1975 — 1976 — 1977 — 1978

Les francs constants sont ceux de 1978. Ils sont donc confondus avec les francs normaux pour cette année.

60% DE L'ACTIVITÉ DANS LES MÉTAUX

CHIMIE ET PARACHIMIE 6,6 — ALUMINIUM (France et étranger) 8,7 — INDUSTRIES LÉGÈRES 4,4 — CUIVRE 3,3 — ACIER 2,2 — ÉLECTRO-MÉTALLURGIE 1,2 — MÉTAUX : 15,2 MILLIARDS DE FRANCS

Chiffres en milliards de francs

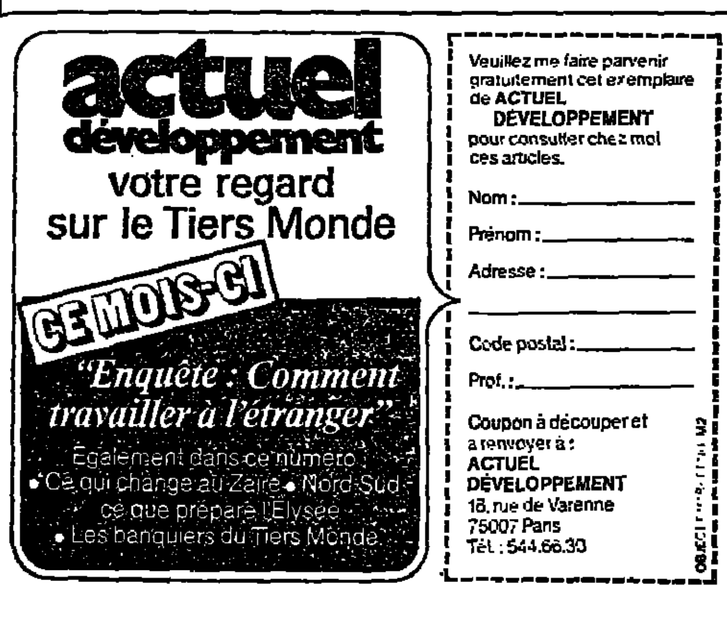
EN CINQ ANS, LE PRIX FRANÇAIS DE L'ALUMINIUM A AUGMENTÉ DE 88% (ET DE 30% EN FRANCS CONSTANTS)

en francs courants par tonne

7000 — 6500 — 6000 — 5500 — 5000 — 4500 — 4000 — 3500 — 3000

1974 — 1975 — 1976 — 1977 — 1978 — 1979





LES NOTES DE LECTURE d'Alfred Sauvy

Pierre ROSANVALLON

LE CAPITALISME UTOPIQUE. CRITIQUE DE L'IDÉOLOGIE ÉCONOMIQUE.

Cela va loin, et nous suivons bien, sauf pour le mot *utopique*, qui a été trop complaisamment utilisé, à toutes fins, pour permettre une expression claire. Suivre est pris ici dans le sens : nous suivons le... guide.

C'est au treizième siècle que commence la désagrégation, la loi divine ayant été retirée avant que le ciment n'ait pris. Depuis ce moment, c'est une course, quelque peu désabusée aujourd'hui, à la recherche de « la bonne société », de la terre promise.

Deux parties égales en richesse, dont la première est une puissante revue des grandes doctrines jusqu'à la Révolution. Dans ce terrain si souvent labouré, nous trouvons, sans oublier Mandeville, de nouveaux angles, de nouvelles associations fertiles. L'idéologie de l'ordre naturel, sinon de la religion naturelle, atteint son sommet avec les physiocrates, car déjà Adam Smith compose, dans les deux sens du terme. Une nette distinction est ici établie entre le concept des « droits de l'homme », appelé libéralisme positif et la « société de marché » appelée libéralisme utopique. Toujours ce terme sonore, lui, tout au moins nous suit.

La deuxième partie nous place rapidement dans le triangle Hegel, A. Smith et Marx. Celui-ci se refusant *à voir aussi un économiste* dans le premier et un philosophe dans le second.

Nous suivons toujours, mais la terminologie ne vient pas à notre secours, quand le capitalisme est résolument opposé au libéralisme ; distinction assez classique et séduisante, à condition d'employer, pour plus de clarté, le mot « capitalistes » au lieu de « capitalisme ». Doctrine, attitude, comportement, établissons bien les cloisons nécessaires.

Nous attendons, bien entendu, avec fièvre le débouché sur l'autogestion. Il ne vient pas ou plutôt ne se manifeste que très discrètement, le mot étant à peine prononcé, dans une annexe. C'est toute la conception du droit qu'il s'agit de changer ou qui est en train de le faire. Il faudrait aller plus loin et sans peur, tout au moins des mots.

★ Le Seuil, Paris, 1979 ; 20 cm, 255 pages, 55 francs.

Louis MALASSIS

ÉCONOMIE AGRO-ALIMENTAIRE. *Tome I. Economie de la consommation et de production agro-alimentaire.*

Non, ce n'est pas la question du « pétrole vert », du moins pas encore, mais un traité général, pourvu de solides données économiques.

Après une remarquable citation, tirée du *Grand Livre*, du regretté Trémolières, et une présentation de la genèse de l'ouvrage, qu'on eût peut-être appelé autrefois « économie rurale et domestique », mais qui est bien davantage, nous entrons dans le sujet par quelques hors-d'œuvres classiques, si on nous permet l'expression : bref historique, présentation des aliments et « nutriments » nécessaires à l'organisme, pour déboucher ensuite sur quelques évolutions de fond, peu connues parfois, telles que la victoire de la margarine sur le beurre, dans les pays riches, et surtout la fabrication de « produits analogues » (selon l'expression consacrée), notamment les protéines végétales, texturées, pour donner l'aspect de la viande ; l'avis de La Reynière ne semble pas avoir été sollicité ici. Il est vrai que les produits synthétiques servent surtout à l'alimentation des animaux, notamment les *levures de pétrole*. La cornue, est-il d'ailleurs bien précisé, ne joue encore qu'un rôle insignifiant dans les produits de bouche, de sorte que Berthelot devra patienter, dans sa tombe, pour voir se réaliser sa prédiction, presque certaine.

Viennent ensuite le consommateur et la façon dont il modifie son menu (élasticité), lorsque son revenu (réel) s'accroît. En passant, nous constatons que le menu des pays peu développés s'est légèrement amélioré, mais il s'agit de grandes moyennes. Le menu occidental pénètre lentement chez ces pays par les classes aisées et par le jeu des « boites ».

Une remarque pertinente est formulée sur le mode de développement des pays riches, qui ne progressent que dans l'insatisfaction et la montée des besoins. Et déjà l'Américain consomme une fois et demie son poids de viande dans l'année.

Ce progrès important de la consommation profite à l'industrie plus qu'à l'agriculture. Nous débouchons alors dans les marchés agricole et agro-industriel. Les cultivateurs, qui, à l'autre bout de la chaîne, s'estiment eux aussi lésés, *essaient de pénétrer ce monde intermédiaire* si bien placé, mais la concentration est plus rapide encore dans la distribution que dans la transformation.

Viennent alors quelques vues économétriques et des considérations économiques plus générales.

Le plan du tome II, qui nous est donné en clôture, nous fait venir « l'eau à la bouche », mais des questions plus sévères sont annoncées : se nourrir ou ne pas être.

Document puissant, à lire, consulter et conserver.

★ Cujas, Paris, 1979 ; 24 cm, 437 pages, 115 francs.

Henry de FARCY

UN MILLION D'AGRICULTEURS A TEMPS PARTIEL.

Le contraste est saisissant entre la richesse en enseignements de cette question, et la pauvreté de la littérature à son sujet. Et plus le mouvement est important, plus les auteurs manifestent de prudence en ce domaine, tant il est difficile à embrasser et, disons-le, redoutable.

Sur l'initiative de M. R. Groussard, directeur général du C.N.A.S.E.A. (Centre national d'aménagement de structure des exploitations agricoles), des enquêtes approfondies ont été heureusement entreprises, comme jamais avant, donnant le premier inventaire de cet amoncellement complexe.

Dès l'abord, une série d'exemples vient à point montrer l'extraordinaire diversité des situations : cultivateurs ayant un salaire industriel, commerçant exploitant quelques vignes, exploitant de 400 hectares déclarant être en sous-emploi, femme de paysan se rendant à la ville, dirigeant du haut tertiaire conservant son exploitation, chirurgien prenant un chef de culture, moniteur de ski, pendant que la terre a son manteau, ne sont que quelques cas, parmi des centaines, sans parler des « zippies », volontairement exclus, pour le moment, ni des résidences secondaires, etc. Nous nous initions, en outre, à l' « exploitation asile », à l' « exploitation couverture » ou encore « pépinière » ou « sauvegarde », etc.

Loin d'être inédit, cet assemblage agriculture-non agriculture constitue, de certains points de vue, un retour à des pratiques traditionnelles. Il n'est pas non plus typiquement français, loin de là : aux Etats-Unis, 55 % de doubles *actifs* ; en Allemagne, 66 % ; en Autriche, de 70 à 75 %, même en plaine..., sans parler de la Chine. Cette pratique est, par contre, très peu répandue aux Pays-Bas : forte leçon, car il nous est rappelé que, avec le rendement des cultivateurs de ce pays, notre production pourrait être assurée par six cent mille exploitations. Triomphe *de la densité, contraire à Malthus et* à tant de lois, annonciateur des dommages de la désertification, qui vont s'accentuer encore, dans l'impuissance générale.

Cette diversité de situations est non seulement le cauchemar des statisticiens, mais elle ne fait pas l'affaire des hommes ou organismes d'ordre : administration, mode fiscal, et socio-fiscal, syndicats agricoles ou de salariés. On imagine le casse-tête que serait un essai, ne disons même pas de collectivisme, mais de prise en main sérieuse de la terre par la puissance publique. L'auteur, d'ailleurs, a eu le tact de rester sur le terrain technique.

Allant plus loin, nous trouvons un nouvel aspect du conflit, non pas entre le libéralisme classique et l'intervention, mais entre la souplesse et l'organisation. Conflit ou complément ? Nous pensons fatalement au travail noir, au chômage et autres conséquences de la rigidité. Cela va loin.

★ Editions du Centurion, Paris, 1979 ; 21 cm, 167 pages, 36 francs.

R. de FALLEUR
et collaborateurs

LE TRAVAIL.

La couverture de cette intéressante brochure porte le titre « Economistes belges de langue française ». « L'économie de demain : marché, plan et concertation ou anarchie, rigidité et corporatisme ? » C'est le rapport de la commission 2, attachée spécialement à la grande question de l'emploi.

Après un début qui laisse craindre la sinistre primauté usuelle de l'optique quantitative, ce rapport mûri, réfléchi, bien rédigé, pénètre peu à peu les divers replis de ce drame multiforme, évitant avec mérite les préjugés, même keynésiens, attitude significative des progrès de la pensée.

Faits surtout d'arrachement, ces progrès ne sont cependant pas encore parvenus à une parfaite maîtrise du sujet, même en chambre. Par exemple, à propos du « cadre spécial temporaire », le texte n'ose pas dire explicitement que le nombre des chômeurs ainsi réemployés est, à peu près, en raison inverse de leur salaire ; cette simple constatation arithmétique remettrait trop de choses en question. Dans l'ensemble, on ne peut cependant qu'être frappé de l'approfondissement progressif de la question, depuis deux ans, du moins chez les économistes belges.

La durée du travail est étudiée dans un esprit scientifique, c'est-à-dire en mettant en évidence les avantages et les inconvénients des diverses solutions et en laissant aux politiques le soin de choisir.

En conclusion, réconfortés par ce beau travail, nous voyons combien notre biologie sociale recèle encore de mystères. Il manque, en particulier, la matrice de l'emploi et les comptes en hommes, avec tout ce qu'ils entraîneront de lumières *à leur suite*.

★ Centre universitaire de formation permanente (CIFOP), Namur, 1979 ; 23 cm, 143 pages.

Michel CHESNAIS

LE RENOUVEAU DU CHEMIN DE FER.

Un plaidoyer, sans doute, mais sous forme volontairement modérée, l'accent étant mis sur la technique plus que sur les effets économiques. Cette discrétion, par souci de ménager toute susceptibilité, aussi bien latérale que politique, et même de rester dans une note semi-officielle, souligne, une fois de plus, la position d'infériorité du service public vis-à-vis du secteur privé concurrent. Du reste, est-il simplement rappelé, sans insister, la part du chemin de fer est plus importante dans les pays socialistes.

Cette crainte d'aborder les questions chaudes est poussée au point que les tonnes, les kilomètres et les vitesses l'emportent, presque totalement, sur les francs. Sur les quelque trois cents pages de texte, une dizaine à peine concernent des données *financières* ; encore sont-elles, pour une large part, la reproduction de quelques tableaux, de rapports *déjà anciens de la commission* des comptes des transports de la nation.

A propos des pointes de trafic, par exemple, saisonnières ou accidentelles, leur intensité est bien décrite et mesurée, mais non leur coût. De même, le rôle de dépanneur de la S.N.C.F. n'est guère mentionné qu'à l'occasion de la grande détresse enregistrée dans la vallée du Rhône au cours de l'hiver 1970-1971, mais sans indication des conséquences économiques à en tirer.

Quelques données de base sont cependant fournies sur deux points importants, laissés de côté par la commission des comptes des transports de la nation : *l'énergie et l'espace*.

La consommation d'énergie par voyageur-kilomètre est trois à quatre fois plus faible par fer que par route et onze fois moins que par air. Pour les marchandises, le multiplicateur va de 3,5 à 6 pour la route. Mais aucun calcul n'est fourni à l'échelle nationale : nous ne sommes pas davantage *informés sur les majorations* de tarif, subies depuis cinq ans, par les diverses formes d'énergie.

Pour l'espace, nous retrouvons pour les transports en agglomération des données classiques : cinquante mille personnes transportées par heure sur une voie de chemin de fer, sept mille à huit mille pour trois voies d'autoroute. Mais aucun chiffre global n'est fourni, par exemple pour la région parisienne.

Moins connu est le fait que, sur 400 kilomètres, la nouvelle ligne Paris-Lyon n'absorbera que 2 000 hectares, en face des 4 000 hectares nécessaires aux 230 kilomètres de l'onéreux canal Rhin-Rhône. Des comparaisons écologiques pourraient sans doute être tentées.

En revanche, la meilleure adaptation du fer à la diversité des situations géographiques paraît plus contestable.

Lorsque viennent, sous nos yeux, des considérations *sur* l'ambiguïté de la notion de service public, nous touchons le point sensible, mais aucune conclusion n'en est tirée, notamment sur les suppressions de lignes suggérées par le rapport Guillaumat.

Une bonne mise au point technique, mais des éléments de départ seulement, pour permettre de juger la question économique, posée depuis un demi-siècle et toujours évitée.

Annexes. Cartes. Figures. Bibliographie.

★ Préface de Raymond Monnet. Ouvrage publié avec le concours du ministère des universités. Economica, Paris, 1979 ; 24 cm, 341 pages, 60 francs.

Centre confédéral
d'études économiques
de la C.G.T.

DES MANUFACTURES A LA CRISE DU TAYLORISME.

Il s'agit en fait moins de Taylor et de Ford, dûment cités cependant, ainsi que Fayol, que des conditions de travail, en général, dans l'industrie et surtout aujourd'hui. En octobre 1976, la C.G.T. avait organisé des *journées d'études sur les conditions* de travail. Les matériaux rassemblés à cette occasion ont été utilisés et améliorés, à l'examen de l'organisation contemporaine du travail, dans l'optique marxiste de la plus-value. De nombreux exemples sont donnés, accompagnés de jugements techniques et de citations de travailleurs intéressés. Cette partie pratique est plus *saisissante* que *l'autre*, qui vient fatalement buter sur les contradictions de la tendance à la baisse du taux de profit.

★ C.G.T., Paris, 1978 ; 21 cm, 153 pages, 6 francs.

Les Europartenaires peuvent vous aider partout dans le monde.



La mise en commun de leurs services et de leurs moyens d'action vous permet de résoudre, avec rapidité et efficacité, l'ensemble de vos problèmes bancaires et financiers.



CREDIT LYONNAIS BANCO DI ROMA BANCO HISPANO AMERICANO COMMERZBANK

IRAN : une politique nationaliste pas forcément défavorable à l'Occident

(Suite de la page 23.)

« *Pourquoi*, dit l'un d'eux, *former un personnel spécialisé et maintenir une infrastructure spéciale pour deux réacteurs ? Nous avons plus de 20 000 milliards de mètres cubes de réserves de gaz. On peut parfaitement s'en servir pour produire l'électricité.* » Le renchérissement des coûts — le contrat de K.W.U. qui s'élevait initialement à 3,8 milliards de dollars atteint aujourd'hui 9 milliards de dollars — pousse ses opposants à réclamer l'arrêt de ce qui apparaît comme un gouffre financier. L'Iran a déjà payé plus de 4 milliards de dollars à K.W.U. et pourrait donc *estimer les frais suffisants.* « *Les centrales feront un superbe silo à blé, voire une très belle mosquée* », ironisait un quotidien de Téhéran, le 24 avril, en prévoyant l'annonce prochaine de l'annulation de tous les contrats nucléaires. Dans ces conditions, que deviendra la participation de la République islamique dans l'usine d'enrichissement d'uranium d'Eurodif (3) ? Le gouverneur de la Banque centrale précisait : « *Les participations dans des investissements à l'étranger avaient pour but de nous faire accéder à une technologie. Elles se poursuivront donc sauf si ces investissements s'avèrent non intéressants économiquement ou technologiquement.* » L'abandon de toute ambition nucléaire, si il était confirmé, pourrait donc s'accompagner d'un retrait d'Eurodif.

Dans les autres branches industrielles, l'application de nouveaux principes — même dans leurs balbutiements — n'est pas aussi aisée. Avant la révolution, par exemple, M. Bani Sadr affirmait : « *Dans la division internationale du travail, l'Iran était spécialisé par les multinationales dans les industries de montage. Nous avons ainsi seize usines de montage automobile. Il faudra taxer les importations de pièces détachées : ces usines se fermeront d'elles-mêmes. L'Etat prendra ensuite en charge une chaîne de construction automobile complète.* »

On pourrait donc s'attendre à une certaine prudence des constructeurs automobiles étrangers. Or l'interdiction annoncée fin avril d'importer automobiles et camions (pour éviter la fuite des capitaux) a eu l'effet contraire. On ne bâtit pas une industrie automobile en quelques semaines. Peugeot, qui prévoyait de monter en Iran des 304 ne renoncerait pas à son projet ; Renault, dont la capacité est de 150 véhicules par jour, envisagerait de s'agrandir, tout comme Iran National (Chrysler). Les usines de montage ont encore de beaux jours devant elles. Comme le dit un constructeur : « *Il faut produire cinq millions de disques d'embrayage par an pour être compétitif. Il est donc bien rare que l'industrie soit intégrée à 100 %.* »

Il est difficile de réorienter profondément — en quelques semaines — un appareil productif, surtout lorsque un chômage important (près de 30 % de la population active) pousse à reprendre le travail dans les anciennes structures (*le Monde* du 5 mai). Il est non moins difficile de rompre du jour au lendemain certains liens privilégiés. Les lettres de crédit ouvertes par les compagnies pétrolières pour l'achat du brut le sont quasi exclusivement auprès de la Chase Manhattan et de trois autres banques américaines. Et ce sont ces dernières qui bénéficient en premier lieu des réserves iraniennes déposées à l'étranger. Certes, *on affirme* à la Banque centrale à Téhéran que « *cela va changer* », que l' « *on étudie un rééquilibrage des dépôts entre banques européennes et américaines* ». Mais à court terme les violentes diatribes anti-américaines de l'ayatollah Khomeiny apparaissent d'abord comme une tentative de conjurer par le verbe les réalités économiques.

BRUNO DETHOMAS.

(3) L'Iran possède, par l'intermédiaire d'une société franco-iranienne, 10 % du capital de 1 milliard de francs d'Eurodif.

Le Monde

sports

RUGBY

Bagnères et Agen, Narbonne et Montferrand en demi-finales

Narbonne qui s'est défait (18-7) samedi 5 mai de Bayonne en dépit de la menace des avants, fait désormais figure de favori dans ce championnat de rugby de la nouvelle donne. En demi-finale, les Audois rencontreront Montferrand, qui doit son succès (12-6) de dimanche sur Toulouse à la botte de Romeu. Bagnères accède également aux demi-finales grâce à sa victoire assez difficile (14-10) contre Nice. Enfin, les Agenais au jeu un peu fou ont fait plier l'échine à Graulhet (13-9), au cours d'un match qui commença comme un pugilat.

De notre envoyé spécial

Toulouse. — Ça sentait la poudre, dimanche à 15 heures, dans les gradins du Stadium de Toulouse quand les quinze de Graulhet et d'Agen ont fait leur apparition sur la pelouse. Depuis bientôt deux heures, indifférents aux efforts des cadets finalistes du championnat des Pyrénées, les supporters « noir et rouge » de la cité des mégissiers et ceux « bleu et blanc » de la ville du pruneau lançaient force pétards en claironnant, klaxonnant et braillant à « leur » victoire prochaine. Bérets, cornes, foulards, drapeaux, banderoles aux couleurs locales, bref, tout l'attirail des jours de fête, avaient été déployés. C'est que, pour les deux clans, l'accès aux quarts de finale était déjà une aubaine et, du coup, l'affaire prenait des allures de petite finale. Un confrère régional n'avait d'ailleurs pas craint d'annoncer que les dames pourraient traverser les rues de Graulhet dans la tenue d'Eve pendant le match sans que personne s'en aperçoive. Tarnais et Garonnais avaient, en effet, envahi le stade de la cité des violettes. Et les dirigeants des deux clubs avaient lancé par voie de presse de prudents appels au calme à leurs « fans ». A l'évidence, on craignait « castagne » et autre « châtaigne ».

Bref, ça sentait la poudre. Et ça ne devait pas manquer de « péter ». On l'a compris sitôt le coup de pied d'envoi donné, au premier regroupement : de véritables autotamponneuses qui se percutaient de plein fouet, ces lignes d'avant ! Comme à la foire, comme à plaisir. Et bing, et bang. Attention au boum ! Car ceux de Graulhet arrivaient précédés d'une méchante réputation. Dimanche dernier, Gasc, l'un de leurs meilleurs avants, avait été exclu du terrain et suspendu pour avoir méchamment savaté un Grenoblois à terre.

On dit aussi qu'avant d'entrer en lice les « tanneurs » se livrent dans les vestiaires à de diaboliques mises en condition psychologique. Le rugby, c'est aussi la guerre, n'est-ce pas ? Alors, boum ! Viel s'est mis à taper sur tout ce qui était « bleu et blanc » et qui bougeait devant lui. Jeu de massacre ! Le robuste Solé et l'énergique Lanta en sont restés tour à tour étendus pour le compte. On ne jouait pas depuis vingt minutes que les Tarnais — en dépit d'un bel essai transformé à la dixième minute, — étaient définitivement catalogués « méchants ». Et on les conspuait d'autant plus que l'arbitre, M. Hourquet, ne paraissait pas bien comprendre d'où venaient les coups. Tenez, lorsque Viel, toujours lui, déclencha un énième pugilat, Agen se trouva sanctionné parce que la moutarde était montée au nez de Dubroca. Pourtant on jouait à méchant méchant et demi. A peine Laporte venait-il de transformer cette pénalité — portant le score à 9 à rien, — que les avants garonnais fonçaient droit devant eux, bulldozers enragés, franchissant 70 mètres le temps de l'écrire et laissaient sur le carreau derrière eux deux « noir et rouge », Casals et Granier. Et exit le centre garonnais Lavigne.

A quatorze contre quinze, on craignait alors que la partie ne fût tout du long qu'un rugby-talion où il faudrait compter les coups et les K.O.

Or, allez savoir pourquoi, après cette action, le pilonnage cessa et on commença vraiment à jouer. Un jeu où Graulhet, les dynamiteurs, allaient être dynamités. Eux qui, par des moyens mercenaires, avaient monopolisé le ballon jusqu'à présent, ils allaient se laisser berner par les Agenais. D'abord, c'était un prêté pour un rendu : merci monsieur l'arbitre pour cette belle pénalité 25 mètres en face les poteaux, tout aussi bizarre que celle accordée au camp adverse tout à l'heure. Ça faisait toujours 3 points à prendre que n'a pas ratés Mothe. Puis, ni vu ni connu je t'embrouille, c'était une mêlée : le bonneteau du ballon ovale. Il est ici, ce diable de cuir ? Non, il est là ! Cazaudon attrape, passe à Viviès, drop ! Et ça fait 3 points de mieux : 9 à 6. Mi-temps.

Le délégué fédéral en a profité pour sermonner vertement les « boxeurs ». Qu'on ne les y reprenne plus ! Promis, juré, à la loyale maintenant. Heureusement, les uns et les autres tiendront parole. Mises à part une cravate ici, ou une manchette là. Des broutilles au total, comparées au jeu de vilains des trente-cinq premières minutes. Du coup, on a mieux vu les qualités intrinsèques de chacune des deux formations. Le pack de Graulhet était d'une rare puissance, laquelle lui a sans doute permis de faire mettre un genou à terre à Toulon, mais aussi à Béziers, lors des poules de sélection. Et Laporte — qui s'était « claqué » une cuisse à l'échauffement — bottait, malgré tout, de belles balles. En face, Agen compensait son manque de poids et la petite taille de ses sauteurs par cette ardeur qui a fait tomber les Biarrots la semaine dernière à l'étonnement de tous, et aussi par une folie de jouer qui tient un peu du génie. La seconde mi-temps a d'ailleurs été l'illustration de ce travail inspiré, autour de Cazaudon tet de Viviès qui distribuaient tantôt aux premières lignes, où Solé travaillait comme un soc de charrue, tantôt aux ailes, où Lacroix et Lanta faisaient merveille.

Trois fois au moins on a vu des combinaisons où le ballon changeait une dizaine de fois de main. Trois fois Graulhet stoppa la charge à moins de 2 mètres de l'enbut. Acculés en défense, les Tarnais commirent alors une faute pénalisée qui leur coûta l'égalisation, 9 à 9, à la soixante-dizième minute. Mais Agen voulait inscrire son essai, le vrai, la seule manière de gagner. Opiniâtres, les Garonnais sont repartis au charbon. Encore une fois le ballon est passé comme dans un rêve entre treize mains avant que Graulhet ne lance un contre brutal. Mais ça repartait encore une fois, la dernière, mais la bonne, à deux minutes de la fin : Viviès, Lanta, Lanta toujours, Mothe et Fauverte, se passaient la balle pour conclure. Tant pis pour la transformation : 13 à 9.

Agen, l'inattendu, ira en demi-finale de ces championnats, où toutes les valeurs sont décidément chamboulées. Il restera à Graulhet à méditer les leçons de cette défaite. Et oui ! la tête, même un peu folle, peut, heureusement, avoir plus d'importance que de solides jambes.

ALAIN GIRAUDO.

L'entêtement de M. Albert Ferrasse

Le président de la Fédération française de rugby (F.F.R.), M. Albert Ferrasse, n'a toujours pas renoncé à ce que le XV de France rencontre l'équipe des Springboks. Dans une déclaration à R.T.L., samedi 5 mai, M. Ferrasse a indiqué que, puisque les Sud-Africains ne pourront « certainement pas jouer en France », il n'était pas impossible que l'équipe de France se rende en Afrique du Sud. En fait, les Sud-Africains ont fait savoir à la F.F.R. qu'ils accueilleraient volontiers le XV de France, soit cette année, au retour de la tournée qu'il doit effectuer en Nouvelle-Zélande, soit au cours de l'été 1980.

Pour beaucoup, cette fois, l'entêtement de M. Ferrasse touche à la provocation. En 1976, c'est précisément parce que les All Blacks étaient allés jouer en Afrique du Sud que les pays africains avaient demandé l'exclusion de la Nouvelle-Zélande des Jeux de Montréal. Faute de l'obtenir, le boycottage avait été décidé.

Tout se passe comme si M. Albert Ferrasse cherchait l'épreuve de force avec le gouvernement qui s'est clairement prononcé sur l' « inopportunité » de rencontrer toute équipe sportive du pays de l'apartheid, et l'on peut imaginer que le lieu de la rencontre ne change rien à l' « inopportunité ».

Dans l'hypothèse où M. Ferrasse persisterait dans son intention, et si les choses allaient jusqu'au bout, il oublie peut-être qu'il tire son autorité, et plus précisément le droit de conclure les matches internationaux pour l'équipe « de France », d'une « habilitation » valant délégation de pouvoir, accordée par le ministre de la jeunesse, des sports et les loisirs. Comment M. Ferrasse peut-il ignorer qu'une délégation de pouvoir se retire comme elle se donne ? Et qu'une bonne partie de l'opinion publique applaudirait cette décision. — F. J.

ATHLÉTISME

Néhemiah : 13 secondes au 110 mètres haies

Treize secondes pour courir le 110 mètres haies, c'est la performance prestigieuse réalisée dimanche 6 mai par le Noir américain Renaldo Nehemiah, un athlète de 1,85 m pour 80 kilos. Le 14 avril dernier, il avait déjà détrôné le Cubain Casanas de son record en réussissant 13 sec. 16.

Dimanche, lors du meeting par invitation de l'université de Los Angeles (UCLA) et contre une opposition très sérieuse de Casanas et de son autre rival, Greg Foster, Nehemiah a fait preuve d'une très large supériorité en réalisant 13 secondes au chronométrage électronique, précédant nettement ses deux adversaires. « Je suis persuadé que je peux descendre prochainement sous les 13 secondes » a affirmé le jeune sprinter, qui venait de surpasser les plus grands spécialistes de tous les temps, les Dillard, Calhoun, Milburn et Guy Drut.

TENNIS

John McEnroe vainqueur de Borg à Dallas

Le tennis américain tient une nouvelle vedette : John McEnroe, vingt ans, l'an dernier encore étudiant à Standford (N.Y.), vainqueur du tournoi des W.C.T. à Dallas après avoir battu Jimmy Connors en demi-finale (6-1, 6-4, 6-4), samedi, et Bjorn Borg en finale, dimanche (7-5, 4-6, 6-2, 7-6), récoltant pour la peine la coquette somme de 100 000 dollars. Ayant déjà gagné le Masters au Madison Square, en janvier, McEnroe s'affirme déjà comme le meilleur joueur du monde en salle. Le tournoi des W.C.T. s'est en effet déroulé sur court couvert, surface synthétique, et à la lumière artificielle. Bien que respectant la distance de vérité des cinq sets, ce mini-tournoi professionnel de huit joueurs n'a aucune commune mesure avec des championnats durant deux semaines, comptant plus de cent engagés au départ et disputés sur terre battue, comme à Roland-Garros, ou sur herbe, comme à Wimbledon.

Deux fois vainqueur de Borg en 1978 (à Göteborg et à la Nouvelle-Orléans), McEnroe avait été battu en trois sets secs par le même Borg, le mois dernier à Rotterdam. Cette finale des W.C.T., qui a eu lieu devant la salle comble (huit mille spectateurs) du Moody Coliseum, situé dans le campus de l'Université méthodiste de Dallas, a démontré la puissance du service de McEnroe, son extrême mobilité et son adresse à la volée, ainsi qu'une pugnacité sans égale sur tous les points. Le jeune gaucher américain a-t-il déjà pris l'ascendant sur Borg, le phénomène numéro un du tennis mondial ? Captivant « suspense » pour Roland-Garros 1979. — O. M.

TENNIS DE TABLE

Domination chinoise

Comme à Birmingham en 1977, la République populaire de Chine a remporté quatre des sept titres mondiaux de tennis de table mis en compétition à Pyongyang. Sa suprématie a toutefois été contestée dans les deux épreuves reines de ces championnats : celle des équipes masculines, gagnée par la Hongrie (Jonyer, Gergely et Klampar), et le simple messieurs, où Guo Yuehua a échoué, pour la deuxième fois en finale, face au jeune Japonais Seiji Ono (vingt-trois ans), qui succède ainsi à son compatriote Mitsuru Kohno. L'autre titre qui a échappé aux pongistes chinois est revenu aux Yougoslaves Dragutin Surbek et Anton Stipancic, vainqueurs du double messieurs.

Les Français n'ont pu conserver leur titre en double mixte où Jacques Secretin et Claude Bergeret ont succombé en demi-finale face aux futurs vainqueurs, Liang Geliang-Ge Xinai (21-14, 21-11, 21-18). En double messieurs, Jacques Secretin et Patrick Birocheau ont été éliminés en quarts de finale par Liang Geliang et Guo Yuehua en cinq sets (19-21, 21-17, 21-18, 19-21, 21-16). La meilleure performance des Français restera la cinquième place prise dans l'épreuve masculine par équipes, derrière la Hongrie, la Chine, le Japon et la Tchécoslovaquie.

SKI

Le « plan Bonnet » : Jean Béranger et Patrick Russel s'occuperont des hommes

Le comité directeur de la Fédération française de ski (F.F.S.), qui s'est réuni, dimanche 6 mai, à Lyon, a approuvé le plan de redressement du ski alpin français, présenté par Honoré Bonnet (le Monde du 24 avril). Les dispositions les plus importantes sont naturellement celles qui visent l'encadrement des équipes.

Walter Triling reste directeur technique national, mais avec un rôle de coordinateur pour l'ensemble des disciplines, alpines et nordiques, et avec mission de chercher de nouveaux commanditaires pour aider au financement du ski. Jean Béranger, directeur des équipes nationales jusqu'en 1972, après avoir notamment entraîné les femmes, fait sa rentrée comme directeur des équipes masculines. Il aura « carte blanche » et sera notamment assisté de Jean-Louis Rambla, entraîneur du comité de Savoie.

Autre entrée d'importance dans l'encadrement des hommes : celle de Patrick Russel, l'un des meilleurs slalomeurs mondiaux des années 70, « produit » par le Grenoble Université Club, qui avait été exclu des équipes, avec notamment Jean-Noël Auger, en 1973, lorsqu'il était revenu à la compétition après une blessure. Patrick Russel aura la responsabilité des slalomeurs avec Jean-François Leduc, tandis qu'Alain Porte et Marcel Gaidet quittent leurs fonctions. La descente, où les meilleurs résultats ont été enregistrés ces derniers mois, restera sous la responsabilité de Gilbert Mollard, Christian Carré et Maurice Cressend, seul Jean-Claude Dalloz quittant ses fonctions.

L'encadrement des femmes restera sans grand changement autour de Jacky Fourno. Seul Jean-Louis Vidal, entraîneur du groupe 2, ne retrouvera pas sa place. On notera aussi que Pierre Blanc, chargé de mission de la fédération, supervisera tous les programmes d'éducation physique.

FOOTBALL

APRÈS LA DÉFAITE DE STRASBOURG A MARSEILLE

Saint-Étienne et Nantes en embuscade

C'est à juste raison que Gilbert Gress, l'entraîneur strasbourgeois, redoutait depuis longtemps pour son équipe le déplacement du samedi 5 mai à Marseille. Méticuleux, il craignait que le match Etats-Unis - France en perturbe la préparation et démobilise ses trois sélectionnés (Dominique Dropsy, Raymond Domenech et Roger Jouve). Pour tenter de pallier ces inconvénients, il avait même décidé d'arriver à Marseille avec tous ses joueurs quarante-huit heures avant le match pour procéder à un petit stage de concentration.

Mieux que quiconque, il connaissait et avait pu apprécier le travail de Jules Zvunka, son ancien coéquipier, avec qui il fut champion de France en 1971 et 1972 sous le maillot de l'Olympique de Marseille, qui a su, depuis son retour à la direction technique du club phocéen, le 13 décembre dernier, remettre ses joueurs en condition physique et redonner à l'équipe un style et une cohésion qui se sont traduits par une seule défaite en quatre mois.

Les craintes de Gilbert Gress étaient justifiées, puisque les Strasbourgeois n'ont jamais pu remonter le handicap d'un but inscrit dès la troisième minute par Robert Buigues et que Dominique Dropsy dut même détourner un penalty. Plus grave encore pour la fin de saison, les Alsaciens ont perdu l'international Roger Jouve, victime d'une fracture au maxillaire.

Cette défaite des Strasbourgeois a fait l'affaire de leurs poursuivants immédiats, les Stéphanois, qui ont battu les Messins par 1 à 0 et, à un degré moindre, les Nantais, qui, privés de Patrice Rio, suspendu, de Hugo Bargas, Henri Michel et Eric Pécout, blessés, ont néanmoins obtenu un résultat nul (1-1) à Valenciennes. Ainsi à quatre matches de la fin du championnat, les Strasbourgeois, en tête depuis la cinquième journée, se retrouvent avec un seul point d'avance sur les Stéphanois et deux sur les Nantais. Cette avance est d'autant plus minime que, en cas d'égalité aux points avec les Stéphanois ou les Nantais, ils seraient probablement devancés pa rceux-ci à la meilleure différence entre les buts marqués et encaissés par chaque équipe.

Lors des quatre dernières soirées de la compétition (18, 25 et 29 mai et 1er juin), les trois postulants au titre auront chacun deux matches à domicile et deux à l'extérieur. Strasbourg devrait, a priori, s'imposer facilement sur son terrain face à Valenciennes et au Paris-Saint-Germain, tout comme Saint-Étienne face à Nice et à Angers et Nantes face à Nancy et à Lyon. Ce sont donc les deux rencontres disputées par chaque équipe à l'extérieur qui devraient se révéler déterminantes pour l'attribution du titre.

Comme pour mieux ménager encore le suspense, ce sont les Nantais, les moins bien classés, qui ont incontestablement le meilleur programme avec des déplacements à Nice (actuellement seizième), où ils viennent de s'imposer en huitièmes de finale de la Coupe de France, et à Laval (quinzième). A l'heure actuelle, les Nantais peuvent donc raisonnablement espérer faire un sans-faute et profiter d'un éventuel faux pas des Strasbourgeois à Nancy (treizième), qui vaut mieux que son classement actuel depuis le retour de Michel Platini, ou à Lyon (septième).

Les Stéphanois, qui devront se déplacer à Bordeaux (sixième) et à Bastia (onzième), semblent être les plus mal lotis, mais, contrairement à leurs rivaux, encore qualifiés en Coupe de France, ils bénéficieront dans ce mois de mai très chargé d'un programme plus allégé et pourront peut-être mieux se concentrer sur cette fin de championnat.

Dans cette lutte impitoyable, il convient aussi de ne pas négliger les facteurs psychologiques. La soirée du 5 mai a redonné l'espoir et l'ambition aux Stéphanois et aux Nantais, désormais replacés en embuscade. Pour s'assurer leur premier titre de champions de France, les Strasbourgeois devront peut-être autant dominer leurs nerfs que leurs adversaires.

GÉRARD ALBOUY.

ESCRIME

L'horizon s'obscurcit

Au terme d'une finale longue de près de trois heures, la fleurettiste soviétique Valentina Sidorova (vingt-quatre ans), championne du monde en 1977 et en 1978, a gagné, dimanche 6 mai, à Paris, le challenge Jeanty devant la Hongroise Idilko Schwarzenberger championne olympique à Montréal. A première vue, rien de nouveau donc au sommet d'une hiérarchie qu'il est bien difficile de faire vasciller.

Pourtant, une jeune Hongroise, Szuzca Szocs (dix-sept ans), déjà remarquée samedi 14 avril à Southbend (Etats-Unis) lorsqu'elle s'adjugea la médaille de bronze aux championnats du monde juniors, a longtemps postulé pour la victoire avant de prendre une méritoire quatrième place. Grande, élégante, coiffée à la garçonne, Szuzsa Szocs a de qui tenir : en 1954, son père s'est classé deuxième, derrière le Français Roger Closset, du Critérium mondial des moins de vingt ans, tandis que, sous le nom de Morvay, sa mère fit longtemps partie de l'équipe hongroise, remportant notamment à Côme (Italie) le très convoité Fleuret d'argent.

En comparaison et même si on ne leur en demandait pas tant, les fleurettistes françaises ont beaucoup déçu. Victime d'une entorse, Brigitte Latrille a abandonné. Véronique et Pascale Trinquet, blessées le 10 mars à Turin, n'ont pas retrouvé la plénitude de leurs moyens. Devant cette hécatombe et les limites ou la méforme des autres titulaires de l'équipe nationale, les responsables n'invoquaient pas tous la malchance.

« *De toute évidence, les Françaises ne progressent plus. C'est donc que l'entraînement laisse à désirer* », estimait le directeur technique national, M. Jacques Donnadieu. Pour préparer les Jeux olympiques de Moscou, il va falloir intensifier les stages de longue durée. Car Brigitte Latrille à Bordeaux, Pascale Trinquet à Saint-Tropez, sa sœur Véronique à Paris, Christine Fékété à Nice, sont trop isolées et ne profitent pas de cette dynamique de travail qui s'est instaurée aux autres armes dans le cadre de l'INSEP.

Mais les partisans du regroupement de l'élite se heurtent au sein même de la fédération française d'escrime à une vive opposition : « *Bien souvent, l'adaptation des sportives à la vie de l'INSEP pose de graves problèmes* », remarque par exemple Mme Kate d'Oriola, capitaine de l'équipe de France féminine. D'autres observent qu'en dépit de la réussite de l'épéiste Philippe Riboud et des fleurettistes masculins, la formule connaît quelques échecs retentissants et que, dans tous les cas, des clubs se trouvent gravement lésés par le départ de leurs meilleurs éléments.

La proximité de l'échéance olympique permettra, selon toute vraisemblance, d'oublier momentanément les divergences et de préparer les fleurettistes françaises dans les meilleures conditions. On comprendrait mal, en effet, que l'euphorie née des titres mondiaux juniors remportés par Véronique Trinquet en 1975 et Christine Fékété en 1977, Brigitte Latrille en 1978, et les promesses affichées par Pascale Trinquet, demeurent sans lendemain au plus haut niveau.

JEAN-MARIE SAFRA.

LES RÉSULTATS

Basket-ball

Pour son premier match en Coupe intercontinentale, l'équipe de France a battu celle des Etats-Unis (98 à 86), le 5 mai à Lyon.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION (trente-quatrième journée)

*Marseille b. Strasbourg	1-0
*Valenciennes et Nantes	1-1
*Saint-Etienne b Metz	1-0
Monaco b. *Bordeaux	2-0
*Paris - St-Germ. b. Lyon	2-1
*Sochaux et Nîmes	2-2
*Angers et Lille	1-1
*Bastia b. Reims	3-2
Laval b. *Nancy	3-2
*Nice b. Paris F.C.	5-0

Classement : 1. Strasbourg, 49 pts ; 2. Saint-Etienne, 48 ; 3. Nantes, 47 ; 4. Monaco, 41 ; 5. Metz, 38 ; 6 Bordeaux, 37 ; 7 Lyon, 36 ; 8. Sochaux, Nîmes, Lille, 35 ; 11. Bastia, 34 ; 12. Marseille, 33 ; 13. Nancy, 31 ; 14. Paris - St-Germain, 30 ; 15. Laval, 29 ; 16. Nice, Angers, 28 ; 18. Valenciennes, 25 ; 19. Paris F.C., 22 ; 20. Reims, 17.

Gymnastique

Les championnats de France par équipes masculines et féminines ont été gagnés respectivement par Antibes et par Saint-Géniez (Marseille).

Handball

CHAMPIONNAT DE FRANCE (demi-finales, matches aller)

*Gagny b. Saint-Maur	21-20
Dijon b. *Jouy	24-23

Jeu à treize

CHAMPIONNAT DE FRANCE (demi-finales)

A Pamiers, Carcassonne bat Toulouse	12-7
A Lézignan, XIII Catalan bat Avignon	43-4

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE (quarts de finale)

A Narbonne, Bagnères b Nice	14-10
A Toulouse, Agen b. Graulhet	13-9
A Tarbes, Narbonne bat Bayonne	18-7
A Brive, Montferrand b. Stade Toulousain	12-6

Tennis de table

FINALES

Simples messieurs

Seiji Ono (Jap.) b. Guo Yue-hua (Chine), 25-23, 21-17, 18-21, 3-0 et abandon.

Simples dames

Ge Xinai (Chine) bat Li Song-suk (Corée du Nord), 21-10, 21-16, 21-19.

Double messieurs

Surbek - Stipancic (Youg.) bat Jonyer - Klampar (Hong.), 21-13, 22-20, 21-16.

Double dames

Zhang Li - Zhang Deying (Chine) bat Ge Xinai - Yan Guili (Chine), 21-13, 21-14, 21-16.

Double mixte

Liang Geliang - Ge Xinai (Chine) bat Li Zhenshi - Yan Gui (Chine), 21-16, 21-16, 21-15.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	54,09
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,93
IMMOBILIER	32,00	37,63
AUTOMOBILES	32,00	37,63
AGENDA	32,00	37,63
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	99,96

ANNONCES ENCADRÉES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,75
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	7,05
IMMOBILIER	21,00	24,69
AUTOMOBILES	21,00	24,69
AGENDA	21,00	24,69

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux — emplois internationaux — emplois internationaux

ELECTRONICIENS

Notre retentissement en Ecosse atteint des proportions monstrueuses...



... mais, contrairement au monstre du Loch Ness, nous pouvons le prouver. Par exemple, il est indéniable que notre fabrication de MOS est l'une des plus importantes et des plus technologiquement avancées d'Europe. L'achèvement de nos nouveaux locaux de fabrication de NMOS sur plaquettes de 100 mm pour microprocesseurs et mémoires, signifie que nous sommes maintenant prêts à augmenter encore notre impact dans l'industrie des semiconducteurs. Nous ne voulons recruter que les meilleurs ingénieurs dans cette branche hautement technique, nous recherchons maintenant sur le plan international. Nous venons en France parce que nous pensons que nous pouvons bénéficier de vos talents et de votre expérience. En échange, nous vous offrons de progresser dans votre carrière et de constater que les avantages de l'Ecosse ne se limitent pas à la beauté de ses paysages. Nous recrutons le personnel masculin et féminin suivant:

Ingénieurs de Procédé

L'introduction de plaquettes de 100 mm a crée de nouveaux défis technologiques et des postes sont offerts à des ingénieurs de développement et de soutien dans le Service procédés de fabrication (fabrication Engineering) de plaquettes. Une expérience dans les techniques de métallisation, de photolithogravure et de diffusion est essentielle pour ce domaine de fabrication.

Marketing des Produits

En plus des contacts avec la clientèle, vous devrez vous familiariser avec les tendances des marchés, les prévisions commerciales la politique d'établissement des prix ainsi qu'avec la promotion et la planification des nouveaux produits. Vous serez initialement recrutés pour 2 ans, durant lesquels vous recevrez un salaire en francs français ainsi que des indémnités d'expatriation en Ecosse. Après 2 ans, votre mission pourra être prolongée: vous pourrez reprendre un poste chez MOTOROLA France ou vous pourrez rester en Ecosse et recevoir votre salaire en livres. En plus des postes à pourvoir à East Kilbride, nous recrutons aussi pour les autres usines de semi-conducteurs Motorola en Europe, à Toulouse, Munich et Genève.

Ne manquez pas la chance de votre vie: contactez Georges BATAILLE, Motorola Semiconductors Sa, BP 3411, 31023 Toulouse Cédex, France.



Booz, Allen & Hamilton

INTERNATIONAL INC

recherche pour postes à l'étranger

CONSULTANTS

pour diriger de très importantes missions d'organisation dans la

SIDERURGIE

Les candidats retenus devront avoir une expérience générale d'organisation, de conception, de mise en place de systèmes généraux d'organisation et de gestion ainsi qu'une pratique approfondie dans un des domaines suivants :

- EXPLOITATION
- PLANNING DE LA PRODUCTION
- CONTROLE DE LA QUALITE
- ENTRETIEN
- METHODES.

Les candidats devront :

- Avoir plus de 35 ans
- Etre ingénieur diplômé
- Avoir dirigé des ingénieurs.

Une expérience préalable de conseil sera considérée comme atout majeur.
Les rémunérations ouvertes, assorties de nombreux avantages, seront fonction de l'expérience.

Pour faire acte de candidature, prière d'adresser un curriculum-vitae détaillé au Quartier Général de

BOOZ, ALLEN & HAMILTON INTERNATIONAL BV
58, Avenue Kléber - 75016 PARIS
à l'attention d'Anne-Marie CHOMTON
Directeur des Ressources Humaines.

DIRECTEUR D'AGENCE

150 000 F +

Transit - Transports internationaux
Océan Indien

Une société française spécialisée dans le transit et les transports internationaux (C.A. 120 millions de FF - Effectif 280 personnes) et desservant l'Afrique francophone, les Antilles et l'Océan Indien, recherche le Directeur de l'une de ses agences de l'Océan Indien. Sous l'autorité de la Direction Générale de la société, il sera chargé de la gestion totale de son agence. Il définira son budget qu'il soumettra à la Direction Générale pour accord et il sera responsable de son compte d'exploitation. Il surveillera particulièrement la trésorerie et les comptes clients. Il coordonnera et animera l'action des différents services (transit, douanes, comptabilité...) placés sous son autorité. Il sera chargé des relations avec les administrations (douanes...), les assurances, les banques et les clients. Le candidat retenu, âgé d'au moins 3? ans, de formation supérieure commerciale, possédera surtout plusieurs années d'une expérience professionnelle acquise soit dans le transit et les transports internationaux, soit en tant que responsable d'un département export d'une société produisant des biens d'équipements. La connaissance de l'anglais et l'expérience de l'expatriation constitueraient des atouts supplémentaires. La rémunération, comprenant un fixe et un intéressement, pourra dépasser le chiffre mentionné pour un candidat de valeur : il s'y ajoutera les avantages liés à l'expatriation (logement, véhicule de fonction, gratuité des soins médicaux...). Ecrire sous la référence 261/M à :

G R H Conseils
3, avenue de Ségur. — 75007 PARIS.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

La Générale des Carrières et des Mines

Nous sommes une Societe miniere et metallurgique de niveau mondial (35.000 agents) etablie au Shaba, region au climat particulièrement agreable de la Republique du Zaire.

Afin d'etoffer le cadre de notre Departement Médical et d'assurer notamment la pleine activite d'un hôpital d'un millier de lits, equipé d'un materiel moderne, nous recherchons actuellement des

médecins spécialistes

diplomes dans l'une ou l'autre des disciplines suivantes:
☐ anesthésie - réanimation ☐ chirurgie génerale ☐ gynéco-obstétrique ☐ médecine interne ☐ ophtalmologie ☐ pédiatrie ☐ neuro-psychiatrie.
Tous ces postes sont assortis de conditions tres interessantes : ☐ engagement par contrat a duree indeterminée ; ☐ remuneration elevee dont la plus grande partie, nette d'impôts, est payee directement en devises ; ☐ conge paye de 4 mois en Europe, apres chaque periode de services de 2 ans reconduite ; ☐ frais de voyage de l'agent et de sa famille supportes par la Societé ; ☐ soins medicaux et logement confortable gratuits ; ☐ loisirs d'un grand centre urbain et vie sociale agreable.

Nous attendons vos offres de service, accompagnees d'un curriculum vitae detaille, a l'adresse suivante : GECAMINES, rue Royale 56, B-1000 Bruxelles. Il vous sera repondu rapidement et une discretion absolue vous est garantie.



POUR AFRIQUE NOIRE
Importante Société recherche
pour Service Entretien du matériel minier

Ingénieurs électriciens
Ingénieurs électromécan.
Ingénieurs mécaniciens

5 ans d'expérience minimum.

Ingénieurs des mines
Ingénieurs métallurgistes

5 ans d'expérience minimum. Formation Grandes Ecoles, souhaitée.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence 6694/M1 à A.M.P.
40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES

recherche pour mission de 3 ans à :

KOUROU (Guyane)

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Connaissant l'informatique temps réel pour encadrement équipe d'analystes.

ANALYSTES PROGRAMMEURS

Pour gestion et exploitation de logiciels d'application.

Expérience d'au moins 3 ans exigée dans le domaine du contrôle de processus industriels.

Rémunération élevée

Ecrire avec curriculum vitae et prétentions sous le nº 9.834 à CONTESSE Publ., 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01.

EXPANSIAL

Recherche pour Importante Société Algérienne de
Recherches et Exploitations Minières
division Production

INGENIEURS

- **Mécaniciens**
  - pour entretien et maintenance matériel TP, pelles électriques et diesel — Réf. 2430 AM
  - pour maintenance installations mécaniques de traitement — Réf. 2430 BM
  - pour installations portuaires, chargement et déchargement de minerais — Réf. 2458 M
- **Electriciens** pour maintenance matériel carrières — Réf. 2431 M
- **Automation-régulation** usine de traitement — Réf. 2432 M
- **Electromécaniciens** : bureau de préparation et des méthodes — Réf. 2437 M
- **Traitement des minerais** (fabrication) — Réf. 2438 M
- **Contrôle et études de fabrication** (valorisation des minerais) — Réf. 2439 M
- **Des mines** pour extraction — Réf. 2440 M
- **Topographe** — Réf. 2455 M
- **Spécialiste en marbre** (extraction et exploitation) — Réf. 2456 M

Une expérience professionnelle de 5 ans minimum est requise.
Le logement est assuré.

Adresser C.V. détaillé sous référence correspondante :
EXPANSIAL - 6, rue Halévy - 75009 PARIS.

HAVAS CONTACT

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	54,09
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,93
IMMOBILIER	32,00	37,63
AUTOMOBILES	32,00	37,63
AGENDA	32,00	37,63
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	99,96

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,75
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	7,05
IMMOBILIER	21,00	24,69
AUTOMOBILES	21,00	24,69
AGENDA	21,00	24,69

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux emplois internationaux emplois internationaux

SIEMENS

Les circuits intégrés sont de plus en plus utilisés dans les télécommunications, le secteur grand public et le secteur industriel. Nous recherchons donc pour notre usine de MUNICH, des :

INGENIEURS D'ETUDES en MICROELECTRONIQUE

Les domaines d'activité vont de la définition des concepts, du développement de circuits à la mise au point des programmes de tests pour circuits bipolaires et M.O.S. à haute densité d'intégration.
A ce poste vous participerez à l'élaboration d'une technologie de pointe.
Dans les développements dont vous serez chargés vous pourrez mettre en application votre intérêt pour le matériel et le logiciel.
Nous recherchons des Ingénieurs (ou des Techniciens titulaires d'un D.U.T.) spécialisés dans les domaines de la construction électrique et électronique, des télécommunications, de la physique ou de l'informatique.
Ils devront posséder de bonnes connaissances de la langue allemande ou anglaise afin de permettre une collaboration aisée.
Les candidats auront soit une courte expérience professionnelle, soit seront de jeunes Ingénieurs diplômés.
Les domaines d'activité sont promis à un grand avenir et présentent de nombreuses possibilités de développement.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à :
SIEMENS S.A., Département du Personnel
39/47, Bd Ornano
B.P. 122 - 93204 ST-DENIS cedex 1

Important Groupe privé de développement industriel à vocation internationale, recherche pour son siège

A ABIDJAN

CONTROLEUR FINANCIER

Directement rattaché à la direction générale et travaillant en étroite collaboration avec les responsables financiers des différentes sociétés ivoiriennes du groupe, sa mission consistera principalement en :

— définition de procédures financières et comptables communes aux différentes sociétés dont il devra suivre la mise en place ;

— coordination de la politique financière du groupe ;

— définition d'un management information system ;

— audit interne ;

— suivi et analyse des résultats financiers des sociétés ;

— assistance aux sociétés en matière financière, comptable et fiscale ;

— évaluation de projets d'investissements.

Cette offre s'adresse à une personnalité dynamique, persévérante et consciencieuse — 30 ans minim. — ayant une formation supérieure de gestion et justifiant d'une expérience comptable et financière solide dans une fonction analogue.

Notions d'Anglais appréciées.

Nous offrons une rémunération attractive, le statut de cadre expatrié et un intéressant plan de carrière

Adresser C.V dét. et photo à : FORMES et IDÉES, 1 bis, rue de Paradis, 75010 PARIS, qui transm.

SOCIÉTÉ MINIÈRE AU NIGER

Filiale d'un important Groupe Français

recherche pour son usine de

Concentration du Minerai d'Uranium

INGÉNIEUR PROCESS

Chargé du contrôle et de l'optimisation des procédés de traitement.

Formation d'Ingénieur chimiste indispensable avec une expérience de 5 à 10 ans acquise en milieu industriel.

Environnement matériel, scolaire et social aménagé pour une vie familiale aisée.

Avantages liés à l'expatriation.

Adresser lettre man., C.V., photo et prétentions, sous le n° 9.936 à CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1er, qui transmettra.

ÉLECTRICITÉ INDUSTRIELLE
MANGIN EGLY

recherche
pour l'Algérie

UN INGÉNIEUR DE CHANTIER

Envoyer C.V. avec photo à B.P. 60,
51302 VITRY-LE-FRANÇOIS CEDEX.

A MAJOR MIDDLE EAST OIL COMPANY

INVITES APPLICATIONS FROM

DATA PROCESSING ENGINEERS

The candidates will be :
— Graduates from major schools (such as Telecom, Centrale, Supelec, Ensi, Ese, Grenoble, etc.)
OR
— Graduates from universities with a master degree in computer science
and will have the following minimum qualifications :
— A sound knowledge of the Arabic and English languages
— Knowledge of mini and micro computers and micro processors (PDP 11, MITRA, SOLAR, 8080 etc.)
— A sound professional background in computer science
— The ability to work hard and learn new technology
The candidates will be orientated towards industrial applications, such as :
— Process control
— Telecommunications
— Control of major projects through to implementation
The company offers :
— An important remuneration (free of local tax)
— A car allowance
— 48 days home leave with airfares for employee and family once per year
— Free fully furnished and air conditioned accommodation
— A substantial subsidy for children's education
— Free medical care, etc.
The applicants will be required to supply a fully detailed hand-written resume (in English) along with copies of all pertinent back-up (degrees, professional references, etc.) under reference MA/SEARCH INTERNATIONAL, to :
I.C.M. 83 rue de Rennes 75006 PARIS

TECHNICIEN HYDROMETRIE

Bureau d'Etudes à vocation internationale recherche disponible rapidement pour une mission de courte durée dans un pays de l'est africain, un technicien ayant obligatoirement une expérience confirmée de terrain, qui sera chargé d'effectuer des jaugeages de cours d'eau et d'exploiter des stations pluviométriques et hydrométriques.
Veuillez écrire en joignant un C.V. détaillé et en précisant votre dernière rémunération, en mentionnant sur l'enveloppe la réf. 2441 à MEDIA P.A., 9, boulevard des Italiens, 75002 PARIS qui transmettra.

COLLEGE D'ENSEIGNEMENT PRIVE AFRICAIN
recrute

PROFESSEURS

en mathématiques, physique, chimie, français, philosophie, sténo, dactylo et comptabilité.
Adresser lettre manuscrite, ref., C.V. et pretentions, à M. KPAN, 7, square du Limousin, 75013 PARIS
qui transmettra
(Merci de ne pas se présenter.)

Dans le cadre de la coopération technique
recherche

ENSEIGNANTS DE MATHÉMATIQUES D'INFORMATIQUE ET DE PHYSIQUE
(laboratoire)

Ces postes sont à pourvoir à l'Ecole d'ingenieurs de l'Institut algérien du pétrole.
Adresser candidature avec C.V et prétentions à Département de coopération I.N.P.L. Parc de Saurupt. 50041 NANCY.
ou Section Spécialisée Cadres A.N.P.E.
12, pl. de la Croix-de-Bourgogne, B.P. 3608 54016 NANCY

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES TRAVAUX PUBLICS DE COTE D'IVOIRE

Par suite de l'extension de ses enseignements dans ses nouvelles installations de YAMOUSSOUKRO recherche :

Pour les classes préparatoires Mathématiques supérieures et spéciales
- 2 PROFESSEURS AGREGES DE MATHEMATIQUES
- 2 PROFESSEURS AGREGES SCIENCES PHYSIQUES

Pour l'Ecole d'Ingénieurs (BAC + 5 années) et l'Ecole d'Ingénieurs des Techniques (Bac + 4 années)
- 1 PROFESSEUR BA connaissant B A E L
- 1 PROFESSEUR MATERIAUX DE CONSTRUCTION
- 1 PROFESSEUR DE BATIMENT

Pour les Laboratoires de Travaux Pratiques
- 1 RESPONSABLE MECANIQUE DES SOLS
- 1 RESPONSABLE RESISTANCE DES MATERIAUX
- 1 RESPONSABLE MATERIAUX (ciment - béton - produits noirs)
- 1 RESPONSABLE EQUIPEMENT TECHNIQUE DU BATIMENT.

Ces postes sont à pourvoir pour la rentrée d'OCTOBRE 1979.
Contrats du Ministère Français de la Coopération. Possibilités de détachements pour les fonctionnaires.

Ecrire en joignant C.V. détaillé à C.E.B.T.P. - 12, rue Brancion 75737 PARIS CEDEX 15.

JEUNE FILLE AU PAIR
recherchée pour garde d'enfant et aide ménage. Logement et nourriture gratuits. Possibilité de suivre des cours
Candidatures s/nº 2201. à :
Hans Kegeler Werbung
Nikolsburger Strasse 10
D-1000 Berlin 31

Organisation Séjours linguistiques recrute : Professeurs de langue expérimentés pour encadrement groupes de jeunes en Angleterre et Allemagne, juillet ou août 1979
Téléphoner au : (1) 266-20-13.

OUTRE-MER MUTATIONS
Voir rubrique emplois
« INFORMATIONS DIVERS »

Société parapublique PARIS recherche pour intervention longue durée dans un pays de l'est africain, un

INGÉNIEUR ROUTIER

d'environ 35 ans, cet ingénieur diplomé d'une Grande Ecole, est expérimenté en travaux routiers (et/ou en supervision de construction routière)
Une précédente expérience à l'étranger est nécessaire.
Veuillez écrire (joindre C.V. détaillé et préciser votre rémunération actuelle) en indiquant sur l'enveloppe la réf. 5438 à MEDIA P.A. 9, bd des Italiens, 75002 PARIS qui transmettra.

POUR R.F.A.
Agence Imm. allem. cherche : ETUDIANTE parlant allemand pour stage de 3 à 6 mois. Logement assuré. Env. C.V. à S.R.I.S. GmbH, Postfach 561, D-8210 Prien-am-Chiemsee
Tél. : 19 49 8051/3706

DEPLACEM. MOYEN-ORIENT

INGÉNIEURS

Traitement des eaux
BILINGUES ANGLAIS
Pour mission intérim.
Se présenter avec C.V.
GESTION 2000
1, r. Fénelon, Mº Garde-du-Nord

EXPORTER NOTRE INGENIERIE

Importante société française d'ingénierie générale, nous recherchons pour développer notre action commerciale internationale, des hommes - Ingénieurs ou Cadres diplômés d'une grande école - intervenant depuis plusieurs années sur les marchés internationaux de l'ingénierie. Ils parlent couramment anglais et ont, si possible, une expérience BET ou chantier. Certains d'entre eux organiseront et mèneront, depuis le siège (en proche banlieue) une action commerciale pluridisciplinaire de prospection en Asie ou en Afrique. D'autres mèneront cette action depuis leur installation sur place.

Adressez votre candidature, en précisant bien le poste souhaité ainsi que vos prétentions à rsc carrières - référence 8940 M, 92, rue Bonaparte 75006 PARIS.

LE CENTRE NATIONAL D'ÉTUDES SPATIALES

recherche pour son centre de

KOUROU - Guyane Française

1) 2 INGÉNIEURS

Chargés de coordonner les activités des moyens du centre (radar - télémesure optique...) devant participer aux opérations de lancement d'Ariane. Les bons candidats auront une expérience de conduite de lancement sur un champ de tir. Anglais nécessaire.

2) 1 INGÉNIEUR DE SAUVEGARDE SOL

Le bon candidat aura exercé une activité équivalente dans un organisme mettant en œuvre des circuits dangereux, électriques, électroniques et éventuellement fluides. Anglais souhaitable.

Adresser C.V. et prétentions au Service Politique du Personnel du C.N.E.S., 129, rue de l'Université - 75007 PARIS.

NIGERIA

FINANCIAL CONTROLLER

Cette importante entreprise portuaire basée à Apapa est en voie de développement très rapide.

Sous l'autorité du Directeur Général, le Financial Controller conçoit les plans comptables, gère la trésorerie, établit les budgets et les contrôle, effectue les études d'investissements, sort les bilans, entretient les relations avec les banques, l'administration, les commissaires aux comptes.

Nous souhaitons rencontrer des candidats ayant impérativement dépassé 30 ans, diplômés d'une école de commerce, bilingues anglais, ayant des connaissances comptables du niveau DECS et la pratique de la comptabilité anglo-saxonne.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 5313 A, à



5 rue Meyerbeer
75009 Paris

Société Internationale de prospection minière

recherche pour seconder Chefs de mission en AFRIQUE, (gestion de personnel, comptabilité, logistique), deux

Adjoints Administratifs

Le premier poste nécessite une connaissance pratique de la comptabilité (2/5 ans). Réf. 203/79

Le deuxième poste s'adresse à un candidat de formation supérieure (ESC, droit ou I.A.E.), ayant une bonne expérience comptable et juridique (5 ans environ). Réf. 204/79

Il est nécessaire dans les deux cas d'avoir déjà travaillé en AFRIQUE et de parler anglais.

Rémunération attrayante en fonction du niveau du candidat.

Merci d'envoyer C.V. manuscrit et photo en mentionnant la référence du poste choisi à

isc inter services conseil
34, cours Gouffé
13006 MARSEILLE

Importante Société Minière
exerçant son activité au TOGO
propose un poste de

PILOTE, CHEF DU SERVICE MARITIME

Capitaine au long cours ou capitaine de 1ère classe pour pilotage navires minéraliers jusqu'à 50.000 tonnes et gestion des matériels et personnel du service.
Rémunération en conséquence - Maintien du statut d'inscrit maritime - Logement assuré dans cité agréable - Congés annuels - Possibilité de scolarité.

Envoyer C.V., prétentions sous Nº 7189 à
PARFRANCE P.A.
4, rue Robert Estienne 75008 Paris
qui transmettra

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46.00	54.09
DEMANDES D'EMPLOI	11.00	12.93
IMMOBILIER	32.00	37.63
AUTOMOBILES	32.00	37.63
AGENDA	32.00	37.63
PROP. COMM. CAPITAUX	85.00	99.96

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,75
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	7,05
IMMOBILIER	21,00	24,69
AUTOMOBILES	21,00	24,69
AGENDA	21,00	24,69

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



2000 personnes
Leader européen de l'imprimé de gestion
recherche pour son usine
d'ARGENT S/SAULDRE (Cher)

un contrôleur de gestion

animant un service de 12 personnes, il sera responsable de la comptabilité générale, de la comptabilité analytique et du budget d'une usine de 350 personnes.

Les candidats âgés de 28 ans minimum et de formation supérieure, auront une expérience de 3 à 5 ans en gestion, de bonnes connaissances comptables, une pratique réussie du management des hommes.

Une bonne connaissance de l'anglais est un facteur supplémentaire de réussite dans le poste, et d'évolution.

Adresser C.V., photo et prétentions à : MOORE PARAGON, Service Développement de l'Encadrement, 22/24, rue de Sèvres 92102 - BOULOGNE.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FILIALE MULTINATIONALE
DANS LE CADRE DE SON EXPANSION

recherche

Pour nouvelles surfaces de 1.000 à 1.500 m2

1) CHEFS DE MAGASIN BRICOLAGE
2) CHEFS DE MAGASIN DÉCORATION

Vous nous apportez :

— Une formation niveau baccalauréat minimum.
— Des qualités de meneur d'hommes.
— La connaissance des produits.
— De la méthode et le goût des responsabilités.

Nous vous offrons :

— Une formation d'intégration de 3 à 6 mois, suivie d'un perfectionnement continu.
— Une rémunération motivante.
— Des perspectives d'évolution de carrière à la mesure de vos résultats.

Adresser lettre manuscrite C.V. et photo à :
M. J. M. LETANG - 14 La Grand-Terre - GARONS
30800 SAINT-GILLES

MONTLAUR

Important Groupe Hypermarchés et Supermarchés implantés dans le Sud de la France :

Recherche pour MONTPELLIER

DIRECTEUR
SERVICE TECHNIQUE

- Cet INGENIEUR GRANDE ECOLE aura :
  - à participer aux études et au suivi de la création de nouvelles Unités (Supermarchés, Hypermarchés, Cafétérias, Entrepôts)
  - à assurer la maintenance des installations existantes en animant son équipe de techniciens.
- La préférence sera donnée aux candidats pouvant justifier d'une expérience similaire dans la distribution.
- Nous offrons :
  - un salaire attractif (avantages sociaux, prime de fin d'année, mutuelle, prime de vacances.)
  - un cadre de vie agréable,
  - un travail très actif.

Adresser : C.V. manuscrit, photo d'identité références et prétentions à

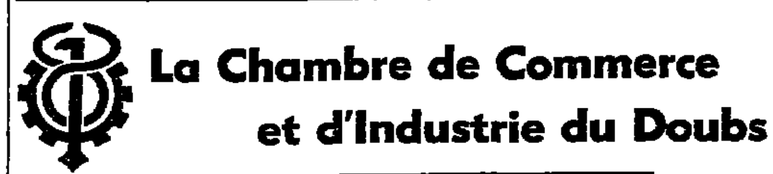
MONTLAUR
B.P. 1245
34011 MONTPELLIER CEDEX

ÉLECTRICITÉ INDUSTRIELLE
MANGIN EGLY
recherche son

DIRECTEUR TECHNIQUE
ET RESPONSABLE BUREAU ÉTUDES

(ECP-ESE-AM-ICAM ou similaire)

Envoyer C.V. avec photo à B.P. 60.
51302 VITRY-LE-FRANÇOIS CEDEX.



- *POUR une DIVERSIFICATION et un IMPORTANT DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL du DÉPARTEMENT*
- *DANS une STRUCTURE d'ACCUEIL MOTIVANTE et DYNAMIQUE*

RECHERCHE

parmi des CADRES de VALEUR tentés par l'ESPRIT d'ENTREPRISE dans un SERVICE PUBLIC

LE RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT A.T.I. (Assistance technique à l'industrie)

Sa formation sera celle d'un ingénieur type A.M., ICAM, CHRONO... complétée par une formation de gestionnaire (IAE, ICG...) et des connaissances en informatique. Il doit avoir quelques années de pratique industrielle.
Sa mission l'amènera à participer à la promotion de l'industrie locale soit par des actions de type collectif, soit par le conseil en entreprise.
Il doit avoir un bon contact humain et des qualités d'initiative et d'organisation.
Sa rémunération sera de l'ordre de 100.000 F l'an. Base BESANÇON.

LE RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT A.T.E. (Assistance technique à l'exportation)

Sa formation de base sera celle d'un ingénieur de la mécanique ou micromecanique.
Il doit avoir au moins cinq années de pratique de l'exportation associée à la connaissance d'une ou deux langues étrangères.
Sa mission l'amènera à participer à la promotion du commerce extérieur de la région en apportant aux entreprises une aide efficace en vue de cette orientation.
Il devra faire preuve d'énergie communicante et se révéler précis dans sa technique.
Sa rémunération sera de l'ordre de 100.000 F l'an. Base BESANÇON.

LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA C.C.I. en pays de Montbéliard

Sa formation générale et technique doit dépasser celle du baccalauréat et s'être affirmée par une pratique diversifiée de l'entreprise.
Cette personne de contact et de terrain devra mener des actions de promotion à différents niveaux en faveur des entreprises de la région de MONTBELIARD, y représentant en permanence les services de la C.C.I.
Son habileté, sa constance, ses qualités d'écoute et son expérience primeront sur sa formation.
Sa rémunération sera de l'ordre de 60.000 F (+) l'an.

Nous apprécierons des candidats ayant des affinités avec la Franche-Comté. Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, rémunération actuelle et photo récente à Madame HELIE, 14, rue de l'Horizon 25220 THISE

---

emplois internationaux

DIRECTEUR
ORGANISATION et INFORMATIQUE

pour une importante société française implantée au CAMEROUN

Ce cadre supérieur rattaché à la Direction Générale :
— prendra la responsabilité du service informatique actuel (IBM 3-10) ;
— concevra en liaison avec les Directions Opérationnelles et Fonctionnelles, un nouveau système de gestion automatisé utilisant les possibilités de l'informatique réparti ;
— dirigera les études réalisations et mise en place tant en organisation qu'en informatique du nouveau système dont il assurera ensuite le bon fonctionnement.

Le candidat devra être âgé de 35 ans au moins, avoir une formation supérieure (ingénieur de préférence), avoir réussi la mise en place dans une entreprise moyenne d'un système de gestion automatisé, être désireux de s'implanter pour au moins 5 ans au **CAMEROUN (DOUALA)**.

Les conditions matérielles, financières et les perspectives de carrière sont très intéressantes.

Adresser C.V. et prétent., sous le n° T 012870 M à : **REGIE PRESSE**, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

ENTREPRISE DE BATIMENT (Second œuvre)
recherche
POUR COTE-D'IVOIRE

CHEF COMPTABLE

Agé d'au moins 35 ans. Il sera responsable, sous l'autorité du Directeur Financier, de la Comptabilité Générale et Analytique (service de 12 personnes). Expérience bâtiment indispensable.

Possibilités d'évolution au sein du groupe.

Env. C.V. à COFIGEX, 94, r. St-Lazare, 75009 Paris.

E. S. T. E.

recrute dans l'immédiat

— **DES MONITEURS DE GRUES TOUS TYPES**

— **15 ANS D'EXPÉRIENCE**

Avantages :
— Salaire intéressant.
— Transport assuré.
— Situation stable et d'avenir.
— Nombreux avantages sociaux.
— Cadre de travail agréable.

Ecrire ou se présenter à :

E.S.T.E. Zone Industrielle de Chaâb 4e km route de Batna - Constantine - Algérie, muni des références professionnelles.

---

directeur export

ANGERS **150.000 F +**

LES ARDOISIERES D'ANGERS vous proposent, sous l'autorité de la Direction Générale, de prendre en main leur Direction Export, conçue comme Centre d'Exploitation et de Profit : C.A. de 45 M de francs, 7 filiales de distribution ou de pose en Grande-Bretagne, R.F.A., Benélux, plus des Agents et des Importateurs.
Vos responsabilités : marketing, budget, prix, animation et gestion des réseaux, administration des ventes et suivi des résultats (assisté de 3 personnes au Siège). Il est requis : une formation supérieure, 30 ans minimum, l'expérience du Commerce International, des aptitudes prouvées à la gestion, la pratique de l'Anglais et de l'Allemand. La connaissance des produits ou du secteur Bâtiment est souhaitable. Déplacements très fréquents.

Adresser un dossier détaillant formations, expériences, motivations et salaires à notre Consultant
ASSOR-CONSEIL — Hervé Le Baut
11, rue La Boëtie — 75008 PARIS,
qui vous en remercie et vous garantit une totale discrétion.

Importante entreprise de Travaux Publics (C.A. 1 Milliard - Effectif 5.200) recherche pour l'Atelier Central de Réparation de son Matériel (50 personnes) situé en NORMANDIE (100 km de Paris)

ingénieur mécanicien

chargé dans un premier temps de la réparation des gros engins de la Société ainsi que, dans un second temps, de la gestion de ce matériel utilisé par les Services Travaux de l'Entreprise. Collaborateur direct du Responsable de cet Etablissement, le candidat retenu sera âgé au minimum de 35 ans, de formation supérieure (A.M., I.C.A.M., C.N.A.M., etc...). Il devra posséder une solide expérience de l'entretien en atelier ainsi qu'une bonne connaissance du matériel T.P. et de son utilisation.
Logement assuré en pavillon.
Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions sous la référence 414 M au :



Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Important groupe de Transports français 820 personnes - 18 unités géographiques recrute pour l'OUEST

Ingénieur Grande Ecole

Mission :
Gérer les énergies, les techniques et matériels d'exploitation.

Il doit justifier d'une expérience réussie dans le domaine de l'amélioration de la productivité et/ou du contrôle des coûts, et pouvoir s'affirmer comme «homme de terrain et de contacts».

Adresser C.V. manuscrit + photo + prétentions sous référence TR 36

Michel AUBRY CPA 10 impasse Pierre Loti 85000 La Roche sur Yon

---

CEPHOTEL

Centre d'étude et de perfectionnement à la gestion hôtelière
Chambre de Commerce et d'Industrie du MORBIHAN

RECRUTEMENT DE LA DEUXIÈME PROMOTION

Niveau Terminale
Age minimum 22 ans
Exper. professionnelle obligatoire 2 ans minimum hôt., rest. - Stagiaires rémunérées - Durée 40 semaines, stage en entreprise compris
Débouchés : postes d'encadrement hôt., rest.
Adr. candidature à Institut de promotion hôtelière
17, rue Pasteur, 56000 VANNES.

Associat. Tourisme social rech. pour été 79

DIRECTEUR DIPLOMÉ

pr ctre vac. adolesc. Provence - Côte d'Azur. - Ecrire ou téléph. Sud Vacances, 48, rue Breteuil, 13006 Marseille. T. (91) 37-02-29.

Un des permiers fabricant français d'appareils ménagers, leader dans sa branche

recherche son

directeur des services administratifs et financiers 130 000 +

Ce cadre qui a, une expérience certaine et pratique de la fiscalité et méthodes comptables, du traitement automatisé de l'information et de l'organisation générale administrative, aura en charge :
- les services comptables : comptabilité générale et analytique ;
- l'administration des achats ;
- l'informatique (ordinateur 3e génération) ;
- le secrétariat et les services généraux.

Il exercera ces responsabilités au sein d'une équipe dynamique de Direction.

Le niveau de rémunération est en rapport avec les exigences de la fonction.

Ce poste est à pourvoir dans une ville de province de l'Est (logement assuré).

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions sous référence SACY (discrétion assurée) à :



Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

---

wavin

Nous sommes leader en Europe dans la transformation des matières plastiques.

Nous recherchons

le chef du service "logistique"

Chargé de :
- l'administration commerciale depuis l'enregistrement des commandes jusqu'à la facturation
- le planning et l'ordonnancement des fabrications
- la gestion physique et administrative des stocks
- le chargement - les expéditions - le transport
- l'animation d'un service de 10 personnes.

Rémunération : 100.000 +
Lieu de travail : 15 kms de VICHY.

Vous avez 35 ans au moins, une formation supérieure technique et/ou gestion, une expérience réussie dans une fonction similaire.

Transmettez-nous votre C.V. complet + photo à Société WAVIN
B.P. 5 — 45290 PRESSIGNY LES PINS.

هكذا من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	54,09
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,93
IMMOBILIER	32,00	37,63
AUTOMOBILES	32,00	37,63
AGENDA	32,00	37,63
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	99,96

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,75
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	7,05
IMMOBILIER	21,00	24,69
AUTOMOBILES	21,00	24,69
AGENDA	21,00	24,69

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Au sein de son unité d'Oissel, 10 km Sud de ROUEN

LA QUINOLÉINE
230 millions de C.A. filiale du Groupe Philips, cherche à remplacer son

CHEF DU SERVICE « INFORMATIQUE »

Celui-ci est responsable à part entière de la conception et de la mise en œuvre du plan informatique de gestion. Il encadre et anime une dizaine de personnes, pour la saisie, les traitements locaux, et les études.

Il pourra se voir confier également des missions d'organisation et de gestion industrielle.

Si :
- vous avez au moins 30 ans,
- une formation supérieure,
- et une solide connaissance pratique de l'informatique de gestion;

nous examinerons volontiers avec vous la possibilité de vous confier notre équipe et nos développements.

Écrire, avec C.V. et salaire souhaité au SERVICE DU PERSONNEL, LA QUINOLÉINE - BP N° 7 OISSEL 76350.

1192

metrix recherche

INGENIEUR de VENTES

pour assurer la responsabilité de son agence de

LILLE

Mission :

Dans le cadre d'objectifs annuels, assure dans un secteur géographique déterminé, la vente d'instruments de mesure électriques et électroniques auprès de notre clientèle : grossistes, industries, enseignement .....

Profil souhaité :

Ingénieur éelctronicien ou niveau équivalent, sens de l'organisation, tenacité, goût de la négociation.

La connaissance théorique et pratique des techniques de vente sera appréciée.

Envoyer C.V., photo et prétentions à Département du Personnel METRIX - B.P. 30 74010 ANNECY.

ITT Instruments Composants

Importante Société recherche pour VILLE DE L'OUEST

JURISTE

Connaissances approfondies DROIT SOCIAL
Expérience professionnelle souhaitée
Aptitude pour la negociation

Ecrire avec C.V. et manuscrit et photo sous la référence 1.511 à : ORGANISATION et PUBLICITE 2, rue Marengo 75001 PARIS, qui transmettra.

GOLFE DE SAINT-TROPEZ

Cabinet de comptabilité cherche jeune femme pour seconder efficacement la direction ; B T.S ou D E.C.S. comptable et exper cabinet 3 à 5 ans exigés Rémunérat. annuelle si capable 80 000 F

Ecr. nº 7.500 « le Monde » Pub 5, r Italiens 75427 Paris ced 09

Ch. étudiant pratiquant planche a voile et deriveur pour place vendeur 15 juin-15 septembre. CALLAGHAN NAVAL La Baule - (40) 60-76-43.

SAVAM (SOISSONS)

Premier spécialiste français en transports volumineux (500 véhicules) recherche son

Directeur Technique

110.000 F+

Intégré à l'équipe de Direction, il se verra confier 3 missions :

Technique – il coordonne l'ensemble des travaux réalisés en Atelier ou à l'extérieur et l'activité du Magasin de pieces detachees.

Gestion – il gère les dossiers techniques, controle la facturation et le budget mensuel.

Sociale – il anime une équipe de 30 personnes, assure personnellement la formation et l'information dans son département.

Ce poste conviendrait a un candidat possédant à la fois une formation technique très solide et une expérience d'encadrement acquise dans un atelier.

Écrire avec C.V. détaillé et rémunération actuelle a B. LACOUR SAVAM - Zone Industrielle, rue des Moines - 02205 SOISSONS.

PROVINCE OUEST

Très importante Société française productrice de matériel électro-ménager en grande série recherche dans le cadre du développement de ses systèmes informatiques de gestion générale et de production.

INGENIEUR SYSTEME

27 ANS MINIMUM - 90 000 + / AN

De formation supérieure ou équivalent et ayant plusieurs années d'expérience en matière de gestion de bases de données en télétraitement, il participera au développement des projets de gestion de production en temps réel. Poste évolutif conduisant à court terme à des fonctions d'encadrement de personnel d'étude.

Pour informations complémentaires immédiates et rendez-vous éventuel, appelez SVP 11-11 Information Carrière aux heures de bureau. Réf. 651

Information Carrière SVP

On peut aussi adresser son dossier à : SVP RESSOURCES HUMAINES, 65 avenue de Wagram 75017 Paris.

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

IMPORTANT GROUPE CHIMIE
recherche pour
Unité de Production située dans l'Eure (27)

CHEF DU PERSONNEL

Profil :
- 30 ans minimum ;
- formation supérieure sociale ou économique ;
- expérience d'au moins 3 ans dans un poste similaire ;
- rompu aux problèmes de sécurité et de conditions de travail.

Mission :
placé sous l'autorité directe du Directeur de l'usine, le titulaire du poste sera chargé :
- de l'administration de plus de 300 pers. ;
- de la mise en oeuvre dans l'usine de la politique des relations humaines de la société.

Adresser c.v., photo et prétentions sous référence 2549 à Axial Publicité, 91, Fbg Saint-Honoré 75008 Paris, qui tr.

LES LABORATOIRES DE COSMÉTOLOGIE YVES ROCHER recherchent pour leur Etablissement de LA GACILLY

UN JEUNE INGENIEUR GRANDE ECOLE

En vue de lui confier la responsabilité d'un important atelier. Il devra :
- gérer et organiser son unité (180 personnes)
- développer la productivité (petites et moyennes séries)
- animer son équipe d'encadrement.

Ce poste opérationnel peut-être une excellente opportunité pour un ingénieur débutant possédant une première expérience (maximum deux ans) vécue en milieu industriel.

Adresser CV + photo sous réf. 956 au : C.E.I.P. 35 CONSEIL D'ENTREPRISES 20, rue de Brest, 35000 RENNES

YVES ROCHER (56) LA GACILLY

Les premiers entretiens pourront se dérouler à Paris ou à Rennes.

CEMA

Société implantée à AMIENS
filiale de PHILIPS
recherche

1 INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

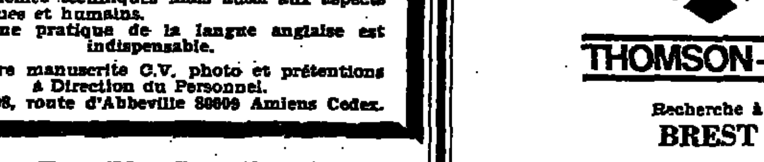
DIPLOME GRANDES ÉCOLES

avec une expérience confirmée des composants électromécaniques, électriques, électroniques, circuits intégrés, automatismes logiques, microprocesseurs.

Il sera chef de service du labo électrique électronique chargé d'assurer :
- l'application de ces composants aux appareils électroménagers.
- la liaison fonctionnelle avec d'autres unités industrielles développant ces composants.

Il devra posséder des qualités de gestionnaire dans un esprit novateur et être ouvert non seulement aux problèmes techniques mais aussi aux aspects économiques et humains.
Une bonne pratique de la langue anglaise est indispensable.

Env. lettre manuscrite C.V. photo et prétentions à Direction du Personnel.
CEMA, 408, route d'Abbeville 80009 Amiens Cedex.





THOMSON-CSF

Recherche à BREST

Plusieurs INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Diplômés de GRANDES ÉCOLES telles que SUP. AÉRO - TELECOM - SUP. ELEC ou CENTRALE PARIS

Les candidats, qui pourront être débutants ou avoir quelques années d'expérience, seront appelés à participer à des travaux d'études et de développement dans les domaines suivants :
- Traitement de l'information ;
- Radar.

Adresser curriculum vitae, photo et prétent. à : THOMSON CSF, Service du Personnel Route du Conquet. — 29200 BREST.

---

cadre comptable

BORDEAUX

Société immobilière d'importance nationale recherche pour son implantation de Bordeaux, CADRE COMPTABLE D.E.C.S. ou équivalent. Il devra : - coodonner le travail d'une équipe de comptables, - vérifier les bilans, - contrôler les déclarations fiscales, - recevoir les commissaires aux comptes.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence 1462 à :

OP organisation et publicité 2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANSMETTRA

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE - LYON
Construction électrique - 200 personnes
recherche son

CHEF DU PERSONNEL ET DU SERVICE JURIDIQUE

Missions ● Sous la responsabilité directe du PDG ● Mise en application et contrôle de la politique sociale élaborée en Comité de Direction ● Relations et négociations avec les partenaires sociaux ● Gestion et administration du personnel ● Règlement de toutes questions juridiques.

Profil ● 35-40 ans ● Solide formation juridique ● Expérience indispensable de plusieurs années de gestion du personnel dans une PMI ● Maîtrise prouvée de la negociation à tous niveaux. ● Bonnes connaissances appréciées en gestion d'entreprise.

Poste de haut niveau et évolutif.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. détaillé, photo et prétentions, sous référence 8300 A, à:

AVISO conseil 11, quai Rambaud 69002 LYON RÉPONSE ET DISCRÉTION ASSURÉES

---

2 INGENIEURS INFORMATICIENS

Le [...] Burroughs de [...]LERS-ECALLES (15km de Rou[...]) [...]he

[...] INGENIE[...] CONFIRME

[...] INGENIE[...] DEBUTANT (formation universitaire ou école d'i[...]) option informatique) connaissant la [...] langages pour travailler dans le do[...] compilation.

Possibilité[...]ment.

[...] photo [...] prétentions de [...] description détaillée de l'e[...] et [...] stages se rapportant au dom[...] ci-dessus [...]

Burroughs
B.P. No 5 - 76360 BARENTIN

POLYCLINIQUE 125 LITS
180 KM DE PARIS
RECHERCHE

GESTIONNAIRE

(35 ANS ENVIRON)

Très sérieuses références exigées.
Connaissance milieu médical souhaitée mais non indispensable.
Écrire avec curriculum vitæ à :
Société FIM
22, place Vendôme - 75001 Paris

CAISSE DE RETRAITE CADRES recherche

DIRECTEUR ou DIRECTRICE

D'UNE RESIDENCE SUR LA COTE D'AZUR pour séjours permanents ou temporaires de retraités et pour séjours de vacances de cadres en activité AVEC RESTAURATION

Expérience exigée maison de retraite ou repos ou établissement similaire.

Adresser C.V. + photo et prétentions s/réf. 4321, à PLAIN CHAMPS, 5, r. du Helder. 75009 Paris, q. tr.

Adjoint Chef Comptable

REGION CENTRE

Nous sommes un groupe industriel important.

Nous cherchons pour seconder l'un de nos Chefs Comptables UN (E) JEUNE E.S.C. Option comptabilité débutant (e) ou ayant une première expérience professionnelle.

L'adaptation aux moyens modernes de gestion de la comptabilité et la diversité des tâches constitueront une formation intéressante de quelques années pouvant déboucher sur d'autres responsabilités.

Ecrire avec C.V. à no 9380 CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

DELEGUE GENERAL

CHAINE DE SERVICES
LOIRET

Un groupe d'industriels, parmi les plus dynamiques de la spécialité, vient de créer une société de services pour promouvoir une marque commune et se préparer techniquement et commercialement à l'évolution future de la profession.
Le Délégué Général recherché aura pour mission d'assurer le fonctionnement interne de la société, et d'être le conseiller et l'animateur des adhérents pour toutes leurs actions de promotion, de gestion et d'organisation. Ce poste convient à un jeune cadre allant et énergique, non débutant - 2 à 5 ans d'expérience - de formation supérieure commerciale, administrative et juridique (HEC, ESSEC, ESC ou équivalent), ayant le goût des relations humaines et si possible une expérience commerciale - optimum 30 ans.

France Cadres 22 rue St. Augustin 75002 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Réf. 853 M.

ÉLECTRICITÉ INDUSTRIELLE MANGIN EGLY

recherche pour son bureau études de VITRY-LE-FRANÇOIS

INGÉNIEURS ÉLECTRICIENS

EXPÉRIMENTÉS
Anglais souhaité.

Envoyer C.V. avec photo à B.P. 80 51302 VITRY-LE-FRANÇOIS CEDEX.

LE CRÉDIT AGRICOLE DU SUD-EST
A LYON (9e)
recherche

UN INGÉNIEUR SYSTÈME

Une première expérience de la fonction, même limitée, est nécessaire.
- Il aura au sein d'une équipe système IBM 3033 sous M.V.S. à mener son travail avec autorité et sens des responsabilités.

Dégagé obligations militaires.

Adresser lettre, C.V., photo, prétentions à : C.R.C.A.M. du SUD-EST B.P. 9156 LYON 09 - 69263 LYON CEDEX 1

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux

IMPORTANTE ENTREPRISE D'INSTALLATIONS ELECTRIQUES

recherche

pour développer ses activités dans la région de MARSEILLE, PROVENCE-COTE D'AZUR

UN INGÉNIEUR RESPONSABLE COMMERCIAL

4 ans d'expérience minimum dans l'installation électrique, si possible en tant que responsable d'affaires, connaissance du contexte régional appréciée. Un véhicule de société sera fourni. Rémunération envisagée : 90/100.000 F.

Ecrire avec C.V. et photo sous N° 65446 M à BLEU Publicité 17, rue Lebel, 94300 - VINCENNES, qui transmet.

TRES IMPORTANT ORGANISME SOCIAL recherche

CHEFS DE PROJETS

pour la conception et la mise en place d'un vaste projet utilisant bases de données et télétraitement et intégrant l'ensemble des fonctions administratives et comptables. Diplômés de l'enseignement supérieur. Une expérience minimum de 3 ans dans la conduite de projets analogues est indispensable. Réf. 2520/A

PROGRAMMEUR CONFIRMÉ

Assembleur et Cobol — connaissances Télétraitement, bases de données — niveau IUT ou équivalent. Réf. 2520/B

Lieu de travail : ville universitaire 200 km de Paris, après stage d'un an environ à Paris.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo en rappelant la référence du poste à Axial Publicité, 91, Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8e, qui transmet.

Filiale française d'un important groupe chimique multinational recherche pour son usine à 18 kms de ROUEN

cadre comptable

BILINGUE FRANCAIS ANGLAIS

- Il devra avoir :
  - une formation de type universitaire ou d'école commerciale option finances ou comptable
  - une expérience d'environ 5 ans dans la spécialité
- Il aura pour l'Etablissement concerné la responsabilité :
  - de la comptabilité générale et analytique
  - des prix de revient
  - de la préparation et du suivi du budget

Envoyer C.V. et prétentions à Service du Personnel HERCULES FRANCE Tour Albert 1er 92507 Rueil Malmaison cédex

---

GRANDE ENTREPRISE DE V.P.C. AMBITIEUSE ET DYNAMIQUE

recherche pour participer à son développement

RESPONSABLES DE PROJETS

(organisation/informatique)

- De formation supérieure, les candidats créatifs et dynamiques auront acquis par leur expérience professionnelle la maîtrise des systèmes de gestion et de l'outil informatique en temps qu'organisateur.
- Ils auront pour mission de prendre en charge la conduite de projets, de leur conception à leur fonctionnement effectif.

— Perspectives de carrière intéressantes.
— Lieu de travail : STRASBOURG.

Ecrire avec C.V., photo et prét. à n° T. 12.793 M., REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

ETABLISSEMENT PUBLIC DE L'ALLIER

recherche

CHARGÉ DE MISSION

Il devra prospecter les chefs d'entreprise, en vue de déceler leurs besoins de développement industriel et leur proposer, en conséquence, une localisation géographique pour les projets connus.

Ce poste convient à un candidat ayant une expérience industrielle multi-sectorielle de 10 à 15 ans, l'esprit commercial et persuasif, une grande faculté d'adaptation et présentant des qualités d'économiste et d'analyste rapide.

Il sera basé en région Parisienne, avec des déplacements fréquents en province.

Ecr. n° T. 797.090 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmet.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER RÉGIONAL en expansion

recrute

UN CHARGÉ D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIALES

(ENSAE, ISUP + Sciences Eco., D.E.S.S. Marketing financier ou équivalent).

Débutant ou 1 ou 2 ans d'expérience

Il sera chargé des études de marché, de la mise en place de tableaux de bord, des rapports et des prévisions d'activité.

Qualités requises : goût des études économiques et statistiques ; bon contact humain.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions au n° 7.698 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

Notre jeune Entreprise se développe dans les produits chimiques fins destinés à l'industrie pharmaceutique
Notre Direction d'usine recherche un

INGÉNIEUR GÉNIE CHIMIQUE

pour :
1) adaptations procédés fabrications ;
2) conception, installation et maintenance d'une station d'épuration.

Vous avez obligatoirement :
— une expérience industrielle similaire de 3 années minimum et une connaissance approfondie de tous ces sujets.

Vous êtes une personnalité de terrain, dynamique, doublée d'un sens du contact pour vous intégrer à une équipe de direction jeune.

Lieu de travail : AQUITAINE

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae et photo sous le n° 9 821 à CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

SKIS ROSSIGNOL S.A.
VOIRON (Isère)
recrute, dans le cadre de son activité ski

UN INGÉNIEUR DE RECHERCHE

— 2 à 3 ans d'expérience ;
— Bonne formation résistance des matériaux et mécanique appliquée ;
— Connaissances matériaux plastiques et collages, appréciées ;
— Expérience compétition ski alpin ;
— Pratique de l'anglais et de l'allemand.

Sa mission :
Au sein de l'équipe de recherche appliquée ski, il participera à la mise au point des skis alpins.
- Résistance et comportement sur neige ;
- et assurera le suivi de la qualité technique des fabrications.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à : SERVICE DU PERSONNEL 38509-VOIRON



THOMSON-CSF

Division des Activités sous-marines à BREST

recherche

INGÉNIEUR E.S.E

2 à 3 ans d'expérience industrielle pour étude développement et essais de matériels d'acoustiques sous-marines.

Adresser C.V. à THOMSON CSF - Division activités sous-marines - route du Conquet - 29200 BREST

Société métallurgique en forte expansion fabriquant pièces grandes séries pour l'industrie automobile (France et export)

recherche pour son **Usine du NORD DE LA FRANCE**

UN DIRECTEUR D'USINE

Niveau A.M. ou I.C.A.M.

Ayant de préférence connaissances :
— travail des métaux en feuilles (emboutissage).
— sous-traitance automobile.
— gestion d'usine.

ANGLAIS APPRECIE.
LOGEMENT ET VOITURE DE FONCTION.

Adr. C.V. et prétentions à n° 8.942 Contesse Publ. 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS-1er qui transm.

Grand Groupe « PARFUMS et COSMETIQUES » NIVEAU INTERNATIONAL

recherche

CHEF DE PRODUIT

Formation :
— Grande Ecole Commerciale.
— Langue Anglaise exigée.

Expérience :
— Sérieuses références dans activité similaire.

Age :
30 ans minimum.

Lieu de travail :
LYON.

Rémunération :
Suivant compétence.

Env. C.V. + photo (obligatoire) ss la réf. 104 à : INTERNATIONAL 3 B. 3, rue Michodière, 75002.

Bretagne Sud

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Mistral France (articles de sports) est depuis 1976 la filiale française de distribution d'une société suisse.

En très forte expansion, Mistral recherche un cadre de 28 ans mini (formation supérieure – D.E.C.S.) pour prendre en charge et développer les fonctions comptables et administratives.

Après une formation intensive en France et à l'étranger, il dirigera effectivement son secteur. Son développement dans la société sera fonction de son dynamisme et de sa performance.

- Allemand souhaité, salaire motivant.

- Envoyer C.V. + photo et prétentions sous la réf. 2712/A à Ores, 105, bd Haussmann, 75008 Paris.

mistral

---

offres d'emploi

Tektronix
COMMITTED TO EXCELLENCE

DIVISION INFORMATIQUE GRAPHIQUE

Notre position de leader sur un marché en forte croissance nous conduit à renforcer notre équipe de vente et nous recherchons des :

ingenieurs commerciaux

Ces postes conviendraient à des candidats de formation scientifique supérieure ou équivalente ayant idéalement 2 à 3 années d'expérience de la vente.

L'un des postes requiert une connaissance approfondie du domaine de la CAO.

Une bonne pratique de la langue anglaise est nécessaire.

Postes à pourvoir : REGION PARISIENNE / PROVINCE.

Adresser C.V., photo et prétentions à l'adresse suivante
TEKTRONIX - Division Informatique Graphique - Z.I. de Courtabœuf - B.P. 13 - 91401 ORSAY.

L'USINE NOUVELLE

recherche

1 JOURNALISTE « SOCIAL »

Basé à Paris, il s'intégrera à une équipe de 3 journalistes spécialisés.

SA MISSION consistera à analyser les relations sociales dans l'entreprise, qu'il abordera à partir d'expériences concrètes.

Cela implique de fréquents reportages en province ainsi qu'à l'étranger. Le goût du contact est nécessaire.

Un bagage universitaire approprié et/ou une expérience préalable dans ce domaine seraient appréciés.

LA FORMATION sera assurée. Le STATUT professionnel et le contrat d'entreprise sont autant d'avantages.

LE SALAIRE sera fonction de la qualité de la candidature.

Ecrire avec C.V. + Photo à :

René LE MOAL
L'USINE NOUVELLE - 15, rue Bleue, 75009 PARIS.

SCAM

recherche pour son Département Pompes :

ASSISTANTE D'INGÉNIEUR

BTS option mécanique
Poste technico commercial sédentaire.
Quelques années d'expérience industrielle - Anglais.

Ecrire avec C.V. à SCAM, 89, rue La Boétie, 75008 Paris. Téléph. : 225-97-39.

SOCIÉTÉ SEDIS
Groupe PEUGEOT

Entreprise numéro un en France en chaînes mécaniques,

recherche pour LEVALLOIS

JEUNE DIPLOMÉ INGÉNIEUR B.T.S. OU ÉQUIVALENT MÉCANIQUE

Parlant anglais et allemand. Intéressé par la vente à l'exportation de produits industriels.

Adr. lettre manuscrite + C.V. détaillé, rémunération et photo au n° 8.204 CONTESSE PUB., 20, avenue Opéra, Paris (1er), qui transmettra.

Association loi 1901 recherche

DIRECTEUR
de FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS CONFIRME.

Téléphoner entre 14 h. et 17 h. 574-99-42, poste 21-34.

Organisme public de DOCUMENTATION Porte d'Italie, recherche pour un travail TEMPS PARTIEL

MÉDECIN PHARMACIEN CHIMISTE TOXICOLOGUE

Anglais indispensable.
Envoyer C.V. et prétentions à REGIE-PRESSE n° 797.515 M, 85 bis, r. Réaumur, Paris (2e).

SOCIÉTÉ SEDIS
Groupe PEUGEOT

Entreprise numéro un en France en chaînes mécaniques,

recherche pour LEVALLOIS

JEUNE DIPLOMÉ ÉCOLE de COMMERCE ou d'INGÉNIEUR

Première expérience dans l'industrie souhaitée.

Intéressé par le marketing et la distribution de produits industriels.

Adr. lettre manuscr., C.V. dét., rémunération et photo à 8 200, CONTESSE PUBLICITE, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Concepteurs Chefs de projet informatique

Notre activité s'exerce au profit de plus d'un million d'adhérents et de deux millions de bénéficiaires. Notre orientation sociale requiert une gestion de haute qualité.

Nous avons décidé de repenser notre organisation informatique pour l'adapter aux possibilités techniques de la télématique. Dans ce cadre, nous réétudions l'ensemble de nos applications de gestion.

Vaste chantier, où vous avez votre place. Après des études supérieures (diplôme d'ingénieur ou niveau universitaire équivalent), trois à cinq années d'expérience vous ont permis de participer à des projets informatiques d'envergure, d'en diriger certains plus modestes. Vous vous sentez maintenant de taille à intégrer notre équipe études pour y prendre la responsabilité de l'une ou l'autre de nos applications.

Si vous êtes intéressé (e) par ce travail de création, prenez contact sous référence 792 230 M avec les consultants de SIRCA qui nous présenteront votre candidature.



Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

Technicien chimiste DUT ou BTS

Compagnie internationale de service dans l'industrie pétrolière recherche un TECHNICIEN CHIMISTE.
DUT ou BTS
pour travaux de laboratoire à Montrouge. Les connaissances de la métallurgie et de l'absorption atomique sont souhaitables. Très bon niveau d'anglais indispensable. Excellentes conditions de travail.
Envoyez lettre de candidature, CV avec photo et rémunération souhaitée à :
DOWELL SCHLUMBERGER
23, avenue Victor Hugo -
75 116 PARIS.

DOWELL Schlumberger

KOSS
Recherche pour sa filiale française

COMPTABLE - CHEF DU SERVICE ADMINISTRATIF

Rattaché au Directeur général, il sera responsable :
— Du contrôle crédit clients ;
— Du contrôle budgétaire ;
— De l'établissement des rapports financiers hebdomadaires envoyés à la maison mère ;
— De l'organisation et de la supervision du service administratif ;
— De la tenue des états comptables

Il est demandé :
— Une formation supérieure ;
— Une expérience de 2 à 3 ans de préférence dans une entreprise multinationale ;
— Une bonne connaissance de l'anglais.

Env. C.V., salaire actuel et prét. à DIRECTION GENERALE, Société KOSS S.A.R.L., 12, rue du Puits-Dixme, ORLY SENIA 525, 94577 RUNGIS CEDEX H.

Petite Sté, env. de Paris, composants passifs destinés à l'Administration, rech., pour responsabilité de son département contrôle qualité un ingénieur ATP ou équiv., ayt 5 à 10 ans d'expérience contrôle qualité et une bonne connaissance des mesures électriques.
Ecr. à 7.688, « le Monde » Pub., 5 r. Italiens, 75427 Paris céd. 09

هكذا من الأصل

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	54,09
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,93
IMMOBILIER	32,00	37,63
AUTOMOBILES	32,00	37,63
AGENDA	32,00	37,63
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	99,96

ANNONCES ENCADRÉES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,75
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	7,05
IMMOBILIER	21,00	24,69
AUTOMOBILES	21,00	24,69
AGENDA	21,00	24,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi



Groupe C.G.E.

a acquis sa notoriété non seulement par son activité produit grand public LES PILES MAZDA, mais aussi par la fiabilité et la technicité de ses produits industriels.

C'est dans ce secteur d'activité **PILES INDUSTRIELLES APPAREILS - CLOTURES ELECTRIQUES** qu'elle recherche son

CHEF DES VENTES France-Europe

Placé sous l'autorité du Directeur commercial, il aura pour mission d'animer le réseau national de vente, de promouvoir les gammes de nouveaux produits et de développer l'action commerciale export grande Europe par l'intermédiaire de ses filiales ou de ses revendeurs.

De Formation Supérieure HEC - ESSEC - SUP de CO, vous avez une expérience d'au moins 7 années de commercialisation de produits semi-grand public.
Vous avez une bonne pratique de ventes sur le terrain complétée de la connaissance des marchés agricoles.
Vous parlez couramment l'anglais et l'allemand.

Adressez votre candidature en mentionnant la rémunération souhaitée sous référence C 1 - 4 à CIPEL, Direction des Relations Humaines 125, rue du Président Wilson - 92300 LEVALLOIS-PERRET.



Directeur Industriel
250 000 F +

Un des plus importants groupes alimentaires français recherche un dirigeant capable d'assumer une position clé. Responsable de la politique de production, il définira les objectifs de fabrication, il contrôlera le budget de fonctionnement des unités de production, la qualité des produits et mettra en œuvre les investissements. Il supervisera un effectif de 3 000 personnes. Le candidat possèdera une formation d'Ingénieur agronome, si possible complétée par l'Ecole d'Application Laitière (IESIEL). Il aura exercé avec succès une fonction de responsable de la production pendant environ 10 ans dans l'industrie alimentaire (laiterie, brasserie, charcuterie). Outre sa formation et sa pratique, il possèdera de solides qualités d'opérationnel.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 1078 M (à mentionner sur l'enveloppe).
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTEC

Si, dans le contexte de l'entreprise où vous travaillez, vos possibilités sont trop réduites et ralenties par des circonstances qui n'ont rien à voir avec vos connaissances et vos performances, vous devriez immédiatement saisir l'occasion que nous vous offrons et nous écrire. Nous sommes une des plus grandes firmes américaines de conseil en management de réputation mondiale. Nous cherchons actuellement pour l'Europe plusieurs candidats âgés de 25 à 30 ans comme

JUNIOR CONSULTANTS et MANAGEMENT TRAINEES

Dans le cadre de nos activités, la progression de votre carrière dépendra de vos connaissances et de vos aptitudes. Vous ne connaîtrez pas un travail de routine car nos activités incluent la production, la distribution, la vente, le marketing et la formation du personnel.
Nos clients sont d'importantes sociétés dans tous les secteurs de l'économie et sont répartis dans toute l'Europe, ce qui vous appellera à voyager chaque semaine.

Dans notre société, de jeunes licenciés en économie, gestion d'affaires, sociologie, psychologie, etc., ont les meilleures chances. Mais, même si vous n'êtes pas diplômés, vous n'êtes pas exclus d'avance si vous pouvez prouver une solide expérience dans les relations humaines.

Connaissance approfondie de l'Anglais, connaissance du Français et de l'Allemand serait nécessaire. Pour les éléments les plus valables, une rémunération très élevée est prévue après période de formation.
Ecrivez-nous immédiatement en indiquant de préférence votre numéro de téléphone, car les premiers entretiens auront lieu dans les semaines à venir.

Ecrire sous le numéro de référence M. 79. M 7

à INSIGHT PUBLICATIONS
Boulevard de la Cambre-42 - Boîte 13 - 1050 BRUXELLES (Belgique).

INGENIEURS DIPLOMES PRENEZ DES RESPONSABILITES

Un important Groupe d'Assurances recherche pour PARIS

- INGENIEUR ORIENTE SYSTEME
  5 ans d'expérience acquise sur gros système. réf. 2544/A
- PROGRAMMEURS MEME DEBUTANTS
  évolution possible vers l'analyse. réf. 2544/B

Pour son centre informatique disposant d'un IBM 370/158.
Des candidats de valeur trouveront au sein du Groupe de véritables possibilités d'épanouissement.

Adresser c.v. détaillé, photo et prétentions en rappelant la référence du poste choisi à :

SINORG Recrutement - 7, rue Royale - 75008 PARIS.

100 000 F +
LA DIVISION INFORMATIQUE D'UNE IMPORTANTE SOCIETE MULTINATIONALE EUROPEENNE

recherche dans le cadre de son expansion rapide

DES INGENIEURS COMMERCIAUX

pour PARIS et REGION PARISIENNE

Nous offrons :

- Conditions de salaire particulièrement attractives pour canditats de valeur (commissionnement le plus important de la profession).
- Des matériels très compétitifs.
- Des produits nouveaux qui seront annoncés en 1979.

Nous demandons :

- Vendeurs chevronnés en informatique (exp. vente min. 2 ans).
- Bonne connaissance gestion.
- Connaissant si possible la vente Ordinateurs de Bureau.
- Possédant voiture personnelle.

Les candidatures manuscrites avec C.V. + photo (retournées) seront adressées à nº 1271

PUBLIFOP 100 Rue de Richelieu 75002 PARIS qui transmettra

UN LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE PROCHE BANLIEUE OUEST PARIS

recherche

son CHEF DU SERVICE DU PERSONNEL
130.000 Francs

Sous l'autorité du Directeur Administratif, il sera chargé de développer et d'unifier le service du personnel des différentes unités du groupe. Il aura la responsabilité de la gestion du personnel (paie, formation, service social, recrutement) puis des services généraux. Le candidat retenu aura une expérience réussie dans une fonction semblable. Il pourra évoluer au sein du groupe.
Réf. 058

son CHEF DU SERVICE ACHATS
130.000 Francs

Sous l'autorité du Directeur Administratif, il sera chargé de restructurer le service achats en regroupant les différents services existants. Il aura la responsabilité des achats matières, conditionnements, emballages et éventuellement des contrats avec les sociétés de transport. Le candidat retenu aura une solide expérience de cette fonction exercée de préférence dans un laboratoire pharmaceutique. La connaissance des transports serait un atout supplémentaire.
Réf. 059

Ecrire en précisant la référence à :
AL CONSEIL, 123, avenue de Villiers, 75017 PARIS qui garantit discrétion et réponse.

Lindt

CHEF DE PRODUIT

Dans le cadre de leur développement, les chocolats LINDT recherchent un chef de produit ayant au moins 2 ans d'expérience dans le service marketing d'une société alimentaire.

La rémunération sera déterminée en fonction du profil du candidat.

Envoyer curriculum vitae et photo à :
C.F.C. - Direction du personnel
18, rue de Courcelles
75008 Paris.

Société d'équipement mécanique et hydraulique pour véhicules
REGION PARISIENNE
recherche

CHEF DE BUREAU D'ÉTUDES

- Jeune ingénieur Arts et Métiers ou formation équivalente ;
- Ayant quelques années d'expérience en mécanique et hydraulique.

POSSIBILITE DE PROMOTION ULTERIEURE

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à REGIE PRESSE
Nº T 012920 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS



SOCIETE D'ETUDE ET DE DEVELOPPEMENT DE MATERIELS DE HAUTE TECHNICITE
recherche pour
LA GESTION
DE SES PROGRAMMES SPATIAUX

UN INGENIEUR GRANDE ECOLE EXPERIMENTE

(X - SUP AERO - ESE - CENTRALE - MINES ou équivalent)
susceptible d'assurer une fonction de

CHEF DE PROJET

SONT INDISPENSABLES :
- des qualités d'animateur et de gestionnaire
- une bonne connaissance
  - des techniques de gestion de projets
  - des problèmes administratifs et économiques
  - des techniques des matériels spatiaux (électronique, mécanique, optique).

Adresser C.V. et photo au Service du Personnel 1, avenue Descartes, 94450 LIMEIL-BREVANNES.



Directeur Commercial Adjoint

CARRIERE EVOLUTIVE DANS IMPORTANTE PME

Nous sommes une société française (C.A. 250 millions) fabriquant des cables électriques et téléphoniques. Notre réussite liée à une excellente rentabilité est due au dynamisme d'une petite équipe dirigeante qui anime l'entreprise depuis bientôt 30 ans. Nous voulons assurer la continuité de notre action et souhaitons nous associer un manager capable de concevoir et mettre en œuvre des stratégies à un niveau de Direction Générale. Nous voyons à ce poste un diplômé d'une grande école commerciale ou d'ingénieurs, 32 ans minimum, ayant acquis une expérience positive du management commercial et souhaitant poursuivre un carrière durable et évolutive. De bonnes connaissances en électricité sont souhaitables.
La connaissance de langues étrangères et surtout de l'anglais serait un atout très important.
Le poste est à pourvoir en proche banlieue Ouest-Paris.

Maryse PERCHE vous remercie de lui envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous référence 904215 M (à mentionner sur l'enveloppe).
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTEC

statisticien (H ou F) - 90000F/an

Département recherche d'un grand groupe français au rayonnement mondial, nous sommes installés en proche banlieue Est (20 minutes de Paris) et vous proposons de mettre en place et de développer des outils statistiques sophistiqués en assistant nos chercheurs dans leur mise en œuvre.
Vous avez une solide formation (ISUP, ENSAE...), le goût de la recherche comme du conseil, de bonnes bases en informatique scientifique et une expérience de 5 ans acquise, pourquoi pas, dans l'industrie pharmaceutique.
Ecrire à A. LEROUX, réf. 3538 LM.



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

Directeur des services comptables, puis...

Une mission pour vous, chez un des grands de l'ingénierie. Nos services comptables (cent personnes environ) doivent être profondément modernisés, avec l'appui d'un conseil extérieur. Nous vous proposons d'en prendre la direction, à Paris, et de conduire ce changement.

Dans deux ou trois ans, mission terminée, vous trouverez au sein de notre société une évolution de carrière intéressante.

Vous avez complété vos études supérieures de gestion par une spécialisation en comptabilité (expertise, au minimum DECS). Au cours de vos dix années de vie professionnelle, en entreprise ou en cabinet d'audit, vous avez été confronté à des organisations comptables complexes; vous avez pratiqué une comptabilité par chantier et vous êtes rompu au dialogue avec les informaticiens.

Nous avons demandé aux consultants de SIRCA de nous présenter votre candidature; faites-leur connaître, sous référence 793 232 M, votre intérêt pour ce poste de haut niveau.



Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.
MEMBRE DE SYNTEC

créer la fonction marketing, dans l'assurance
110.000 +

Nous sommes une société d'assurances IARD moyenne, leader dans notre créneau. Notre volonté de développement nous amène à créer une unité marketing, rattachée à notre Directeur Commercial.

Le jeune cadre, homme ou femme, à qui nous confierons cette fonction prendra la responsabilité d'une petite équipe déjà existante. Il devra définir et mettre en place les moyens destinés à mener des études commerciales, à réviser et développer nos produits, à concevoir des moyens de promotion et d'animation.

De préférence diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, vous avez une trentaine d'années et possédez quelques années d'expérience dans une fonction similaire, en assurance ou dans un secteur de services.

Nous vous remercions d'adresser vos dossiers de candidature ss réf. B 4593 B à Madame Ribault 1 rue de Berri 75008 Paris.

bernard julhiet psycom
MEMBRE DE SYNTEC

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	48,00	54,09
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,93
IMMOBILIER	32,00	37,63
AUTOMOBILES	32,00	37,63
AGENDA	32,00	37,63
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	99,96

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,75
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	7,05
IMMOBILIER	21,00	24,69
AUTOMOBILES	21,00	24,69
AGENDA	21,00	24,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

FILIALE chargée de la mise en oeuvre des SYSTEMES INFORMATIQUES d'un très important GROUPE D'ASSURANCES recherche

analystes programmeurs ingénieurs système

pour le développement d'importants projets informatiques utilisant des bases de données et du télé processing.

des Analystes (référence 3162 A),
des Programmeurs (reférence 3162 P),
et des ingenieurs Systeme (reference 3162 IS)

Le matériel actuellement installé se compose de
UN 3033 8000 K
UN 370/168 AP 6000 K
UN 370/168 UP 5000 K
700 terminaux teléprocessing.

GIE

Envoyer c v en précisant la référence du poste choisi au Service du Personnel, Tour Franklin cédex 11 92081 Paris La Défense

financial planning manager

L'UN DES 50 PREMIERS GROUPES INDUSTRIELS AMERICAINS (BIENS D'EQUIPEMENT DE HAUTE TECHNOLOGIE) cherche pour le siège à Paris de sa DIVISION EUROPE/MOYEN-ORIENT/AFRIQUE (C.A.: 600 M$, 38 sociétés) un tel financier. Sous l'autorité du directeur financier, il prend en charge la consolidation des plans annuels et du reporting des 38 sociétés, l'examen des écarts, la coordination du plan d'investissement, certaines etudes financières, etc.

A 32 ans minimum, de formation supérieure, vous avez une première expérience d'audit dans un cabinet international et quatre ou cinq ans d'expérience financière dans une affaire internationale française, américaine ou britannique ayant des unités décentralisées.

Le succès à ce poste ouvre de nombreuses possibilités de carrière dans le Groupe.

La nationalité est indifférente, pourvu que le candidat soit bilingue français-anglais.

Ecrire à Mme M.C. TESSIER, réf. 3572 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

informatique

La Compagnie Internationale pour l'Informatique CII HONEYWELL BULL recherche:

1 spécialiste time-sharing

Il sera chargé de:
- contrôler l'activité Time-Sharing d'un centre 66 européen;
- assurer l'interface entre utilisateurs et exploitation, en particulier sur les problèmes techniques;
- il participera aux travaux d'une équipe système de haut niveau.

- Formation Grande Ecole ou Formation Supérieure équivalente.
- Bonne connaissance du Time-Sharing ou expérience système confirmée.
- Connaissance générale 66 appréciée.
- Goût pour le dialogue avec des utilisateurs.
- Formation complémentaire assurée.

Lieu de Travail: PARIS XXᵉ.

Avantages sociaux.

Restaurant d'entreprise.

Envoyer C.V. et prétentions à
CII HONEYWELL BULL
Direction du personnel Siège,
94, avenue Gambetta - 75020 PARIS.
A l'attention de Monsieur WYSS
(1 G 017 C).

Cii Honeywell Bull

HAVAS CONTACT



GRANDE CONSOMMATION

Vous avez une formation de base commerciale et deux ans d'expérience dans le service marketing d'un produit de grande consommation; vous connaissez bien l'anglais et peut-être aussi l'allemand.

Si votre carrière est orientée vers le marketing opérationnel, car vous n'êtes pas seulement interessé par "les études de marche", mais aussi par leurs applications concrètes et l'engagement personnel qui en découle, nous vous proposons de participer à la gestion d'une gamme de produits au sein d'un département qui coordonne la production, le marketing et la commercialisation d'une ligne de produits, au sein de notre société.

Nous sommes rattachés à un groupe international très important et nous réalisons en France 1 Milliard de chiffre d'affaires par an.

Envoyez C.V., photo récente et rémunération actuelle à Madame LIPSZYC sous référence 90419S M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTEC

IMPORTANTE SOCIETE D'ELECTRONIQUE *située près gares NORD et EST* recherche

INGENIEURS MICROPROCESSEURS

débutants ou 1 à 2 ans d'expérience, formation ESIEE, INSA ou équivalent.

INGENIEURS ELECTRONICIENS

débutants ou expérimentés, formation ISEP, ISEN, EFR ou équivalent.

AGENTS TECHNIQUES ELECTRONICIENS

niveau IV et V pour laboratoire étude matériels professionnels.

Adresser C.V., photo et prétentions à SECRE, 214, rue du Faubourg St-Martin 75483 PARIS CEDEX 10.

Société d'Instrumentation Scientifique

recherche

BIOCHIMISTE ÉLECTROCHIMISTE PHARMACIEN

<u>Si vous êtes</u> universitaire ou diplômé d'une Grande Ecole avec une expérience complémentaire en biochimie clinique et électrochimie.

<u>Si vous aimez</u> les contacts et avez les aptitudes a l'organisation de travaux pratiques et sessions de formation.

<u>Vous êtes</u> la personne que nous recherchons pour prendre en charge le laboratoire d'application que nous creons.

Après une période de formation, vous assurerez la responsabilité complète du poste rattaché à la direction.

Adressez votre C.V. les langues étrangères pratiquées et vos prétentions
à ROUCAIRE S.A. - BP 65 - 78140 VÉLIZY

bleu

Société dynamique de BIENS D'EQUIPEMENT (C.A. 35 millions de Francs, 70 personnes) recherche pour région de TRAPPES (78)

chef du service administratif et financier

Vous avez :
- une formation supérieure (SUP de CO, DECS)
- une expérience dans la fonction
- de bonnes connaissances en anglais et en informatique.

Nous offrons :
- la responsabilité (10 personnes) : comptabilité, budget, trésorerie, relations société mère, informatique, personnel
- la participation à une équipe de direction
- la formation par le titulaire (promu dans une autre société du Groupe)
- une rémunération selon compétences.

Adresser C.V. à No 9837 CONTESSE Publicité 20, Av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

SOCIETE INDUSTRIE PETROLE recherche

CHEF SERVICE TRANSPORTS

Chargé notamment :
- de l'activité des chauffeurs
- du parc vehicules
- de la distribution et de l'approvisionnement

Formation : Bac technique ou IUT transports
Experience : 5 ans dans fonction similaire.

Poste itinérant.
Affectation en Province après formation interne.

Envoyer CV manuscrit, réf. photo et prét. à no 9786 CONTESSE Publicité 20, av. Opera 75040 PARIS Cedex 01, qui trans.

AFNOR

Association Française de Normalisation recherche

le responsable de sa division INFORMATION/COMMUNICATION

Par sa formation (grande école Ingénieurs ou universités) et son expérience (une dizaine d'années dans l'information) le candidat aura acquis de réelles capacités à :
- analyser (contribution à la définition d'une politique d'information, détermination des cibles et des messages)
- animer une équipe (20 personnes)
- contrôler personnellement la mise en oeuvre des diverses actions, ce qui implique :
  - maitrise de la pratique administrative
  - habitude des contacts à tous niveaux
  - connaissance complète des techniques de l'information (rédaction, contacts presse, manifestations, stands, impressions édition, gestion de fichiers, etc...).

Le poste convient à une personnalité affirmée, équilibrée et dynamique.

Adresser curriculum vitae, photo et rémunération actuelle s/réf. 2593 à la Direction du Personnel - Tour Europe - Cedex 03 - 92080 Paris La Défense.

IMPORTANTE SOCIETE D'ELECTRONIQUE REGION SUD OUEST PARIS *recherche*

INGENIEUR

position II ou III

Il sera chargé du support technique et application au niveau Européen, des systèmes d'ajustage LASER et il participera à la conception et à la définition des futurs systèmes.

Le candidat devra avoir une expérience minimum de 2 ou 3 ans dans le domaine des circuits hybrides.

En outre, il devra effectuer de fréquents séjours aux Etats Unis, et posséder une parfaite connaissance de l'anglais.

Voyages de 2 ou 3 jours par semaine en Europe.

Envoyer curriculum vitae et prétentions (avec photo) à No 9206 CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

secrétaire général

Le PDG d'un petit groupe industriel (1000 salariés - siège à Paris) en forte expansion et réputé dans les composants électroniques cherche ce très proche collaborateur. Sa mission est **de régler les problèmes quotidiens liés à l'intendance et à la marche administrative et financière de l'affaire.** Ses responsabilités couvrent : la comptabilité (14 pers.), l'organisation administrative, la préparation des décisions de la direction et le contrôle de leur exécution, le contentieux, etc.

Ce poste convient à un secrétaire général d'au moins 35 ans, de niveau expertise comptable, ayant longtemps travaillé en PMI, homme de terrain sachant bien communiquer.

Écrire à Mme M.C. TESSIER, Réf. 3455 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

Nous sommes une filiale dynamique de Polychrome Corporation - U.S.A. et sommes l'une des Sociétés les plus performantes dans le domaine des plaques présensibilisées offset.

L'expansion continue de l'année passée nous a obligés à établir une succursale à Paris. Aussi nous cherchons un

FINANCIAL MANAGER

avec de bonnes connaissances en anglais ou allemand.

Si vous êtes intéressés (ées) par ce poste varié et plein de responsabilités, envoyez-nous votre dossier de candidature en indiquant la rémunération souhaitée et la date de disponibilité ou bien téléphonez-nous pour un premier contact.

Polychrome GmbH - Seesener Str. 11 - 3360 Osterode am Harz
Allemagne Fédérale - Téléphone : 5522/4611

INGENIERIE

SOCIETE D'INGENIERIE INFORMATIQUE TEMPS REEL FILIALE D'UN GRAND GROUPE FRANCAIS MAITRE D'OEUVRE D'UN IMPORTANT SYSTEME DE TELEINFORMATIQUE renforce son équipe au niveau

CHEF DE PROJET
Animateur des équipes de conception et de réalisation du projet sur les plans : techniques informatiques, coordination des intervenants, assistance et relations techniques avec le client.

CHEF DE PROJET LOGICIEL
Concepteur d'un des systèmes temps réel (réseau télécom) et animateur d'une équipe logiciel.

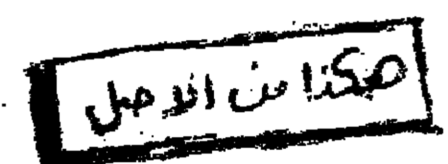
INGENIEURS LOGICIEL
Réalisateurs des logiciels d'application (sur systèmes à base de SOLAR).

Ces Ingénieurs possèdent l'expérience et les compétences de fonctions similaires dans les domaines de commutation de messages ou un domaine proche. Connaissance SOLAR souhaitée.
Base de travail : proche banlieue sud-ouest.
Déplacements et/ou séjour possibles à l'étranger sur le site.

Adresser C.V. détaillé, prétentions et photo à No 9219, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01. q.tr.

TELECOM

هكذا من الاصل



ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	54,09
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,93
IMMOBILIER	32,00	37,63
AUTOMOBILES	32,00	37,63
AGENDA	32,00	37,63
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	99,96

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,75
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	7,05
IMMOBILIER	21,00	24,69
AUTOMOBILES	21,00	24,69
AGENDA	21,00	24,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

LE BUREAU DE DEMAIN...

Notre domaine à nous c'est l'équipement du bureau de demain, c'est pourquoi nous offrons à notre clientèle une gamme de produits variés et sophistiqués. L'un de nos départements s'est spécialisé dans le traitement de textes et c'est de lui que les consultants du cabinet INFRAPLAN vous entretiendront : ils vous parleront certes des produits que vous aurez à commercialiser, mais aussi de la structure (elle est de plus en plus décentralisée), du développement actuel et avec vous ils évalueront vos chances de réussite. Il faut ou être déjà spécialiste du traitement de textes ou bénéficier, en plus d'une formation supérieure, d'une première expérience de la vente. La formation est à la fois pratique et théorique. Le salaire est élevé.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre C.V. sous réf. E 4 à :

INFRAPLAN Tour de Lyon 185, rue de Bercy 75012 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

Plain Champs

DIRECTEUR DE BOUTIQUE DE LUXE

Arts de la Table
Décoration d'Intérieur



studio-haus
PARIS

A l'automne 1979, la société ROSENTHAL spécialisée en matière de conception, fabrication, sélection et diffusion d'objets de haut de gamme concourant à l'art de la table et de la décoration d'intérieur - porcelaine, verrerie, couverts, meubles, objets d'art... - inaugurera à Paris sa trentième boutique de luxe ROSENTHAL STUDIO HAUS après s'être implanté dans toutes les capitales et grandes villes d'Europe : Copenhague, Rome, Berlin, Zurich... Sous l'autorité de la Direction Générale de la société, il sera responsable de l'animation (organisation d'expositions, de rencontres avec des artistes...) et de la gestion afin de promouvoir les ventes des objets et collections présentés. Il sera aidé dans ses missions par 5 ou 6 vendeuses. Le candidat retenu, âgé d'au moins 32 ans, possèdera une bonne culture générale et manifestera un intérêt certain pour les arts de la table et le design contemporain. Il justifiera d'une expérience réussie de la diffusion par commerce de détail de produits de haut de gamme (non obligatoirement dans le même secteur). La connaissance de l'Allemand constituerait un atout supplémentaire.

Ecrire sous réf. 259 M à
G.R.H. Conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

Raychem

Nous sommes une Société Internationale en très forte croissance
Leader mondial des plastiques thermorétractables

Le développement des produits informatiques réalisés par notre Centre Européen nécessite le recrutement d'un

ANALYSTE PROGRAMMEUR

de formation type IUT ou Grande Ecole

Le candidat retenu aura une expérience de quelques années lui permettant de réaliser l'analyse organique des besoins spécifiques de notre Société et d'effectuer tout ou partie des programmes.

De plus, il assurera la maintenance des applications existantes.

Du fait de notre contexte international, la connaissance de l'anglais sera un atout supplémentaire.

Pour prendre contact, adressez nous votre C.V., photo et prétentions au Service du Personnel - BP 738 - 95004 CERGY CEDEX.

Une collaboratrice pour notre executive vice président

Nous sommes un important groupe privé Arabe, réalisant des investissements à l'échelon mondial dans des domaines très divers. Notre Vice-Président recherche pour le seconder, une femme d'environ 30 ans, de forte personnalité HECJF, Sciences Po, Gestion ou équivalent capable de tenir un dialogue permanent avec les différentes sociétés du groupe, les clients et les fournisseurs, de préparer des dossiers (investissements et gestion) destinés à nos clients français ou étrangers. Des travaux de dactylographie ne la rebuteront pas. Anglais courant indispensable, disponible pour voyager. Rémunération liée à l'importance du poste, basé à Paris 8e. Adressez C.V photo et salaire actuel s/s référence 239 à :

ALPHA CDI
59, rue St Didier - 75116 PARIS.

jeune juriste assurances

Nous vous proposons de rejoindre notre Direction Commerciale :

Société d'Assurances IARD privée, filiale d'un important groupe financier, nous développons nos structures commerciales en mettant en place une équipe dont la mission consistera à mettre au point de nouveaux produits et de nouvelles techniques de promotion et d'animation. Nous recherchons le juriste qui prendra en charge la

rédaction de nouveaux contrats

à partir des études et recommandations exprimées par les chefs de produits. En outre, il aura éventuellement à participer à l'élaboration des tarifs.

Titulaire d'une maîtrise de Droit, de préférence complétée par un diplôme d'Institut des Assurances, vous avez des qualités de rédaction et un esprit rigoureux et orienté vers le concret, vous n'êtes pas hermétique aux chiffres. Une première expérience de quelques années dans une compagnie d'assurances est indispensable.

Nous vous remercions de bien vouloir adresser vos dossiers de candidature sous réf. C 4717 à Madame Ribault 1 rue de Berri 75008 Paris.

bernard julhiet psycom

MEMBRE DE SYNTEC

UTIMACO

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEILS EN INFORMATIQUE

108 collaborateurs - 1.506 clients spécialisée dans les services informatiques aux P.M.E. - P.M.I.

recherche pour réaliser son programme de développement

REF. 01

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Ils assureront auprès des Experts-Comptables et les dirigeants d'entreprise la promotion de prestations informatiques adaptables aux besoins de chaque P.M.E. - P.M.I.

REF. 02

ANALYSTES

Ils développeront et enrichiront notre gamme de logiciels et mèneront à bien des études spécifiques devant répondre aux problèmes de gestion P.M.E. - P.M.I.

REF. 03

TECHNICO-COMMERCIAUX

Ils adapteront les Produits de l'entreprise, en assureront la mise en place et l'évolution en fonction des besoins et des nouveaux outils développés.

REF. 04

PRÉPARATEURS D'APPLICATIONS

Ils assureront pour l'exploitation, la préparation des prestations demandées par nos clients et en vérifieront la qualité avant mise à disposition.

Envoyer C.V. et prétentions à
UTIMACO
Direction des développements,
4 à 14, rue Ferrus - PARIS-14e.



PERSONNEL MANAGER - EUROPE

Société leader dans le domaine du disque,

ayant des filiales dans chaque pays d'Europe Occidentale, recherche un Personnel Manager - Europe pour son bureau régional situé à Paris.

Le candidat retenu, âgé de 35 ans environ, dépendra du Vice-Président Opérations - Europe, et il assistera et conseillera la direction régionale et des filiales dans les domaines suivants :

- *Rémunération et avantages sociaux ;*
- *Programmes de formation ;*
- *Recrutement ;*
- *Plans de carrière.*

Le candidat idéal aura acquis environ 5 ans d'expérience à un poste similaire, de préférence dans une organisation internationale. Il maîtrisera parfaitement l'anglais et le français et au moins une autre langue européenne. Il sera disposé à voyager fréquemment.

Les candidats enverront leur C.V., accompagné d'une lettre manuscrite, à Don Yerrill, MSL, 308-310, avenue Louis, 1050 BRUXELLES, Belgique.

chef des ventes

BANLIEUE EST

Une entreprise française très performante, spécialisée dans la fabrication et la vente de biens d'équipement liés à l'énergie, leader sur son marché, recherche dans le cadre de son développement un Chef des Ventes rendant compte au Directeur Général. Il s'agit d'une création de fonction et la personne retenue aura à diriger un réseau de vente qui compte actuellement une vingtaine de personnes. En accord avec la Direction Générale, il animera, organisera, supervisera l'ensemble de la force de vente de l'entreprise. Agé de 30 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (Ingénieur ou Commercial), le candidat retenu possédera au moins 5 ans d'expérience au sein d'une force de vente, dont 2 consacrées à la supervision de Technico-Commerciaux. Il lui sera demandé aussi, un excellent contact humain et une forte personnalité. Les possibilités de développement de carrière sont intéressantes, la Société étant particulièrement dynamique et en pleine croissance.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions sous réf. 7375-M à I.C.A. qui transmettra. La plus grande discrétion dans l'examen des dossiers de candidatures est garantie.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

Dans le cadre du développement de ses activités tant en France qu'à l'étranger

BOSSARD INGENIERIE

recherche des

ingénieurs grandes écoles

3 à 5 ans d'expérience, et notamment :
- 3 Ingénieurs d'affaires : bâtiments industriels, stockage, etc...
- 1 Ingénieur spécialiste Manutention et stockage,
- 1 Ingénieur Bureau d'Etudes : bâtiments et installations générales industrielles,
- 1 Projeteur Chef de Groupe (mêmes spécialités).



Adresser lettre manuscrite et C.V. à
BOSSARD INGENIERIE
12, rue Jean Jaurès — 92807 PUTEAUX

Pour leurs services d'études techniques et commerciales

LES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

sélectionnent sur concours

DES JEUNES DIPLOMÉS

D'ECOLES D'INGENIEURS

ou Titulaires d'un DEA ou DESS d'Informatique
ou DIPLOMES D'ETUDES COMMERCIALES
HEC - ESSEC - ESCP - ENSAE (Division 1)
ou Titulaires d'un DEA ou DESS d'économie ou de gestion

AGE MAXIMUM 30 ANS

Epreuve écrite le 6 Juin 1979
RENSEIGNEMENTS et INSCRIPTIONS reçues jusqu'au 15 Mai 1979

- Si vous êtes candidat à un emploi du service des Postes (et quelle que soit votre résidence)
  - à la Direction des Postes de Paris 140 Boulevard du Montparnasse 75675 Paris Cedex 14 - compétente en la matière pour toute la France
- Si vous êtes candidat à un emploi du Service des Télécommunications
  - à la Direction Régionale des Télécommunications de la région dont dépend le département de résidence (candidats résidant en Province)
  - à la Direction des Télécommunications de Paris 18 Bd de Vaugirard 75731 Paris Cedex 15 (candidats résidant à Paris ou en région Parisienne)
  - au Centre National d'Etudes des Télécommunications: 38-40 rue du Général Leclerc 92131 Issy les Moulineaux (candidats domiciliés dans toute la France et recherchant particulièrement un emploi dans un service d'études).

transac groupe CGE

leader de la péri-informatique française recherche pour faire face à sa croissance exceptionnelle en vue de nouveaux développements de terminaux intelligents, de mini-ordinateurs et de guichets bancaires

INGENIEUR ANALYSTE

(Référence SLP 026)

débutant ou ayant quelques années d'expérience dans le domaine des microprocesseurs :
- langage assembleur
- temps réel
- systèmes organisés autour de microprocesseurs.

Poste à pourvoir dans la proche banlieue Ouest.



Prière envoyer candidature manuscrite avec photo et prétentions à Mme Thiriot
TRANSAC S.A.
Centre Pierre Herreng
91680 Bruyères-le-Châtel

UN IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL DE BATIMENT ET DE TRAVAUX PUBLICS, recherche pour le Service Relations Extérieures

son journaliste d'entreprise

Il participe au choix des supports, organise ses enquêtes et interviews, redige ses articles.

Avec l'aide d'un maquettiste, il réalise les journaux d'entreprise et les brochures commerciales dans le cadre de la politique d'information interne et externe du groupe.

C'est un homme ou une femme de 30 ans minimum, évidemment de contact facile et capable de dialoguer à tous les niveaux de l'entreprise.
Il a d'excellentes qualités rédactionnelles, c'est un professionnel de l'information, autodidacte ou diplômé qui souhaite aujourd'hui intégrer une direction dynamique et une entreprise performante.

Bien sûr, ses fonctions l'amènent à de courts déplacements en France et à l'étranger.

Adresser un dossier de candidature sous no 9262 CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Cabinet d'expertise comptable à Sainte-Geneviève (91), rech.

ASSISTANT

possédant voiture. Connaissance et pratique juridiques exigées. Tél. : 770-58-81 ou 82.

Société d'Expertise comptable recherche

COLLABORATEUR

possédant formation ingénieur grande Ecole et poursuivant études expertise comptable pour être appelé ultérieurement à fonction de direction.
Ecrire à S.F.E.C.F., 2, avenue Hoche, 75008 PARIS

Centre documentation rech.
INGENIEUR CHIMISTE
pour analyse et indexation de documents scientifiques (pollution). Anglais lu exigé. Poste à mi-temps.
Adr. C.V. à C.N.R.S. (bureau 107), 26, rue Boyer, 75971 PARIS CEDEX 20.

Pour Sté en pleine expansion Service SOFT, recherchons
INGENIEURS SYSTEME
3 ANALYSTES PROGRAMM.
4 PROGRAMMEURS
Expérience souhaitée sur mini-calculateurs (Mitra 15 ou 125 temps réel).
Ecrire avec C.V. no 74.469. PUBLICITE ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 Paris.

TEAM 5 SPORT
recherche pour magasin périphérie Paris

DIRECTEUR ADJOINT

Homme de terrain, connaissant distribution, ayant sens de la gestion et une pratique sportive. Possibilité de promotion. Ecrire avec C.V. à TEAM 5, Tour de Bureaux - Rosny II, 93118 Rosny-sous-Bois.

Important Groupe de Sociétés
(C.A. 1,5 milliards de francs)
recherche
POUR UN ETABLISSEMENT
en région parisienne

JEUNE INGENIEUR

A et M ou Ecole Centrale

3 ans d'expérience, pratique de l'anglais courant.
Pour poste de départ : département technique.
Une carrière intéressante est envisagée au sein du groupe pour candidature de valeur.
Libre rapidement.

Adresser CV détaillé sous No 7186 à
PARFRANCE P.A.
4, rue Robert Estienne 75008 Paris
qui transmettra

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Recherche pour son département électronique et physique, ingénieurs, universitaires, chercheurs expérimentés comme enseignants vacataires pour cours, travaux dirigés ou travaux laboratoire en électronique analogique ou numérique, optique ou optoélectronique, physique du solide et technologie de circuits, électromagnétisme et hyperfréquences, théorie des circuits, mécanique quantique et statistique, automatisme et instrumentation. Base de 2-3 leçons par semaine.

Expérience minimale : 5 ans dans industrie ou recherche et intérêt pour pédagogie.

Envoyer C.V. détaillé avant le 5 juin 1979 au secrétariat général E.N.S.T., 46, rue Barrault, 75634 PARIS CEDEX 13

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	54,09
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,93
IMMOBILIER	32,00	37,63
AUTOMOBILES	32,00	37,63
AGENDA	32,00	37,63
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	99,96

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,75
DEMANDES D'EMPLOI	6.00	7,05
IMMOBILIER	21,00	24,69
AUTOMOBILES	21,00	24,69
AGENDA	21,00	24,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi



Directeur succursale
110.000 +

Constructeur français d'une large gamme de matériels pour les entreprises TP et Bâtiment, recherche le Directeur de son agence de Paris Ile de France.

Rattaché au Directeur des Ventes-France, dans le cadre des objectifs définis avec celui-ci il aura la pleine responsabilité du développement des Ventes sur son territoire en dirigeant et en animant, avec la plus large autonomie, un effectif commercial, technique et administratif de 17 à 20 personnes.

Ce poste convient à un homme de 32 ans au moins dont l'expérience pratique de la vente, de l'animation, de la négociation, est très confirmée.

Adresser CV détaillé et photo sous référence 8875 M à rsc carrières - 92, rue Bonaparte - 75 006 - PARIS -

---



THOMSON-CSF

ACTIVITES PERI INFORMATIQUES

recherche

Ingénieurs commerciaux

ayant quelques années d'expérience dans le domaine informatique.
L'équipe est jeune et motivée, et au sein de celle-ci vous commercialiserez dans le secteur privé nos systèmes terminaux intelligents.
L'expansion du département implique pour des candidats de valeur une évolution de carrière certaine.

Ecrire sous référence 85 IC à Madame JAULIN 15, rue de la Baume 75008 PARIS (CV, photo et prétentions).



INTERTECHNIQUE

AERONAUTIQUE - ESPACE - INFORMATIQUE

recherche
pour la division Informatique et Instrumentation

AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONICIENS

(réf. 752)

Titulaires du B.T.S. ou D.U.T., débutants ou expérimentés, ayant de bonnes connaissances en logique pour la mise au point de systèmes de gestion informatisés.

Nombreux avantages sociaux par accord d'entreprise, dont prime de fin d'année. Restaurant d'entreprise.

Service quotidien de cars à partir de : Porte d'Auteuil, Porte de Saint-Cloud, 3 Gares de Versailles, Colombes, Porte d'Orléans, Gares de Plaisir, Gare de Trappes.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant référence annonce, à Direction du Personnel,

INTERTECHNIQUE • 78370 • PLAISIR

SOCIETE D'ETUDE ET DE DEVELOPPEMENT DE MATERIELS DE HAUTE TECHNICITE

recherche

JEUNES INGENIEURS INSA

ayant quelques années d'expérience pour assister le Chef de Section de réalisation de matériels spatiaux et de générateurs H.T. tant pour les problèmes techniques (électrotechnique) que ceux de gestion.

Le candidat retenu aura nécessairement le sens des responsabilités et du commandement.

Ecrire avec CV, photo à No 9.634 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

---

CERCI

recherche pour PARIS

● Un responsable de Centre informatique de production

Ce candidat aura :
- — 35 ans minimum ;
- — une connaissance du système PDP 11 ;
- — une position cadre ou assimilée.

Une expérience antérieure analogue sera appréciée.

Adresser lettre de présentation et C.V. détaillé accompagné des prétentions et d'une photo à :
CERCI
56, rue Roger-Salengro - Péripole 103
94126 FONTENAY-SOUS-BOIS - CEDEX

ROWNTREE MACKINTOSH S.A.
Groupe International de Chocolaterie-Confiserie (SMARTIES, NUTS, QUALITY STREET, AFTER EIGHT, KIT KAT, MENIER, CHOCOREVE, LANVIN et dernièrement LION), recherche :

CHEF DE PRODUITS

QUI SERA CHARGE DE :
- — proposer et assurer l'exécution de la politique marketing pour une gamme de produits ;
- — assurer la gestion des budgets et la réalisation des objectifs de profit ;
- — être l'interlocuteur des agences de publicité.

LE CANDIDAT RETENU :
- — sera diplômé d'une Grande Ecole commerciale ou l'équivalent ;
- — devra justifier d'une première expérience de 2 à 3 ans dans la gestion de produits de grande consommation au sein d'un DEPARTEMENT MARKETING ;
- — devra s'exprimer couramment en anglais.

Nous lui offrons de grandes possibilités d'évolution dans un Groupe International pratiquant un marketing élaboré.

Lieu de travail : MARNE-LA-VALLEE, 15 mn. porte de Bercy, par A.4.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions, à : A. ABRIVARD - ROWNTREE MACKINTOSH S.A. Noisiel - 77422 MARNE-LA-VALLEE - Cedex 2.

130.000 F/an +
SOCIETE PETROLE et ENGINEERING recherche son

chef des services comptables

Il sera chargé de
- l'animation des services comptables clients, fournisseurs pour les diverses sociétés du groupe (répartition des tâches au sein de l'équipe)
- la comptabilité générale, bilans inclus,
- la gestion de la trésorerie.

Nous souhaitons
- un homme mûr et expérimenté (40 ans environ)
- le niveau expertise comptable, + des connaissances fiscales et/ou juridiques.
- une expérience similaire ou d'adjoint à une direction administrative et financière dans une entreprise de taille moyenne.
- une expérience de contrôle de gestion, de l'utilisation des outils informatiques, de l'organisation dynamique de la comptabilité sera appréciée.

Merci d'adresser votre curriculum vitae + photo, sous la référence H 13 à

INFRAPLAN Tour de Lyon 185, rue de Bercy 75012 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

IMPORTANTE SOCIETE DE FABRICATION
Pièces grandes séries, découpage, emboutissage, région parisienne (1 500 personnes)

recherche

DIRECTEUR TECHNIQUE

FORMATION A.M., I.C.A.M. ou EQUIVALENT

Connaissances approfondies de la conception et de la réalisation d'outillages de presses

Expérience de bureau d'études de méthodes et de fabrication de pièces de grandes séries

Poste à hautes responsabilités dépendant directement de la direction industrielle du groupe.

Anglais apprécié

Adresser curriculum vitae et prétentions sous la référ. 8.418 à : P. LICHAU S.A., Boîte Postale 220, 75063 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

PARKER PEN FRANCE

recherche

Analyste-Programmeur

Formation : École D'INGÉNIEURS SCIENTIFIQUE ou COMMERCIALE
Maîtrise d'Université (MIAGE)

Débutant ou un an d'expérience.
Connaissance COBOL et base de données appréciées.

Possibilité vacances août.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prét. à PARKER, Service Personnel 96, Bd Richard-Lenoir - 75011 PARIS.

---

ingénieur développement

Secteur aéronautique

Nous sommes une importante société française dans le domaine de la transformation du caoutchouc et des matières plastiques implantée en région parisienne.

Nous cherchons pour notre service étude UN JEUNE INGENIEUR pour le développement des produits nouveaux aéronautique.

Sa formation sera nécessairement « école d'aéronautique » et il possedera l'anglais courant, si possible l'allemand.

Si vous êtes intéressé par ce poste, écrivez No 3.970 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

---

UNILEVER FRANCE SERVICES

recherche pour l'une de ses sociétés spécialisée dans les produits alimentaires de grande consommation

CHEF de PRODUIT

Le candidat retenu aura acquis 2 à 3 ans d'expérience dans la gestion de produits de grande consommation, sera diplômé d'une grande école commerciale ou d'ingénieurs et parlera l'anglais.

Importante possibilité d'évolution de carrière tant en France qu'à l'étranger.

Adresser C.V. et prétentions (réf. V/79) au Département Central du Personnel - UNIVELER FRANCE SERVICES - 8, avenue Delcassé 75384 PARIS CEDEX 08.



SOCIETE SUISSE leader sur le marché suisse

cherche

CHEF DE VENTE

pour le développement de ses activités en FRANCE Une personnalité capable de diriger une équipe d'excellents vendeurs, d'organiser son travail de façon indépendante, de traiter personnellement les affaires de haut niveau et cela dans une ambiance jeune et dynamique.

NOUS VOUS OFFRONS un poste à responsabilités, des prestations sociales au-dessus de la moyenne. Notions d'allemand désirées.

Engagement immédiat ou à convenir après stage rémunéré en Suisse.

Faire offre sous chiffre P. 22-3627 à PUBLICITAS, CH-1002 Lausanne
ou téléph. à Mme L. Aufschnaiter au 021/37 32 32.

Producteur leader mondial dans son domaine, recherche :

JEUNE ASSISTANT COMMERCIAL

90 % du temps en clientèle sur toute la France. Avenir assuré si « fana » du bricolage, pédagogue, travailleur, débrouillard et excellent contact.

Excellente formation assurée. Frais réels. Importants avantages sociaux. Siège 25 kilomètres N.-O. Paris.

Adresser C.V., photo et prétentions n° 4 926 PUBLICITES REUNIES 112, boulevard Voltaire 75011 Paris.

SOCIÉTÉ DE PROMOTION IMMOBILIÈRE
recherche

GESTIONNAIRE DE PROGRAMMES

Dans un premier temps, il sera chargé de leur contrôle administratif et financier. Par la suite, ce poste pourra englober la recherche d'opérations nouvelles, en province notamment.
A terme, une installation en province est à prévoir.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à GEPRO 29, rue du Pont 92200 NEUILLY-SUR-SEINE

GROUPE CHIMIQUE INTERNATIONAL

recherche pour son secteur
MATÉRIAUX PLASTIQUES BATIMENT

2 CADRES COMMERCIAUX

Formation ESC, âgés de 30 ans environ.
- — L'un, basé à PARIS, sera chargé de seconder le responsable du secteur pour la commercialisation des matériaux à l'exportation et en France.
  Ce poste implique de fréquents déplacements et la pratique courante de l'anglais.
- — L'autre, basé à LYON, apportera un appui spécialisé aux vendeurs régionaux et collaborera aux études de marché et aux recherches de nouveaux produits.

Adr. C.V., photo et sal. act. n° 10.035 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, qui transm.

PARIS 80.000 Frs

comptabilité clients

Une société de PRODUITS DE LUXE recherche le Responsable du Service Comptabilité Clients. Au sein de la Direction financière et comptable, il sera chargé :
- de diriger une équipe de 10 personnes,
- d'assurer la comptabilité des clients français et étrangers (facturation, correspondance, suivi des facilités de paiement accordées, position des comptes, relances),
- de contrôler la comptabilité et les statistiques des ventes.

PROFIL souhaité : BAC G2, DUT ou BTS comptable, expérience de la comptabilité clients, rédaction aisée en français, anglais lu, sens des relations avec la clientèle.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous référence 3517, à MEDIA SYSTEM, 104, rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

NOUS SOMMES UNE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DONT LE SIÈGE EST AUX ÉTATS-UNIS

Nous sommes présents dans le monde entier pour la distributio nd'huiles moteur et industrielles, ainsi que des produits anti-corrosion.

Nous offrons un poste d'avenir dans notre filiale française sise à Paris

à une forte personnalité active et réfléchie, qui sera responsable de l ensemble de l'activité de cet établissement en tant que :

DIRECTEUR GÉNÉRAL

LE CANDIDAT RETENU :
Agé de 30 ans minimum, devra être un animateur dynamique ; DEVRA AVoir une expérience dans le marketing et l'administration générale, de préférence dans l'industrie des lubrifiants
Une bonne connaissance de la langue anglaise est nécessaire.

SI VOUS ETES INTERESSE PAR UNE SITUATION EVOLUTIVE, PAR UNE BONNE REMUNERATION ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL AGREABLES env. C.V. et proposit. n° T. 12.894 M. Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

---

cadre commercial
DE HAUT NIVEAU
200.000 F +

est recherché par PMI (40 millions), proche banlieue Sud Paris, en constants progrès et en excellente santé financière.

de l'INGENIEUR A.M. *au* DIPLOME GRANDE ECOLE DE COMMERCE,
nous désirons essentiellement rencontrer des hommes ayant :
- *au moins 33 ans et un solide réalisme,*
- *une première expérience commerciale réussie (produits industriels de préférence),*
- *la capacité de seconder le PDG non seulement dans la fonction commerciale, mais aussi et progressivement dans les autres fonctions de l'entreprise,*
- *le potentiel voulu pour assumer à terme le management de celle-ci.*

Ecrire avec C.V. détaillé sous référence 7326-M à I.C.A. qui transmettra (discrétion assurée).

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

TRÈS IMPORTANT LABORATOIRE DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Banlieue Sud, 15 km de Paris par autoroute

recherche

PROGRAMMEURS EXPÉRIMENTÉS

DOS - S/IBM 370/148 - COBOL - DL 1 - CICS
Minimum 3 ans d'expérience.

13e mois - Avantages sociaux.

Restaurant d'entreprise.

Envoyer curriculum vitae manuscrit, prétentions et photo à n° 9.164, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, PARIS (1er).

Société de constructions mécaniques filiale d'un groupe important
recherche

Cadre responsable d'exploitation pour son nouveau service d'informatique répartie

Ce cadre adjoint au Conseiller de Direction de la Société :
- Participera à l'analyse fonctionnelle du nouveau système et à sa mise en place.
- En assurera la planification, la supervision, la maintenance et l'actualisation.
- Sera l'interlocuteur des utilisateurs et du constructeur.
- Devra avoir la connaissance de la programmation (COBOL) et une expérience de 3 ans environ en informatique de gestion, de préférence sur mini-ordinateur.

Lieu de travail : Sud de Paris et banlieue Sud.

Adresser CV, photo et prétentions sous N° 7192 à PARFRANCE P.A. 4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

---

Filiale d'un groupe multinational français

SOCIÉTÉ BANLIEUE OUEST

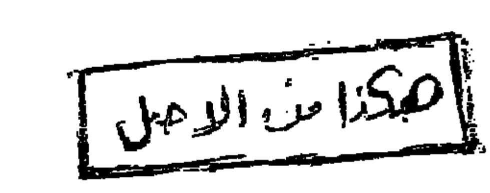
recherche

UN JEUNE INGÉNIEUR

GRANDE ECOLE

POUR ETUDES ET REALISATIONS D'INSTALLATIONS INDUSTRIELLES ET AERO-THERMODYNAMIQUES

Envoyer lettre manuscrite et C.V. très complet sous réf. 855 à CAMPBELL B.P. 57 - 75824 Paris Cedex 17, qui transmettra.



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	54,09
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,93
IMMOBILIER	32,00	37,63
AUTOMOBILES	32,00	37,63
AGENDA	32,00	37,63
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	99,96

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,75
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	7,05
IMMOBILIER	21,00	24,69
AUTOMOBILES	21,00	24,69
AGENDA	21,00	24,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

Un grand centre d'électronique propose PLUSIEURS POSTES de

TECHNICIENS-ÉLECTRONICIENS

DÉBUTANTS ou COURTE EXPÉRIENCE pour leur confier des travaux d'ÉTUDE et de DÉVELOPPEMENT de :

- circuits analogiques, logiques, H F,
- traitement numérique du signal,
- programmation de microprocesseurs,
- réalisation de sous-ensembles pour matériels aéroportés.

Ces postes ouvrent une carrière intéressante au sein du groupe à des candidats de valeur.

Lieu de travail : banlieue Sud Paris

Adresser C.V. et photo à n° 9732 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 - qui transmettra.

EUROPCAR

recherche d'urgence pour son Siège Social à CLAMART

PROGRAMMEUR DE GESTION

Le candidat devra avoir une expérience de 3 ans de COBOL minimum. Une expérience pratique d'une méthodologie de programmation (WARNIER programmation structurée). La connaissance d'un outil à la réalisation (type ARIANE) serait très appréciée.
Anglais exigé.

Envoyer C.V. et prétentions : Direction du Personnel 137, avenue Jean-Jaurès - 92142 CLAMART

jeunes ingénieurs fabrications

Nous sommes un grand groupe industriel (C.A. 2 milliards). Nos unités de production sont situées dans le Nord de la France et à l'Etranger. Nous recherchons

JEUNES INGENIEURS
ECP - AM - IDN - ENSI
débutants ou avec 1 ou 2 années d'expérience

Ils seront appelés à prendre progressivement en charge la direction d'ateliers puis d'ensembles de fabrication en France ou à l'Etranger.

Ecrire avec C.V. détaillé sous référence 7377-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

CONSTRUCTEUR MACHINES-OUTILS EN PLEINE EXPANSION

recherche

VENDEURS AMBITIEUX

POUR PLUSIEURS REGIONS DE FRANCE

Salaire élevé.

Ecrire avec C.V. et prétentions à

PROFEL

B.P. 165, 78004 VERSAILLES.

Importante société spécialisée dans la réalisation de documents économiques et financiers cherche pour son département « Information des Actionnaires »

UN CHARGÉ D'ÉTUDES

formation Sciences Eco ou équivalente 26 ans minimum.

Pour conception et contacts de haut niveau avec les sociétés.
Une expérience professionnelle dans le domaine financier est souhaitée.

Adresser candidature avec C.V. et photographie au n° 7.704 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9°.
Il sera répondu à chaque lettre, en toute discrétion

ORGANISME INTERPROFESSIONNEL recherche pour collaborer avec son service formation dans le domaine de la production et de la distribution des produits agricoles.

UN INGÉNIEUR SCIENCES ÉCO H.E.C. ou équivalent

Le candidat retenu participera à l'élaboration des programmes ainsi qu'à l'animation des stages (gestion - commercialisation)
Siège Paris — Déplacements à prévoir

DEUX TECHNICIENS

formation agricole ou distribution
Les candidats retenus participeront à l'animation des stages ainsi qu'à la formation pratique et à l'assistance technique (points de vente, entrepôts).
Siège Paris-Lyon — Déplacements à prévoir

Expérience professionnelle souhaitable dans tous les cas.

Envoyer C.V. et prétentions n° T 012789 M Régie Presse, 85 bis, rue Réaumur 75002 Paris.

offres d'emploi

SOVAC

IMPORTANT GROUPE BANCAIRE

recherche pour renforcer son équipe Informatique

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Adr. C.V. manuscrit et prétentions à : SOVATEL, 18, r. Clément-Bayard, 92300 LEVALLOIS-PERRET ou tél. pour rendez-vous au 739-33-82, poste 222.

SOURIAU

recherche pour sa DIVISION AUTOMOBILE

LE RESPONSABLE DE L'ADMINISTRATION COMMERCIALE

TITULAIRE D'UN D.U.T. DE GESTION OU ÉQUIVALENT

Il aura une expérience de la gestion des stocks, le sens de l'organisation et du commandement.

LA FONCTION COMPORTE :

- les liaisons avec les Unités de Production - lancement - approvisionnement - gestion dynamique des stocks.
- des relations avec la clientèle France et exportation - enregistrement et suivi des commandes - relations avec les autres services.

Envoyer C.V., photo et prétentions à SOURIAU, 11, rue Gallieni - 92100-BOULOGNE.

IMPORTANTE SOCIETE INTERNATIONALE (Division dépoussiérage)

recherche

INGÉNIEURS DE PROJETS

Débutants ou confirmés

Anglais ou allemand courant indispensable

Envoyer curriculum vitae et prétentions à REGIE PRESSE
N° T 012886 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

la Fnac

recherche pour étoffer son service Informatique équipé d'un important système temps réel

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

- ayant une bonne connaissance des matériels et systèmes I.B.M. 370, 30.XX ou CHB niveau 66 ;
- pouvant faire valoir 2 à 3 ans d'expérience dans la fonction et dotés d'un diplôme d'études supérieures.

Adresser C.V. à Philippe Vuitteney, FNAC, Service Recrutement et Formation 136, rue de Rennes, 75006 PARIS.

Société Constructions Electriques

recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

DIPLOMES pour poste de

RESPONSABLE D'AFFAIRES

Conception, suivi du développement et de la fabrication.
Expérience de 4-6 ans en Electronique de puissance.

RESPONSABLE DE PROJETS

Chargé de l'étude et du développement d'alimentation et de convertisseurs de tension à technologie avancée.
Expérience 2-4 ans en circuits analogiques et digitaux.

Adr. C.V. et prét. à n° 9.868 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01.

IMPORTANTE BANQUE PARIS

recrute

pour son SERVICE DES TITRES

JEUNES DIPLOMÉS (ÉES) D'ÉTUDES SUPÉRIEURES

(Sciences Eco., Droit, Sciences Po...)

Ecrire avec C.V., photo, prétentions sous réf. 3049 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02 qui transmettra.

CABINET BREVETS D'INVENTION

en expansion

recherche

COLLABORATEURS HAUT NIVEAU Ingénieurs et/ou Juristes

Première lettre au n° 7.706 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS CEDEX 09, qui transmettra - Discrétion absolue assurée.

offres d'emploi

AUDIT INTERNE

Nous sommes un des premiers constructeurs mondiaux de matériel de T.P. et nous comptons des implantations en France et à l'étranger.

Nous désirons augmenter l'effectif de notre Direction Audit par le recrutement d'un jeune diplômé d'une école supérieure de commerce ou équivalent, titulaire d'un DECS, 2 à 3 ans d'expérience professionnelle souhaités.

La maîtrise de l'anglais et de l'espagnol est indispensable.

Missions d'assistance et de contrôles ponctuels auprès de nos établissements français et étrangers.

Déplacements fréquents de l'ordre de 50 à 60 % du temps.

Rattaché au siège social de l'entreprise située à 45 km Nord-Est de Paris.

Ecrire avec CV détaillé, prét. et photo à N° 9.991 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er q. tr

REPORTER PHOTOGRAPHE cherche COLLABORATRICE Voyages. Ecrire HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 PARIS Réf. 67408

ERIN
Société en expansion recherche pour développement de Logiciel de base Application TR (contrôle process) - Matériel type Mitra-Solar - P.D.P.

- **DES INGÉNIEURS** 2 à 3 ans d'expérience ou débutants avec stage
- **DES ANALYSTES-PROGRAMMEURS** DUT + quelques années d'expérience

Ecrire avec C.V. ss réf. 2.604 à Axial Pub., 91, Fg Saint-Honoré, Paris 8e, qui transm. ou tél. pour rd-vs au 058-24-75.

CREDITS COMMERCIAUX IMPTE SOCIETE *leader mondial dans sa branche*, recherche

JEUNES DIPLOMÉS
BAC G2 - BTS comptabilité probatoire DECS, pour postes à pourvoir à Paris exigeant des qualités de dynamisme, de pragmatisme et de précision, le goût des responsabilités.

Adresser lettre manuscrite, C.V. dét., prét., photo (récente) sous n° 09.895, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Société expertise comptable cherche

ASSISTANT
Confirmé DECS min. Ecr. avec C.V. et prétent., SODIP, 60, r. Rendez-Vous, Paris-12e.

secrétaires

Le secrétaire général d'un important groupe pharmaceutique international recherche son

ASSISTANTE DE DIRECTION

Cette fonction requiert :

- de solides connaissances en droit (licence en droit souhaitable) ;
- une réelle expérience du secrétariat de direction;
- une parfaite connaissance de l'anglais ;
- le sens des initiatives et responsabilités ;
- un esprit méthodique et organisé ;
- une bonne connaissance de la sténo française et dactylo.

Lieu de travail : Paris Saint-Lazare

Ecrire sous le n° 7711 à « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens. — 75427 PARIS CEDEX 09.

IMPTE SOCIETE ALIMENTAIRE NANTERRE près pont de Bezons

recherche

UNE SECRÉTAIRE-STÉNODACTYLO DE DIRECTION
EXPERIMENTEE
Libre d'engagement
Statut agent de maîtrise et assimilé

40 heures par semaine
Horaire variable - 13e mois
Prime de vacances
Avantages sociaux
Restaurant d'entreprise

Ecr. avec C.V. détaillé n° 9.840 CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

SECRÉTAIRE-ASSISTANTE pour service **PROSPECTION D'AGENCE DE PUBLICITÉ** (quartier Etoile)
STENODACTYLO
Dynamique et organisée
Capable initiatives
- Contacts téléphoniques
- Tenue fichier
- Courrier très soigné

Ecr. av. C.V. à Marcel Germon, 36, av. Hoche, 75008 PARIS.

Bureau représentation et promotion hôtelière recherche : SECRETAIRE Libre de suite. Adresser C.V. : AQUARIUS, 54, rue Etienne-Marcel, 75002 Paris

Organisation Juive recherche Excellente SECRETAIRE Sténodactylo, français-anglais. Disp. immédiat. Prière d'écrire n° T 012878 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e), en joignant curriculum vitae.

représentation offres

IMPORTANT EDITEUR

cherche pour secteurs Nord-Est et Bretagne

REPRÉSENTANTS (ES) EXCLUSIFS

Pour visiter sa clientèle libraire existante

- Statut V.R.P. ;
- Fixe + commission ;
- Voiture indispensable ;
- Formation assurée par nos soins.

Ecrire avec curriculum vitae et photo à REGIE PRESSE
N° 797571 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

EDITEUR « différent », spécial. ECOLOGIE et vie alternative, rech. JEUNE REPRESENTANT qques années d'exp. souhaitab., poste à respons., pour visite libraires sect. Paris et rég. parisienne. Env. C.V. détaill., photo, à M. Droulers, 47, r. St-Honoré-1er.

HERAULT - Recherchons REPRESENTANTS en typographie et reproduction d'art, bien introd. toutes rég. Ecr. T 012.902 M Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

travail à domicile

Demande

J.F. frappe thèses, manuscrits sur I.B.M. à boule - Travail rapide, soigné - Tél. : KEL. 28-85

Je frappe vos thèses, manuscr., mémoires... en français, angl., espagnol sur I.B.M. - Travail soigné, délai respecté. 051-44-49.

Paticulier effectue trav. dactylographiques, manus., thèses. Tél. : 004-25-77.

proposit. com. capitaux

Société ch. 100.000 F. Rapport 8.000 mois. Toutes garanties. MERCURE - 285-32-55.

travaux à façon

ENTREPRISE - Sérieuses références effectue rapidement travaux de peinture, décoration et coordination tous corps d'état. Devis grat. 368-47-84, 893-30-02.

box-parking

PARKINGS A VENDRE
114, rue Cardinet (17e)
Mardi, jeudi, de 16 h. à 19 h.

offres d'emploi

MAISON D'ÉDITION

recherche

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

ayant minimum 5 ans d'expérience dans l'édition.

Ecrire n° 797.514 M., REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

BANQUE PRIVÉE PARIS spécialisée Bâtiment-Travaux publics recherche

EXPLOITANT

clientèle d'entreprise. Bonne expérience et formation. Age minimum, 25 ans

Adresser C.V. détaillé, prétentions et demande manuscrite à B.E., 28, rue Cambacérès (8e)

Sté location véhicules banlieue Nord-Est Paris recherche J.H., AGENT COMPTOIR notions comptabilité et commerciales, réf. exigées. Libre de suite. Dégagé O.M. Permis de conduire V.L. Ecr. à n° 65.049 M, BLEU 17, rue Lebel, 94300 Vincennes qui transmettra.

WABCO-WESTINGHOUSE
rech. pour son ét. de SEVRAN **ANALYSTE-PROGRAMMEUR** expérimenté, niveau D.U.T. langage fortran et notions cobol (A.N.F.) IBM 370/138, sous D.O.S./VS. Une expérience de mise en place d'une base de données DBOMP sera appréciée. Env. C.V. détaillé à Mme GRELE, B.P. N° 2, 93270 SEVRAN.

Recherchons

TELEXISTE BILINGUE
FRANÇAIS - ANGLAIS
Se prés. SITAM, 11, rue Auber, Paris 9e, le 5 mai de 9 à 12 h.

Agence de Relations Presse/Relations publiques recherche

CONCEPTEUR-RÉDACTEUR
ayant sens journalistique et esprit commercial
Collaborateur plein temps ou mi-temps
Ecrire : CHORUS, 33-35, rue de Chazelles, 75017 PARIS.

V.R.P. MULTICARTES
Secteur alimentation
Ecrire : SALAISONS Broussaud 1, rue René-Bénay 95220 HERBLAY

Important Cabinet de Conseils juridiques, rech.

JURISTES
de droit privé. Très sérieuse expérience professionnelle indispensable. (Notar. notamment.) Adresser lettre manuscrite ss réf. 105 avec photo à : Mme BOISSONADE 8, chemin Scribe, 92190 Meudon qui transmettra.

demandes d'emploi

EX - P.D.G. société connue meneur d'hommes, 47 ans

- Grande expérience dans tous les secteurs (ING/COMMERCIAL) d'une P.M.I. (y compris EXPORT) ;
- Sérieuses références morales et d'efficacité ;
- Grande disponibilité ;
- Langues : anglais, italien.

ETUDIERAIT TOUTES PROPOSITIONS
Discrétion d'honneur assurée.

Ecrire B.P. no 13, BOULOGNE-BILLANCOURT Cedex 92.101.

Allemand, 38 ans, trilingue Allemand-Français-Anglais, licence ès lettres, Ecole Nationale d'Archives B.F.A., carte de séjour,

cherche poste

ACHIVES-CLASSEMENT DOCUMENTATION

Veuillez me contacter sous N° 549 à REGIE-PRESSE Gmbh Rathenauplatz R 1a D-6000 FRANKFURT, qui transmettra.

DOCUMENTATION TECHNIQUE CADRE SUPÉRIEUR, 35 ans

- Connaissance approfondie des normes ATA et AIR
- 18 ans d'expérience dont 3 ans de direction technique U.S.A.
- Capable d'organiser, gérer ou réaliser toutes documentations (IPC, OVERHAULS et MAINTENANCE MANUALS, etc...) au sein de Cie aérienne, avionneur, équipementier ou SAV industrie.
- Dynamisme, grande capacité de travail, autorité.

Ecrire n° 797.096 M - REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

JURISTE D'ENTREPRISE

- 14 ans d'expérience comme juriste, fiscalité et avocat d'affaires ;
- spécialisé dans le conseil de sociétés

cherche poste de

DIRECTEUR JURIDIQUE, SECRETAIRE GENERAL, ou FONCTION EQUIVALENTE

Langues : Anglais, Arabe.

Ecrire n° T. 012.884 M., REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

GENÈVE DIRECTEUR FINANCIER

Français - 40 ans - Dipl. Sc. Po. - D.E.S. Droit

Anciennement : Directeur Holding Suisse d'un important groupe français de transport maritime. — Gérant sociétés panaméennes et libér., etc. Spéc. montages juridiques et fin. internationaux. Références bancaires et autres de premier ordre.

recherche Suisse ou France Direction financière groupe international ou mandats de reprès. et gestion.

Ecrire sous le n° 7.678 à « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens. — 75427 PARIS Cedex 09.

Voir la suite des demandes et l'immobilier en page 38

REPRODUCTION INTERDITE

demandes d'emploi

H.E.C., 46 ans — 20 ANS de Commerce International

Europe, Etats-Unis, Amérique Latine
Expérience réussie de créations, de filiale d'une entreprise française au Brésil

PORTUGAIS - ANGLAIS - ALLEMAND
recherche

DIRECTION GÉNÉRALE : Création de filiale en Amérique ou en Asie

(de préférence Brésil ou U.S.A.)
G.E.C. : 153, boulevard Haussmann. — 75008 PARIS.

Jeune homme, 24 ans, DUT 2 ans 1/2 expérience cabinet cherche place comptable banl. Sud, Paris 12e, 13e, 14e, 15e. Ecr. no 89.229 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Cadre 44 ans très grande expérience création, édition, fabrication jeux, jouets P.L.V. Packaging, catalogues recherche situation en rapport impliquant responsabilités, initiative et créativité. Ecr. à no 3 122 M BLEU 41, av. du Château. 94 VINCENNES.

Celibat., 36 ans, coordonnateur chantiers T.C.E., 15 ans expér. chef d'entr., anglais, espagnol. Libre, France ou étranger. Ecr. sous le no 12895 HAVAS ATLANTIQUE PUBLICITE BP 52, 44601 SAINT-NAZAIRE.

Petits commerçants, entreprises pour vos comptabilité, tenue de livres, déclarations fiscales, sociales, évent. petit secrétariat M. CATHELIN, 1, rue Burgon, PARIS-13e.

J.F., 10 a. expér., ch. emploi adjointe cambiste banque française ou étrangère. Ecr. no 89 220 M, Rég.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Homme très disponible, grande exper. personnes âgées, peut se substituer à la famille durant l'absence de celle-ci pour responsabilités, secrétariat, conduite, compagnie. Excel. réf. Ecrire Claude NONNEZ. 37, rue des Rigolles, Paris-20e.

Homme actif, déterminé, sens affaires, sérieuses références professionnelles, contacts entreprises, annonceurs, agences de publicité. Intéressé par poste commercial haut niveau et d'avenir. Ecrire MARTIN CRET, 79, bd Exelmans, 75016 PARIS.

DIRECTEUR CONSTRUCT. IMMOBILIERE gde exper. et référ. de 1er ordre recherche responsabilité grand service immobilier dans groupe bancaire ou société indust. importante. Ecr. no 919, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens. 75427 Paris-9e.

Conseil en organisation, 46 ans. Expérience vie des entreprises cherche poste cab. ou société Direction production, organisation travail, gestion commerciale, comptabilité, finances, techniqu. de gestion, informatiq. Ecr. no 973, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

FRANC. HABITANT TOKYO (interprète traducteur) cherche liaison en France pour vous représenter au Japon. Commerce, coordination, accueil, tourisme, etc. Ecrivez : Henri LEON, 5-6-8 Sanwa Mansion Higashi Nakano Tokyo Japon. T. (03) 368-22-79.

Jeune Homme, 25 ans, cadre journaliste, expérience presse économique et industrielle. Habitude contacts à haut niveau, dynamique et disponible, recherche poste relations extérieures ou attaché de presse. Ecr. no 9 907 Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra, Paris-1er.

SECRETAIRE ASSISTANTE DIRECTION BILINGUE Anglais, 31 ans, BTSS, 9 ans expér., cherche trav. intéressant, responsabilités. Paris seulement. 528-52-47

J.H., 30 a., form. sciences hum. diplômé 3e cycle Univers. Exper. prof. 6 a. Etud. ttes proposit. Ecr. no 6035 « le Monde » Pub. 5, r. Italiens, 75427 Paris ced 09.

Hme, 31 ans, diplôme école de commerce + AET + ESAp. expér 4 ans Centrale Achat/Entrepôt, rech. emploi stable, service achat ou entrepôt. Pellion, 13, square Surcouf, 91350 Grigny II. 906-55-25

H., 29 a., études sup. commerce extér., market., allem., espag., angl., expér. départem. étrang., siège banque, rech. sit imp.-exp. Ecr. no 969 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

CADRE COM. 35 a. Dr + Sc. Po. Trilingue. 10 a. exp. int. 5 a. Afrique (C.I.) rech. POSTE DIRECTION Afrique-Etranger. Ecr no 978 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens. 75427 Paris.

Hme 33 a. lic. Sc. Eco. préliminaire comptable. 10 a. distribution achat, direction mag. spécial sport et textile, cherche Direction serv. achat ou magasin Paris-Province Ecr. T 012.879 M Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

H. 46 a. expér et. qualitatives. Stage marketing ECCIP 2 mois ch. poste ds soc. d'étud. ou trav. ds le cadre d'ét. mark. Ecr. no 981 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

CHEF COMPTABLE 33 ans, autodidacte. 10 a. exp. Afrique Noire francophone, dont 7 ans bâtiment Trav. Pub. 3 ans responsable cabinet expertise comptable. Intéressé par situation similaire. Tous secteurs d'activités France ou étranger nécessitant déplacem. ou non. Ecr. à JD/385 HAVAS (B.P. 9071 76002 Rouen Cedex ou tél (35) 77-72-31.

Cadre 8 a. expér. profess. diversifiée en P.M.E. : ouvrier conduct. travx en électro-méc. (création d'entrepr.), 12 ans activité socio éduc. ts nivx soc. unité de 5.000 pers. 3 ans conseiller profess. chômage et formation, ch. mission de 1 à 6 années sect. : formation personnel ts problèmes de l'emploi. Ecr. no T 012.904 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, Paris 2e

CHIMISTE AMERICAIN Trilingue angl., franc., allemand, marié à une Française, 24 ans, spécialité analyse de l'eau, 2 a. d'expér. ch. travail en France. Préfér. région Sud-Ouest. Ecr. Sneet-Cazenave, 195, r. Pelleport, 33800 Bordeaux T. le soir (56) 92-54-26.

Cadre Banque, 35 ans, formation sup. et technique. Expér. professionnelle 18 ans. Secrétariat général. Service jurid. personnel, formation, engagem. service étranger. Spécialiste réglementat. des changes, rech. situation stable et avenir. Ecr. no 9.966 Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1er.

Relations Publiques France et Etranger, bilingues anglais, français cherche poste même hors de France. Nombreux contacts et expér. solide. Ecr. TRUDON, 14, av. Alphand, 75116 Paris.

Hme 52 ans recherche emploi Directeur technique pour terrains et bâtiment sport banl. Est ou Nord-Est. Ecrire à no 65.454 BLEU 17, r. Lebel, 94300 Vincennes.

Stagiaires en fin de format. de Secrétaires de Collectivités (10 mois) recherche postes pratiques du 14 mai au 9 juin (sous responsab. et rémunérat. du Ministère du Travail) pouvt déboucher sur embauche T.I.C.E.P. Cachen - 665-74-40

CADRE COMMERCIAL 35 ans. Dynamique. Etudes Commerce International, Spécialiste Import-Export, rech. responsabilités dans PME - France, Etranger Disponible rapidement. Ecr. no 9855, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1er)

Tunisien 26 ans, lic. diplômé traduction franç., angl., espagn., parlant aussi italien et arabe, bonne connaiss. économie politique et tourisme - T. : 540-60-64

J.F. 26 ans, 2 D.E.S. Dr. privé Angl., allem. 1 an 1/2 expér. gestion du personnel, ch. poste dynam., de préfér. ds une Sté internationale. - Ecrire référ no T 012901 M, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

Homme d'affaires performant, sérieuses références profession., intéressé par poste de vendeur espace publicitaire éventuellement divers. Ecr. no 979, « le Monde » Pub., 5, r Italiens, 75427 Paris Ced. 09

F. 35 ans, Lic. Droit, format. sup. droit social, Dactylo, exp. Secrétariat Général. P.M.E. docum. jurid., cherche emploi

COLLABORATRICE SECRÉTAIRE ou AUTRE
PARIS EXCLUSIVEMENT
Libre immédiat. Mat. 578-74-17.

CADRE ADMINISTRAT. SECRÉTAIRE DE DIRECTION
plus de 10 a. gest. et administ. P.M.E. et société de conseil. recherche poste responsabilité. Libre rapidem. T. : 251-61-13.

INGENIEUR INFORMATICIEN
Indépendant, avant mené à son terme un système de commutation de messages télégraphiques pour les PTT de Moscou ch. contr. similaire à l'étranger Ecr. no T 12 834 M R.-Presse. 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

CADRE CCIAL (35 ans)
ANGLAIS courant, expérience étranger, négociation haut niveau, considérerait toutes propositions D.O.M.-T.O.M. étranger. Ecr. à BAT bachelier 58, r. de Londres, 75008 Paris.

CADRE SUPÉRIEUR
expérience confirmée. Direction générale P.M.E., ch. situation équivalente, envis. collaboration Ecr. no T 12869 M Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e

Médias-Presse-Edition, etc.
32 a., dipl. sciences humaines culture générale, expériences ch. p. créatif. intéressant avec responsabilité. Ecr. no T 012851 M, Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

INFORMATIQUE en ESPAGNE
36 a., ing. E.C.P., 12 a. d'expér anglais, espagnol parfait conn. des systèmes de gestion temps réel, mini-contrôle de processus Représenterait société informatique. Importants contacts. Dispos. d'infrastruct. à Madrid Ecr. no T 012819 M Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DES RELATIONS PSYCHO-SOCIAL
RESPONSABLE
— Dipl. études sup. (Sc. Hum.)
— 25 a. exp. en cab. et entrepr
— Capacité : études, animation terrain.
Cherche poste stable (fonctionnel ou hiérarchique) Paris pr. banl. Ouest ou Sud Ecr. no T 12864 M, Régie-Pr 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e)

information divers

POUR
TROUVER
UN
EMPLOI

Le CENTRE D'INFORMATION SUR L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages) Extraits du sommaire :
- Les 3 types de C.V. : rédact., exemples, erreurs à éviter.
- La graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans.
- Réussir entretiens, interviews
- Les bnes réponses aux tests.
- Emplois les plus demandés.

Pour informations, écr. CIDEM, 6, sq. Monsigny, 78-Le Chesnay.

OUTRE-MER MUTATIONS 47, rue Richer ,PARIS-9e Offres d'emplois étranger par répertoires hebdomadaires.

Pour mieux choisir votre métier : FRANCE-CARRIERES. En vente à votre kiosque.

occasions

GRAND CHOIX de moquette en solde - Exemple de prix velours sur mousse en 4 m : 19,99 F/m2. Téléph. : 340-72-72

Achat comptant bijoux, or, brillants, etc., argenterie. 4, Chaussée-d'Antin/Opéra, 37, av. Victor-Hugo/Etoile. PERRONO. Ventes - Occasions.

L'immobilier

appartements vente

1er arrdt.

TUILERIES 4-5 P., 125 m2, 4e étage, asc. Possib. park. et profession libér. Urgent. 572-19-79.

3e arrdt.

MARAIS - RESTAURATION EXCEPTIONNELLE par architecte, avec le confort d'aujourd'hui (isolation thermique et phonique, ascenseur) et le charme d'antan, 4 et 5 Pièces et DUPLEX à partir de 800.000 F 92 m2. — Téléphone : 296-12-93.

MUSEE POMPIDOU 5/6 Pces, tt confi, bel imm. : 895.000 F. Téléphone : 379-57-21.

4e arrdt.

ILE SAINT-LOUIS, beau studio, boiserie, excellent état. Prix : 310.000 F. Téléphone : 705-24-10.

5e arrdt.

128, RUE MOUFFETARD, DU 2 PIECES AU 5 PIECES. Sur place les mardis et jeudis. de 14 h. à 18 h. 30. - 755-98-57.

VAL-DE-GRACE Imm. stdg. 3 Pces, 90 m2, parf. état, parking. - Tél. : 326-32-08.

JARDIN DES PLANTES Imm. neuf, beau liv. + 4 chbr., calme, tt cft, park. MARTIN, docteur en droit. — 742-99-09.

Ve pour amateur bel atelier artiste avec habitation de plain-pied, tout conft., calme, soleil, 160 M2 divisibles. LIBRE A LA VENTE. Serge KAYSER : 329-60-60.

CENSIER. ODE. 95-10. **MAISON** 150 M2, 6 Pces TRIPLEX. Cour romantique.

15e ARRDT

52, RUE MADEMOISELLE

STUDIOS et 2 Pièces DUPLEX avec jardins privatifs.

Renseignements sur place tous les jours de 11 h. à 18 h. 30 sauf mercredi et dimanche.

SEFRI-CIME : 538-52-52.

CONVENTION Imm. récent, mini STUDIO 119.000. Locat. assur. 578-25-51.

Mo LA MOTTE-PICQUET
2 P. .... 172.000 F,
2 P. .... 213.000 F,
Gd séj. + chbre .... 510.000 F,
5 P. .... 1.300.000 F.
Jean FEUILLADE : 566-00-75.

16e arrdt.

PRES PLACE DE COLOMBIE, somptueux appts s/bois, environ 500 m2, très grandes réceptions, 4 chbres, garages et services. Prix intéressant. Tél. 622-02-17.

17e arrdt.

44, AV. GRANDE-ARMEE Très bel immeuble 1920 Restauration de qualité Plusieurs appartements **5 PCES** 145 M2 ENVIRON Entièrement équipés. Visites les mercredis de 14 h. à 18 h. 30 ou tél. 755-98-57.

18e arrdt.

CHAMPIONNET-OUEST récent, grand studio, cuis., bns, tél., 145.000 F. Tél. : 229-52-98.

RUE LEPIC - RARE superbe atelier d'artiste en duplex, décoré, terrasse : 390.000 F. Téléphone : 651-32-20.

AV. CLICHY, beau 2 P., ref. nf, cuis. equ., bns, tt conft, soleil. Exceptionnel. Propr. : 878-41-65.

7 000 AFFAIRES A VENDRE A PARIS ET 120 KM AUTOUR
Maisons, Appartements, Propriétés, Terrains, Bureaux, Commerces, etc
SÉLECTION PAR ORDINATEUR
FNAIM
Téléphonez ou écrivez
CIMI Tél. 227.44.44
Centre d'Information de la Maison de l'Immobilier
27 bis, av. de Villiers, PARIS 17e

6e arrdt.

Dans bel immeuble, 3-4 Pièces, CHARME - CONFORT. Prix intéressant. Tél. 329-85-06.

RUE DE TOURNON exceptionnel, vends double living sur rue, 2 chambres, cuisine, wc, bains. - Tél. : 742-74-60.

ODÉON 3 Pièces en DUPLEX, 60 m2 chauffage central, calme. Prix 425.000 F. Téléphone : 320-99-80.

CHERCHE-MIDI **URGENT** 5 P., 2 bains, verdure. Dble exposition. 548-43-94.

Hautefeuille. Ecole Médecine. **175 M2** DUPLEX CARACTERE Gd standing. ODE. 95-10.

7e arrdt.

BRETEUIL, 5e, asc. en cours, soleil, liv. + chbre, balcon : 285.000 F. MARNIER, 222-69-50.

DUQUESNE - PLEIN SUD liv. + 2 chambres, bel imm. : 525.000 F. MARNIER, 222-69-50.

BAC. 3e étage rue. beau studio tt cft. poutre apparente, tel. 195.000 F Serge KAYSER. 329-60-60.

10e arrdt.

REPUBLIQUE, grand STUDIO avec confort, bon immeuble. — Visite sur R.-V. au : 277-62-23.

12e arrdt.

BD VOLTAIRE proche Nation, beau 5 P., cui., 2 bains, vaste terras., box, asc., 650.000 F. Telephone : 344-71-97.

LEDRU-ROLLIN, étage élevé, ascenseur, beau 2 Pieces, entrée, cuisine, wc, S. de B., balcon, parking, 328.000 F. — 346-63-85.

BEL-AIR - MICHEL-BIZOT beau 3 Pces, entree, cuis., S. de B., wc, balcon sud, ascenseur : 365.000 F. Téléphone : 345-82-72.

Mo DAUMESNIL P. de T., ascens., gd 3 P., tout confort, 320.000 F. T. 344-43-87.

Etage élevé, 130 m2, gd liv. + 4 chbres, 2 bains, park., gde terrasse. grand balcon. - 575-00-43.

DAUMESNIL Beau petit 3 P. tt cft R.-de-ch. sur rue. 195.000 F. 346-11-76.

Bon 12e, Imm. 1975, beau **4 P.** tt cft., ét. élevé, park. Prix total 415.000 F. Urgent. Pptaire : 746-49-94.

13e arrdt.

PL. d'ITALIE, 3 Pieces, 75 m2, immeuble récent, 390.000 F. Tél. le soir au 331-81-79.

14e arrdt.

DENFERT-ROCHEREAU
8, RUE DU SAINT-GOTHARD
3 PIECES + LOGGIA
565.000 FRANCS.
Renseignements :
SEFRI-CIME - 538-52-52.

15e arrdt.

PR. FUTUR PARC CITROEN : imm. 74, vrai 3 Pces, grande cuisine S. de B., balcons, parking. 425.000 F. Tél. : 734-36-17.

XVe - BEL IMMEUBLE 1972 : APPT 4 PCES, 88 M2. Balcon, Téléphone, clair, calme, cave, parking. Téléphone : 267-59-83, 924-47-84, après - m.di.

LOURMEL Imm. recent, stdg. r.-de-jard, tr. clair, Beau 3-4 P. tt cft., 85 m2 + park. cuis. éq. 558.000. 578-25-51

PIED DE LA BUTTE R.-de-Ch., double living + 2 ch., cft, tél., 100 m2. Prix 350.000 F, poss profess. - Tél. : 293-62-16.

19e arrdt.

BEAU 4 P., récent, calme, balc., park. 409.000 F. 557-72-50, poste 8.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY (BOIS), 300 M2, immeuble Pierre de Taille, haut standing, 3 chambres service. — Tél. : 567-22-88.

NEUILLY - Winston-Churchill : IMM. MODERNE GD STANDG, dern. étage somptueux 200 m2 meublé, décoré luxueusement, gde réception. S/balc., terrasse, verdure, 3 chambres, 3 bains, 2 garages. Téléphone 531-51-10.

NEUILLY-BINEAU. Immeuble récent **2-3** P., 91 M2 + loggia, ch. indép., gar. 783-62-74.

NEUILLY quartier ST-JAMES, 4 P. tt cft., téléph. cave, calme et ensoleillée. ETAT NEUF. Tél. 264-62-62.

NEUILLY 34, bd Maillot, face Bois Salon, s. à manger, 3 chambres, 2 bains, balc. + service + parking. S/place : mardi, 14 h. à 16 h. 30. COURTOIS, 265-49-85.

94 Val-de-Marne

VINCENNES, résidentiel, près Mo, bois, R.E.R., belle restauration d'immeuble, ascenseur, chauffage central, interphone.

Studios depuis 128.000 F
2 pièces depuis 237 000 F, livrés entièrement terminés.

Visite sur place, tous les jours, de 14 à 19 heures, sauf lundi, 38, avenue Franklin-Roosevelt, ou GEFIC CTI — 723-78-90.

SAINT-MANDÉ MAIRIE Imm. NEUF, STANDG. Appts de 2 et 3 pièces, wc, s. de bains, cuisine équipée, balc. - Prix : 425.000 et 540.000 F. Parking : 39.000 F - Téléph. : 328-66-13

95 - Val-d'Oise

L'ISLE-ADAM
Calme - Soleil - Forêt
Proximité tous commerces et à 47' S.N.C.F. de PARIS
Dans 2 petits imm. 3 étages : Appts 3, 4 et 5 pièces.
Sam. et lundi, 10-12 h., 14-19 h.
Vendredi, dimanche, 14 à 19 h.
RESIDENCE DE L'ISLE
19, av. de Paris - 469-36-91
URAC - Téléph. : 371-51-40

Province

PORT-BARCARES Vds studio sur la plage avec vue sur mer. Crédit 80 % poss. M. HOSTENS - 556-16-53.

Immobilier (information)

Vous recherchez un logement ?

INFORMATION LOGEMENT
525.25.25
dispose des renseignements sur 40 000 appartements et pavillons *neufs à l'achat.* Service gratuit.
49, avenue Kléber, 75116 Paris

Information Logement, service gratuit créé par la Compagnie Bancaire et auquel la BNP, le Crédit Lyonnais, le Crédit du Nord, la Caisse Centrale des Banques Populaires, la FNPC, la Fédération Parisienne du Bâtiment, la Fédération Nationale des Mutuelles de Fonctionnaires et Agents de l'Etat, la MGEN, la Mutuelle Générale des PTT, l'Association pour la Participation des Employeurs à l'Effort de Construction, apportent leur concours.

Publiscope

appartem. achat

Rech. appts 1 à 3 P., Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 12e, avec ou sans travx, paiement compt. chez notaire. 873-23-55.

Jean FEUILLADE, 54, av. de la Motte-Picquet, 15e, 566-00-75, rech., Paris 15e et 7e, pour bons clients, appts toutes surfaces et immeubles. Paiement comptant.

Sté recherche appts même à rénov., secteurs 11e, 12e, 19e, 7e. Pour R.-V., GIERI : 373-05-81.

locations non meublées Offre

Paris

8e. Gd appt 186 m2, gd standg, Courcelles/Parc Monceau, cab. médical ou profession libérale. Bail à céder. Tél. : 325-65-24.

Région parisienne

BOULOGNE, Mo Pont de Sèvres, dans imm. nf, vrai 2 P., cuis., bns, wc, 1.450 + ch. 526-17-22.

locations non meublées Demande

Paris

POUR CADRE, grand studio ou 2 PCES, immeuble standing, cft, tél., parking. Préférence 7e, 15e, 8, 16e, 9e, 1er, 2e Maxim. 2.000 F. Tél. sam. dim. 919-91-91 ou à partir du lundi 7/5 au 742-90-22 heures bureau.

Région parisienne

Pour Sociétés européennes ch. villas, pavillons pour CADRES. Durée 2 à 6 ans. — 283-57-02.

locations meublées Demande

Paris

INTERNATIONAL HOUSE rech. du STUDIO au 6 PIECES pour cadres étrangers, garantie par BANQUE ou AMBASSADE. Téléphone : 555-84-23.

OFFICE INTERNATIONAL recherche pour sa direction : beaux appartements de standing 4 Pièces et plus. Tél. 285-11-08.

viagers

STE SPECIALISTE Viagers **F. CRUZ** 8, rue La Boétie, (8e). 266-19-00. Px indexation et garanties. ETUDE GRATUITE DISCRETE

RUE DE RENNES ds imm. P. de T., ascenseur, APPARTEMENT OCCUPE 6e étg., 3 p., cuis., s. d'eau + 1 pièce en duplex, 80 m2, parf. état. Cpt 120.000 F + rente 2 t. 74 et 69 ans 1.800 F mensuel. Notaire : 247-12-17.

LIBRE, 85 km Sud Paris, belle Ppte 8.000 m2 parc, 1 tête 73 a. 360.000 F + 4.500 F rente - LODEL, 355-61-58.

Vendez rapidement conseil, expertise, indexation gratuit, discrétion. - Etude LODEL, 35, bd Voltaire - 355-61-58.

immeubles

EUROPA, 54, r. Amsterdam-8e, paie comptant immeuble occupé (loi 1948) avec un appt libre Paris ou banlieue - 520-13-57.

hôtels-partic.

MUETTE Hôtel particulier, 8 p. principales + 2 parkings en propriété. TELEPH. : 524-39-20

VILLA MONTMORENCY Hôtel à rénover, 10 p., 3 bains, jardin 300 m2, garage. MICHEL et REYL - 169-90-05.

locaux commerciaux

15e - Près porte VERSAILLES, sur artère principale, propriét. vend ou loue, fractionnement possible, local 2.350 m2 sur 3 étages dont 800 m2 au sol, 20 m. façade, entrée, voitures. Tél. après 18 h. 250-50-27.

PARIS - Immeuble commercial 1.600 m2 dont 900 m2 R.-de-ch. A louer 180 F le m2. Ecrire à no 79.168 IPF, 12, rue de l'Isly, 75008.

locaux indust.

Vd ATELIER 800 m2 + 8.000 m2 terrain, eau, électric. ZORDIC Roger, zone industrielle, 52400 BOURBONNE-LES-BAINS.

fonds de commerce

Ch. hôtels à gérer avec possib. d'achat Paris et Côte d'Azur. Faire offre à NAIM, 36, rue Miollis, 75015 PARIS.

BOUTIQUE (Livres, papeterie, presse, cadeaux, souvenirs), 5e arrondissement. C.A. TTC 820.000 F. Avec 350.000 F. T. 033-69-09.

Pour raisons de santé, je cède mon garage en plein essor. C.A. 7 unités à doubler, avec 500.000 F - 843-87-54.

bureaux

15e - Urgent, bureaux, propr. loue 800 m2 à 250 F le m2 (fractionnement possible) Tél. après 18 h. au 250-50-27.

Domicil. artis. et commerç., siège S.A.R.L. - Rédaction d'actes, statuts, informations juridiques, secrét., tél., télex, bur. A partir de 100 F/mois. Paris 10e, 11e, 15e, 17e. 355-78-80 - 229-18-04.

chalets

En Lozère, pr. Florac, grand chalet tr. moderne sur 1.100 m2. vue panoramique, eau EDF. Seul gros œuvre terminé, tous amén. intér. à effect. 180.000. M Grégoire - (66) 45-00-39.

fermettes

FORÊT D'OTHE
Fermette entièrement restaurée habitab. de suite, vaste séjour, salon, cuisine, 2 chbres, w.-c., s. d'eau, cheminée, poutres apparentes, carrelage, chauff. cl fuel, 2 000 m2 terr. clos, eau, électricité. 250.000 avec 25.000 F.
AVIS 2, rue Général-de-Gaulle, SENS
(16) 86-65-09-03, Paris : 274-24-45
STE SPECIALISTE VIAGERS

pavillons

ANTONY. Pav. moderne, 5 p., tt cft, gar., jard. 620.000 F. PESCHARD - 666-00-27.

LE PERREUX MAISON meulière, excellente constr. 1920., salle à manger, 2 ch., cuis., bns. possib. Travx intérieurs à prévoir. Excellent gros œuvre, jardin, 250 000 F. AGENCE REGNIER, 254, avenue Pierre-Brossolette, 94 LE PERREUX. T. 324-17-63.

A BAZEMONT (Yvelines), 35 km par autor., pav. 3 pces sur s/sol amén. Gd gar. indiv. Faç. briq. appar., 2.500 m2 en potager et verger clos. 500.000 F à débat. Tél. après 19 h. au 090-74-39.

HOUILLES - Parfait état, pavill. 1963, 5 pièces sur sous-sol avec garage, 400 m2 terrain, 12 min. gare, 400.000 F - 913-20-14.

maisons de campagne

CŒUR LUBERON
VAUCLUSE
FERME A RESTAURER
Gros œuvre seul en bon état aménagement intérieur à faire. Sur 1.500 m2 terrain. Vue panoramique, eau, électr. Prix 120.000 F avec 15.0000 cpt + crédit possible. CATRY Tél. (90) 57-47-95

A 10 mn de BAGNOLS-S/CEZE
AUTHENTIQ. MAS GARDOIS
en pierre pays, à restaurer, 4 pces habitables, nombreuses dépendances à aménager, eau, électr. sur place, cour, jardin et verger attenants. (4 500 m2). Prix 245 000 F. Crédit 80 % possible. CATRY. Tél. : 16 (66) 22-20-92.

PART. à PART. Petite maison meublée compr. 1 chb. meublée, 1 cuis. équ. (buffet, table, chaises, chauffe-eau, réchaud à gaz butane), eau chaude et froide, électr., gd gar. cimenté de 8 m. sur 3 m., haut. 2,80 m. Superf. totale 55 m2. Située à St-Nazaire-sur-Charente, Chte-Mar. (3 km de la mer), 65.000 F. S'adr. à M. FURSTENBERGER, 41, rue Grimaud, 17300 ROCHEFORT. Tél. 16 (46) 99-55-88.

propriétés

25 km Ouest PARIS, belle propriété 300 m2 habitables + maison gardien, parc 3,50 ha. - LODEL - 355-61-58.

VAR 60 kilomètres de ST-TROPEZ 25 km de la mer, 40 km station de sports d'hiver, région boisée. Vends, cause départ, maison bourgeoise dans petit village. Beaucoup caractère, plafonds provençaux, chemin. en pierre, gd living, salle à manger, atelier d'artiste, 3 chambres, 2 s. de bains, cuisine, chauff. central fuel, garage. Libre fin août. 600.000 F. Tél. : (94) 68-84-45.

DEUX-SEVRES, 10 km Bressuire maison bourgeoise 10 PIECES, tt cft, chauffage central, parc, arbres centenaires, tout clôturé murs, 5.000 m2. Px 550.000 F. Etle THIBAULT, Faye-l'Abbesse 79350 CHICHE. T. (49) 65-95-15.

Vends, POINTE-A-PITRE Maison 7 pièces+gar., 73 m2 au sol, prix à débattre. Ecrire L. Escher, B.P 756, Abidjan 01 COTE-D'IVOIRE.

FORÊT D'OTHE
Fermette entièrement restaurée habitable de suite, vaste séjour, salon, cuis., 2 chbres, poutres appar., cheminée, s. d'eau, w-c, chauffage central fuel. 2.000 m2 terr. clos. 250.000, av. 25.000 F.
AVIS 2, rue Général-de-Gaulle, SENS.
16 (86) 65-09-03 - Paris : 274-24-45

châteaux

Au bord de la Charente région COGNAC
CHATEAU LOUIS-XIV
30 Pces, vastes dépendances parc traversé par ruisseau avec cascade. Renseignements détaillés sur demande :
ASI 6, rue de Stockholm, 75008 Paris.

LIBOURNE près Saint-Emilion
TRÈS BEAU CHATEAU
XIVe siècle, de caractère. En partie excellent état avec dépendances, 5 hectares de terre : 2.100.000 F. GTCA (56) 96-39-19, 59, r. Georges-Bonnac, Bordeaux

terrains terrains

TERRAINS A BATIR
Viabilisés - 980 à 2.413 m2 à QUIEVRECOURT (76)
30 km de la mer - 40 km de ROUEN
60 à 65 francs le m2
Constructeur à votre choix.
Cabinet DARRE, 28, rue Dénoyelle, 76270 NEUFCHATEL-EN-BRAY - Tél (35) 93-07-82

les annonces classées du **Monde**
sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 h. à 12 h. 30 - de 13 h. 30 à 18 h.
au 296-15-01

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

A LOUER par ADJ. Mairie de VENDREST, le 26 mai 1979, à 16 heures :
BELLE CHASSE
Petits et gros gibiers
bois - 161 hectares, située à 60 km de PARIS. 3 kilomètres Sortie à Montreuil-aux-Lions. Autoroute A 4.

Vente au Palais de Justice à Paris, le lundi 21 mai 1979, à 14 heures
IMMEUBLE 5 ÉTAGES ATELIERS et BUREAUX
A PARIS (17e)
18, RUE DE LA FÉLICITÉ
SUPERFICIE 164 METRES CARRES ENVIRON
Mise à prix : 800.000 francs
S'adresser S.C.P. LE SOURD DESFORGES, avocat, 27, quai A.-France, Paris (17e), téléphone 351-31-60 ; Me BOISSEL, avocat, 36, rue des Petits-Champs, Paris (2e), téléphone 296-62-84 ; et à tous avocats postulant près les Tribunaux de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

Vente Palais Justice PARIS, jeudi 31 mai 1979, 14 heures UN LOT
BOUTIQUE à gauche porte cochère, couloir, escalier privatif vers le premier sous-sol, cave au premier sous-sol.
PARIS (6e), 79, bd RASPAIL - Mise à prix : 100.000 F
S'adr. Me F. MOREAU, Avocat, Paris (17e), 1, rue G.-Berger, téléphone : 766-46-64 et 766-46-68.
Au greffe du Trib. Gde Inst. Paris et sur lieux pr visiter. PRET possible du CREDIT FONCIER DE FRANCE et de la BANQUE GRINDLAY OTTOMANE.

Etude de Me TIPHINE, avoc. à Sens, 2, cours Chambonas, VENTE SUR FOLLE ENCHERE à l'audience du Trib. de Gde Inst. de Sens, le 10 mai 1979, à 14 h.,
UNE PROPRIÉTÉ dite « Château de la Motte »
à MARSANGY (Yonne)
Consistant en un bâtiment principal en façade sur jardin, comprenant au rez-de-chaussée : vestibule avec escalier conduisant à l'étage, cuisine, salle à manger, salon, bureau, w.-c. ; au premier étage : vestibule, salle de bains et 4 chambres ; au deuxième étage : grenier et chambre mansardée. Electricité, chauffage central. - Un bâtiment annexe comprenant : une pièce au rez-de-chaussée et une pièce à l'étage. - Bâtiment à usage de communs comprenant : rez-de-chaussée et grenier. - Cour, deux petites dépendances à usage de poulailler, w.-c. et hangar. - Terrain et jardin devant et autour de la maison. - Ruisseau longeant la propriété au midi.
Le tout d'un seul tenant, d'une superficie totale de 1 ha 20 a 85 ca.
Mise à prix : 100.000 francs
Pour les renseignements, s'adresser à :
Me TIPHINE, avocat à Sens, 2, cours Chambonas, tél. (86) 65-11-77.

Le Monde

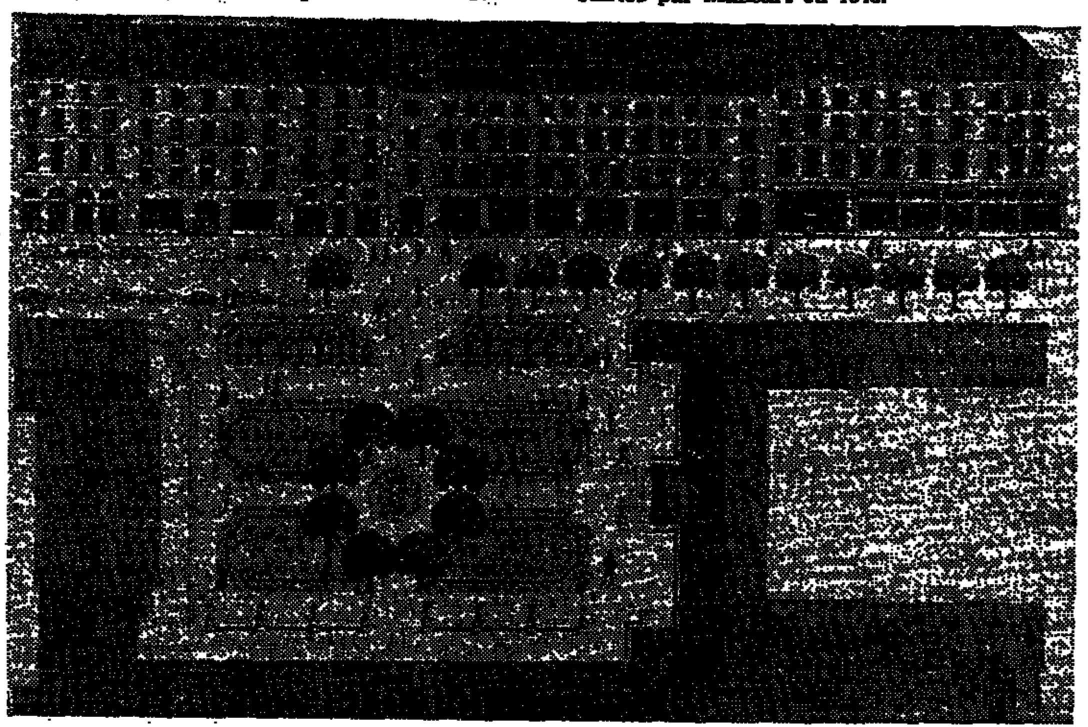
régions

EN ILE-DE-FRANCE

Initiative dans le 2e

La Bibliothèque nationale ouvre ses jardins

Au cours de sa dernière séance, la commission du 2e arrondissement a entendu un exposé de M. Le Rider, administrateur général de la Bibliothèque nationale, sur l'aménagement futur des immeubles acquis récemment par la Bibliothèque au coin de la rue des Petits-Champs et de la rue Vivienne, ainsi que sur la remise en état de la galerie Colbert, qui s'y trouve enclavée. Il a également parlé de l'ouverture partielle aux piétons de la rue Vivienne, dans la partie comprise entre les rues des Petits-Champs et Colbert, où se trouve le très joli jardin à la française qui borde la partie de la Nationale édifiée par Mansart en 1645.



La Bibliothèque nationale, fondée dès le quatorzième siècle, la plus célèbre, la plus riche des bibliothèques françaises, véritable ville dans la Ville, occupe un très large quadrilatère compris entre les rues de Richelieu, Vivienne, des Petits-Champs et Colbert. Cet emplacement pourtant fort vaste se révèle désormais trop étroit eu égard à l'accroissement constant des collections et des services récemment créés. La Nationale compte aujourd'hui douze départements, dont les collections inestimables représentent 36 000 volumes de manuscrits, 12 millions de livres imprimés, 6 millions d'estampes, 800 000 monnaies et médailles et 500 000 disques. En outre, et depuis quelques années, le département de la musique a été installé dans de nouveaux locaux, rue Louvois.

Cette gigantesque cité des livres possède à travers Paris des dépendances, comme la bibliothèque de l'Arsenal, celles de l'Opéra et du Conservatoire, et surtout la dernière-née : la phonothèque, « Musée de la parole », qui se trouve tout à fait à l'étroit dans son local de la rue des Bernardins.

Quant au département des périodiques, qui reçoit à lui seul 5 500 fascicules par jour, il est lui aussi très encombré, bien que sur les 280 000 périodiques conservés par le département 150 000 sont regroupés à l'annexe de Versailles, construite en 1936 par Michel Roux-Spitz.

Les immeubles situés aux numéros 2 et 2 bis de la rue Vivienne et 4 et 6 de la rue des Petits-Champs sont de belles constructions à quatre étages, datant de la Restauration, inscrites d'ailleurs à l'inventaire, et qui abritaient, il y a encore quelques années, dans leur rez-de-chaussée, des boutiques aménagées pour la plupart au début du quatorzième siècle. C'est là, dans un magasin de style Charles X, que la maison Heugel, éditeur de musique plus connu sous le nom de « Ménestrel », s'était installée sans doute à cause de la proximité de l'Opéra de la rue Richelieu, démolie sur ordre de Louis XVIII, au lendemain du 13 février 1820, jour de l'assassinat du duc de Berry, qui, transporté à l'intérieur du théâtre, devait y rendre le dernier soupir.

La maison Heugel avait gardé longtemps son charmant décor fait de boiseries de chêne clair et d'escaliers tournants, décor qui a malheureusement disparu il y a quatre ou cinq ans, au moment de la vente des immeubles.

A côté se trouvait le restaurant du Grand-Colbert, dont l'amusante et authentique décoration Belle Epoque a pu être conservée.

Enfin, la galerie Colbert, le plus luxueux des passages parisiens, aujourd'hui bien déchue de sa splendeur passée qui faisait communiquer la rue Vivienne et la rue des Petits-Champs, avait été ouverte en même temps que sa très proche voisine, la galerie Vivienne, en 1823, sur l'emplacement du très bel hôtel Colbert. Elle offrait aux regards sa célèbre rotonde ornée en son milieu d'un « cocotier lumineux » en bronze qui a mystérieusement disparu.

Dans son exposé, M. Le Rider a précisé que la galerie Colbert, inscrite à l'inventaire, retrouvera son aspect primitif et sera affectée ainsi que sa rotonde aux expositions permanentes d'estampes et de gravures de la Nationale, qui seront disposées dans des vitrines.

La rotonde qui débouchait dans le passé sur la galerie Vivienne verra cette issue dégagée ainsi que l'entrée de la galerie Colbert, rue Vivienne, qui existait avant l'installation des magasins.

Le restaurant, remis en état, gardera son décor 1900 et deviendra le restaurant du personnel de la Bibliothèque, tandis que dans les boutiques des rues Vivienne et des Petits-Champs complètement réaménagées s'installeront des services tels que le bureau des ventes, le service photographique des documents, les ateliers de restauration et de reliure.

Dernière initiative : M. Le Rider souhaitait depuis longtemps ouvrir aux habitants du deuxième arrondissement, presque totalement privés d'espace vert, le charmant jardin à la française qui se trouve devant l'hôtel construit par Mansart pour abriter les collections de Mazarin. Ce sera chose faite ainsi que l'ouverture partielle aux piétons de la rue Vivienne, dès la fin des travaux. Plantée d'arbres, ornée de bancs de pierre, cette calme petite voie du deuxième deviendra un prolongement du jardin, dont les grilles auront disparu, et formera une sorte de mail très attrayant.

Pour la commodité des riverains, cette partie de la rue Vivienne sera ouverte aux livraisons toute la matinée, mais à partir de 13 heures, une fermeture faite de chaînes fixées à des bornes lui restituera son aspect de promenade provinciale. Ainsi, et comme le souhaite M. Le Rider, les promeneurs venant de la place des Victoires ou des rues avoisinantes pourront emprunter les galeries Vivienne et Colbert et, après avoir traversé le jardin et une salle de la Nationale donnant sur la cour d'honneur, se retrouver rue de Richelieu sans avoir rencontré de voitures.

Enfin, le projet prévoit que, rue des Petits-Champs, les boutiques des façades seront réaménagées en retrait, ce qui permettra l'élargissement du trottoir sous une série d'arcades. Les travaux commenceront au début de 1980 et on estime qu'ils dureront vingt-huit mois. La maquette du projet, dû à MM. Blanchet, Sarrabezolles et Richez, architectes, sera exposée au public à la mairie annexe, 8, rue de la Banque, dès le courant de cet été.

ANDRÉE JACOB.



Un sourire raccourcit les distances

AUSTRIAN AIRLINES

Lignes Aériennes d'Autriche

12 rue Auber, Paris - Réservations : 266.34.66 ou votre agent de voyages.

Renseignements touristiques par l'Office National Autrichien du Tourisme : 073.93.82.

Polémique dans le 6e

Commerçants et associations ne voient pas d'un même œil le futur marché Saint-Germain

*Le nouveau projet de rénovation du marché Saint-Germain, dans le sixième arrondissement, étudié par les services de la mairie de Paris (*le Monde *du 27 mars), et qui doit être présenté prochainement aux édiles de la capitale, est contesté. Mme Marthe de Rohan-Chabot, présidente de S.O.S. Paris, le confirme sans ambages dans le point de vue qu'on lira ci-dessous.* « Quant aux associations, il ne fait aucun doute qu'elles vont devoir, dans un délai rapide, monter de nouveau aux barricades » *écrit-elle notamment.*

De son côté, la Fédération interprofessionnelle des syndicats de commerçants des marchés couverts de Paris affirme dans un communiqué : « Le marché Saint-Germain est depuis sept ans en travaux. Ceux-ci ont été plusieurs fois arrêtés à la demande de S.O.S. Paris qui semble souhaiter la mort de son activité commerciale, puisque le nombre des commerçants aujourd'hui n'est plus que de vingt au lieu de soixante. » *La Fédération indique encore :* « Les commerçants des marchés couverts ne sont pas des marchés de commerçants « forains ». Il faut bien savoir en effet que les commerçants investissent à leurs frais dans les emplacements qui leur sont attribués par la Ville de Paris en location. »

« En ce qui concerne les marchés Saint-Quentin et Saint-Germain, *conclut la Fédération,* les commerçants et les clients, « véritables utilisateurs », sont seuls avec leurs élus locaux habilités à prendre les décisions qui s'imposent, tout en tenant compte de l'intérêt général du quartier. »

POINT DE VUE

Un corps étranger

par
M. DE ROHAN-CHABOT (*)

LE nouveau projet d'aménagement du marché Saint-Germain dont la mise au point aura demandé plus d'un an, comment se présente-t-il ?

Certes, la bulle qui le coiffait, dans le projet précédent, a disparu, mais c'est encore un bâtiment de verre parfaitement discordant avec le reste de l'environnement que l'on projette de construire ; certes, on conserve une rangée d'arcades, élément mal intégré à la composition générale, réduit au rôle de décor, concession destinée sans doute, dans l'esprit des architectes, à satisfaire les exigences passéistes des défenseurs du marché de Blondel.

La hauteur, nous dit-on, est diminuée. En revanche, le grand forum intérieur, qui servait de lieu de rencontre et recréait pour le quartier l'atmosphère d'une place de village, que devient-il ? Il est rogné, diminué, pour autant dire supprimé, ce qui nous ramène aux erreurs des projets antérieurs.

Constatation encore plus grave : la maison des examens dont toutes les associations demandaient la suppression (souhaitée également par la commission d'arrondissement dont fait partie M. Pierre Bas) sera, nous assure-t-on, conservée. Décision incompréhensible puisque cet appendice disgracieux qui empiète sur la surface du marché compromet irrémédiablement toute l'harmonie de la composition.

Des cinq demandes adressées au maire de Paris en 1977, une seule a donc été prise en compte : la diminution de la hauteur. Force est de constater que les autres souhaits formulés par les représentants de la commission extra-municipale de l'environnement, souhaits qui traduisaient les vœux des Parisiens, sont restés lettre morte.

Après des mois d'attente, le projet présenté diffère somme toute fort peu du précédent ; il ne s'insère pas mieux que ce dernier dans l'environnement. En revanche, il répond parfaitement aux conceptions défendues obstinément par les élus de l'arrondissement.

Sans doute, ceux-ci ont-ils évoqué à nouveau la nécessité de créer dans le marché Saint-Germain les équipements qui font défaut au quartier.

Malheureusement, cet argument a perdu de sa valeur depuis qu'à la fin de 1977 les associations ont obtenu communication de la liste des très nombreux immeubles possédés par la Ville de Paris dans le sixième arrondissement. La municipalité ne peut-elle donc affecter certains de ces immeubles à la réalisation de ces équipements ?

Rappelons enfin que l'immeuble du Crédit municipal, récemment libéré, offre aussi de vastes surfaces disponibles, même s'il doit, comme cela est prévu, abriter le conseil des prud'hommes.

Pourquoi les défenseurs du marché Saint-Germain accepteraient-ils donc le nouveau projet, simple variante du précédent, qui ne tient aucun compte des vœux qu'ils ont formulés ?

Après plus d'un an d'attente, la farce a aujourd'hui assez duré. Les milliers de Parisiens qui, depuis des années, s'opposent à la destruction du marché Saint-Germain, qu'ils estiment appartenir au patrimoine historique et architectural commun, et demandent sa réhabilitation, sont décidés à obtenir satisfaction : ils ne peuvent donc que se mobiliser à nouveau.

Quant aux associations, il ne fait aucun doute qu'elles vont devoir, dans un délai rapide, monter de nouveau aux barricades.

(*) Présidente de S.O.S. Paris.

Un métro sur maquette pour Bobigny

Une exposition présentant la maquette et les caractéristiques du projet de prolongement de métro à Bobigny (Seine-Saint-Denis) est organisée dans le hall de la préfecture du département jusqu'au 18 mai, durant l'enquête d'utilité publique. Aucune décision n'a cependant été prise par le gouvernement ni la région, qui cofinancent l'opération, quant à l'engagement des travaux.

Le prolongement de la ligne de métro n° 5 (Place-d'Italie - Eglise-de-Pantin) intéressera vingt-huit mille habitants et quinze mille emplois. Long de 3 kilomètres, il sera complété par une importante gare routière. Le coût total du projet est estimé à 390 millions de francs.

C'est le développement de Bobigny qui justifie le projet de prolongement : installation de la préfecture de Seine-Saint-Denis, rénovation du centre ville, création de la ZUP des Sablons, d'une zone industrielle de 30 hectares.

Le projet nécessite un passage souterrain sous la RN 3 jusqu'à la première station les Limites, puis le tracé oblique vers le nord pour passer sous le canal de l'Ourcq, puis, déboucher à l'air libre. Il passe ensuite sous des voies S.N.C.F. au lieudit la Folie, puis continue le long du chemin de halage vers la ZUP des Sablons. La station terminus, Bobigny - Préfecture, est installée entre la préfecture et le centre commercial. La ligne sera équipée de matériel moderne et sa réalisation nécessitera quatre ans.

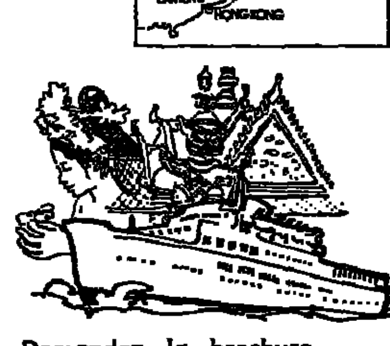
EXCLUSIVITE MONDIALE

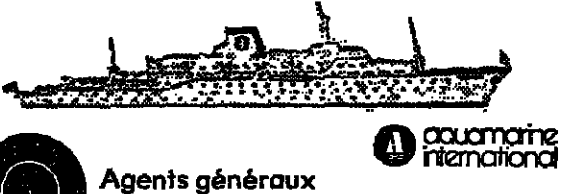
CHINE

GRANDE MURAILLE · PEKIN · TIENTSIN · JAPON · TOKYO · KYOTO · KOBE · CHANGHAI · SOOCHOW · République Populaire de CHINE · Océan Pacifique · CANTON · HONGKONG

Pour la 1ère fois, croisières en Chine

Déjà à l'époque lointaine de Marco Polo, la Chine exerçait son attrait et sa fascination. Navifrance vous invite sur le bateau de haut standing "Aquamarine" de 10 500 t pour une magnifique croisière. Vous serez les visiteurs privilégiés de ce pays mysterieux. Vous découvrirez Canton, Honk Kong, Changaï, Pékin, La Grande Muraille, et le Japon. 2 départs par mois d'avril 79 à avril 80.





aquamarine international

Agents généraux
navifrance
20, rue de la Michodière - 75002 Paris
Tél. 266.65.40 +

Demandez la brochure "Croisières en Chine" à votre agence de voyages ou à Navifrance.

Nom : ....
Adresse : ....
Ville : ....
Code postal : ....

Le Monde équipement

A PROPOS DE...

LES PROJETS DE RÉORGANISATION DES P.T.T.

La poste en plan

Pour enrayer la dégradation du service postal, le gouvernement avait décidé de mettre en chantier « un plan d'entreprise » (« le Monde » des 23, 24 et 25 janvier 1979). Depuis le mois de février 1979, les réunions interministérielles se succèdent sans qu'on puisse prévoir une date de publication, ni même une issue favorable.

Redonner des objectifs à la poste, lui affecter des moyens financiers, techniques et humains, motiver ses deux cent quarante mille agents : l'entreprise ne semblait pourtant pas surhumaine. Il fallut assez rapidement déchanter, face aux contradictions qui paralysent le service postal. Les responsables de la fonction publique firent remarquer que l'amélioration souhaitée des rémunérations des postiers risquait de « déstabiliser » les grilles et les indices qui protègent les fonctionnaires. La direction du Trésor, elle, ne souhaite pas laisser aux postes la moindre latitude dans la gestion d'une partie des fonds de chèques postaux. Quant au gouvernement il refuse de faire supporter au budget général le déficit de 2 milliards de francs imposé au budget des P.T.T. par le transport des abonnements de presse. Il trouve plus commode de laisser les choses en l'état.

L'idée séduisante de considérer la poste comme une véritable entreprise responsable de ses objectifs et comptable de ses deniers sera-t-elle abandonnée ? Le groupe d'étude interministériel chargé de la réforme le dément.

Trois principes ont été posés. Tout d'abord, le service postal ne sera pas restauré à coups de mesures budgétaires et d'augmentations d'effectifs. Des décisions exclusivement quantitatives sont considérées comme vouées à l'échec, car elles engendreraient une prolifération « cancéreuse » de l'administration et une poussée insupportable des dépenses. Ensuite, on a choisi de préciser les objectifs de la poste afin que celle-ci demeure un service public, sans pour autant s'inventer une clientèle inexistante. Enfin, on déclare que le déficit de la presse supporté par les P.T.T. est un simple jeu d'écritures, tous comptes faits, secondaire.

Concrètement, le groupe d'étude travaille dans cinq directions. A quelle vitesse acheminer le courrier ? Comment faire entrer dans le personnel d'encadrement de la poste des hauts fonctionnaires issus d'autres corps ? La poste et les télécommunications sont-elles complémentaires ou concurrentes ? Comment transformer les bureaux de poste ruraux en antennes administratives polyvalentes ? Comment permettre aux agents d'apprécier leur propre productivité ?

Dans l'impossibilité où il se trouve de dégager des moyens financiers supplémentaires, le gouvernement se propose de faire évoluer le service postal — figé, selon lui, depuis deux cents ans — « *en usant de tact et de pédagogie* ».

Les syndicats ne manqueront pas de dire que le « plan d'entreprise » en préparation repose sur du vent puisqu'il ne bénéficiera pas de subventions d'appoint.

Tous les postiers compareront avec amertume les différences de traitements adoptés pour les télécommunications et pour la poste. En 1970, le téléphone français était malade parce que son réseau était notoirement insuffisant. M. Valéry Giscard d'Estaing a fait en sorte que le VIIe Plan garantisse aux P.T.T. un montant impressionnant d'investissements téléphoniques, soit 104 milliards de francs en cinq ans. La qualité du téléphone dépend des câbles et des autocommutateurs. Celle de la poste varie en fonction des hommes qui la composent. Elle est une entreprise de main-d'œuvre que la mécanisation et l'automation concernent relativement peu. Si le gouvernement refuse de dégager des moyens financiers pour sa réforme, les postiers ne seront-ils pas conduits à juger que l'Etat préfère investir dans les machines plutôt que dans les hommes ?

ALAIN FAUJAS.

ENVIRONNEMENT

Les Amis de la forêt de Fontainebleau demandent une réduction de la durée des baux de chasse

Réunie en assemblée générale le samedi 5 mai, la vénérable Association des amis de la forêt de Fontainebleau a réaffirmé ses prises de position antérieures sur l'adjudication des baux de chasse à tir dans le massif domanial.

Cette réunion n'aura cependant rien apporté de neuf à ceux qui se demandaient si les Amis de la forêt allaient adopter une position plus radicale à l'égard des décisions de l'Office national des forêts. Entre une motion demandant à cet organisme d'examiner attentivement le cas de chaque arbre à abattre « *afin de conserver tous ceux qui ne menacent pas la sécurité publique* » et une adresse à l'attention des autorités compétentes sur les dangers que peuvent présenter les pièges à loups « *pour les personnes ou les animaux qui les accompagnent* », la société n'a abordé qu'en quelques lignes dans son communiqué final la question de l'adjudication.

Bien qu'ayant toujours été opposés à la chasse à tir à Fontainebleau, massif à vocation essentiellement touristique, les Amis de la forêt avaient toutefois admis les raisons invoquées par l'Office cette année : dégâts occasionnés aux cultures et aux jeunes pousses par la prolifération des sangliers.

Cette approbation était assortie de plusieurs réserves, dont les principales figuraient en fait dans le cahier des charges de l'O.N.F. Reste un vœu en passe de devenir réalité : la réduction de la durée des baux de chasse de six ans à un an renouvelables. Cette mesure permettrait d'arrêter la chasse dès que le nombre de sangliers serait revenu à un seuil tolérable. — D. R.

TRANSPORTS

PROCÈS A MARSEILLE

Les sandwichs vendus dans les trains étaient avariés

De notre correspondant

Marseille. — Le tribunal correctionnel de Marseille aura à se prononcer, le 25 mai prochain, sur des accusations portées contre la Société hôtelière de restauration, l'une des trois sociétés chargées de l'approvisionnement en alimentation de la S.N.C.F., à qui il est reproché une « *tromperie sur la qualité de la marchandise et détention de conserves périmées* ».

Ces accusations ont été portées, à plusieurs reprises, par des voyageurs qui se plaignaient de malaises après avoir consommé des sandwichs ou des repas sur plateau au cours de leur voyage. A la fin de l'année dernière, entre Marseille et Lyon, un voyageur prenait l'initiative de téléphoner au service régional des fraudes de Lyon avant que le train ne s'y arrête, pour signaler que lui-même et ses compagnons de voyage se plaignaient de malaises digestifs après ingestion de nourriture acquise durant le voyage à bord du train. A l'arrivée en gare de Lyon-Perrache, les inspecteurs saisirent la marchandise embarquée. On constatait alors que des sandwichs préemballés portaient des dates limites de consommation qui avaient été modifiées.

Une perquisition au siège de la Société hôtelière de restauration, 113, rue de l'Evêché, à Marseille, société qui possède en outre le monopole du ravitaillement des lignes maritimes de la Corse, permettait de découvrir de la marchandise périmée ainsi que des conserves impropres à la consommation. Le ministère public a donc décidé de poursuivre par citation directe le P.-D.G. de la société, M. Patrick Gilles, ainsi que le directeur du secteur de Lyon.

L'Union fédérale des consommateurs s'est constituée partie civile. A la direction de la société incriminée, on reconnaît qu' « *il y a eu des problèmes à Lyon avec le compostage des produits, mais on précise que ce ne sont que des erreurs et des négligences de la part de quelques membres du personnel, limitées à un secteur, mais qu'elles ont été rapidement corrigées* ».

UN RAPPORT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE

290 monuments appartenant à l'Etat doivent être restaurés d'urgence

Le Conseil économique et social examinera, dans sa séance du mardi 8 mai, le rapport de M. Robert Vergnaud sur « la préservation du patrimoine architectual, achéologique et paysager de la France », *présenté au nom de la section du cadre de vie.*

Cet épais document recense les sources nombreuses de pollution visuelle du paysage (tours hertziennes et poteaux téléphoniques, lotissements mal situés ou publicité trop voyante) et dresse un bilan des procédures législatives et réglementaires de la protection du patrimoine monumental et des sites, et du travail des commissions.

Une administration réorganisée qui risque d'être affaiblie, des moyens budgétaires nettement insuffisants, sont les deux points essentiels relevés dans le projet d'avis qui sera soumis au conseil.

Le nouvel organigramme du ministère de l'environnement et du cadre de vie, qui groupe d'anciens services de l'équipement, avec l'architecture et l'environnement, mais qui a laissé de côté les monuments historiques, « *obéit*, selon le rapporteur, *à une logique certaine et vise à instaurer rationalisation et cohérence (...). Les objectifs annoncés sont nets : éviter la dispersion et les doubles emplois nés de l'existence d'administrations parallèles pour les sites, les espaces verts, les quartiers anciens ; prendre en compte l'idée de protection dès l'élaboration entre aménageurs et protecteurs ; assurer la qualité architecturale (...). Cependant on reste désemparé, d'une part, devant la multiplication des commissions (et on projette d'en créer de nouvelles !), l'atomisation des compétences, la lourdeur d'ensemble du dispositif ; d'autre part, devant l'inégalité de la répartition des crédits et des personnels. (...)*

» Les services centraux de l'environnement ne comptent que cinq cent soixante-sept personnes ; les équipes sont moins expérimentées, moins bien outillées (...). Il en va de même à l'échelon régional ou local. Le partage des compétences reste flou ; les arbitrages seront internes et l'environnement ne bénéficiera plus de l'appui d'une autorité ministérielle autonome.

En conséquence, « *il importe que l'application des nouveaux organigrammes ne soit pas préjudiciable à la protection du patrimoine monumental et naturel et s'effectue dans le plus grand esprit d'objectivité* », lit-on notamment dans le projet d'avis.

D'autre part, l'insuffisance des crédits, aussi bien pour restaurer les monuments classés que pour acheter les terrains menacés en bordure du littoral ou dans les sites sensibles, est relevée par le rapporteur, qui souligne la nécessité de « *rentabiliser* » le patrimoine en lui trouvant des utilisations nouvelles.

« *Compte tenu du coût élevé des achats fonciers et immobiliers nécessaires, de l'entretien et de la restauration des édifices (mille opérations urgentes sont à effectuer sur deux cent quatre-vingt-dix monuments appartenant à l'Etat, notamment les cathédrales, et huit mille sur les autres ; 2,6 milliards de francs seraient nécessaires pour parer au plus pressé), les budgets prévus dans la période récente sont tout à fait insuffisants*, lit-on dans le projet d'avis. *S'il ne semble malheureusement guère réaliste d'espérer, malgré des efforts louables, une progression au niveau des besoins dans les toutes prochaines années, celle-ci n'en reste pas moins souhaitable et du devoir de l'Etat.* »

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Le congrès de Millau

LES PAYS DE MONTAGNE A LA LIMITE DE L'ASPHYXIE

De notre correspondant

Millau. — Le congrès de la Fédération française d'économie montagnarde, qui s'est réuni à Millau les 3 et 4 mai sur le thème des « zones de montagne de faible densité », a marqué son désir de voir définir une politique de la montagne, qui n'aurait pas un simple caractère conservatoire, mais organiserait une véritable « reconquête de l'espace », seule susceptible de permettre à ces régions de reprendre vie de façon autonome.

Cette politique implique un triple effort : création d'activités selon des méthodes nouvelles mieux adaptées aux conditions spécifiques de ces régions, notamment pour ce qui concerne l'installation des jeunes agriculteurs ; amélioration des services au public (multiplication des services polyvalents et à domicile) ; réanimation des collectivités locales.

Une telle politique doit être à la fois réglementaire (sans qu'elle soit une politique d'assistance : « *Il s'agit d'enclencher une dynamique* ») et contractuelle.

Le président de la Fédération des syndicats d'exploitants agricoles, M. Michon, a noté la déception qui a suivi depuis un an les décisions de principe en faveur des zones de montagne. M. Torion, directeur de l'aménagement au ministère de l'agriculture, a admis « *certains retards imputables à des circonstances* », mais il a donné des apaisements sur le respect des engagements pris.

Y. M.

ÉCHECS

KARPOV ET TAL REMPORTENT LE TOURNOI « TERRE DES HOMMES »

C'est dimanche soir, à Montréal, que s'est achevé le tournoi international d'échecs dans l'enceinte de l'exposition universelle Terre des hommes.

Ce tournoi rassemblait dix des plus forts joueurs du monde. Pour compléter le tableau, il ne manquait guère que Kortchnoï, Petrossian et Polugajevski, sans parler de l'Américain Fischer, toujours muré dans sa retraite.

Voici le classement définitif de la rencontre. Chaque joueur ayant rencontré deux fois, avec les blancs et les noirs, tous ses adversaires a disputé dix-huit parties.

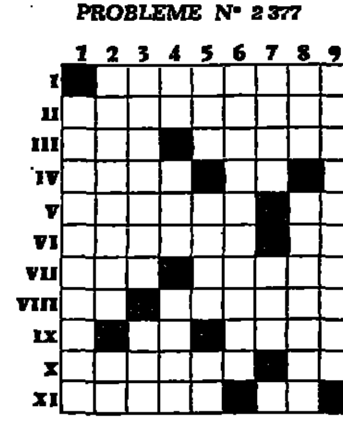
1) Anatoly Karpov (U.R.S.S.) et Mikhail Tal (U.R.S.S.), 12 points sur 18 possibles; 3) Lajos Portisch (Hongrie), 10,5 points; 4) Ljobomir Ljubojevic (Yougoslavie), 9 points; 5) Boris Spassky (U.R.S.S.) et Jan Timman (Pays-Bas), 8,5 points; 7) Vlastimil Hort (Tchécoslovaquie), Robert Huebner (R.F.A.) et Lubomir Kavalek (Etats-Unis), 8 points; 10) Bent Larsen (Danemark), 5,5 points.

Le champion du monde Anatoly Karpov a gagné sept partie mais en a perdu une contre Larsen, le dernier du classement. Mikhail Tal, lui, n'a gagné que six parties mais n'en a perdu aucune.

Karpov et Tal se partageront les 43 000 dollars canadiens attribués aux deux premiers du tournoi, le plus richement doté dans l'histoire des échecs.

AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

I. Peut être utilisé par ceux qui *veulent descendre.* — *II. Meuble* où l'on peut ranger des ficelles. — III Sent la résine ; Qui ne tardent pas à cuire. — IV. Effet ; Morceau de bois. — V. Pionnier de l'automobile ; Recherchée par l'éclaireur — VI. Peut se dire pour parler ; Conjonction. — VII. Ce que peut évoquer un beau logis ; Peut devenir fou quand il est trop grand. — VIII. Peut donner soif ; Utilisa comme un citron. — IX. Symbole pour un *métal abondant* ; Ne peut pas être considéré comme un bon moyen — X. Nom qu'on donnait à celui qui était bien vilain ; Utile pour faire des liaisons. — XI. Qui est donc resté assis ; Beaucoup de chercheurs s'y intéressèrent.

VERTICALEMENT

1. Qui a l'allure d'un maquereau. — 2. Arranger les affaires ; Saisi (épelé). — 3. Nom qu'on donne à une sorte de ressort ; On y trouve beaucoup de traits. — 4. Interjection marseillaise ; Célèbre nourrice ; Endroit où il vaut mieux ne pas mettre les pieds. — 5. Ne conserva pas : Nom de calife ; Qui n'a donc plus qu'à pousser. — 6. Sans s'exposer à être prévenu. — 7. Ont du mal à sonner quand ils sont boiteux ; Ne se dégonfla pas. — 8 La nôtre peut être qualifiée de vulgaire ; Est mis en appétit quand il voit *des fumées.* — 9. *Endroit où tout* le monde commande.

Solution du problème n° 2 376

Horizontalement

I. Evénement. — II. Sévérité. — III. Précieuse. — IV. Es. — V. Oreste ; Ra. — VI. Nuisances. — VII. Filouté. — VIII. Etêter. — IX. Râle ; Môme — X. Une ; Et. — XI. Yeux ; Suée.

Verticalement

1. Espionner. — 2. Ver ; Ru ; Tape. — 3. Eve ; Eifel. — 4. Nécessiteux. — 5. Eristale. — 6. Mie ; Enormes. — 7. Etui ; Cu. — 8. Nés ; Rétamée. — 9. Evasé ; Eté.

GUY BROUTY.

Colloques

A l'Association France-Japon

« COMMENT RÉUSSIR SUR LE MARCHÉ JAPONAIS ? »

L'Association de presse France-Japon organise, le jeudi 10 mai, de 16 heures à 20 heures, dans les *salons de l'hôtel Méridien* (81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, 75017 Paris), un colloque sur le thème : « Comment réussir sur le marché japonais ».

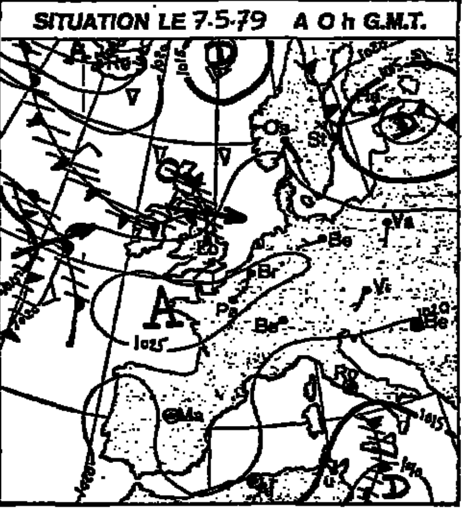
Il sera présidé par M. Louis de Guiringaud, ancien ministre des affaires étrangères, ambassadeur de France au Japon de 1966 à 1972.

Les représentants des firmes françaises, implantées au Japon (Roussel-Uclaf SCOA, la Télémécanique, Cibié, PUK, Crédit lyonnais, Pierre Martin Conseil, Informatek, Sogexport, etc.), prendront la parole pour exposer le bilan des résultats obtenus, les méthodes et les perspectives.

Un dîner réunissant tous les participants clôturera ce colloque.

★ Renseignements : Association France-Japon, 14, rue Cimarosa, 75116 Paris, tél. 737-30-90.

MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 8 MAI DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard — Verglas dans la région

Evolution probable du temps en France entre le lundi 7 mai à 0 heure et le mardi 8 mai à 24 heures :

Notre pays sera en bordure du courant de perturbations d'origine atlantique qui circuleront des îles Britanniques à la Scandinavie. L'air froid, qui avait envahi nos régions, sera progressivement remplacé par de l'air plus doux venant de l'Atlantique ou de la Méditerranée. Les pressions resteront relativement élevées sur la majeure partie de la France, mais elles baisseront sur le Sud-Ouest à l'avant d'une perturbation orageuse qui se développera sur l'Espagne.

Mardi 8 mai, sur les régions proches de la Manche et de la mer du Nord, le ciel sera souvent nuageux, des petites pluies passagères ou des bruines faibles pourront se produire; les vents seront modérés de sud-ouest ; les températures augmenteront sensiblement.

Sur le reste de la France, le temps sera frais et brumeux en début de matinée (faibles gelées dans l'intérieur, bancs de brouillard), mais souvent ensoleillé ensuite avec des températures maximales plus élevées que lundi, les passages nuageux seront cependant plus abondants l'après-midi sur les Pyrénées et la Méditerranée occidentale ; les vents seront généralement faibles et variables, ils s'orienteront au secteur sud et deviendront modérés près des Pyrénées et de la Méditerranée.

Lundi 7 mai, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 025 millibars, soit 768,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 6 mai ; le second, le minimum de la nuit du 6 au 7) : Ajaccio, 17 et 4 degrés ; Biarritz, 13 et 5 ; Bordeaux, 14 et 2 ; Brest, 10 et 0 ; Caen, 9 et 0 ; Cherbourg, 8 et 1 ; Clermont-Ferrand, 12 et —2 ; Dijon, 13 et 4 ; Grenoble, 17 et 1 ; Lille, 12 et 0 ; Lyon, 14 et 1 ; Marseille, 20 et 6 ; Nancy, 12 et —2 ; Nantes, 12 et 2 ; Nice, 16 et 10 ; Paris-Le Bourget, 12 et 1 ; Pau, 12 et 5 ; Perpignan, 18 et 8 ; Rennes, 11 et —1 ; Strasbourg, 11 et —1 ; Tours, 13 et 2 ; Toulouse, 14 et 2 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 14 et 3 degrés ; Amsterdam, 9 et 2 ; Athènes, 25 et 16 ; Berlin, 9 et 3 ; Bonn, 10 et —3 ; Bruxelles, 11 et 4 ; îles Canaries, 22 et 17 ; Copenhague, 10 et —1 ; Genève, 12 et —1 ; Lisbonne, 19 et 10 ; Londres, 12 et 4 ; Madrid, 18 et 8 ; Moscou, 20 et 11 ; New-York, 18 et 13 ; Palma-de-Majorque, 19 et 3 ; Rome, 20 et 12 ; Stockholm, 9 et 3.

Visites, conférences

MERCREDI 9 MAI

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — 15 h., 2, rue Louis-Boilly : « Claude Monet à Marmottan » (Approche de l'art).

15 h., métro Cardinal-Lemoine : « Montagne Sainte-Geneviève » (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

15 h., métro Etienne-Marcel : « Les deux plus vieilles maisons de Paris. L'abbaye Saint-Martin-des-Champs » (M. Teurnier).

CONFERENCE. — Centre culturel américain, 3, rue du Dragon, MM. J.-P. Heim et A. Rodriguez : « L'architecture des pueblos indians et l'expérience de Paolo Soleri en Arizona ».

Journal officiel

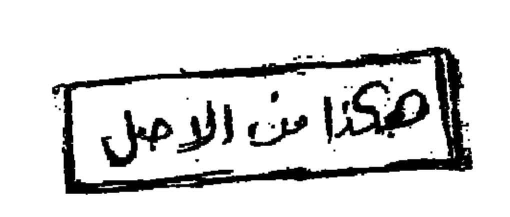
Sont publiés au *Journal officiel* du 6 mai 1979 :

UN DECRET

● Relevant le montant maximal de la rente des anciens combattants et victimes de guerre et des anciens militaires titulaires du titre de reconnaissance de la nation.

UN ARRETE

● *Fixant* la valeur de remboursement de la fraction du capital de l'emprunt d'Etat 8,80 % 1977 amortie le 23 mai 1979.



Le Monde

économie

AFFAIRES

APRÈS LE CRÉDIT DU NORD

Les banques étudient la possibilité de taxer les opérations des clients

Depuis un mois, le Crédit du Nord a entrepris de taxer les opérations de débit effectuées par les clients sur leurs comptes, à raison de 1,50 F par opération, avec un « seuil » de trois écritures gratuites par trimestre en dessous de 1 000 F de solde créditeur moyen.

Au-dessus de cette somme, le client aura droit à une écriture gratuite supplémentaire par tranche de 500 F.

Cette taxation ne vise que les opérations de débit, y compris les prélèvements forfaitaires (E.D.F., P.T.T., etc), et ne s'applique pas aux virements de compte à compte dans le même établissement. En sont dispensés les nouveaux clients et ceux âgés de moins de vingt-cinq ans. Pour l'instant, cette « expérience » en est à la *« phase d'instruction »*, les directeurs d'agence conservant une très grande liberté pour le traitement de leurs clients, toute mise en taxation devant être précédée d'une lettre et d'un entretien.

L'objectif du Crédit du Nord est, en fait, de limiter l'émission de « petits chèques » et de faire payer ceux qui maintiennent un tout petit solde et qui font un grand nombre d'opérations. Selon ses dirigeants, très peu de clients devraient être taxés, incités, par là même, à conserver, sur leur compte, un solde créditeur « normal ». Les autres banques attendent de voir quel sera le résultat de l'expérience pour s'y lancer à leur tour.

Ainsi se trouve relancée la campagne pour la taxation des services bancaires, et surtout celle des opérations de débit, afin de compenser la montée des frais généraux des banques et de mettre un frein à l'émission des chèques. Déjà à l'ordre du jour au début de 1975, mise en échec en raison de l'opposition farouche du Crédit agricole et de son directeur général d'alors, M. Jacques Mayoux, elle revient à la surface au début de 1976 pour être renvoyée à des temps meilleurs, du fait du « gel » partiel des coûts, imposé par M. Raymond Barre à partir de l'automne 1976. Dans le courant de cette année-là, néanmoins, le Crédit mutuel d'Alsace et de Franche-Comté, présidé par M. Théo Braun, avait mis en place une telle taxation, après une campagne d'information auprès de ses trois cent mille sociétaires, développant le thème : *« Il ne faut pas faire payer aux emprunteurs les avantages consentis aux prêteurs. »*

Evidemment, ce qui est facilement explicable dans le cadre d'un organisme mutualiste l'est moins dans celui de banques classiques, et les mouvements et revues de consommateurs ont déjà violemment critiqué le principe d'une taxation, surtout depuis la suppression en 1967 de la rémunération légère (0,50 % en moyenne) dont bénéficiaient les dépôts à vue. Les dirigeants des banques soulignent, toutefois, que près de 60 % des dépôts sont maintenant rémunérés et que la faible progression de leur chiffre d'affaires leur impose une gestion plus stricte.

A l'étranger, rappellent-ils, 30 % des bénéfices des banques sont procurés par la taation des services, contre 5 % en France. Ils veulent donc remonter le courant : déjà, les tarifs de location des coffres-forts, traditionnellement maintenus très bas pour attirer le client, ont été fortement relevés (50 % à 100 %). Ce faisant, les banques courent cependant deux dangers, celui de devoir justifier les services qu'elles rendent et celui de voir leur gestion mise en cause, le coût de leurs crédits notamment.

FRANÇOIS RENARD.

● *Blue Bell Inc.*, qui fabrique et distribue les produits de la marque Wrangler, vient de racheter deux usines à Mulhouse, qui appartenaient à la société Alsatex, en liquidation. *« L'emploi sera préservé pour tout le personnel d'Alsatex »* (deux cents salariés), affirme la société Blue Bell dans un communiqué.

AGRICULTURE

AUX ASSISES RURALES DU P.S.

M. Pisani estime que la semaine de 35 heures bouleversera la répartition des habitants sur le territoire

De notre envoyé spécial

Clermont-Ferrand. — Dans un palais des sports trop grand pour une manifestation politique consacrée à l'agriculture, la Journée agricole et rurale du parti socialiste, organisée le dimanche 6 mai dans le cadre de la campagne européenne, a surtout été marquée par l'intervention de M. Edgard Pisani.

Après les discours de MM. Thareau et Sutra, les deux « paysans » de la campagne du P.S. qui, avec l'aide d'experts, membres de la Commission agricole du parti socialiste ont apparemment orienté les socialistes vers une nouvelle politique agricole, moins productiviste, plus économe de matières premières et plus autonome dans ses approvisionnements (*le Monde* des 6-7 mai), la contribution de l'ancien ministre de l'agriculture du général de Gaulle, aujourd'hui sénateur socialiste, représente un apport non négligeable.

D'entrée de jeu également, M. Pisani situe le débat agricole dans un contexte mondialiste : *« On ne peut parler aujourd'hui d'agriculture sans ignorer deux réalités dont nous sommes dépendants : en l'an 2000, sept cent millions de gens souffriront de sous-nutrition, alors que le monde est capable de nourrir le double de la population actuelle.*

» La seconde réalité, c'est que nous détruisons les équilibres biologiques. Dans le système actuel de l'économie marchande, la conciliation des deux objectifs, agriculture et environnement, est impossible. Avec une approche moins productiviste, mais plus biologique, on peut résoudre cette contradiction.

Dans un propos volontairement court, M. Pisani a esquissé ce que pourrait être une politique socialiste d'aménagement du territoire qui concilie précisément agriculture et environnement. Elle tient compte de deux modifications essentielles par rapport aux années 60 : d'une part, la main-d'œuvre agricole ne peut plus quitter la terre, sinon pour aller pointer au chômage ; il faut donc maintenir et sécreter des emplois à la terre. En second lieu, la réduction inévitable du temps de travail aura des répercussions considérables dans la répartition géographique de la population qui s'éloignera de la ville pendant la moitié du temps. *« Or rien n'est fait aujourd'hui pour sauvegarder le milieu rural dans cet objectif. »*

Concret, M. Pisani donne deux exemples de mesures qui pourraient être prises dans cet esprit. Jusqu'alors, les industries agro-alimentaires se sont développées près des lieux de consommation. Aujourd'hui, il devient possible de les rapprocher des unités de production. *« Autrefois*, a poursuivi M. Pisani, *les plus anciens s'en souviennent, les agriculteurs payaient leurs impôts en prestations. Le conflit entre système de production et devoir de protection peut aujourd'hui être résolu par un système analogue. Mais au lieu de payer, les agriculteurs seraient payés par un syndicat cantonal d'aménagement rural qui passerait avec eux un contrat pour entretenir les fossés, les forêts, les chemins... »*

Le pouvoir actuel puisant aux mêmes sources, les travaux de l'Institut national de la recherche agronomique, développe dans ses discours des thèmes analogues. Comme l'avait fait M. Sutra, déclarant que le gouvernement n'avait pas la volonté politique de donner à l'agriculture française les moyens de son autonomie, M. Pisani conclut qu'aujourd'hui l'ennemi d'un aménagement harmonieux du territoire, c'est l'économie marchande.

JACQUES GRALL.

ÉNERGIE

La Thaïlande est victime d'une grave crise d'approvisionnement pétrolier

De notre correspondant

Bangkok. — Une crise pétrolière sans précédent s'est développée depuis plusieurs semaines en Thaïlande. Les autorités envisagent d'imposer à Bangkok une série de coupures. En effet, la Compagnie nationale d'électricité n'a plus dans ses stocks (qui doivent, théoriquement, rester constants à 55 millions de litres) que 5 millions de litres de mazout, soit l'équivalent d'une journée de production d'électricité. Elle est ravitaillée au jour le jour.

D'autre part, la crise affecte gravement les campagnes et les ports : agriculteurs et pêcheurs ont de plus en plus de difficultés à s'approvisionner aux prix officiels. La pénurie a engendré des opérations illicites de stockage à la hausse. Les avertissements lancés par le gouvernement, qui n'a pas les moyens de contrôle indispensables à l'application de sa politique, ne sont guère entendus.

Selon un officiel de la Compagnie d'électricité, les compagnies privées, qui s'étaient engagées à fournir régulièrement 90 000 tonnes de mazout par jour, se montrent réticentes du fait de la différence importante entre les prix convenus avant la dernière hausse des produits pétroliers et ceux pratiqués aujourd'hui sur le marché mondial.

« Les autorités ne paraissent pas conscientes de la gravité de la situation », estime un responsable de la Compagnie d'électricité. En effet, en dépit de cette crise, et de celle qui se développe à la frontière avec le cambodge du fait de la présence des troupes vietnamiennes, l'essentiel de l'activité des dirigeants paraît concentré dans les négociations post-électorales en vue de la formation du prochain gouvernement.

Un journal écrit que *« la chute des stocks de produits pétroliers est due à la consommation extravagante et ruineuse d'électricité (à Bangkok), aux efforts inadéquats et à l'imprévoyance »* des gouvernements successifs qui ont laissé toute latitude en ce domaine — y compris celle de négocier directement avec des pays producteurs de pétrole — à des représentants du secteur privé.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

● *La compagnie aérienne Egyptair* et le consortium européen Airbus Industrie ont signé un contrat pour l'achat par la compagnie égyptienne de trois Airbus A 300 B 4. Egyptair a aussi pris des options sur quatre autres appareils.

Egyptair a choisi la version à rayon d'action allongé B 4 200 (masse maximum autorisée au décollage : 165 tonnes). La cabine sera aménagée pour transporter deux cent cinquante-cinq passagers (vingt-deux en première classe et deux cent trente-trois en classe touriste).

SEPT COMPAGNIES PÉTROLIÈRES AMÉRICAINES SONT ACCUSÉES DE FRAUDE

Le département américain de l'énergie a récemment accusé sept sociétés pétrolières américaines d'avoir extorqué 1,7 milliard de dollars à leurs clients au cours des six dernières années. L'accusation affirme que ces compagnies ont vendu du pétrole « ancien » (produit avant 1972) au prix du « nouveau », après avoir triché sur les définitions de certains puits. Il existe, en effet, une importante différence entre le prix du pétrole ancien, qui ne peut dépasser 6 dollars le baril, et ceux des pétroles tirés de puits explorés après 1972 et qui peuvent atteindre 13 dollars le baril.

Les compagnies citées par le département de l'énergie, Texaco, Gulf Oil, Standard Oil of California, Atlantic Richfield, Marathon Oil, Standard Oil of Indiana et Standard Oil of Ohio, ont démenti ces accusations. Texaco, la société la plus compromise, aurait, par ces majorations illicites, réalisé près de 900 millions de dollars de revenus supplémentaires. — (A.F.P.)



IL EST DES JOURS OU ORLY S'ILLUMINE...

Chaque vendredi, chaque dimanche, un 747 B SIA quitte Orly pour le Moyen-Orient, Singapour et plus loin encore.

Chaque vol SIA est une fête unique qu'illumine le sourire de notre hôtesse, drapée dans son sarong Kebaya. Elle vous offre un service à bord dont même les autres parlent.



Renseignez-vous auprès de votre agent de voyages ou de Singapore Airlines, 35 avenue de l'Opéra, 75002 Paris. Tél. 261.53.09

P.M.E.

Un prêt Chef d'Entreprise? Une réponse rapide?

Dirigeant de P.M.E., vous désirez acquérir des capitaux frais en restant le patron.
Vous pouvez désormais, grâce à un prêt personnel, augmenter durablement les fonds propres de votre entreprise.
Pour répondre rapidement à votre attente, la Société Générale vient de créer ses nouveaux "Prêts Chef d'Entreprise".
Pour des décisions rapides, consultez la Société Générale.

SOCIETE GENERALE

P.M.E.

Un crédit Equip'PME? Une décision rapide?

Vous êtes chef d'une entreprise petite ou moyenne.
Vous voulez agrandir vos locaux, moderniser vos installations, acheter de nouvelles machines.
Pour répondre rapidement à vos demandes la Société Générale a créé le crédit d'équipement "Equip'P.M.E.".
Pour des décisions rapides, consultez la Société Générale.

SOCIETE GENERALE

Miralelle

DE WAGNER A IGGY POP.

Au sommaire du n° 11 du Monde de la Musique : une interview imaginaire de Wagner, les antillais en métropole, tout Satie, le caf'conc' 1900, l'orchestre de Lille chez les chômeurs, un premier guide (à suivre) des Festivals de l'été, Rameau, une maison de la musique à Arras, Irmgard Seefried soprano des années 50, Iggy Pop le fou furieux du rock, Ed Blackwell, radiographie d'une maison de disques, Susana Rinaldi, un reportage en Angleterre : le rock cybernétique, deux pages de livres, Hi-Fi : la puissance qui tue, un grand entretien avec Iannis Xénakis, les disques du mois et, bien sûr, tous les concerts à Paris et en Province. Chez votre marchand de journaux. 3 F.



LE MONDE DE LA MUSIQUE.

Toutes les musiques, de tous les pays, de tous les temps.

Le Monde Télérama

P.M.E.

Un crédit Jeunes Affaires? Une décision sans traîner?

Dirigeant de P.M.E.
3 à 7 ans c'est souvent l'âge de l'essor pour l'entreprise, de nouveaux besoins de financement apparaissent.
Pour répondre à ces besoins, la Société Générale vient de créer le "Crédit Jeunes Affaires".
Pour des décisions rapides, consultez la Société Générale.

SOCIETE GENERALE

ÉTRANGER

Qui écoute le tiers-monde ?

(Suite de la première page)

Cette fois-ci, il semble qu'on ira un peu plus loin, puisqu'un accord a été réalisé à Genève récemment sur le Fonds commun de régularisation des matières premières, l'une des revendications majeures des pays du tiers-monde baptisés encore — abusivement, parce qu'ils sont plus nombreux — de groupe des « *77* ». Mais il ne faut pas se méprendre : les pays en voie de développement souhaitaient que la dotation initiale fût de 6 milliards de dollars ; elle sera seulement de 750 millions. Pour que ce Fonds puisse fonctionner à plein, il faut parvenir à des accords sur dix-huit produits « essentiels ». Or on n'en a signé que cinq jusqu'ici (étain, cacao, café, sucre, caoutchouc).

Pourquoi cette impression d'enlisement, alors qu'en 1976 le dialogue Nord-Sud paraissait devoir ouvrir de nouvelles perspectives, beaucoup plus stimulantes pour l'esprit et le cœur ?

Les forces conservatrices

Sans doute, et on l'a bien vu lors des négociations du GATT qui se sont terminées le 12 avril à Genève, les forces conservatrices des pays riches ont réussi une fois de plus à imposer leur loi, et les pays en développement ne recueillent guère que les miettes des arrangements conclus entre Occidentaux. Mais il serait un peu simpliste aujourd'hui d'opposer seulement le pauvre Sud aux nantis du Nord. En fait, dans chaque camp, des divergences se manifestent qui expliquent aussi la lenteur de la marche vers un nouvel ordre international.

Ainsi, l'échec de la conférence sur la coopération économique internationale (dialogue Nord-Sud), ouverte à l'initiative de la France en décembre 1975, a tenu surtout aux conceptions trop exclusivement libérales des Etats-Unis. Et si l'on parle beaucoup de division du travail en Occident, certains pays savent fort bien se protéger, malgré leurs beaux discours. Washington multiplie ainsi au gré de fluctuations conjoncturelles des restrictions administratives ou sanitaires, des taxes parafiscales, etc. Les règles phyto-sanitaires servent ainsi à bien d'autres usages qu'à éviter la propagation de maladies ou d'épidémies. Et de même les normes contre la pollution, le bruit, etc., les règles de sécurité ou de résistance sont maniées avec dextérité pour entraver la libre concurrence des produits industriels.

C'est non seulement entre l'Europe et les Etats-Unis que des divergences de vues se manifestent sur la politique à l'égard du tiers-monde. En Europe même — qui a eu le mérite d'inventer pour les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.) qui lui sont associés un des systèmes les moins mesquins à l'égard des pays en développement — les querelles ne sont pas apaisées à l'égard des pays producteurs de matières premières non associés. Certains veulent jouer à fond la carte du libéralisme, d'autres non.

L'attitude de l'U.R.S.S. et des pays socialistes reste des plus étranges. Une fois dénoncé le caractère néo-colonialiste des accords que le Nord et le Sud essaient de conclure, notamment sur les produits, ces pays se donnent bonne conscience en participant le moins possible aux travaux des organisations qui ont justement pour but de rapprocher les points de vue des riches et des pauvres de la planète. Quant à leur attitude sur les marchés, elle est « pour le moins ambiguë » comme l'écrivait fort justement Pascal Ordonneau (2). En achetant brusquement à partir de 1972 des quantités considérables de blé, l'U.R.S.S. a déséquilibré le marché mondial des céréales, et ce ne sont pas les « puissances impérialistes » qui ont le plus pâti de ce comportement. De même, en replaçant sur les marchés internationaux une partie du sucre acheté à Cuba, l'U.R.S.S. contribue à déprimer les cours et fait supporter à d'autres pays exportateurs les avantages qu'elle procure à certains.

Sous la toise de la croissance

Les pays en développement, eux non plus, ne parlent pas d'une seule voix. Leurs intérêts divergent à mesure qu'ils s'échelonnent sous la toise de la croissance. Une montée industrielle se manifeste dans une trentaine de pays du tiers-monde aux systèmes politiques variés et qui représentent environ un milliard trois cent cinquante millions d'habitants. Or ce mouvement d'industrialisation est voulu « à la fois par les responsables nationaux des pays en voie de développement et par les grandes et puissantes sociétés industrielles et bancaires — généralement multinationales, — soutenues d'ailleurs par les organismes d'Etat des pays industriels » (3).

Là aussi, nous nageons dans l'ambiguïté : les intérêts *objectifs* de ces pays en voie de développement et des nations industrialisées se rejoignent, alors que se confondent dans les brumes lointaines les nations les plus pauvres de la planète dont nous parlions au début de cet article.

On a vu clairement les difficultés de renforcer ce que l'on a appelé le « dialogue Sud-Sud », c'est-à-dire le rapprochement économique entre les pays en voie de développement lors de la conférence de l'ONU sur la coopération technique à Buenos-Aires en 1978. Les plus pauvres auraient voulu décider des orientations à donner, alors que les moins défavorisés du tiers-monde, ne l'entendant pas de cette oreille, se posaient en intermédiaires entre le groupe des pays en voie de développement et les pays industrialisés.

Les moyens de pression des pays du tiers-monde ne sont pas aussi puissants qu'on pourrait le croire. L'arme des matières premières ne peut pas être maniée comme celle du pétrole. Elle est à double tranchant, car il ne faut jamais oublier que les Etats-Unis sont producteurs, et parfois majoritaires, de la plupart des matières premières et que 30 % des importations mondiales de produits de base sont le fait de pays du tiers-monde.

Trois axes

Dans la géopolitique de demain est donc inscrite la notion d'interdépendance. Dans son projet « Interfuturs » de l'O.C.D.E., M. Jacques Lesourne distinguait six domaines (4) d'élection : l'énergie, les produits de base, l'agriculture, l'industrie, la science et la technologie, les transferts financiers. Ce sont des réseaux de solidarité, très variés suivant les cas, qui pourraient ainsi courir à travers la planète. Mais à l'heure tourbillonnante où nous sommes, il ne faut jamais perdre de vue trois axes :

1) Le capital est la ressource la plus rare des pays en voie de développement et le restera longtemps, car l'aide financière des pays riches sera dérisoire (elle est à peu près de 0,35 % du P.N.B. en moyenne) tant que la crise se prolongera. Comme beaucoup de nations du tiers-monde ont, en revanche, des matières premières et de la main-d'œuvre, ce sont des « technologies intermédiaires » qu'il faut diffuser pour donner plus d'emploi dans la phase primaire d'industrialisation ;

2) Il ne faut jamais oublier que l'industrialisation de la majorité des pays développés a été dans ses débuts financée par l'agriculture. Pourquoi en serait-il autrement dans les pays où la plus grosse partie de la population active est à la terre ? D'autre part, le déficit alimentaire des pays en voie de développement risque d'être très grave en l'an 2000 du fait de la croissance démographique. Selon le rapport Léontief aux Nations unies de 1977 (5), le doublement ou le triplement de la productivité agricole est techniquement possible dans le tiers-monde pour les denrées essentielles. Mais « *une nouvelle révolution technologique agricole dans les pays en voie de développement dépend en grande partie de la réforme agraire et des autres changements sociaux et institutionnels* », notamment pour utiliser les sols de façon plus extensive ;

3) Il convient de lutter contre l'« idée reçue » selon laquelle l'industrialisation du tiers-monde est la cause du chômage en Occident. Sans doute certains secteurs peuvent être plus touchés que d'autres par la nouvelle concurrence, mais, globalement — les experts l'ont prouvé sans être démentis, — c'est « *à une création nette de cent mille emplois qu'a conduit le développement des échanges industriels entre la France et le tiers-monde de 1970 à 1976* » (6).

Les syndicats commencent heureusement à s'en aviser, et M. Edmond Maire a courageusement dénoncé « *la logique d'une prétendue divergence d'intérêts concernant l'emploi entre travailleurs du « Nord » et du « Sud »* (7).

Sans doute ne pourra-t-on aller au fond de tous ces sujets, lors de la réunion de Manille, où le « commerce » est tout de même le morceau de choix. Mais il apparaîtra très vite que le développement ne se débite pas en tranches, même si les institutions sont diversifiées. Déjà, le dialogue Nord-Sud et le nouvel ordre économique international sont dans les oubliettes des *mass media*, dévoreurs de vocables. Si les mots se dévalorisent, les idées restent aussi fortes. Elles finiront par s'imposer. Mais qui écoute vraiment le tiers-monde qui n'a pas de pétrole ?

PIERRE DROUIN.

(2) *La Bataille mondiale des matières premières*. Les Editions ouvrières, 1979.

(3) Ph. Farine dans le dossier n° 75, avril 1979, de *Faim-Développement*, 27, rue Guénégaud, 75006 Paris.

(4) Voir aussi le numéro spécial de *la Jaune et la Rouge*, sur le tiers-monde, numéro de février 1979.

(5) Edition française publiée chez Dunod sous le titre *1999, l'expertise de Wassily Leontief*.

(6) Michel Albert, commissaire général au Plan, dans la préface du livre d'Yves Berthelot et de Gérard Tardy : *le Défi économique du tiers-monde*. La Documentation française, 1978.

(7) *Le Monde diplomatique*, novembre 1978.



L'Anisette, la vraie, est toujours blanche.

Anisette Floranis

la véritable anisette des Frères Gras

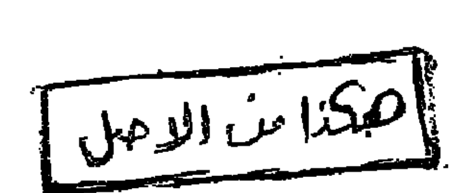
Bien négocier, bien conclure, pour obtenir la commande:



Une journée de Jean-Pierre Tricard
- 21 Mai à Strasbourg
- 22 Mai à Nancy
- 28 Mai à Lille.
- 5 Juin à Lyon
- 1er Juin à Paris

Renseignements et inscriptions

Jean-Pierre Tricard Conseil
41 rue La Condamine 75017
Paris Tél: 293.55.07



PRESSE

M. ROBERT BUTHEAU EST NOMMÉ DIRECTEUR DE LA RÉDACTION DU « PROGRÈS » DE LYON

M. Charles Blondeau, directeur du *Progrès* depuis juillet 1973, a démissionné de ses fonctions. Cette décision est entrée en vigueur le 1er mai après une entrevue avec M. Jean-Charles Lignel, nouveau propriétaire unique du quotidien lyonnais qui prend le titre de directeur du *Progrès*.

De même, M. Roger Perrin, rédacteur en chef de ce quotidien depuis 1974, a été conduit à abandonner ses fonctions. En conséquence, M. Jean-Charles Lignel a nommé M. Robert Butheau directeur de la rédaction du *Progrès*. Directeur-adjoint de l'agence AIGLES, M. Butheau était devenu, en avril dernier, chargé de mission auprsè de M. Lignel.

On apprend d'autre part que M. Alfred Delsart, directeur de l'agence AIGLES depuis octobre 1967, a été nommé directeur général de l'agence, en remplacement de M. Jean Brémond qui avait démissionné de ce poste il y a un an et n'avait pas eu de successeur depuis cette date.

[Agé de cinquante-sept ans, M. Robert Butheau collaborait au *Progrès* depuis 1948. Devenu premier secrétaire de rédaction en 1951, il est nommé directeur adjoint de l'agence AIGLES en 1966.

M. Robert Butheau, qui a participé à la fondation de *Témoignage chrétien*, a été correspondant du *Monde* à Lyon de 1954 à 1968.]

● *La Fédération française des travailleurs du livre* C.G.T., alertée par la Fédération graphique internationale des tentatives du journal anglais *Times* d'imprimer une édition hebdomadaire de ce journal dans des entreprises des pays du Marché commun, précise, dans un communiqué, qu'elle *« assurera, par tous les moyens, la solidarité aux travailleurs du* Times ». La F.F.T.L. appelle les travailleurs du Livre à la vigilance.

● *Selon la C.G.T.*, le projet de loi réglementant le droit d'affichage *« constitue un grave danger pour l'expression, notamment syndicale, des organisations qui n'ont pas partie liée à la majorité ».*

« C'est une véritable censure de l'affichage qui se met en place, affirme la C.G.T. *C'est un pas de plus que veut franchir le gouvernement pour museler toute expression ou opinion d'opposition. »*

SOCIAL

La C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN appellent à une grève nationale dans la fonction publique le 17 mai

Les fédérations de fonctionnaires C.G.T. et C.F.D.T. et la FEN ont lancé un mot d'ordre de grève générale pour le jeudi 17 mai. Cette action est entreprise à la veille de l'ouverture, le 18 mai, des discussions salariales dans la fonction publique pour l'année 1979 afin, dit un communiqué cégétiste, que *« le gouvernement accepte de négocier véritablement sur les revendications qui sont au cœur des luttes actuelles ».*

Ces revendications portent non seulement sur le pouvoir d'achat, mais aussi sur la défense du service public, l'augmentation des effectifs et l'exercice des droits syndicaux. Pour la FEN, *« le 17 mai sera une nouvelle occasion pour nos personnels d'agir notamment contre les dispositions Beullac de redéploiement pour la prochaine rentrée scolaire ».*

Les quatre autres fédérations de fonctionnaires, F.O., C.G.C., C.F.T.C. et autonomes, ne s'associent pas à ce mouvement qu'elles considèrent comme *« prématuré »* ; elles attendent, avant d'engager d'éventuelles actions, de connaître le détail des propositions que fera M. Jacques Dominati, secrétaire d'Etat à la fonction publique.

D'autre part, le président du groupe de travail chargé d'étudier les problèmes que pose l'actuelle grille indiciaire, conformément à l'article 8 de l'accord conclu en 1978 avec les organisations syndicales, a été enfin nommé : il s'agit de M. Claude Lasry, conseiller d'Etat, président adjoint de la section du contentieux. Les syndicats avaient fait de la constitution de ce groupe de travail, qui tiendra sa première réunion dans la dernière semaine de mai, une sorte de préalable aux négociations de 1979.

● *Les cadres C.G.T. souhaitent une reprise des contacts avec la C.G.C.* L'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens C.G.T. (U.G.I.C.T.) a écrit à M. J. Menu, président de la C.G.C., dès son élection, pour lui demander de reprendre les constacts suspendus en 1974.

Les trente-cinq heures dans la sidérurgie

M. PORCU (P.C.) PROTESTE CONTRE UNE DÉCLARATION DE M. MITTERRAND

M. Antoine Porcu, député communiste de la Meurthe-et-Moselle, a répondu dimanche 6 mai à M. François Mitterrand, qui avait affirmé le 4 mai, lors de l'émission d'Antenne 2 et d'Europe 1 sur l'Europe, que les représentants communistes au Parlement de Strasbourg avaient refusé de voter une résolution demandant la réduction du temps de travail à trente-cinq heures par semaine dans la sidérurgie. M. Porcu a déclaré que cette résolution, présentée le 15 février par M. Jean-Pierre Cot, député socialiste de la Savoie, faisait apparaître la réduction du temps de travail *« comme une sorte de compensation destinée à faire accepter par les travailleurs le plan Davignon et ses cent quarante mille licenciements ».*

Estimant que le plan Davignon *« devait être condamné en bloc »* et qu' *« il ne saurait être question pour les communistes d'accepter par le vote une résolution sur son seul contenu humanitaire »* ; considérant en outre *« l'impossibilité d'amender le texte socialiste, et, comme celui-ci portait approbation du plan de liquidation de la sidérurgie française, les élus communistes ont voté contre »*, a déclaré M. Porcu.

● *La majorité du personnel de la Ligue des droits de l'homme* (trois personnes sur cinq) a décidé de poursuivre son mouvement de grève commencé il y a dix-huit jours (*le Monde* du 3 mai).

Les grévistes, qui protestent contre le licenciement de deux jeunes employées, ne mettent pas en cause l'action extérieure de la Ligue. Elles estiment que le licenciement des deux personnes ayant les salaires les plus faibles pour les remplacer par deux employées à mi-temps ne saurait constituer une solution satisfaisante et durable pour les finances de la Ligue. Elles rapellent notamment, dans un communiqué, que *« en dépit de deux demandes, le président de la Ligue a refusé de recevoir les deux personnes licenciées ».*



DIRECTION COMMERCIALE INTERNATIONALE — **Paris**

Équipements lourds — Une importante société industrielle française (chiffre d'affaires : 1 milliard de francs - Equipements lourds et entreprise générale) réalisant la majeure partie de son chiffre d'affaires à l'étranger, recherche un Directeur Commercial pour ses affaires internationales. Dépendant de la Direction Générale, il sera chargé de promouvoir les activités de la société sur le monde entier et de négocier d'importants contrats. Il sera assisté par une trentaine de personnes (filiales, agences, commerciaux itinérants et sédentaires) et travaillera en étroite coopération avec les autres Directions. Ce poste de haut niveau s'adresse à un Ingénieur de grande école, âgé d'au moins 40 ans, ayant une envergure internationale manifeste et justifiant de réelles réalisations dans la vente d'équipements lourds. La pratique de l'anglais est impérative, celle de l'allemand ou de l'espagnol serait appréciée. La rémunération annuelle, liée à l'importance des responsabilités, sera négociée en fonction de l'expérience du candidat. Ce poste est basé à Paris et implique une grande disponibilité. Ecrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2800M

DIRECTION ORGANISATION ET COORDINATION — **170.000 F**

Biens d'équipements lourds et ensembles industriels — Une très importante société d'ingénierie de l'Ouest (2.000 personnes, 450 millions de chiffre d'affaires) recherche un responsable de haut niveau pour l'intégrer à son équipe de Direction. Dans une structure où les divisions opérationnelles fonctionnent en centres de profit très autonomes, sa mission principale sera d'agir au niveau de l'organisation, des méthodes, et des systèmes informatiques pour maintenir la cohésion, l'efficacité et, en définitive, la qualité de l'ensemble. Pour cela, il devra définir des procédures et des normes permettant à la fois d'assurer le progrès technologique et l'utilisation rationnelle, par les différentes unités, des moyens communs et du potentiel de l'entreprise, tant sur le plan des hommes que de la technique. Ce poste fonctionnel s'adresse à un ingénieur diplômé d'une grande école, âgé d'au moins 35 ans, ayant acquis au travers d'une expérience technique (direction des fabrications ou des méthodes dans une entreprise industrielle de taille comparable) une grande polyvalence en matière d'organisation et de coordination de moyens. Les qualités personnelles à mettre en œuvre dans cette fonction sont celles d'un homme de concertation et d'un véritable animateur, sachant promouvoir les idées avec efficacité. La rémunération annuelle de départ, fonction des compétences acquises par le candidat, ne sera pas inférieure à 170.000 francs. Ecrire à G. MASSON à Nantes. Réf. A/1029M

DIRECTEUR D'USINE — **170.000 F**

Un groupe industriel français, important fournisseur de l'industrie automobile, recherche pour l'une de ses usines (effectif : 500 personnes), située dans la proche région parisienne un Directeur d'Usine. Relevant de la Direction Générale, il aura pour mission essentielle de réaliser les objectifs de production définis en terme de qualité, coûts et délais: Pour cela, il animera et coordonnera l'ensemble des services de cette unité dans un souci de développement industriel et d'amélioration des moyens d'industrialisation et de production, en liaison étroite avec la Direction Produits. Ce poste ne peut convenir qu'à un Ingénieur de formation AM ou équivalent, âgé d'au moins 35 ans et pouvant justifier d'une solide expérience des méthodes et de la fabrication de grande série, acquise à un poste de commandement en usine. Le coefficient personnel et les qualités de gestion du candidat retenu constitueront des critères de choix très importants. La pratique de l'anglais ou de l'allemand ainsi qu'une bonne connaissance de l'assemblage, des presses et du traitement de surfaces seraient appréciées. La rémunération annuelle, de l'ordre de 170.000 francs, sera fonction du niveau de compétence acquis. De plus, une voiture sera fournie. Ecrire à Paris. Réf. B/5667M

CHEF DE SERVICE AUTOMATISATION — **140.000 F**

Haute-Savoie — Une entreprise du secteur métallurgique, filiale d'un important groupe international, recherche pour une de ses unités implantés dans une ville agréable de Haute-Savoie, son Chef de Service Automatisation. Rendant compte au Directeur de l'établissement, il sera responsable de la conception, de la réalisation de machines spéciales hautement automatisées, et en dirigera la mise au point. Il assurera d'autre part la gestion du service entretien et outillage. Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé, ayant acquis au cours d'une carrière industrielle de 5 ans minimum, une grande expérience pratique des équipements automatisés. Des connaissances en mécanique, électromécanique, électronique et pneumatique sont indispensables pour réussir dans cette fonction. L'expérience d'un service entretien et de l'appel à la sous-traitance, constituerait un atout supplémentaire. Anglais souhaité. La rémunération annuelle de départ sera fonction de l'acquis professionnel du candidat retenu et pourra atteindre 140.000 francs. Ecrire à R. DAUDIN à Lyon. Réf. A/3487M

INGÉNIEUR BUREAU D'ÉTUDES — **100.000 F**

Machinisme agricole — La filiale française d'un très important groupe américain du machinisme agricole recherche un ingénieur pour le bureau d'études de l'une de ses usines située à une centaine de kilomètres à l'Ouest de Paris. Il participera à l'amélioration et au développement de matériels de récolte (études, prototypes, essais...). Pour cela, il travaillera en liaison avec les utilisateurs et les revendeurs et pourra se déplacer à l'étranger. Dans le cadre de la formation, il pourra être affecté par la suite pendant une à deux années à l'usine mère aux Etats-Unis afin de pouvoir prendre à son retour des responsabilités d'encadrement au sein du Bureau d'Etudes. Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé (AM, ENSA, ENSI...) âgé d'au moins 28 ans, ayant un début d'expérience des études (machinisme agricole, matériel travaux publics, véhicules industriels...) et désireux de poursuivre sa carrière dans un contexte international. Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire. La rémunération annuelle de départ pourra atteindre 100.000 francs si l'expérience la justifie. Facilités de logement. Ecrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2799M

RESPONSABLE PRODUCTION — **180.000 F**

Technologie avancée en Electronique et Optique — Une société développant une technologie de pointe, filiale d'un des plus grands groupes industriels français et fabriquant du matériel d'un très haut niveau technique, destiné à un marché professionnel essentiellement militaire et d'envergure mondiale, recherche son Responsable de Production basé en proche banlieue Sud de Paris. Rendant compte au Directeur Industriel et en très étroite liaison avec les Etudes, il aura à animer et coordonner l'ensemble des services de production exigeant un personnel hautement qualifié. Dans le cadre d'une gestion prévisionnelle à laquelle il participera activement, il devra faire évoluer les techniques et les méthodes de fabrication. Ce poste ne peut convenir qu'à un ingénieur diplômé d'une grande école d'électronique, âgé d'au moins 35 ans et maîtrisant les problèmes d'animation d'une équipe de techniciens dans un esprit de concertation effective. Il devra justifier d'une expérience réussie des méthodes et de la gestion de production à un poste de responsabilité, acquise au sein d'une industrie de pointe dans le domaine de l'électronique ou de l'instrumentation. Pour un candidat de tout premier plan, la rémunération annuelle, fonction de l'expérience, sera de l'ordre de 180.000 francs. Ecrire à G. RAYNAUD à Paris. Réf. A/2801M

HAUSERMAN S.A., filiale des FORGES DE STRASBOURG et de la E.F. HAUSERMAN COMPANY de CLEVELAND (U.S.A.) est la première société européenne (800 personnes, 200 millions de chiffre d'affaires) pour la fabrication, la vente et la mise en œuvre de cloisons amovibles. Son activité s'est élargie récemment par la production de plafonds modulaires, intégrant notamment les fonctions éclairage-climatisation-acoustique. Dans le cadre de son développement, HAUSERMAN recherche plusieurs collaborateurs de haut niveau :

Directeur des produits — **160.000 F**

Strasbourg — Le Directeur des Produits étudie les adaptations spéciales des produits par projet, propose leur évolution au niveau de la conception en fonction des besoins du marché et apporte assistance et information aux structures opérationnelles, tant sur le plan technique qu'économique. Il tend en permanence à réaliser une relation optimale entre les couples produits/besoins et coûts/qualité. Pour accomplir sa mission, il suit, au plan européen, l'évolution des technologies, normes, tendances de la demande, solutions concurrentes dans les différents domaines pouvant s'intégrer aux systèmes modulaires proposés par HAUSERMAN (feu, acoustique, éclairage, conditionnement d'air). Le poste, basé à Strasbourg, intéresse un ingénieur français ou étranger âgé de 32 ans au moins, pouvant justifier d'une expérience adaptée à cette fonction. Le candidat devra être bilingue français-allemand, et des connaissances d'anglais sont un atout supplémentaire. La disponibilité pour des déplacements en France et à l'étranger est fondamentale. Ecrire à F.WILLIGSECKER à Strasbourg. Réf. A/6005M

Marketing opérationnel — **160.000 F**

Strasbourg — Par ses études de marché, le responsable du Marketing opérationnel fournit à la Direction des Ventes, à laquelle il est rattaché, les éléments quantitatifs et qualitatifs nécessaires à la fixation des objectifs à court terme en matière de pénétration, d'extension, de création, de segmentation des marchés. Il contribue à l'élaboration des plans opérationnels et assure toute étude ponctuelle en dehors des pays d'implantation de la société pour fournir les informations nécessaires à l'appréciation des nouvelles opportunités. Il assure en outre la réalisation des opérations publicitaires : catalogues, foires, etc. Le poste, basé à Strasbourg, doit motiver un diplômé de l'enseignement supérieur (français ou étranger) âgé de 32 ans au moins, ayant à son acquis une expérience similaire. Le candidat devra être bilingue français-allemand, et la connaissance de l'anglais est souhaitée. Les déplacements (France et étranger) sont fréquents. Ecrire à F.WILLIGSECKER à Strasbourg. Réf. A/6006M

Contrôle de gestion — **130.000 F**

Strasbourg — Le Contrôleur de Gestion dirige une équipe de 7 personnes et est responsable de la saisie de l'information de gestion ainsi que de son traitement tant manuel que mécanographique. Il assure la responsabilité des comptes de gestion et des états de créances, établit avec les responsables concernés les objectifs et prévisions et fait ressortir périodiquement les écarts en les analysant et en les expliquant. Il émet les recommandations utiles aux responsables respectifs et propose toute amélioration dans les tableaux de bord pour en faciliter l'exploitation. Enfin, il participe à l'établissement des plans de développement pour les activités et produits existants ou nouveaux. Le poste, basé à Strasbourg, s'adresse à un candidat français ou étranger diplômé (école de commerce ou ingénieur), âgé de 32 ans au moins, ayant exercé la fonction dans une entreprise de biens d'équipement à caractère international. Le candidat est probablement trilingue français-anglais-allemand. Ecrire à F. WILLIGSECKER à Strasbourg. Réf. A/6007M

Directeur résident — **Riyadh - Arabie Saoudite**

HAUSERMAN MIDDLE EAST. — Rendant compte à l'Operating General Manager de cette filiale, il est responsable du développement des ventes et de la réalisation des travaux dans sa zone d'influence. Ses résultats sont appréciés par rapport aux objectifs budgétés de volume et de marge établis à partir des exigences du plan de la société d'une part, et du potentiel du marché ainsi que des ressources disponibles d'autre part. Il adapte son organisation aux conditions du marché et doit veiller notamment à disposer en permanence des ressources humaines répondant aux besoins qualitatifs et quantitatifs. Il informe également sa direction des changements significatifs qui interviennent sur son marché et propose les adaptations nécessaires des méthodes de vente ou de mise en œuvre du produit. Le candidat qui sera retenu a une excellente formation générale (niveau ingénieur) et possède une expérience similaire acquise, en partie au moins, au Moyen Orient ou en Afrique. Il pratique couramment l'anglais. La rémunération tiendra compte de l'expérience antérieure et les autres avantages offerts correspondent à ceux d'usage dans cette circonstance. Ecrire à F.WILLIGSECKER à Strasbourg. Réf. A/6008M

Adresser C.V. détaillé en rappelant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A/, aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour la réf. B/, les réponses seront transmises à notre client sans être ouvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre "Service du Contrôle" indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

PA Conseiller de Direction S.A.

8, rue Bellini, 75782 PARIS - Cedex 16 - Tél. 505-14-30
19, Résidence Flandre, 59170 CROIX - Tél. (20) 72-52-25
9, rue Jacques-Moyron, 69006 LYON - Tél. (78) 52-90-63
1, rue Duguesclin, 44000 NANTES - Tél. (40) 48-48-82
"Le Sébastopol" - 3, quai Kléber - 67000 STRASBOURG - Tél. (88) 22-01-54

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Dusseldorf - Francfort - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - New York - Oslo - Paris - Rome - Stockholm - Strasbourg - Stuttgart - Turin - Zurich

SOCIAL

Le conseil général de la Loire et la ville de Saint-Étienne se prononcent sur l'ultime plan de sauvetage de Manufrance

De notre correspondant

Saint-Etienne. — Le maire communiste de Saint-Etienne, M. Joseph Sanguedolce, ne cachait pas, dimanche 6 mai, son espoir de voir Manufrance *« sortir enfin du tunnel »*. Certes, tout n'est pas encore définitivement réglé ; mais à la crainte de la mise en liquidation de biens de la firme stéphanoise pour ce début de semaine a succédé, au cours du week-end, la quasi-certitude, au contraire, qu'un protocole d'accord pourrait être paraphé mardi 8 mai, les différents partenaires étant parvenus à un consensus, samedi, au cours du *« sommet de la dernière chance »*.

MM. Marius Boutrand, président du tribunal de commerce, Jacques Plaine, juge-commissaire, le maire de Saint-Etienne, entouré de l'un des deux représentants de la municipalité au conseil d'administration de Manufrance, M. Bruno Vennin, adjoint socialiste, et de M. Pirolli, conseiller financier de la ville, Mᵉ Henri Rossignol, syndic de la firme, et le P.-D.G. de celle-ci, M. René Mestries, accompagné de son conseiller, M. de Saint-Juste, se sont mis d'accord sur le projet de création d'une société.

Le capital de celle-ci, faible au départ (1 million), serait constitué par trois apports de 300 000 francs chacun de la MACIF (Mutuelle assurances des commerçants et industriels de France), du Comité d'expansion économique et social d'aménagement du territoire du département de la Loire et d'une société du droit suisse. Les 100 000 francs restants proviendraient soit de la société Dargaud, soit d'un autre investisseur, qui pourrait être une société de vente par correspondance travaillant surtout avec les comités d'entreprise.

Les comptes courants bloqués assurant le fonds de roulement devraient, par la suite, porter ce capital de départ à 76,6 millions, avec : 9,7 millions de la MACIF, 4,9 millions de la société Dargaud (ou d'un autre investisseur), 12 millions du F.D.E.S. (constituant le reliquat du prêt de 20 millions), 10 millions du prêt participatif de l'Etat, s'ajoutant au prêt de 30 millions déjà garanti par la municipalité, et un autre de 10 millions, pour lequel le président du tribunal de commerce a saisi d'une demande de garantie le conseil général. Celui-ci a été convoqué officiellement ce lundi 7 mai en session extraordinaire sous la présidence de M. Lucien Neuwirth (R.P.R.), afin d'étudier l'association concrète de l'assemblée départementale au montage financier de la nouvelle société d'exploitation de Manufrance.

Il ne faisait pas de doute, dimanche, qu'une majorité devait se prononcer en faveur de ce projet au cours de cette réunion, lourde de conséquences pour l'avenir de la firme stéphanoise. Dans l'après-midi, le conseil municipal de Saint-Etienne devrait également se prononcer favorablement sur l'octroi de sa garantie.

Le dégel de l'attitude de la municipalité de gauche de Saint-Etienne, qui ne s'oppose plus notamment à la société Dargaud, peut s'expliquer par le fait que cette firme *« n'emporte plus en dehors de Saint-Etienne* le Chasseur français » et qu'elle a amélioré ses premières propositions en s'engageant à investir annuellement 3 millions de francs pendant trois ans, à honorer les abonnements déjà encaissés pour un montant de 15 millions de francs et à verser une redevance de 16 % sur le chiffre d'affaires hors taxes.

« Il y a un petit espoir, mais nous avons été tellement échaudés que nous attendons le premier résultat concret : que tout le monde s'assoie autour d'une table », déclarait, dimanche, un responsable de la C.G.T. de Manufrance. Car il reste encore un obstacle majeur : le plan social *comportant plusieurs centaines* de suppressions d'emplois et dont la négociation est laissée aux syndicats, qui vont être contraints, avec amertume, de faire la part du feu.

PAUL CHAPPEL.

Et vos cours d'anglais ?

Lundi 14 mai début du cours "intensif" d'anglais
Téléphonez à nos hôtesses : 325.41.37
ILC : l'anglais bien enseigné est plus vite appris

ILC International Language Centre
20, passage Dauphine 75006 Paris

A Saint-Chamond (Loire)

VENTE « SAUVAGE » DES STOCKS DE LA SOCIÉTÉ EN FAILLITE J.-B. MARTIN

Les cinquante-cinq occupants de la société en faillite J.-B. Martin, *à Saint-Chamond (Loire)* ont procédé, samedi 5 mai, à une vente de stocks de velours et de peluche. Selon la C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN, qui organisaient cette manifestation, sept mille personnes ont visité l'établissement, et la vente a permis l'écoulement de plus de la moitié du stock, évalué à 1 million de F.

Le produit de cette vente sera versé sur un compte bancaire bloqué, afin de servir d'appoint pour une éventuelle relance de la production de l'entreprise. S'appuyant sur une étude récente de la chambre patronale des textiles du Sud-Est, les syndicalistes affirment, en effet, qu'il y a *« de larges possibilités pour le redémarrage de J.-B. Martin »*. Ils réclament pour cela l'aide des pouvoirs publics, en précisant que la production peut reprendre en une semaine. L'usine, qui employait deux cent vingt personnes lors de sa fermeture, est occupée depuis le 1ᵉʳ août 1977.

L'ASSURANCE-MALADIE SERA-T-ELLE EN DÉFICIT DE 5 MILLIARDS DE FRANCS EN 1979 ?

La Sécurité sociale sera-t-elle, de nouveau — et dès 1979 — en déficit ? M. Maurice Derlin, président de la caisse nationale d'assurance maladie des salariés, a estimé, samedi 5 mai, près de Châlons-sur-Marne, au congrès départemental F.O. de la Marne qu'on pouvait craindre que « selon la course actuelle des dépenses, l'assurance-maladie ne connaisse pour 1979 un déficit d'au moins 5 milliards de francs ». L'augmentation des dépenses, a-t-il indiqué, est actuellement de 23 % par rapport à 1978, et la situation pour 1980 « risque d'être infiniment plus difficile », d'autant plus que s'y ajoute un déficit de plusieurs milliards de francs à la caisse d'assurance vieillesse.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	128 F	235 F	343 F	450 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	228 F	435 F	643 F	850 F
ETRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	155 F	290 F	425 F	560 F
II. — SUISSE - TUNISIE	203 F	385 F	568 F	750 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

La C.M.T. estime que l'orientation de la C.F.D.T. est hasardeuse pour le socialisme autogestionnaire

M. Jan Kulakowski, secrétaire général de la C.M.T. (Confédération mondiale du travail, ex-internationale chrétienne), vient d'adresser une lettre ouverte à M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T. Le congrès que celle-ci tient à Brest doit se prononcer définitivement sur l'attitude de la C.F.D.T., qui, depuis plus d'un an, s'est retirée de la C.M.T.

La décision de ne pas inviter la C.M.T. au congrès oblige M. Kulakowski, écrit-il, à sortir de la réserve qu'il avait observée.

« Il a été dit, déclare-t-il, *que nous n'étions pas invités parce qu'on ne voulait pas courir le risque d'une prise de parole de la C.M.T. devant le congrès. Quel risque ? Que le congrès décide d'accorder la parole au représentant de la C.M.T. contre l'avis de la direction confédérale ? Que l'intervention de la C.M.T. puisse semer le trouble dans la conviction d'une partie des congressistes ? Cette décision d'écarter la C.M.T. du congrès de Brest jette un doute sérieux sur l'objectivité de l'information donnée aux congressistes, ainsi que de vos analyses et sur la transparence de votre projet international. C'est, en même temps, un aveu de la fragilité de votre argumentation. En fait, c'est bien le dernier acte significatif d'une campagne menée au sein de la C.F.D.T. et tendant à un dénigrement systématique de la C.M.T. (...)*

» La majorité des organisations et des responsables de la C.M.T., qui agissent sur la base des options votées à Evian en 1973 et à Coq-sur-Mer en 1977, déplore ce projet de désaffiliation de la C.F.D.T. Sans doute, cela pose quelques problèmes à la C.M.T., mais cela pose des questions plus générales. La C.F.D.T. va être indépendante, mais au profit de qui ? Cela va-t-il contribuer à la rénovation et à la restructuration du mouvement syndical international sur des bases anti-capitalistes et anti-impérialistes et engagées dans le non-alignement, que nous disons vouloir les uns et les autres ? (...)

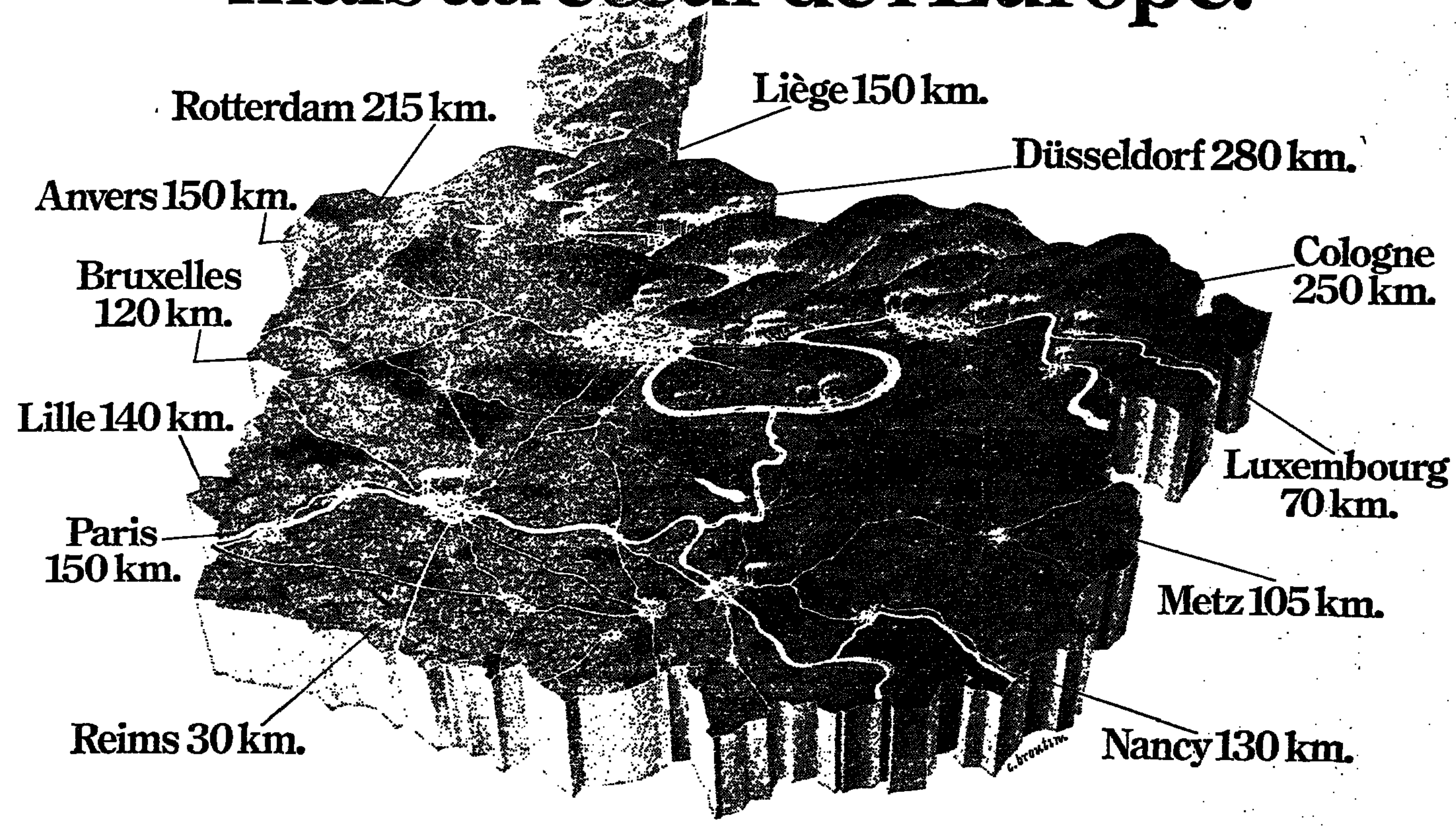
» Etant donnés les rapports de forces existant, y compris dans le monde syndical, et la solidité des alignements aux blocs, la C.F.D.T., en privilégiant deux instruments : régional et sectoriel, la C.E.S. et les secrétariats professionnels internationaux, ne risque-t-elle pas d'être entraînée, bon gré mal gré, dans une politique syndicale qu'elle dit refuser ? Ne risque-t-on pas de voir mettre en péril les objectifs nationaux de socialisme autogestionnaire de la C.F.D.T., qui semblent peu compatibles avec certains efforts tendant à trouver des consensus pour sortir de la « crise » en accentuant la division internationale actuelle du travail aux dépens des peuples et des travailleurs du tiers-monde ? (...)

» (...) Le Congrès de la C.F.D.T. va prendre vraisemblablement une décision juridique de désaffiliation de la C.M.T., mais pour quelle politique d'action syndicale internationale va-t-il réellement opter ? Au-delà d'une terminologie de gauche, cette politique sera-t-elle une pratique, dans les faits, d'une solidarité de classe, surtout à un moment où nos adversaires, à travers la division internationale du travail, tentent de nous opposer et de nous diviser ? Je demeure convaincu que la C.M.T. avait et a encore besoin de la C.F.D.T., de son dynamisme et de ses critiques, pour contribuer à la nécessaire rénovation et restructuration du mouvement syndical. »

M. Kulakowski termine sa lettre en rappelant que, en 1975, le livre publié par M. Maire, en collaboration avec M. Juillard, *la C.F.D.T. d'aujourd'hui*, lui avait été dédicacé, avec le titre de militant d'honneur cédétiste. *« Je n'ai pas changé*, dit-il, en demandant *« Est-ce la C.F.D.T. qui a tellement changé en quatre ans ? »*

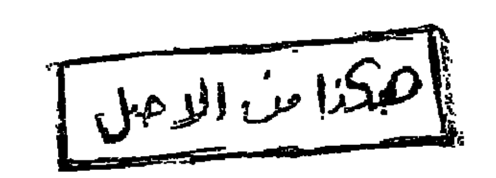
● *Le groupe Kindy prend le contrôle de la Bonneterie alsacienne, qui produit les chaussettes La Bonnal et emploie* six cent cinquante salariés en Alsace. La Bonneterie alsacienne connaissait de graves difficultés depuis la reprise, en 1974, de l'usine de pull-over Cornuel, à Troyes. Dans un premier temps, Kindy s'est engagé à acquérir 51 % du capital de la Bonneterie alsacienne, cette participation devant être portée ultérieurement à 66 %. Après cette reprise, Kindy, qui a pris le contrôle d'un certain nombre de sociétés au cours des dernières années (Jam de Moreuil, Manufacture roubaisienne de bonneterie, Farbus, Malterre), réalisera un chiffre d'affaires de 300 millions de francs et emploiera mille cinq cents salariés. Avec une production de 48 millions de paires de chaussettes, il se classera au premier rang européen.

Les Ardennes. Au bout de la France mais au cœur de l'Europe.



Regardez les Ardennes, c'est près de tout. A l'heure ou exporter est plus que jamais vital, le chef d'entreprise ardennais peut se rendre facilement à l'étranger et développer ses exportations à moindre coût. Et ce n'est pas un hasard si par exemple 35 % de la production ardennaise est exportée dans les pays du Bénélux. En Ardennes, on peut être actif sur le marché européen parce qu'on en a les moyens.

Les Ardennes.



UNE EXPÉRIENCE DANS LE MAINE-ET-LOIRE

Mme Pelletier veut encourager le travail des femmes dans le secteur secondaire

De notre envoyé spécial

Angers. — Mme Monique Pelletier, ministre délégué à la condition féminine, était vendredi 4 mai à Angers où elle a mis l'accent sur la nécessité de diversifier les emplois féminins.

Les femmes, a-t-elle rappelé, sont souvent cantonnées dans des professions dévalorisées socialement, menacées par l'innovation technique, et dans des secteurs en régression : textile, services sociaux et para-médicaux, gestion du personnel, etc. Le mal tient d'abord à l'orientation professionnelle des élèves, inadaptée et ségrégative. L'apprentissage, par exemple, n'accueille que 22 % de filles, dont les cinq sixièmes préparent des certificats d'aptitude professionnelle (C.A.P.) de coiffeuse, d'aide préparatrice en pharmacie et de vendeuses. Chiffre peu connu : 16 % seulement de femmes exercent un métier auquel elles ont été réellement préparées.

Conséquence : dans le Maine-et-Loire, 56,87 % des demandeurs d'emploi sont des femmes. Une expérience que Mme Pelletier suit attentivement est menée depuis la rentrée 1978 par le ministère de l'éducation, qui a signé avec deux fédérations professionnelles, l'Union des industries mécaniques et minières et la Fédération nationale du bâtiment, une convention aux termes de laquelle les entreprises relevant de ces deux secteurs ont accepté d'accueillir en stage des jeunes filles engagées dans des filières de formation conduisant aux métiers de la métallurgie et du bâtiment. Des métiers où elles sont encore peu nombreuses et où existent des possibilités d'emploi.

Deux cents jeunes filles participent à cette expérience dans huit académies, dont seize près d'Angers aux termes d'un accord conclu entre le lycée d'enseignement professionnel Ludovic-Ménard de Trélazé et trois entreprises locales, Motorola, C.I.I.-Honeywell Bull et Tourco, seize élèves qui souhaitaient pour la plupart s'orienter vers le secteur tertiaire et que les responsables académiques ont convaincues de changer de voie. Quatre préparent un brevet d'enseignement professionnel d'électro-mécanique, sept un C.A.P. de mécanique d'entretien et on (ou vont) participer cette année à des « séquences d'observation » d'une semaine environ dans l'une de ces entreprises. Une initiative que les autorités académiques considèrent comme une manifestation de coopération exemplaire avec le monde du travail.

Il s'agit incontestablement d'une expérience intéressante. Comme l'a fait cependant remarquer la commission à l'action féminine de la Fédération du parti socialiste, elle reste « isolée ». Il y avait quelque chose d'insolite à voir le petit groupe de jeunes filles choisies pour cette expérience entourées de la sollicitude du ministre, du préfet, du recteur d'académie et d'une demi-douzaine de graves P.D.G. et d'industriels se félicitant d'une initiative qui reste pourtant limitée.

Certaines continuent de penser qu'elles auraient mieux fait de persévérer dans leur choix initial, d'essayer de devenir dactylo ou coiffeuse. On peut y voir l'influence pernicieuse des idées dominantes. Mais on comprend aussi que le vacarme des presses et le travail à la chaîne qu'elles ont observés chez Motorola, où les a rencontrées Mme Pelletier, ne les aient pas encouragées. Si l'expérience est à double tranchant, elle mérite, pour d'autres, d'être tentée, ne serait-ce que parce que cette entreprise, qui a beaucoup engagé ces temps derniers, pourrait continuer, et qu'elle compte 50 % de femmes. Une preuve, dont les jeunes stagiaires ont pu se convaincre *de visu*, que ce secteur ne leur est pas fermé.

Mme Pelletier a déjà fait une douzaine de voyages en province pour étudier et encourager des expériences ou des réalisations dans des domaines variés : information des femmes, logement, emploi, formation, etc. Elle compte sur l'écho donné localement à ces déplacements pour peser, même de manière limitée, sur les mentalités.

BERTRAND LE GENDRE.

CONGRÈS ET COLLOQUES

Travail temporaire et emploi féminin

Le travail temporaire peut-il apporter des solutions aux problèmes de l'emploi féminin dans la conjoncture présente ? Un débat sur ce thème a réuni, ces derniers jours, les dirigeants des entreprises de travail temporaire, sous les auspices du Centre d'études et de documentation des relations économiques et sociales. M. Cousté, député du Rhône, chargé de rédiger un rapport sur ce sujet pour le ministre du travail, a dénoncé « *les préjugés des syndicalistes, qui prennent les agences de travail temporaire pour des négriers* ».

Il a estimé que le travail temporaire, « *en favorisant la mobilité de la main-d'œuvre, apporte une réponse moderne à des exigences économiques permanentes, sinon à la crise actuelle* ». Il a souhaité une réforme de ce secteur « *pour que les travailleurs, les jeunes et les femmes surtout, qui souhaitent un aménagement de leur temps de travail pour concilier leurs vies familiale et professionnelle, bénéficient d'une protection sociale aussi grande que possible* ».

M. Deroure, président de l'Union nationale des entreprises de travail temporaire (U.N.E.T.T.), a présenté un sondage réalisé par ces entreprises auprès d'un échantillon d'un demi-millier de personnes, et qui démontre, selon lui, que les femmes sont, dans une grande proportion, favorables à une formule de travail temporaire ou à temps partiel.

● RECTIFICATIF. — Dans le compte rendu du discours prononcé par M. Giscard d'Estaing à l'occasion de la troisième Semaine du travail manuel (*le Monde* du 3 mai), une interversion de textes a rendu incompréhensible le passage relatif au chômage. Il fallait lire : « *Il n'y a pas de fatalité économique pour la France en matière de chômage* », *a poursuivi M. Giscard d'Estaing, qui, après avoir rappelé la mise en œuvre du pacte pour l'emploi des jeunes, a abordé la revalorisation du travail manuel.*

(Publicité)

EMPLOYEURS

FAITES CONFIANCE AUX ÉTUDIANTS pour des TRAVAUX TEMPORAIRES (bureau, vente, manutention, cours particuliers, gardes d'enfants...).

Téléphonez au 329-97-10

Le Service de Liaison Etudiants-Entreprises du Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de Paris, placé sous l'autorité du Ministère des Universités, vous propose gracieusement son aide.

L'esprit de participation progresse-t-il dans le secteur coopératif et mutualiste ?

Quelque cent quarante personnes, dont la moitié représentant les directions du secteur coopératif et mutualiste, ont participé au débat organisé le 4 mai à Paris par l'association Socialisme et Entreprise, proche du parti socialiste, sur le thème de l'« économie sociale » et, plus précisément, du rôle que joue ou devrait jouer la coopération dans le développement de « l'économie sociale » (entreprises mutualistes et coopératives).

Ce secteur de l'activité économique a fait l'objet de nombreux travaux dans le cadre d'un groupe de la commission économique du parti socialiste, composé de militants pour la plupart proches de M. Michel Rocard, et animé par M. François Soulage.

M. Liou, président de Socialisme et Entreprise, et M. Houri, animateur du débat, ont demandé que la première partie du débat soit consacrée par les responsables présents des mutuelles et des coopératives à un bilan de l'efficacité et de la capacité novatrice de ces organismes. L'intervention de M. Bernard Thareau, délégué national à l'agriculture du parti socialiste, a tranché sur le flou de plusieurs interventions.

« *Si les coopératives se développent, la coopération régresse* », affirma-t-il en citant les nombreuses entorses selon lui faites à l'esprit coopératif. M. Jacquier, secrétaire de la Fédération nationale de l'agriculture C.F.D.T., insista de son côté sur la difficulté qu'éprouvent les salariés de certaines coopératives ou mutuelles à faire admettre leurs désaccords avec leur direction. Difficultés plus grandes, selon lui, que « *chez Dassault, où la situation patron-salariés a le mérite d'être plus claire* ». M. Theulade reconnut pour sa part un certain échec dans les relations entre employeurs et salariés dans le secteur coopératif ou mutualiste.

M. François Soulage a rappelé au nom de M. Michel Rocard, absent en raison de son récent accident, les travaux du groupe socialiste et les propositions du P.S. sur le sujet. M. Pierre Joxe, membre du comité directeur du P.S., a répondu avec vigueur à M. Lacroix, vice-président de la Fédération nationale des coopératives de consommateurs, que, contrairement à ce que cet orateur laissait supposer, « *le socialisme et la coopération sont depuis longtemps deux mouvement imbriqués* ». « *Ne s'agit-il pas*, a ajouté M. Bérégovoy, *d'inscrire l'économie sociale dans une autre logique, à savoir la logique socialiste ?* » L'accord ne fut pas unanime dans l'assistance, certains estimant, avec M. Lacroix, que, « *en matière de participation, le secteur coopératif ou mutualiste n'a de leçons à recevoir de personne* ».

● *Dix pays industrialisés demandent le retour des Etats-Unis à l'O.I.T.* (Organisation internationale du travail), qu'ils avaient quittée en 1977. Cette demande a été présentée à Washington, au cours d'une conférence des ministres du travail de l'O.C.D.E., par les représentants de la France, de la Belgique, du Canada, du Danemark, de la Grande-Bretagne, du Japon, de la Norvège, des Pays-Bas, de la R.F.A. et de la Suède.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep + ou Dép −		Rep + ou Dép −		Rep + ou Dép −	
$ E.-U.	4,3685	4,3715	− 165	− 130	− 300	− 255	− 885	− 715
$ can	3,8230	3,8280	− 180	− 145	− 325	− 275	− 765	− 690
Yen (100)	1,9370	1,9430	+ 10	+ 45	+ 30	+ 65	+ 110	+ 165
DM	2,3025	2,3060	+ 15	+ 55	+ 45	+ 90	+ 140	+ 268
Florin	2,1225	2,1265	− 25	+ 10	− 30	+ 5	− 95	+ 5
F.B (100)	14,4330	14,4500	− 515	− 445	− 968	− 860	−2885	−2370
F.S.	2,5380	2,5420	+ 110	+ 145	+ 210	+ 250	+ 580	+ 705
L. (1 000)	5,1630	5,1685	− 235	− 185	− 435	− 365	−1370	−1145
£	9,0870	9,0970	− 385	− 315	− 810	− 705	−2105	−1940

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	4 3/4	5 1/4	4 7/8	5 1/4	5 1/8	5 1/2	5 3/4	6 1/4
$ E.-U.	10 1/4	10 1/2	10 1/2	10 3/4	10 5/8	10 7/8	11 1/4	11 1/2
Florin	7	7 1/2	7 1/4	7 1/2	7 1/4	7 1/2	7 3/4	8 1/4
F.B. (100)	6 1/2	7 1/2	7 3/4	8 1/4	8	8 1/2	8 3/4	9 1/4
F.S.	3/4	1 1/4	1 1/4	1 1/2	1 3/8	1 5/8	2 1/4	2 7/8
L. (1 000)	10	12	11	11 1/2	11 1/2	12	12 1/2	13
£	11 1/2	12 1/2	11 3/4	12 1/4	11 3/4	12 1/4	11 3/4	12 1/4
Fr. franç.	9	9 3/4	8 1/4	8 3/4	8 1/4	8 3/4	8 3/4	9 1/4

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



SOGENAL

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ALSACIENNE DE BANQUE

L'assemblée générale, tenue le 3 mai 1979 au siège social à Strasbourg, sous la présidence de M. Jean-Paul Delacour, président du conseil d'administration, a approuvé les comptes de l'exercice écoulé.

Le total du bilan atteint 22 616 143 095 F. Les résultats bénéficiaires s'établissent à 14 174 875 F, y compris la reprise de la provision pour investissement de 469 645 F, constituée en 1973 dans le cadre du régime de la participation des salariés aux fruits de l'expansion, contre 13 151 975 F en 1977.

Un coupon global de 15 F par action, dont 10 F sous la forme de dividende distribué et 5 F représentant l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal), sera mis en paiement le 21 mai 1979. Ce dividende, égal à celui de l'exercice précédent, s'appliquera aux 720 000 actions de 200 F nominal formant le capital, dont pour la première fois aux 120 000 actions gratuites distribuées en 1978. La distribution atteindra ainsi 7 200 000 F contre 6 000 000 de francs l'an dernier, soit une augmentation de 20 %.

Les réserves figurant au bilan s'élèvent à 143 478 400 F après affectation de la provision pour investissement et d'une partie des résultats de l'exercice ; le total des fonds propres atteint maintenant 290 353 029 F, y compris le report à nouveau.

Dans les trois départements d'Alsace et de Moselle qui constituent son rayon d'activité en France, la SOGENAL dispose de 141 agences ; elle a ouvert, en outre, en mars de cette année, une agence à Paris. A l'étranger, sa présence vient d'être renforcée par l'ouverture, au mois d'avril, d'une agence à Hambourg, en République fédérale d'Allemagne ; dans ce pays, la SOGENAL exploite aujourd'hui un réseau de 9 succursales et agences. Elle est, par ailleurs, implantée en Belgique (8 guichets), en Suisse (2 guichets), au Luxembourg et, conjointement avec la Société générale, en République démocratique allemande, où elle tient un bureau de représentation à Berlin. Enfin, elle est installée en Autriche, par l'intermédiaire de sa filiale, la Société générale alsacienne de banque AG, établie à Vienne depuis 1972.

L'assemblée a renouvelé, pour une période statutaire de cinq ans, les mandats d'administrateur de MM. Léon Denivelle, Léopold Jeorger et Théodore Kans.

Elle a enfin autorisé le conseil à procéder à l'émission d'obligations en francs ou en devises, jusqu'à concurrence de 150 000 000 de francs.

Une assemblée générale extraordinaire a ensuite autorisé le conseil d'administration à porter le capital de son montant actuel de 144 000 000 de F à un maximum de 300 000 000 de F. Cette augmentation pourrait être réalisée en une ou plusieurs fois, dans les cinq ans à venir, contre espèces ou par attributions d'actions gratuites.

SCAC

Secteurs d'activité :
- **Combustibles : charbons, fuel ;**
- **Bois et matériaux de construction — Bricoramas — Constructions en kit ;**
- **Transport international ;**
- **Agences de voyages ;**
- **Distribution et prestations industrielles Afrique.**

Effectifs : 13 855.

Principaux actionnaires :
- **Société alsacienne de participations industrielles (ALSPI) ;**
- **Compagnie financière de Suez ;**
- **Compagnie française de crédit et de banque.**

Nombreuses filiales et participations.

Le conseil d'administration, dans sa séance du 27 avril 1979, a approuvé les comptes de l'exercice 1978, qui se soldent par un bénéfice net de 14,2 millions de francs contre 12,2 millions de francs, soit une progression de 16,4 %.

Le chiffre d'affaires hors taxes a atteint en 1978 2 071 millions de francs contre 1 909 millions de francs l'année précédente, soit une progression de 8,50 %.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire, convoquée le vendredi 22 juin 1979, la mise en distribution d'un dividende total par action de 15 francs, dont 10 francs directement versés et 5 francs d'impôt (avoir fiscal) déjà payé au Trésor, en progression de 33 % sur celui de l'exercice 1977.

Le bilan 1978 a été réévalué, conformément à la loi, et fait apparaître un écart de réévaluation de 134,1 millions de francs, ce qui porte la situation nette, avant affectation du résultat de l'exercice, à 299 millions de francs.

GROUPE PALUEL-MARMONT

FRANCE - INVESTISSEMENT

S.I.C.A.V.

L'assemblée générale ordinaire, réunie sur deuxième convocation le lundi 30 avril 1979, sous la présidence de M. Jean-Marie Paluel-Marmont, a approuvé les comptes de l'exercice 1978 et fixé le montant global du dividende à 7,17 F par titre dont coupons 6,15 F et impôts déjà payés au Trésor (avoirs fiscaux) 1,02 F.

Ce dividende sera réglé le jeudi 17 mai 1979 contre remise des coupons n°s 35-36 et 37.

Au cours de cette assemblée, M. Geoffroy Chodron de Courcel, ambassadeur de France, a été nommé administrateur.

SPIE - BATIGNOLLES

Le conseil d'administration vient d'arrêter les comptes de l'exercice 1978 qui se traduisent par un bénéfice net de 25,14 millions de francs, contre 20,05 millions en 1977.

Il convient de noter qu'il a été créé 73,27 millions de francs de provisions pour risques, dont 22 millions pour risques généraux.

Le bénéfice net consolidé du groupe Spie-Batignolles se situera aux environs de 34 millions de francs, alors qu'il était, en 1977, de 27,6 millions.

La marge brute d'autofinancement consolidée (bénéfice net + amortissements) s'établit, en 1978, à environ 155 millions de francs, compte non tenu de l'augmentation de 34,76 millions du poste provisions pour risques du bilan de Spie-Batignolles.

Le chiffre d'affaires du groupe Spie-Batignolles a fortement progressé, passant de 4 821 millions de francs en 1977, à 6 227 millions en 1978, soit une augmentation de 29,2 %. Cet accroissement s'est réalisé principalement à l'étranger.

Au premier trimestre 1979, le chiffre d'affaires consolidé accuse un nouveau progrès de 15,9 % sur la période correspondante de 1978.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire, convoquée pour le jeudi 28 juin 1979, la distribution d'un dividende net de 4,80 F, soit, compte tenu de l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal), un revenu global de 7,20 F par action de 50 F non amortie, contre respectivement 4 F et 6 F au titre de l'exercice 1977.

La progression du dividende représente ainsi 20 % par rapport à l'exercice précédent.

Les quatre mille actions de 50 F, amorties de 25 F, percevraient un dividende net de 3,30 F, soit un revenu global de 4,95 F.

Le conseil d'administration, usant d'une autorisation antérieure de l'assemblée générale, a, d'autre part, décidé de procéder à une augmentation du capital social qui serait porté de 108 millions 400 600 F à 144 millions 534 100 F, par émission d'actions de numéraire, à raison d'une action pour trois anciennes.

PARIBAS

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE PARIS ET DES PAYS-BAS

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas, qui s'est tenue le 3 mai 1979 sous la présidence de M. Pierre Moussa, président du conseil d'administration, a approuvé les comptes de l'exercice 1978, et notamment la réévaluation légale des titres de participation qui s'est traduite par un écart de réévaluation de 1 679 millions 891 927,31 francs. Les fonds propres inscrits au bilan se trouvent ainsi portés à 4 638 millions 194 770,71 francs.

Le bénéfice de l'exercice s'établit à 192 364 311,95 francs contre 186 millions 989 991,60 francs pour l'exercice 1977.

Le résultat consolidé du groupe s'élève à 572,9 millions de francs contre 513,4 millions de francs en 1977 ; la part de la Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas dans ce résultat s'établit à 464,9 millions de francs contre 411,1 millions en 1977, soit une progression de 13,1 %, et le résultat par action, compte tenu de la création de 631 490 actions nouvelles (due à la conversion de 526 239 obligations), passe de 31,03 francs à 33,50 francs (+ 8 %).

L'assemblée générale a voté la distribution d'un dividende net de 13,30 francs par action, qui, assorti d'un avoir fiscal de 6,65 francs, représente un revenu global de 19,95 francs. Ce coupon, identique à celui de l'exercice précédent, s'applique à un capital porté, par la conversion des obligations, de 1 324 800 000 francs à 1 337 949 000 francs. Le dividende sera mis en paiement à partir du 10 mai 1979.

CIT - ALCATEL

Le conseil d'administration, réuni le 26 avril 1979, a arrêté les comptes de l'exercice 1978.

Les valeurs immobilisées de la compagnie ont été réévaluées conformément aux dispositions légales ; l'écart de réévaluation dégagé s'élève, au 31 décembre 1978, à 198 millions 586 000 F, dont 116 millions 529 000 F ont été portés au crédit de la réserve spéciale de réévaluation et 82 millions 057 000 F au crédit de la provision spéciale concernant les éléments amortissables.

Le résultat après impôt des opérations courantes d'exploitation de l'exercice s'élève à 105 millions 906 000 F contre 97 millions 545 000 F, en augmentation de 8,6 %, y compris l'accroissement net de la provision pour investissement qui se monte à 13 millions 816 000 F, contre 15 millions 200 000 F pour l'exercice précédent.

Ce résultat s'entend après des amortissements de 150 millions 870 000 F (comprenant pour 14 millions 179 000 F l'annuité supplémentaire 1978 afférente à la réévaluation, prélevée sur la provision spéciale), contre 134 millions 878 000 F, et après prise en charge de la participation des salariés aux fruits de l'expansion de 31 millions 870 000 F, légèrement supérieure à celle de l'exercice précédent.

Compte tenu du solde de la balance des plus et moins-values en capitaux, le résultat net de l'exercice s'établit à 96 millions 045 000 F.

Il sera proposé à l'assemblée générale, convoquée pour le 21 juin prochain, après affectation de 3 millions 995 000 F à la réserve spéciale des plus-values à long terme, de répartir aux actionnaires une somme de 73 millions 948 000 F, contre 69 millions 840 000 F, montant qui comprenait un dividende complémentaire de 5 millions 752 000 F afférent aux résultats de 1976.

Le dividende net par action s'élèverait ainsi à 54 F, contre 51 F (soit 46,80 F au titre de l'exercice 1977 et 4,20 F correspondant à la fraction du bénéfice de l'exercice 1976 qui n'avait pu être répartie en raison des recommandations des pouvoirs publics concernant la limitation des dividendes).

Compte tenu de l'impôt de 27 F déjà payé au Trésor (avoir fiscal), le revenu global par action s'établirait à 81 F contre 76,50 F l'année précédente.

Il sera en outre proposé à l'assemblée générale ordinaire de donner l'autorisation au conseil de contracter des emprunts, par voie obligataire ou autrement, en une ou plusieurs fois, pour un montant maximum de 300 millions de francs.

Enfin, le conseil d'administration a décidé de soumettre à l'assemblée générale la nomination, comme administrateur de la compagnie, de M. Jean-Marc Vernes.

ÉLECTRO BANQUE

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 25 avril 1979, a approuvé le bilan et le compte de résultats de l'exercice 1978 qui se soldent par un bénéfice net de 16 798 210 F contre 15 613 211 F en 1977.

La distribution aux actions a été fixée à 9 424 800 F, ce qui correspond à un revenu global de 16,50 F par action, contre 15 F l'année précédente, dont 11 F pour le dividende distribué et 5,50 F pour l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal).

Ce dividende sera mis en paiement à compter du lundi 7 mai 1979 aux guichets des établissements suivants :

Electro Banque, Société générale, Crédit commercial de France.

L'assemblée générale a également autorisé le conseil à émettre des emprunts jusqu'à un montant maximum de 100 millions de francs.

Enfin, une assemblée générale extraordinaire, réunie le même jour, a renouvelé, en l'actualisant, l'autorisation dont dispose le conseil d'augmenter le capital sur ses simples délibérations.

TAITTINGER C.C.V.C.

Le conseil d'administration a récemment arrêté les comptes de l'exercice 1978, qui, après dotations aux amortissements et aux provisions de 8 millions 795 089 francs (contre 5 millions 675 559 francs en 1977), font apparaître un bénéfice net de 5 millions 653 494 francs contre 3 millions 429 404 francs pour l'exercice 1977.

Le chiffre d'affaires de 1978 est supérieur de 21,75 % à celui de l'exercice précédent ; les expéditions de champagne ont été particulièrement actives sur les marchés d'exportation dont la part représente 54 % de leur volume total, contre 49 % en 1977.

Comme déjà annoncé, il sera proposé à l'assemblée générale du 18 juin de répartir un dividende de 8,74 francs par action, soit, avec l'impôt déjà payé au Trésor de 4,37 francs, un revenu global de 13,11 francs contre 11,70 francs l'an dernier. Compte tenu de l'augmentation du nombre d'actions à la suite de conversions d'obligations, l'accroissement global de la distribution, au titre de l'exercice 1978, sera de 15,80 %.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE POUR LA LOCATION

LOCAFINANCIÈRE

Société immobilière pour le commerce et l'industrie
Société anonyme au capital de 165 000 000 F
Siège social : 4, rue Quentin-Bauchart, à Paris (8e)
R.C. Paris B 692 031 149 - L.B.F. 558

Réuni le 25 avril 1979, le conseil d'administration a arrêté les comptes de 1978. Les engagements hors taxes signés au cours de l'exercice se montent à 144 millions de francs et les engagements cumulés hors taxes atteignent 891 millions 200 000 francs.

Après 130 millions 700 000 F d'investissements supplémentaires hors taxes réalisés par la société au cours de l'exercice, les investissements nets hors taxes, après amortissements et provisions, s'élèvent à 671 millions 255 000 F contre 555 millions 314 000 F au 31 décembre 1977 et se répartissent à raison de 76 % pour les opérations de crédit-bail, et de 24 % pour la location simple.

Au 31 décembre 1978, les fonds investis dans le patrimoine en location simple totalisent 168 millions 737 000 F, soit une somme légèrement supérieure au capital à rémunérer.

Les recettes totales hors taxes de l'exercice s'élèvent à 95 millions 521 536,24 F, contre 77 millions 831 190,69 F un an plus tôt. Après imputation des frais généraux et des frais financiers et prise en compte des dotations aux amortissements et aux provisions, le bénéfice net de l'exercice atteint 30 millions 383 080,43 F, contre 28 millions 054 515,95 F.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui se réunira le 8 juin prochain, de distribuer un dividende de 17 F par action de 100 F, contre 15 F au titre du précédent exercice.

ÉMISSIONS DE VALEURS MOBILIÈRES EN FRANCE

Le montant des émissions de valeurs mobilières en France pour les trois premiers mois de 1979 a été, selon les statistiques établies par le Crédit lyonnais, de 16,7 milliards de francs (émissions permanentes exclues). Par rapport au montant du premier trimestre de l'an passé, la progression des émissions paraît sensible : + 21,1 % — accroissement imputable d'ailleurs au développement des émissions d'obligations, les émissions d'actions marquant un recul. L'interprétation de ce chiffre est toutefois délicate, la base de comparaison étant quelque peu faussée. En effet, le volume des émissions d'obligations avait été sensiblement réduit au début de l'année 1978 en raison de l'ambiance maussade qui régnait alors sur le marché financier.

∴

Sur le marché obligataire, si le montant collecté a été important (13,6 milliards de francs), il convient de noter toutefois qu'un certain essoufflement du marché s'est manifesté depuis la mi-février. Craignant en particulier l'arrêt du processus de désinflation en France à la suite du récent relèvement du prix du pétrole, les investisseurs institutionnels ont marqué, à partir de cette époque, une certaine réserve. En conséquence, il s'est avéré nécessaire d'alléger le calendrier, voire même d'arrêter les émissions une quinzaine de jours. Toutefois, celles-ci reprenaient le 19 mars dans de bonnes conditions, malgré la grève de la Bourse, en raison d'une demande toujours soutenue de la part des particuliers.

La répartition des fonds collectés a bénéficié, comme lors des trimestres précédents, dans une très large part, aux secteurs public et semi-public. Les émissions du secteur privé ne totalisent en effet que 1,1 milliard ; encore ne s'agit-il pour l'essentiel que d'emprunts d'établissements bancaires, réalisés pour accroître leur capacité de distribution de crédits.

Il convient de noter par ailleurs les montants en forte augmentation collectés par plusieurs émetteurs du secteur semi-public, notamment la Caisse nationale de crédit agricole (2,4 milliards), le Crédit foncier de France (1,8 milliard) et la Caisse nationale de l'énergie (1,4 milliard).

Pour ce qui est des taux d'intérêt, cette situation du marché a entraîné une pause dans le mouvement de baisse observé depuis avril dernier. C'est ainsi que les taux faciaux des emprunts de première catégorie, après être revenus de 9,9 % en début d'année à 9,7 % au début de février, sont restés ensuite à ce dernier niveau.

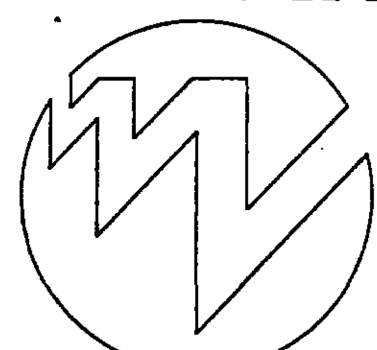
∴

Avec un montant de 3 milliards de francs, les émissions d'actions (parts de S.A.R.L. incluses) sont en recul de 29,1 % par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Là encore, l'interprétation de ce chiffre est délicate, le montant collecté au premier trimestre 1978 ayant été particulièrement important. Comparé au chiffre du premier trimestre 1977, le volume des émissions de ce début d'année marque une progression de 10,8 %. Il semble donc prématuré de conclure à un quelconque changement de tendance.

Ces émissions d'actions se sont faites dans une proportion de 83 % sous forme d'augmentation de capital ; les constitutions de nouvelles sociétés sont restées, en conséquence, peu importantes. Ces apports de capitaux ont bénéficié principalement aux entreprises non financières qui ont collecté 2,6 milliards.

Parmi ces émissions, les augmentations de capital publiées au BALO se chiffrent à 386 millions contre 600 millions l'an passé pour la même période. Les opérations faisant appel public à l'épargne ont donc été relativement limitées. Leur développement a été, il est vrai, freiné par un certain nombre de facteurs (environnement international incertain, situation sociale tendue, grève à la Bourse de Paris...).

ELECTRICITE DE FRANCE



EMPRUNT
mai 1979 — 2 milliards de francs

Obligations de 2000 francs 9,70 %

Prix d'émission : Le pair soit 2000 F par obligation.
Date de jouissance : 25 mai 1979.
Intérêt annuel :
• 9,70 % soit 194 F par obligation, payable le 25 mai de chacune des années 1980 à 1994.
Amortissement : En 13 annuités constantes d'intérêt et d'amortissement :
• soit par remboursement au pair le 25 mai de chacune des années 1982 à 1994 à la suite d'un tirage au sort, pour la moitié au moins des titres à amortir ;
• soit par rachats en Bourse.
Souscriptions : Les souscriptions sont reçues aux caisses désignées ci-après, dans la limite des titres disponibles chez chacune d'elles :
• Comptables du Trésor et des Postes et Télécommunications,
• Caisses de Crédit Agricole Mutuel,
• Caisses d'Epargne,
• Caisse Nationale de l'Énergie,
• Banques et tous intermédiaires agréés par la Banque de France.
Cotation : Les obligations du présent emprunt feront l'objet d'une demande d'admission à la cote officielle (Bourse de Paris).

Taux de rendement actuariel brut : 9,63 %

LA CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE EST CHARGÉE DU SERVICE DE L'ÉMISSION

L'admission des obligations en SICOVAM sera demandée.



A Paris 5e
un îlot de charme
et de calme
au cœur d'un quartier historique

Des appartements tout confort dans des demeures du XVIIe siècle restaurées avec soin, autour d'un grand jardin intérieur.

Les Résidences du Panthéon
16 ET 18 RUE TOURNEFORT PARIS 5e

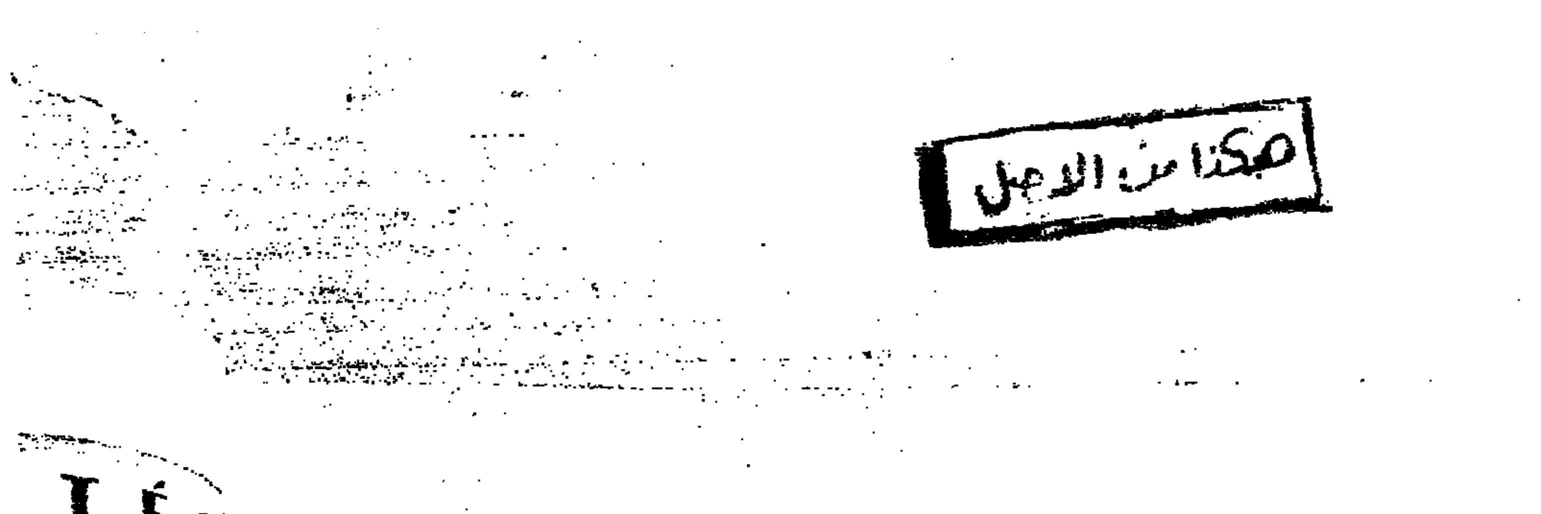
Du studio au 5 pièces.
Prix fermes et définitifs. Crédit 80 %.
Bureau de vente sur place,
de 9 à 13 h et de 14 à 18 h.
Samedi et dimanche : de 15 à 18 h 30.

• SAFRI • 336.39.40

Michael A. TAPPAN, Senior Vice President
François H. CARN, Vice President
Daniel G. JOUVE, Vice President
Charles d'HENNEZEL, Vice President
Brigitte LEMERCIER, Consultant

vous font part de leur nouvelle adresse :

7, place Vendôme ~ 75001 PARIS
Téléphone : 261.55.50
▼
RUSSELL REYNOLDS ASSOCIATES, INC.
Conseil en Recrutement de Cadres Supérieurs
NEW YORK-CHICAGO-HOUSTON-LONDON-LOS ANGELES-PARIS



LES MARCHÉS FINANCIERS

LES ÉMISSIONS DE VALEURS MOBILIÈRES EN FRANCE AU PREMIER TRIMESTRE 1979

Le montant des émissions de valeurs mobilières en France pour les trois premiers mois de 1979 a été, selon les statistiques établies par le Crédit lyonnais, de 16,7 milliards de francs (émissions permanentes exclues). Par rapport au montant du premier trimestre de l'an passé, la progression des émissions paraît sensible : + 21,1 % — accroissement imputable d'ailleurs au développement des émissions d'obligations, les émissions d'actions marquant un recul. L'interprétation de ce chiffre est toutefois délicate, la base de comparaison étant quelque peu faussée. En effet, le volume des émissions d'obligations avait été sensiblement réduit au début de l'année 1978 en raison de l'ambiance maussade qui régnait alors sur le marché financier.

Sur le marché obligataire, si le montant collecté a été important (13,6 milliards de francs), il convient de noter toutefois qu'un certain essoufflement du marché s'est manifesté depuis la mi-février. Craignant en particulier l'arrêt du processus de désinflation en France à la suite du récent relèvement du prix du pétrole, les investisseurs institutionnels ont marqué, à partir de cette époque, une certaine réserve.

La répartition des fonds collectés a bénéficié, comme lors des trimestres précédents, dans une très large part, aux secteurs public et semi-public. Les émissions du secteur privé ne totalisent en effet que 1,1 milliard ; encore ne s'agit-il pour l'essentiel que d'emprunts d'établissements bancaires, réalisés pour accroître leur capacité de distribution de crédits.

Il convient de noter par ailleurs les montants en forte augmentation collectés par plusieurs émetteurs du secteur semi-public, notamment la Caisse nationale de crédit agricole (2,4 milliards), le Crédit foncier de France (1,8 milliard) et la Caisse nationale de l'énergie (1,4 milliard).

LONDRES

La Bourse de Londres a été fermée le lundi 7 mai en raison du Bank Holiday.

LE « BALO » DU 7 MAI 1979 PUBLIE NOTAMMENT LES INSERTIONS SUIVANTES

Crédit industriel de l'Ouest : Augmentation du capital de 60 millions à 70 millions de francs par émission, à 100 F l'une, de 200 000 actions de 50 F nominal portant jouissance du 1er janvier 1979, puis de 70 millions à 80 millions de francs par incorporation de réserves et attribution gratuite de 200 000 actions de 50 F (également jouissance du 1er janvier 1979) à raison d'une pour six anciennes.

Banque de Bretagne : Augmentation du capital de 48 millions à 52 millions de francs par incorporation de réserves et attribution gratuite de 50 000 actions de 80 F (une pour douze anciennes), puis de 52 millions à 64 millions par émission, à 100 F l'une, de 150 000 actions de 80 F (une pour quatre anciennes). Toutes les actions nouvelles porteront jouissance du 1er janvier 1979.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

SPIE-BATIGNOLLES. — Bénéfice net pour 1978 : 25,14 millions de francs contre 20,05 millions après constitution de 73,27 millions de francs de provisions pour risques. Le résultat consolidé passe de 27,6 millions à 34 millions de francs et le chiffre d'affaires du groupe s'est établi à 6,23 milliards de francs (+ 29 %). Le dividende global est porté de 6 F à 7,20 F (+ 20 %) et le capital va être augmenté par émission en espèces d'une action nouvelle pour trois anciennes.

PORCHER. — Bénéfice net pour 1978 : 5,99 millions de francs contre 2,4 millions. Le dividende global est porté de 18,90 F à 20,25 F.

ROUSSELOT. — Bénéfice non consolidé pour 1978 : 24,8 millions de francs contre 25,8 millions. Le dividende global est inchangé à 51,75 F.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	4 5	7 5
1 dollar (en yens) ..	222 80	218 90

Taux du marché monétaire

Effets privés .... 6 7/8 %

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES
Base 100 : 29 décembre 1972

	27 avril	4 mai
Indice général	114,4	114,6
Assurances	173,7	184,8
Banq. et sociétés financ.	100,9	98,9
Sociétés foncières	110,5	113,5
Sociétés investiss. portef.	124,4	126,7
Agriculture	109,3	110,9
Aliment., brasseries, distill.	110,6	110,2
Autom., cycles et l. équip.	117,2	115
Bâtim., matér. constr., T.P.	135	135,9
Caoutchouc (ind. et comm.)	68,9	68,9
Carrières salines, charbon	107,3	108,8
Constr. mécan. et navales	103,7	106,1
Hôtels, casinos, thermal.	142,7	144,1
Imprimeries, pap., cartons	77	76,4
Magas., compt. d'exportat.	95,3	96,6
Matériel électrique	138,9	138,6
Métall., com. des pr. métal	41,5	41,2
Mines métalliques	103,3	110
Pétroles et carburants	103,9	105,7
Prod. chimiq. et al.-mét.	146,3	146,9
Services publics et transp.	101,2	101,7
Textiles	121,2	122
Divers	134,7	132,8
Valeurs étrangères	121,1	124,3
Valeurs à rev. fixe ou ind.	148,2	152,5
Rentes perpétuelles	54,1	54,4
Rentes amort., fonds gar.	246,4	257,8
Sect. indust. publ. à r. fixe	99,7	99,7
Sect. ind. publ. à rev. ind.	378	394,5
Secteur libre	111	111,2
INDICES GENERAUX DE BASE 100 EN 1949		
Valeurs à rev. fixe ou ind.	281,4	287,2
Val. franç. à rev. variable.	792,8	794,2
Valeurs étrangères	895,1	918,7
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 29 décembre 1961		
Indice général	91,3	91,2
Produits de base	61,3	62
Construction	127,8	128,2
Biens d'équipement	93,4	94,1
Biens de consom. durables	115,3	114,2
Biens de cons. non durabl.	88,4	86,4
Biens de consom. aliment.	100,2	99,3
Services	140,8	140,6
Sociétés financières	104,9	104,1
Sociétés de la zone franc expl. principal. à l'étr.	199,2	198,2
Valeurs industrielles	80,9	81,1
BOURSES REGIONALES — Base 100 : 29 décembre 1972		
Indice général	113,5	114,8

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE. Base 100 : 29 déc. 1978)

	3 mai	4 mai
Valeurs françaises ..	105	105,8
Valeurs étrangères ..	123,4	214,2

Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	91	91,2

BOURSE DE PARIS - 4 MAI - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
3 %	36 80	1 775	BAN (Sté) Centr.	664	664	Laffitte-Bail.	185 50	186 50	Immoinvest.	129	130
5 %	58 20	1 274	S.P.E.G.	183	183	Locabail Immob.	312	316	Cie Lyon. Imm.	130	130
[illegible]											

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
E.D.F. parts 1958	568	568
E.D.F. parts 1959		
Ch. France 3 %	188	d186
A.G.F. (Sté Cent.)	425	426
Ass. Gr. Paris-Vie	1760	1760
Concorde	375	375
Epargne France	267	277
Financ. Victoire	289	289
France I.A.R.D.	212	228 50

* Cours précédent.

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
790	4,5 % 1973.	846	843	843	845
2990	C.N.E. 3 %	3542	3589	3588	3582
325	Afrique Occ.	326	326	326 50	327 40
395	Air Liquide	416	409	408	408 90
[illegible]					

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT
o : offert ; C : coupon détaché ; d : demande ; * droit détaché

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 4 5	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	4 370	4 377	4 260	4 460
Allemagne (100 DM).	230 040	230 480	222	236
Belgique (100 F)	14 436	14 4.2	13 600	14 300
Pays-Bas (100 fl.)	211 910	212 420	207	218
Danemark (100 krd)	82 200	82 140	80	85
Norvège (100 k)	84 580	84 645	81 500	86 500
Grande-Bretagne (£ 1)	9 076	9 088	8 850	9 350
Italie (1 000 lires)	5 158	5 163	5	5 400
Suisse (100 fr.)	253 890	254 320	245	258
Suède (100 krs)	93 440	99 460	95 500	101
Autriche (100 sch.)	31 290	31 340	30 750	32 250
Espagne (100 pes.)	6 620	6 623	6 400	6 800
Portugal (100 esc.)	8 915	8 930	8 500	10 500
Canada ($ can. 1)	3 811	3 816	3 640	3 870
Japon (100 yens)	1 945	1 983	1 880	1 930

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 4 5
Or fin (kilo en barre)	35100	35350
Or fin (en lingot)	35190	35:00
Pièce française (20 fr.)	297 20	297
Pièce française (10 fr.)	218	216
Pièce suisse (20 fr.)	283 50	285 10
Union latine (20 fr.)	265	265 2.
Souverain	349 20	350 20
Pièce de 20 dollars	1453 20	1462
Pièce de 10 dollars	850	855
Pièce de 5 dollars		
Pièce de 50 pesos	1615	1435
Pièce de 10 florins	280	270 10

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 6-7 mai 1979 a été tiré à 543 358 exemplaires.

LE MONDE diplomatique

du mois de mai

EST PARU

Au sommaire :

● LE PARLEMENT FRANÇAIS ET LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

● Avant la réunion de la CNUCED : UN « MONDIALISME » SUR MESURE

LES PRISES D'OTAGES AU SALVADOR

Les occupants de l'ambassade de France rejettent l'offre d'asile politique au Costa-Rica

Les commandos du Bloc populaire révolutionnaire (B.P.R.), l'organisation salvadorienne d'extrême gauche, qui occupent depuis vendredi 4 mai les ambassades de France et du Costa-Rica au Salvador, ont rejeté dimanche soir une offre d'asile politique faite par le Costa-Rica. L'un des seize occupants armés de l'ambassade de France a expliqué que la proposition du président costaricain, M. Rodrigo Carazo, a été rejetée parce que les gouvernements français et costaricain avaient *« agi à l'insu des représentants du B.P.R. réunis à l'université de San-Salvador ».*

Les ambassadeurs de France, M. Michel Dondenne, et du Costa-Rica, M. Julio Esquivel, ont de leur côté refusé de rencontrer à l'université des négociateurs du B.P.R. qui en avaient fait la demande : *« Je ne peux pas quitter l'ambassade sans avoir de garanties pour les autres otages, cinq à l'ambassade de France et six à celle du Costa-Rica »,* a déclaré M. Dondenne.

L'émissaire envoyé samedi au Salvador par le gouvernement français, M. Philippe Cuvillier, directeur du département Amérique au ministère des affaires étrangères, ainsi qu'un représentant du Costa-Rica, ont été reçus par le ministre salvadorien des affaires étrangères, M. Antonio Rodriguez. Ils lui ont dit *« toute la préoccupation »* de leurs gouvernements respectifs et leur *« souci »* que l'occupation se termine rapidement et de manière pacifique. M. Rodriguez a répondu que son gouvernement excluait tout recours à la force pour obtenir la libération des otages, mais il a ajouté que la seule concession qu'il était prêt à accorder aux terroristes était un sauf-conduit pour quitter le pays.

Les membres des commandos du B.P.R. déclarent qu'ils ne souhaitent pas partir, et ils entendent maintenir leur exigence d'obtenir la libération de cinq de leurs camarades emprisonnés. Trois personnes se réclamant du B.P.R. ont affirmé, dimanche 6 mai, à Paris, que *« la vie des détenus n'est pas en danger ».* Des vivres ont pu être apportés aux otages.

De passage à Paris, M. Jaime Barrios, dirigeant communiste salvadorien, a affirmé que l'ambassade de France avait été occupée pour protester contre *« l'aide financière, technique et militaire que la France fournit au Salvador, pays où les droits de l'homme sont systématiquement violés ».*

Les prises d'otages coïncident avec une escalade de la violence dans le pays. Le Front populaire de libération (F.P.L.), groupe armé clandestin dont la branche légale est le B.P.R., a revendiqué dimanche la responsabilité de l'attentat qui avait coûté la vie samedi à un policier. Deux autres policiers avaient été tués vendredi 4 mai.

En Espagne

L'ANCIEN DIRECTEUR DE LA SURETÉ EST GRIÈVEMENT BLESSÉ DANS UN ATTENTAT

(De notre correspondant.)

Madrid. — L'ancien directeur général de la sûreté, M. Emilio Rodriguez Roman, a été grièvement blessé dans un attentat ce lundi matin 7 mai à Madrid. Deux jeunes gens qui l'attendaient à la porte de son domicile ont tiré sur lui à bout portant. Il était en compagnie d'un de ses enfants, qu'il devait emmener au collège, et s'apprêtait à monter dans la voiture de la banque dont il est président. En fin de matinée, l'attentat n'avait pas encore été revendiqué.

[Avocat de profession, M. Emilio Rodriguez Roman, qui est âgé de quarante-huit ans, a fait partie de plusieurs conseils de guerre sous le franquisme. Il a été conseiller juridique de la police armée, gouverneur civil du Guipuzcoa, à une époque où les représentants du pouvoir central recevaient des consignes d'extrême fermeté dans le traitement du problème basque, et enfin directeur général de la sûreté en 1976. Il était connu sous le régime antérieur comme un expert des questions d'ordre public. — C. V.]

● *Une bombe* a explosé à l'ambassade d'Espagne, à Berne, dans la nuit du dimanche 6 au lundi 7 mai. L'explosion n'a fait aucune victime, mais a endommagé l'immeuble. La responsabilité de cet attentat n'a pas encore été revendiquée. — *(A.F.P., U.P.I.)*

Nous sommes obligés d'escompter une hausse du prix du pétrole de 30 % en 1979

déclare M. Barre

« Nous sommes obligés d'escompter une hausse des prix du pétrole de 30 % cette année », a déclaré, samedi 5 mai, M. Raymond Barre à la convention nationale de l'Union gaulliste *(voir page 10).* Le premier ministre a ajouté : *« Au début de l'année, nous attendions une hausse de 10 % sur l'année, soit 5 milliards de francs. Puis le gouvernement a pris en considération une hausse des prix du pétrole de 22 %. »* Si les prix se trouvent finalement augmentés de 30 % fin décembre 1979 par rapport à leur niveau du 1[er] janvier 1979, il en coûterait 15 milliards de francs à la France d'importations supplémentaires, a précisé M. Barre.

Ces déclarations pessimistes du premier ministre vont-elles être confirmées par les décisions de l'OPEP qui se réunit fin juin ? Les observateurs estiment généralement que les pays de l'OPEP (sauf l'Arabie Saoudite), qui pratiquent déjà des prix supérieurs en moyenne de 27,5 % à leur niveau du 1[er] janvier 1979, augmenteront à nouveau leurs tarifs fin juin. La question se pose de savoir quelle sera l'importance de cette hausse, et quelle sera l'attitude de l'Arabie Saoudite (35 % de nos importations), qui, jusqu'ici, s'en est strictement tenue à la hausse de 14,5 % décidée par l'OPEP fin mars à Genève et appliquée depuis le 1[er] avril.

On estime généralement que Ryad relèvera ses prix. S'alignera-t-il sur les autres pays de l'OPEP ? Restera-t-il en-deçà ? En tout état de cause, le relèvement du prix du « brut » serait en moyenne annuelle de 18 % (facture globale de 1979 comparée à la facture de 1978), si l'Arabie ne bouge pas ses prix jusqu'à la fin de l'année, mais de 20 % si elle tend à s'aligner sur les prix actuellement pratiqués par ses partenaires de l'OPEP (chiffres homogènes avec un « glissement » de 30 % des prix du 1[er] janvier au 31 décembre). C'est dire que les prévisions actuelles du gouvernement portent sur un renchérissement annuel double (20 % au lieu de 10 %) de celui qui avait été prévu fin 1978.

On atteindrait alors les limites au-delà desquelles l'économie française ne peut plus absorber de hausse supplémentaire sans inconvénients graves : inflation accrue des coûts de production, avec peut-être, dans quelques mois, les risques d'un ralentissement de la croissance économique avec toutes ses conséquences sur l'emploi. — Al. V.

LA RÉUNION DES MINISTRES DE L'O.C.D.E.

Il ne faut pas opposer croissance économique et protection du cadre de vie,

déclare M. d'Ornano

« La protection de l'environnement va de pair avec le développement économique et il est illusoire de croire qu'une moindre croissance peut être un moyen de protéger l'environnement », a déclaré M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, lundi matin 7 mai, lors de la séance d'ouverture de la réunion à Paris des ministres des pays de l'O.C.D.E. *(le Monde* daté 6-7 mai).

Souhaitant *« mettre fin au mythe erroné qui oppose croissance et politique d'environnement »,* le ministre français a précisé : *« L'objectif premier des politiques économiques de nos pays est de permettre le retour aux équilibres de prix, d'emploi et de balances de paiement compromis aujourd'hui par la hausse des matières premières et de l'énergie... Ce nouvel équilibre général de l'économie ne pourra être obtenu que s'il contribue à mettre en place l'environnement et la qualité de vie que souhaitent les générations d'aujourd'hui... »*

« En réalité, a estimé M. d'Ornano, *les politiques d'environnement apportent une contribution efficace au redéploiement industriel et peuvent contribuer au rétablissement des équilibres économiques. »* Le ministre a évoqué la *« mise en place d'un modèle d'expansion plus économe d'énergie »* et les possibilités de *« débouchés à l'exportation pour les industries de lutte contre les pollutions les plus dynamiques »...*

Après de nouveaux débrayages

LA DIRECTION DE LA SOLMER MENACE DE FERMER L'USINE DE FOS-SUR-MER

(Correspondance.)

Marseille. — Alors que l'on espérait s'acheminer vers une reprise quasi normale de l'activité de l'unité sidérurgique Solmer à Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône), qui connaît depuis un mois des tensions et des grèves, des débrayages sectoriels se sont encore produits tout au long de la matinée du lundi 7 mai. Pourtant dès 5 heures, lundi matin, le personnel posté s'était présenté devant les portes de l'usine. Après un meeting, la majorité des ouvriers s'étaient rendus sur les lieux de travail. Mais bientôt des débrayages se produisaient sur le tas et affectaient la reprise d'activité, notamment de la « zone fonte », aux trains de laminoirs, dans le secteur finissage ainsi que dans l'atelier central de mécanique et dans l'entretien mécanique aciérie. Les hauts fourneaux n'ont donc pas pu être remis en marche comme il avait été envisagé dimanche.

L'intersyndicale a renouvelé ses revendications : paiement des heures de chômage technique, discussion sur les revendications salariales, réduction du temps de travail et levée des licenciements. *« La production ne redeviendra pas normale tant que la direction s'obstinera »,* affirme-t-elle. Une délégation syndicale s'est rendue à Marseille pour rencontrer le préfet de région et l'inspecteur du travail, afin d'exiger la tenue d'une réunion mipartite. En fin de matinée, une note de service distribuée dans l'usine, émanant de la direction, précisait que si dans les quarante-huit heures tout n'était pas rentré dans l'ordre, celle-ci envisageait une fermeture de l'unité.

D'autre part, la direction de l'usine de produits chimiques Ugine-Kuhlman (P.C.U.K.) de Fos-sur-Mer a mis en chômage technique les travailleurs postés de l'unité qui produit du chlore et de la soude ce lundi. — J. C.

La situation au sein du P.S.

M. MAUROY : je ne sais plus qui se trouve minoritaire et majoritaire.

M. Pierre Mauroy, maire de Lille, membre du bureau exécutif du P.S., a déclaré dimanche 6 mai au « Club de la presse » d'Europe 1 à propos de la situation au sein du P.S. : *« Je regrette profondément que la synthèse ne se soit pas faite au congrès de Metz, qui est pour moi un congrès inachevé. La majorité et François Mitterrand ont eu 47 %. Leur texte est la légitimité du parti. Elle s'applique aussi bien aux majoritaires qu'aux minoritaires. François Mitterrand a décidé d'élargir cette majorité par un accord de circonstance avec l'un des courants minoritaires, c'est-à-dire avec le CERES. Nous en prenons acte. Il se trouve même que le document politique qui a scellé cet accord a été adopté par l'ensemble du comité directeur. C'est vous dire que nous sommes un peu dans une situation artificielle. Alors, je ne sais plus tout à fait qui se trouve minoritaire et majoritaire. L'avenir nous le dira. En tout cas, le débat reste ouvert. Nous aurons d'autres rendez-vous : le rendez-vous de la prochaine convention sur le projet socialiste et le rendez-vous du congrès où sera désigné le candidat aux élections présidentielles.*

» Je suis persuadé que ce que l'opinion attend et que ce qu'attendent les militants, qui l'ont manifesté lors du congrès de Metz, c'est que le rassemblement de tous les socialistes se fasse. »

Les élections du 10 juin

M. FRANÇOIS-PONCET : l'Europe a rassemblé les Français.

M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères, qui était samedi 5 mai l'invité du « Journal inattendu » de R.T.L., a notamment déclaré : *« L'économie française, telle qu'elle existe aujourd'hui, ne peut pas se concevoir en dehors du Marché commun. Les difficultés et les crises que connaissent l'Europe n'ont pas été créées par le Marché commun, elles viennent de l'extérieur. Le Marché commun les a atténuées et les a amorties. »*

M. François-Poncet a également souligné que *« plus personne, plus une des familles politiques françaises »* ne demandait le retrait de la France de la C.E.E. et estimé que *« le grand bénéfice de l'Europe est peut-être d'avoir rassemblé les Français ».*

M. POHER : le choix entre la prospérité et la décadence.

(De notre correspondant.)

Evreux. — A l'initiative de la Fédération nationale des combattants républicains, le cinquantième anniversaire du premier appel d'Aristide Briand en faveur de l'union européenne, lancé à Genève à la tribune de la Société des Nations, a été célébré samedi 5 mai, à Cocherel et à Pacy-sur-Eure.

Dans cette ville, M. Alain Poher, président du Sénat et président d'honneur de la Fédération nationale des combattants républicains, a prononcé un plaidoyer pour l'Europe. Dans son éloge d'Aristide Briand, il a déclaré : *« Le choix est clair. L'Europe unie est notre seule chance. Il faut la construire, jour après jour, avec acharnement, conviction et réalisme. (...) En 1929, il y a cinquante ans, l'enjeu de l'appel d'Aristide Briand, c'était la paix. Faute d'avoir été entendu, chacun sait le prix qu'il a fallu payer. En 1950, il y a vingt-neuf ans, l'appel de Robert Schuman était lui aussi la paix. Parce qu'il a été entendu, l'Europe a connu une de ses plus grandes périodes de prospérité. En 1979, le 10 juin prochain, l'enjeu sera face aux défis que le monde, l'Asie et l'évolution des idées nous lancent, le choix entre la prospérité et la décadence. »*

Un pionnier de la psychiatrie institutionnelle

MORT DU DOCTEUR GEORGES DAUMÉZON

Le docteur Georges Daumézon est mort dans la nuit du 6 au 7 mai, des suites d'un accident de la route. Il était âgé de soixante-six ans.

[Docteur en médecine, diplômé d'études supérieures de droit public, psychiatre des hôpitaux, Georges Daumézon aura occupé pendant plus de trente ans une position originale dans la psychiatrie française.

Médecin directeur de l'hôpital de Fleury-les-Aubrais, près d'Orléans, il y met en œuvre les éléments d'une doctrine qui allait constituer la psychiatrie institutionnelle : l'hôpital psychiatrique ne doit pas être simple lieu d'enfermement, mais aussi, par lui-même, instrument de soins. C'est à ce titre, estimait-il, qu'il convient de le transformer et de l'ouvrir.

Ces idées, il les mettra plus tard en œuvre à l'hôpital Sainte-Anne à Paris, où il dirigea le service de l'administration, puis à l'hôpital Henri-Rouelle, dont il était médecin-chef depuis 1966.

Membre et ancien président de la société scientifique, l'Evolution psychiatrique, Georges Daumézon cultivait volontiers le paradoxe. Son caractère profondément indépendant, son détachement des « modes » qui traversent régulièrement les milieux psychiatriques, ses dons d'enseignement lui avaient valu tout à la fois l'estime et l'attachement de ses confrères et de ses malades.

Le docteur Daumézon avait notamment écrit des ouvrages intitulés *l'Apport de l'analyse dans la sémiologie psychiatrique* (1960), *Psychopathologie des Nord-Africains* (monographie de l'INSERM), ainsi que de nombreux articles, notamment dans *le Monde*, sur la psychothérapie institutionnelle et l'organisation de la psychiatrie. — *C. B.*]

Sans abuser de la carotte et du bâton, même psychologiques... voici la possibilité d'améliorer encore votre capacité à conduire les hommes.

- Vous êtes dirigeant ou cadre responsable.
- Vous avez une bonne expérience de la conduite des hommes.
- Vous savez que tous les problèmes importants sont des problèmes d'hommes,
- Mais êtes-vous sûr de savoir systématiquement et judicieusement les motiver, d'obtenir d'eux qu'ils s'engagent personnellement, en un mot qu'ils soient réellement efficaces ?

Compétence × Motivation = Efficacité

Ex : 7/10 x 7/10 = 49%

La motivation est le "levier multiplicateur" de la compétence : la formule est simple ; encore faut-il savoir créer sur le tas les conditions de son application.

C'est pour vous aider à atteindre plus facilement et plus complètement cet objectif dans votre entreprise que vient d'être mis au point un stage très réussi intitulé :

L'EFFICACITE DANS L'ENTREPRISE OU L'ART DE MOTIVER LES HOMMES.

3 jours au royaume du concret

Faisant appel aux notions psychologiques indispensables mais sans y accorder trop de temps, ce stage est avant tout concret, l'accent étant mis sur toutes les applications pratiques possibles.

Devinez ce qui se cache sous la formule "basculement sur-motivant" ?

C'est tout simple, très efficace, mais vous n'aviez peut-être jamais songé à l'appliquer !

100 bonnes idées peut-être... 50 sûrement

Un stage moyen fait habituellement passer 4 ou 5 idées intéressantes immédiatement applicables. Jacques Luxey, praticien, qui s'est confronté aux mêmes problèmes que vous, en fait passer 100, de l'avis même des participants, dont 50 inédites.

Testez vous-même ce stage ou faites-le tester par un collaborateur exigeant.

Programme détaillé et renseignements :

Jacques Luxey
Conseil de Direction
100, Elysée 2 78170 La Celle St-Cloud
969-68-86

3 M vous propose
GRATUITEMENT
pendant 48 heures : un
RÉTROPROJECTEUR
Procédé moderne et efficace pour vos exposés en couleur.
MB audiovisuel 3M
544-43-69 ou 222-27-53
116, rue de Vaugirard - Paris-6e

Dans le monde restreint des maisons de qualité
NICOLL
vous offre
Pour homme

Costume Prêt-à-Porter	depuis 950 F.
Costume Mesure Industrielle	depuis 1.200 F.
Veston Sport Fantaisie	depuis 650 F.
Pantalon Flanelle	depuis 290 F.

Pour dame
Ensemble printemps
Blazers, jupes, imperméables
NICOLL
La tradition anglaise du vêtement
à Paris 29 rue Tronchet, depuis 1820.
opl 27

NOUVEAUX TISSUS "COUTURE" PRINTEMPS-ÉTÉ
- Soies imprimées exclusives.
- Lainages originaux, tweeds légers, rayures, carreaux, gabardines.
- Cotons suisses imprimés.
- Nouvelles impressions de charme, des dessins inédits.
- Tissus exotiques, bourrettes.
- Cotons anglais, depuis 13,50 F.
- Plumetis, ajourés, crêpons.
- Tissus brodés, nouveaux unis, dentelles, brochés, soieries.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS